

L'Assurance contre la Grêle en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1936

PAR

REGNAULT DE BEAUCARON

JURY :

Président : M. M. PICARD, professeur

Suffragants } *MM. DEMOGUE, professeur*
 AMIAUD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^{ts})

1936

Tous droits réservés



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41550414_0043

THESE POUR LE DOCTORAT

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*

L'Assurance contre la Grêle en France et à l'Etranger

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1936

PAR

REGNAULT DE BEAUCARON

JURY :

Président : M. M. PICARD, professeur

Suffragants { *MM. DEMOGUE, professeur*
AMIAUD, professeur

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^e et Ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1936

Tous droits réservés



L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

INTRODUCTION

Avant de décrire le fonctionnement de l'assurance contre la grêle, il importe d'en montrer la nécessité.

Pour cela nous croyons utile d'établir :

— en premier lieu, que la grêle est un phénomène inévitable pratiquement,

— en second lieu, qu'elle constitue un risque assurable.

Efforçons-nous donc, pour commencer, de procéder à cette double démonstration.

I

Que la grêle soit un phénomène inévitable, cela ressort de trois ordres de constatations :

1° D'abord les manifestations en sont capricieuses, soudaines, inégales. En général, quoique l'orage qui l'accompagne couvre un grand territoire, la grêle ne tombe pas d'une manière continue, mais seulement dans certaines localités. Cependant des régions entières ont été quelquefois détruites ⁽¹⁾. Souvent elle épargne

(1) On peut citer notamment l'orage du 13 juillet 1788 qui traversa la France et les Pays-Bas en allant du S.-O. au N.-E. sur deux bandes parallèles, que la grêle couvrit de ruines. L'une de ces bandes avait 175 lieues de long et l'autre environ 200. Celle de gauche commença en Touraine près de Loches, à 6 h. 1/2 du matin, passa sur Chartres à 7 h. 1/2, sur Rambouillet à 8 h. 1/2, sur Clermont-en-Beauvaisis à 9 h., sur Douai à 11 h., entra en Belgique, passa à Courtray à midi 1/2 et s'éteignit au

presque les récoltes limitrophes de celles qu'elle anéantit, des champs se trouvant comme divisés en deux parties. Les chutes de grêle sont généralement rapides et brèves, mais il est arrivé qu'il en tombe une énorme quantité ⁽²⁾. Notons, en outre, que l'examen des grêlons a montré que ceux-ci pouvaient affecter les formes ⁽³⁾ et les dimensions ⁽⁴⁾ les plus variées ; on en a même trouvé qui contenaient des corps étrangers ⁽⁵⁾.

delà de Flessingue à 1 h. 1/2 (175 lieues sur 4 de large). Celle de droite commença à Orléans à 7 h. 1/2 du matin, passa à Artenay et Andonville et arriva à Paris à 8 h. 1/2, à Crépy-en-Valois à 9 h. 1/2, Cateau-Cambrésis à 11 h., à Utrecht à 2 h. 1/2 (200 lieues sur 2 de large). On estime que l'orage se mouvait à une vitesse de 16 lieues à l'heure. (Registre municipal de Pontoise-Plancouard).

(2) En 1865, à Vendhuile (Belgique), M. Lermoyez rapporte qu'au cours d'un orage très violent, un petit contre-fossé du canal de Saint-Quentin, servant à l'assèchement de 500 hectares de terre, à reçu un tel volume d'eau et de grêle, que le flot a franchi les hauts cavaliers du canal, balayant devant lui un tas de 800 hectolitres de charbon avec lequel il s'est précipité dans le lit de la voie navigable, qu'il a complètement obstrué. Le lendemain de l'orage, le dépôt de grêle s'étendait sur une longueur de 462 mètres et une largeur de 20 mètres, présentait en certains points une hauteur de plus de 5 mètres, il formait un volume de plus de 40.000 mètres cubes et constituait un véritable glacier sur lequel on pouvait marcher sans danger (L'Abbé MOREUX : *La Foudre, les Orages, la Grêle*). Beaucoup plus récemment, dans des proportions moins grandes et malgré tout plutôt rares, après un orage de grêle qui s'abattit sur la ville de Vannes en mai 1926, il fallut faire appel à la troupe pour débayer les rues des bas quartiers encombrées par une couche de grêlons de près de 70 cm.

(3) On trouve des grêlons d'une grande régularité et d'autres de la plus curieuse bizarrerie. Ils peuvent être soit transparents, soit opaques, avoir une forme sphérique ou ellipsoïde conique, avec quelquefois des protubérances. Certains ressemblent à un œuf, à une poire, à une noisette, à une lentille.

(4) Si en temps normal, les dimensions des grêlons n'excèdent pas celles d'une noix, on en a vu malgré tout souvent pesant plusieurs centaines de grammes. Dans des cas exceptionnels des grêlons avaient des tailles extraordinaires. Le météorologue autrichien M. Probaska, rapporte qu'en Carinthie, il est tombé une plaque de glace de 1 mètre de diamètre. D'autre part dans les *Annalen der Hydrographie und maritimen Meteorologie* on cite à Blankenrath (province rhénane) la chute d'un bloc de glace de deux mètres de long, d'un mètre de large et d'une épaisseur proportionnée. Ce grêlon phénoménal fut l'objet d'un rapport au Gouvernement.

(5) En Belgique, en 1900 à Ath, M. Mansion relate qu'après avoir reçu une giboulée de grêle, ses vêtements portaient des

2° Ce défaut d'uniformité dans les manifestations se double d'une grande incertitude sur la formation de la grêle. De nombreux physiciens ⁽⁶⁾ se sont occupés de ce problème. Deux systèmes se partagent actuellement les esprits. Pour M. Dauzère, c'est la conséquence d'un phénomène électrique, l'ionisation des nuages ⁽⁷⁾, mais cette hypothèse est critiquée par certains ⁽⁸⁾. Le Général Delcambre, ancien directeur de

traces blanches ; l'examen de celles-ci décèle une matière blanche incluse dans le grêlon ; c'était de la chaux éteinte provenant des fours de Maffle. Une observation analogue dans la commune de Pel et Der (Aube) montre que le noyau de certains grêlons était constitué par du calcaire de Château-Landon qui avait dû être enlevé par une trombe dans les hautes régions de l'atmosphère et accomplir un trajet d'au moins 250 kilomètres (L'Abbé MOREUX : *La Foudre, les Orages, la Grêle*).

(6) Muschebrock, Volta, Kaemtz, Planté, Arago, Becquerel, Faye, Durand-Greville, Simpson, l'Abbé Moreux.

(7) D'après cet auteur, directeur de l'Observatoire du Pic du Midi, la vapeur d'eau des nuages a besoin, pour se condenser, d'un noyau fourni soit par les poussières, soit par les ions que brassent les courants d'air ascendants et tourbillonnants. Chacun de ces ions engendre une fine gouttelette. Si, par suite de l'altitude, la température est très basse, cette gouttelette se transforme en petits cristaux électrisés positivement. Sous l'action des rayons ultra-violetts solaires, ces cristaux perdent des électrons qui sont repoussés au loin. Lorsque le tourbillon entraîne le cristal à la base des nuages, des gouttelettes négatives tendent à se fixer pour neutraliser sa charge positive. Mais, poursuivant son cycle, le cristal revient à la partie supérieure : là, nouvelle congélation et nouvelle charge positive par abandon d'électrons. Cet abandon lui permettra, lors de son passage à la partie inférieure, de s'agréger de nouvelles gouttelettes et ainsi de suite. Le renouvellement de ce cycle augmente progressivement le volume du cristal primitif. Lorsque le poids en devient supérieur à la force du courant d'air vertical qui le soutient, le grêlon descend peu à peu dans le cumulo-nimbus et tombe.

(8) M. Dauzère a été amené à considérer l'influence de la radio-activité du sol. En effet, dit-il, la situation des lieux les plus dangereux est en relation avec la nature des roches. Les terrains granitiques, siliceux, argileux, les plus souvent frappés, sont les plus radio-actifs et en même temps les plus riches en ions négatifs. Au contraire, les calcaires d'une faible radio-activité sont presque toujours indemnes. La radio-activité du sol serait donc un des éléments de la formation de la grêle ; c'est ce qui est reproché à M. Dauzère. En effet, lui répond-on, le massif armoricain, par exemple, qui est essentiellement granitique, constitue une région où il ne grêle presque jamais. De même on assure qu'il grêle en mer et dans ce cas comment concevoir l'influence des fonds sous-marins à travers de telles couches d'eau.

l'O. N. M. et le Lieutenant-Colonel Ruby, expliquent au contraire la formation de la grêle au moyen de la surfusion produite dans les hautes couches sous l'action des courants ascendants qui transportent le grésil à l'intérieur des nuages ⁽⁹⁾. Sur cette théorie qui est encore récente, on ne peut porter d'appréciation définitive.

3° Une troisième constatation s'impose enfin : il n'y a pas actuellement de procédé efficace de lutte contre la grêle. Pour le prouver, il suffit de faire l'inventaire des moyens employés à cet effet.

(9) Le Général Delcambre explique en quelques mots cette théorie : « Les gouttelettes d'eau entraînées par le courant ascendant du cumulo-nimbus restent à l'état de surfusion, lorsqu'elles arrivent dans la partie supérieure glacée du nuage. En arrivant en contact avec les cristaux de glace des cirrus, elles se congèlent instantanément, formant des grains de grésil et constituant les noyaux des grêlons. Le grésil se présente sous la forme de petits globules sphériques, friables dont la texture peut être soit amorphe, soit cristallisée. Ceux-ci soutenus par le courant ascendant, tombent très lentement. Dans leur chute, ils rencontrent des gouttelettes d'eau surfondues qui se congèlent immédiatement à leur contact, de sorte que chacun des minuscules grêlons en voie de formation grossit constamment, pendant qu'il traverse la masse des gouttelettes surfondues ». Si le courant ascendant qui retarde la chute du grêlon est suffisamment violent, ce dernier tombera avec une vitesse extrêmement réduite. Si la masse des gouttelettes d'eau en surfusion est peu épaisse, il tombera au sol des petits grêlons, si au contraire l'épaisseur est considérable et la vitesse de chute suffisamment lente, le grêlon grossissant constamment pourra atteindre un poids identique à ceux constatés officiellement (M. MOREAU : *La Météorologie*, mai 1933). Pour le Lieutenant-Colonel Ruby, le processus est sensiblement le même, mais il souligne l'importance des courants ascendants dont l'axe est horizontal. Le grêlon, dit-il, ne fait pas que descendre, il accomplit un véritable voyage dans le nuage dans tous les sens ; aussi la présence sur le grain de grésil initial, de plusieurs couches de textures différentes s'explique par le voyage du grêlon dans les zones de température et d'humidité variables. La taille finale du grêlon dépend de la vitesse du courant tourbillonnaire, car il arrivera un moment où celui-ci ne pourra plus supporter le grêlon, devenu trop lourd, ce qui provoque la chute (on a calculé que pour un grêlon de 1 cm. de diamètre, il faut un vent de 15 mètres-seconde ; pour un grêlon de 2 cm. un vent de 21 mètres-seconde...) (*Bulletin des Etudes Rhodaniennes*, 1935).

Au siècle dernier ⁽¹⁰⁾ on utilisait : d'une part les canons et les fusées paragrêles, d'autre part les niagaras électriques. Le procédé des paragrêles fut inventé par Lapostole à Amiens, en 1820 : c'est à cette date qu'il publia son traité *Des parafoudres et des paragrêles en corde de paille*, destinés à « soutirer insensiblement l'électricité atmosphérique ». L'idée fut vite abandonnée pour insuffisance de résultat. Un viticulteur autrichien la reprit toutefois en 1896 et fut imité un peu partout, notamment en France et en Italie. Il y eut des Congrès à Casale-Monferrato (1899), à Padoue (1900), à Lyon (1901), à Vienne (1902), à Gratz (1904) ⁽¹¹⁾, mais les effets n'en furent pas plus satisfaisants. On trouva même des canons pleins de grêlons ! Les fusées ⁽¹²⁾ et les ballons ⁽¹³⁾ ne furent

(10) Nous ne parlons pas des procédés antérieurs. A titre de curiosités, notons cependant :

a) D'après Hérodote, les Thraces lançaient des flèches contre le ciel pour arrêter les nuages, coutume que l'on retrouve chez les Gaulois.

b) Au viii^e siècle on plantait des perches dans les champs, leur vertu dépendait d'un parchemin placé à leur sommet et portant des mots magiques. Charlemagne, en 789 défendit l'usage de cette superstition.

c) Du xv^e au xviii^e siècle, l'habitude était répandue de sonner les cloches, mais les sonneurs risquaient d'être foudroyés et un arrêt du Parlement en 1784, proscrivit cet usage.

d) Au xviii^e siècle on prétendait écarter la grêle au moyen de décharges multipliées de fusil, canon et mortier. Nombreux essais en Bavière et en France par le Marquis de Chevrier.

e) En Romagne, au début du xix^e siècle, les paysans déposaient des tas de paille et de bois léger auxquels ils mettaient le feu à l'approche de l'orage.

(11) A la Conférence de Gratz en 1904, sur 50 experts, 8 admettaient que la méthode était efficace ; 9 estimaient l'efficacité douteuse mais probable ; 13 la trouvaient douteuse et improbable ; 5 la déclaraient sans but.

(12) La fusée, dit-on, doit éventrer le nuage. Mais les résultats ne furent pas plus concluants. On a cherché à employer des fusées porte-pétards et il y en a eu de tous les modèles.

(13) Nouvelle invention due, en 1906, à M. Adhémar de La Hault, de Bruxelles. M. Violle fut chargé de faire un rapport sur les résultats obtenus par ces ballons qui enlevaient une charge de 750 grammes d'explosif que l'on faisait déflager à l'altitude voulue à l'aide d'un cordon de bickford (L'Abbé MOREUX : *La Foudre, les Orages, la Grêle*).

pas plus efficaces. C'est alors qu'on imagina les niagaras électriques. Le niagara est un appareil qui puise l'électricité négative du sol pour l'opposer à l'électricité positive des nuages : ainsi en doit-il diminuer le potentiel, et, disent les inventeurs, la grêle tombe molle ou en pluie. Treize années d'expériences furent réalisées à Saint-Julien-d'Ars : résultat nul ⁽¹⁴⁾.

L'après guerre marque une recrudescence de la lutte contre la grêle. Celle-ci revêt diverses formes. D'abord, malgré les échecs antérieurs, on poursuit les expériences relatives aux fusées paragrêles ⁽¹⁵⁾, mais certains prétendent qu'elles provoquent la sécheresse ⁽¹⁶⁾.

D'autres méthodes sont donc proposées. Citons :
1° la limitation de la puissance ascensionnelle de l'at-

(14) C'est le Comte de Beauchamp qui, sur les conseils du Général de Négrier, fit les expériences à Saint-Julien-d'Ars (Vienne). Malgré ces sortes de paratonnerres à grand potentiel, les barrages électriques d'une quarantaine de kilomètres (allant de Poitiers à Saint-Savin) ont donné des résultats inexistantes (L'Abbé MOREUX).

(15) Il se forma notamment une Fédération des Syndicats grêlifuges et de protection viticole du Beaujolais, du Mâconnais et de la Bresse, qui en 1922 fit un vœu pour la continuation des expériences. De même M. Walter, Président du Syndicat des Viticulteurs d'Alsace, fait remarquer que les meilleurs résultats ont été obtenus par les fusées paragrêles : « Dans tout notre vignoble, dit-il, fonctionne aujourd'hui un front unique qui veille et qui est prêt à agir au premier signe d'alarme. Les communes fournissent en général les munitions et les membres du Syndicat Viticole se chargent de l'organisation du tir. Presque chaque commune possède plusieurs stations de tir, selon l'étendue du territoire. Quant aux résultats, nous avons pu constater dans les dernières années et d'une façon certaine, que des localités voisines, grâce à un tir nourri, sont restées indemnes ». Ces faits se sont produits notamment dans la région d'Eguisheim, de Dambacville et d'Obernai.

(16) En 1922, le Conseil d'Arrondissement de Montpellier a adopté un vœu invitant les Pouvoirs Publics à prescrire des études afin de déterminer si l'usage des fusées est efficace, et s'il ne serait pas au contraire nuisible, en provoquant par son abus, une sécheresse persistante. Il en est de même d'un rapport écrit à la suite d'une délibération du Conseil Municipal de Pallestier qui demandait l'interdiction des tirs paragrêles, leur attribuant la sécheresse extraordinaire de l'été 1928.

mosphère par une pulvérisation liquide ⁽¹⁷⁾ ; 2° la multiplication des centres de condensation par des envois de fumée artificielle ⁽¹⁸⁾ ; 3° le système le plus récent qui est celui du Lieutenant-Colonel Ruby : utilisation des tirs de la D. C. A. et de l'aviation pour empêcher la surfusion nuageuse et la formation du grésil ⁽¹⁹⁾. Cette solution est peut-être efficace, mais la réalisation en est probablement fort coûteuse.

(17) Les sols se comportent différemment sous l'action solaire. S'ils ont une grande capacité calorique et un pouvoir rayonnant, ils absorbent ou rejettent beaucoup de chaleur et se réchauffent relativement peu. Il en résulte d'assez grandes inégalités de température en les lieux voisins. Au-dessus des points les plus échauffés, l'air devenu plus chaud et partant plus léger, tend à monter. Il pénètre en des régions de moindre pression atmosphérique où il se détend en perdant de la chaleur, si bien que sa température devient égale à celle du milieu ambiant et que le mouvement ascensionnel est arrêté. Porté à de grandes hauteurs, l'air se refroidit et se condense sur les poussières. Cette condensation dégage la chaleur latente de vaporisation qui donne à l'air une nouvelle forme ascensionnelle. Des condensations ont lieu ensuite sur les ions positifs et les aiguilles de glace des cirrus, noyaux des grêlons. Il faudrait donc réduire la puissance ascensionnelle du système dans les proportions telles que le courant n'atteigne pas la région du cirrus. Aussi prévoit-on une pulvérisation liquide dans l'atmosphère. L'évaporation produirait un abaissement de température générateur d'un courant vertical descendant dont l'automatisme est assuré par le déséquilibre atmosphérique. Ce courant viendrait apporter de l'air légèrement refroidi à la base du courant ascendant, lui enlevant ainsi partie de sa force ascensionnelle. (*L'Agriculteur Pratique*, 12 décembre 1931).

(18) Ce procédé, imaginé par M. Besson (Chef du Service Météorologique de la Ville de Paris) est basé sur le fait que dans un nuage de grêle l'eau se condense sur un nombre relativement petit de centres qui deviennent gros. La grosseur finale d'un grêlon doit être finalement, inversement proportionnelle au nombre des centres de condensation initiaux. Pourrait-on arriver à multiplier artificiellement les centres de condensation dans les nuages qui menacent de donner la grêle, de manière à augmenter le nombre des grêlons et par suite à en diminuer la vulnérabilité... comme les parties microscopiques de poussière ou de fumée constituant des noyaux de condensation très actifs. On est donc conduit à répandre dans l'atmosphère une grande quantité de fumée artificielle. Les plus efficaces seraient celles qui s'élèveraient le plus vite et auraient le pouvoir condensateur le plus grand. En outre, ces fumées auraient pour effet utile de diminuer l'intensité des courants ascendants en voilant dans une certaine mesure le soleil et en réduisant ainsi l'échauffement du sol. (M. SAMSOM : *Bulletin des Engrais*, 10 août 1935).

(19) Le plan du Lieutenant-Colonel Ruby implique en premier

II

Nous venons de montrer que la grêle est un fléau inévitable. Reste, pour établir la nécessité de l'assurance, à en prouver d'abord la possibilité pratique et juridique : en d'autres termes, la grêle est-elle un risque assurable ?

1° Pour être assurable, un risque agricole doit remplir cinq conditions principales : être objectif, permanent, fortuit, non général, évaluable ⁽²⁰⁾.

Objectif : c'est-à-dire inhérent à la nature même des choses et ne pouvant en aucun cas résulter directement du fait de l'homme.

Permanent : c'est-à-dire constituant une menace perpétuellement latente et non simplement en certaines circonstances déterminées.

Fortuit : c'est-à-dire incertain et imprévisible.

lieu une étude approfondie des régions au point de vue de la marche générale des orages et de la fréquence des points de chute. Les localités particulièrement dangereuses étant repérées, des observateurs sont chargés de prévenir de la préparation prochaine des nuages à grêle. Dès leur alerte, on amène les canons de la D. C. A. à des emplacements de tir choisis d'avance. On peut supposer qu'en envoyant à l'intérieur des nuages, entre 3 et 5.000 mètres, quelques salves d'obus, les déflagrations feront cesser la surfusion et arrêteront la formation du grésil, noyau du futur grêlon. En admettant que le grésil se soit malgré tout formé, il serait possible de l'empêcher de se transformer en grêlons. Pour que le grésil se transforme en grêlons, il faut qu'il soit maintenu et soulevé à l'intérieur du nuage par un courant ascendant violent. Pour couper ce courant tourbillonnaire, le Lieutenant-Colonel Ruby se base sur les expériences faites en mer contre les trombes marines, que les marins détruisent en tirant dessus à coups de canon ; les obus éclatant dans la colonne tourbillonnaire, coupent immédiatement le courant et la trombe s'écroule en pluie. Pourquoi sur terre le même procédé ne donnerait-il pas les mêmes résultats pour un courant analogue et plus faible ? D'autre part, les aviateurs se rapprochant également des nuages à grêle pourraient leur envoyer des fusées aussi efficaces que les projectiles d'artillerie. (*Bulletin des Etudes Rhodaniennes*, 1935).

(20) TAILLIANDIER : *Les Assurances Agricoles*, 1899. — DE COURCY : *L'Assurance par l'Etat*, 1894.

Non général ⁽²¹⁾ : c'est-à-dire exerçant inégalement ses ravages et épargnant la majorité des valeurs assurées. Ce caractère de non généralité est essentiel au mécanisme même de l'assurance qui suppose que le risque est un aléa : il permet seul aux cotisations de tous de réparer les dégâts subis par quelques-uns.

Évaluable : c'est-à-dire que les dégâts doivent pouvoir être calculés avec précision. Ceux-ci étant variables et l'assurance constituant un dédommagement, il faut pouvoir adapter l'indemnité à la quote-part sinistrée.

Or la grêle satisfait à ces diverses conditions. En effet elle constitue un risque :

Objectif : rien ne dépend de l'action et de la volonté de l'homme ; nous avons vu que ni l'intelligence, ni le raisonnement, ni l'expérience ne peuvent prévenir ou lutter contre ce fléau.

Permanent : le cultivateur ne peut jamais se dire en sûreté tant que ses récoltes ne sont pas rentrées, la menace d'une chute possible de grêle pèse sur lui. Nous verrons ultérieurement, en étudiant leurs résultats, que les Compagnies et les Sociétés indemnisent chaque année des dommages considérables.

Fortuit : cela ressort nettement de notre étude précédente montrant le caractère de la grêle.

Non général : elle se répartit inégalement suivant les régions, frappant tel pays une année, tel autre l'année suivante, causant des dégâts plus ou moins élevés suivant les localités ; l'étude de la statistique montrera combien la grêle est capricieuse autant dans le temps que dans l'espace.

(21) Les auteurs emploient habituellement le terme partiel pour désigner ce quatrième caractère du risque assurable. Nous préférons le terme « non général », car partiel peut tout aussi bien s'opposer à total qu'à général. Nous évitons ainsi toute confusion.

Évaluable : la grêle laisse après son passage, des traces permettant à un expert agricole de la reconnaître et d'apprécier l'importance des pertes causées.

La grêle forme donc un risque assurable. En cela elle se distingue des autres calamités agricoles qui ne présentent que d'une manière incomplète les traits nécessaires à l'assurance. C'est le cas, par exemple, de l'inondation ⁽²²⁾, de la sécheresse, de la gelée ⁽²³⁾ ou des ouragans et tempêtes ⁽²⁴⁾.

2° Ce caractère assurable du risque grêle fut discerné

(22) L'inondation ne menace qu'une partie très restreinte du sol, les terrains bas et les vallées. Environ 95 % des cultivateurs sont absolument à l'abri. D'autre part ce fléau ne menace pas les riverains des cours d'eau d'une manière permanente et actuelle, il les laisse pendant des années dans une entière sécurité. En admettant que l'assurance soit possible, tant que le fleuve ne dépassera pas un certain niveau, personne ne songera à s'assurer ; ce n'est que quand le sentiment d'un danger imminent s'éveillera que le cultivateur s'assurera. Mais alors le risque est certain, une crue étant toujours prévisible et cela est contraire au principe même de l'assurance. De même l'inondation n'épargne personne, elle est générale. Mêmes observations pour la sécheresse.

(23) Elle est en effet, en général, très restreinte quant à sa durée (un mois à peine au moment de la floraison), mais on peut en préserver les cultures précieuses au moyen de feux, de nuages artificiels et d'abris. D'autre part si elle sévit, elle frappera entièrement une région, elle n'a pas les caprices de la grêle. Mais l'assurance gelée a ses partisans ; c'est un risque objectif, improbable, accidentel, évaluable. Des essais furent tentés en France, mais ils n'ont pas été suivis de résultats probants.

(24) Les autres calamités telles que tornades, ouragans, cyclones, tempêtes, constituent des risques qui peuvent, au premier abord paraître assurables. Ils sont en effet partiels, imprévisibles, objectifs et leurs dégâts sont évaluables. Mais si l'agriculture peut avoir à en souffrir, l'assurance n'en a jamais été sérieusement tentée. Certaines Compagnies assurent (il est vrai) depuis peu de temps contre les dégâts de la tempête, mais il s'agit alors de hangars ou de bâtiments dont la toiture par exemple peut être détruite. C'est une branche encore toute nouvelle, exploitée par quelques Compagnies incendie ou accidents et qui n'ont pas encore étendu leur action aux cultures elles-mêmes. On peut noter également que certaines Compagnies assurent contre la pluie, mais dans des conditions assez particulières, ce ne sont pas les dégâts causés par la pluie, mais par le « manque à gagner » par exemple, la perte résultant pour certaines organisations de spectacles en plein air, entravées par le mauvais temps.

en France en 1799 ⁽²⁵⁾, par Barrau, qui imagina les premières « assurances réciproques » contre la grêle ⁽²⁶⁾. On se moqua de lui et on le traita de fou; il ne se découragea pas et fit partager sa conviction à quelques agriculteurs. Le 24 pluviose an X, il constitua la première « Société d'Assurances réciproques » contre les ravages de la grêle.

Barrau y consacra sa fortune et son activité ; il développa son institution avec une surprenante ardeur. En neuf ans, il avait assuré 17.167.000 francs de récoltes et remboursé jusqu'à concurrence de 394.360 francs de pertes causées par la grêle.

Barrau se voyait sûr du succès lorsque, inopinément, tout fut arrêté. Le Conseil d'Etat, saisi de la question des « assurances réciproques », déclara, le 30 septembre 1809, que les statuts de la Société établie à Toulouse, et dont il n'avait vu qu'un résumé, « manquaient de développement et d'étendue » et que ses

(25) Deux ans avant, en 1797, se fondait à Neubrandebourg, dans le Mecklembourg une Société d'Assurances Mutuelles contre la grêle, mais elle était inconnue de Barrau.

(26) Le principe de l'assurance, sous forme mutuelle, est très ancien et dans le cours de l'histoire on en trouve des applications. Les Hébreux qui employaient de nombreux ânes pour le transport de leurs marchandises, pratiquaient une sorte d'assurance mutuelle en s'engageant à remplacer à frais communs, un animal mort en cours de route. Sous l'ancien régime, des Compagnies d'assurances maritimes s'étaient fondées dès le xii^e siècle et avaient été réglementées par une ordonnance de 1681. En 1684, une Compagnie d'assurance contre l'incendie avait été créée à Londres et des essais eurent lieu en France en 1754 et 1765. Mais rien n'avait été tenté pour la grêle. M. Paul Fossé étudiant la fondation des Mutuelles Incendie en Champagne au xviii^e siècle note le premier essai d'assurance grêle. L'Evêque de Langres en 1759, imagina et réalisa des quêtes générales dans son diocèse pour constituer un fonds de secours, avec exclusion au droit de secours des paroisses négligeant de donner aux quêtes, mais cela, ne concernait que l'Incendie. Les résultats furent si remarquables que l'Evêque de Chalons, puis celui de Reims, en 1779, organisèrent un système analogue et en consacrèrent les excédents aux risques d'accidents et aux risques grêle. Toute cette organisation sombra à la Révolution. (*Mémoires de la Société d'Agricultures, Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans*).

opérations devaient être suspendues. Barrau multiplia démarches et réclamations et c'est seulement quatre ans plus tard que fut autorisée provisoirement la reprise des travaux. Mais Barrau ne pouvait plus faire usage de l'autorisation donnée, sa fortune entière ayant été épuisée par les sacrifices qu'il avait consentis.

Barrau publia cependant en 1816 et en 1827, après avoir obtenu l'argent nécessaire par souscription, le *Manuel des Propriétaires de toutes classes, ou Traité des assurances réciproques et mutuelles contre les fléaux et les cas fortuits*, volume de plus de 600 pages où il exposa le fruit de ses recherches, de ses travaux et de ses expériences.

La lecture de ses ouvrages et des observations pratiques qui y abondent, la connaissance des premiers succès obtenus, suscitèrent la création de nouvelles Sociétés d'assurances mutuelles contre la grêle. Successivement se fondèrent : la Cères, en 1823 ; la Société de Toulouse, en 1826 ; la Mutuelle de Seine-et-Marne, en 1829 ; l'Etoile, en 1834... L'élan était donné, si l'on peut dire ; la première Compagnie par actions fut créée en 1856 et ensuite se succédèrent de nouvelles Sociétés mutuelles ou Compagnies par actions. L'assurance contre la grêle est de nos jours universellement appréciée et utilisée par le monde agricole ; il n'y a pas de cultivateur exposé à la chute de la grêle et soucieux de ses intérêts qui ne soit assuré.

PLAN

Première partie. — L'INITIATIVE PRIVÉE.

Chapitre I. — Le contrat.

Chapitre II. — L'établissement de la prime ou cotisation.

Chapitre III. — Le sinistre.

Chapitre IV. — Les résultats.

Deuxième partie. — L'INTERVENTION DE L'ÉTAT.

Chapitre I. — Les avantages accordés aux Caisses locales.

Chapitre II. — Les subventions et allocations consécutives aux calamités agricoles.

Chapitre III. — Projets et propositions de loi tendant à élargir l'intervention de l'Etat.

Troisième partie. — L'ASSURANCE GRÊLE A L'ÉTRANGER

Chapitre I. — Les régimes de pure initiative privée.

Chapitre II. — Les régimes mixtes :
l'initiative privée tempérée
par l'intervention de l'Etat.

Chapitre III. — Les régimes de pur monopole d'Etat.

PREMIERE PARTIE

L'INITIATIVE PRIVEE

L'assurance grêle est pratiquée par deux sortes d'organismes privés :

- les Compagnies par actions,
- et les Sociétés Mutuelles.

Si leurs règles constitutives diffèrent ⁽¹⁾, leur manière de procéder est sensiblement la même. Aussi cette distinction n'a-t-elle pour nous qu'une impor-

(1) Rappelons rapidement le critérium qui les sépare :

Dans les Compagnies par actions, l'assureur moyennant une redevance fixée, prend le risque à sa charge. Les bénéfices sont destinés à rémunérer le capital ou à constituer des réserves. Il y a donc de la part de l'assureur une idée de marché et de gain à réaliser.

Dans les Sociétés Mutuelles, au contraire, un certain nombre d'individus exposés au même risque s'associent pour se donner une garantie réciproque et sont ainsi à la fois assurés et assureurs. Ce qui implique uniquement une idée de solidarité à l'exclusion de toute spéculation. Chaque exercice social devrait théoriquement se suffire à lui-même, la contribution de chacun étant fixée suivant les charges ; mais en pratique étant donné les soubresauts qui d'une année à l'autre peuvent se manifester dans les cotisations, on est arrivé à établir des moyennes. Les excédents d'un exercice formant en quelque sorte des avances sur les cotisations futures constituent une réserve destinée, dans les années calamiteuses, à fournir une ressource supplémentaire si les cotisations appelées normalement sont insuffisantes. Le décret du 22 janvier 1868 a sanctionné cette pratique que la jurisprudence du Conseil d'Etat avait fini par reconnaître comme non exclusive de la forme mutuelle. Une stabilisation relative des cotisations a été rendue possible par l'expérience et la statistique.

Notons aussi quelques différences de terminologie entre les deux sortes d'organismes. On emploie dans les Compagnies par actions les termes de « assuré », « prime », « bénéfice » au lieu de « sociétaire », « cotisation », « excédent » dans les Sociétés Mutuelles.

tance secondaire. Dans l'exposé que nous ferons des conditions générales, nous nous bornerons donc pour simplifier à prendre nos exemples dans deux sociétés : l'une par actions, l'Abeille, l'autre mutuelle, l'Etoile.

D'autre part, comme nous le verrons plus tard, la majorité des risques soumis à l'assurance contre la grêle, concerne les céréales. Pour être aussi clair que possible, nous allons donc prendre pour base de nos explications, le risque « céréales » et nous indiquerons à part, si cela est nécessaire, les règles spéciales concernant les autres risques.

CHAPITRE PREMIER

LE CONTRAT

L'assurance contre la grêle est, en droit français, de source exclusivement contractuelle, ce qui signifie :

1° que l'agriculteur est libre de s'assurer ou de ne pas s'assurer ;

2° que s'il s'assure, il peut choisir à son gré l'organisme auquel il confiera la couverture de son risque ;

3° que les relations entre assureur et assuré sont régies par le droit des contrats.

Envisagé sous le rapport de l'assurance contre la grêle, le droit de l'assurance comporte lui-même trois catégories de règles ou, si l'on préfère *trois secteurs*. Le premier secteur comprend les normes communes à tous les contrats (vente, échange, louage, etc...), on le désigne habituellement par l'expression de « théorie générale des contrats ». Le deuxième secteur est moins général : il n'englobe que les prescriptions relatives au contrat d'assurance, mais — c'est ce qui le distingue du troisième groupe de règles — il concerne l'assurance en général (accidents, incendie, vie, etc...) (1). Le dernier secteur enfin, est uniquement

(1) Le premier texte en matière d'assurance est un avis du Conseil d'Etat du 30 septembre-15 octobre 1809 qui soumettait à l'autorisation gouvernementale les associations d'assurances.

Ensuite on trouve la loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés et le décret réglementaire du 22 janvier 1868 qui établissaient la charte des Sociétés d'assurances.

A l'heure actuelle la législation des assurances repose sur le

constitué par les règles particulières au contrat d'assurance contre la grêle ⁽²⁾. C'est sur ces dernières que doit évidemment porter notre travail.

Nombre de particularités de l'assurance grêle ne sont dignes de remarque que par une confrontation soit avec le régime général des contrats, soit avec celui de l'assurance au sens large du terme. Nous serons donc forcés d'y faire bien des allusions, et quelques-unes — nous nous en excusons par avance — seront de véritables rappels.

Cela étant dit, étudions le contrat d'assurance contre la grêle au triple point de vue de sa formation, de ses modifications durant son cours et de sa fin.

SECTION PREMIÈRE

Formation

L'article 1108 du Code civil exige quatre conditions pour la formation d'un contrat : le consentement de la partie qui s'oblige, la capacité de contracter, un objet certain qui forme la matière de l'engagement, une cause licite dans l'obligation.

De ces quatre exigences, deux seulement offrent un intérêt spécial en matière d'assurance contre la grêle : ce sont le consentement et l'objet. Pour éviter toute

décret du 8 mars 1922 relatif à la constitution, l'administration et la liquidation des Sociétés et sur la loi du 13 juillet 1930, sur le contrat d'assurance.

(2) Il y a peu de textes particuliers à l'assurance grêle. Ce sont les règles du décret du 8 mars 1922 et de la loi du 13 juillet 1930 qui s'appliquent. Citons néanmoins les articles 46, 47 et 48 de cette loi que nous verrons ultérieurement et qui sont spéciaux.

confusion de celui-ci avec ce que les assureurs appellent « objet » et qui est la chose assurée, nous parlerons désormais des obligations des parties. Nous écarterons donc de notre étude les questions de capacité et de cause. En échange nous intégrerons dans l'examen du consentement, l'important problème de la date de formation du contrat.

I. — Le consentement

Le consentement au contrat d'assurance contre la grêle mérite, à notre sens, d'être étudié sous deux angles : en premier lieu, au point de vue du pouvoir de consentir au contrat, — en second lieu, au point de vue de la date exacte où l'on peut dire qu'il s'est manifesté, autrement dit où le contrat s'est formé.

A. — Pouvoir

On sait que, dans la théorie générale des contrats, il y a lieu de distinguer entre la capacité et le pouvoir de contracter. La capacité de contracter suppose que, aucun défaut de maturité ni aucune déficience mentale n'étant relevés chez un individu, celui-ci est légalement investi du droit de souscrire tous contrats concernant son propre patrimoine. Le pouvoir de contracter implique que, toute question de capacité mise à part, un individu est investi, soit par la loi, soit par la volonté de l'homme, du droit de réaliser un ou plusieurs contrats concernant le patrimoine d'autrui.

Appliquée au contrat d'assurance contre la grêle, la question de pouvoir se formule comme suit : *quelles sont en dehors du propriétaire, les personnes qualifiées pour assurer une récolte ?*

Ce sont :

1° Tous ceux qui ont un *intérêt personnel et légitime* à la conservation d'une récolte : ce principe est formulé par la loi du 13 juillet 1930 ⁽³⁾. Ces intéressés sont : le fermier, le métayer pour sa quote-part, le propriétaire du fonds loué, le créancier gagiste ou hypothécaire, etc... Si l'assurance est souscrite pour plusieurs personnes, il est pratiquement préférable de mentionner au contrat le nom des divers intéressés.

2° Tous ceux qui *administrent* le patrimoine dont la récolte fait partie. Tendant en effet, à assurer la conservation d'un bien, l'assurance-grêle constitue par essence un acte d'administration ⁽⁴⁾. Peuvent donc la conclure :

a) le père, en tant qu'administrateur légal pour des récoltes appartenant à son enfant mineur ;

b) le tuteur, pour les récoltes de son pupille mineur ou interdit. Notons toutefois que, jusqu'à présent et à notre connaissance, il n'existe pas de décision judiciaire ayant engagé la responsabilité du tuteur pour non-assurance contre la grêle ⁽⁵⁾ ;

c) le mari administrateur des propres de sa femme sous le régime de la communauté, et de sa dot sous le régime dotal ;

d) le gérant d'une Société civile portant sur une exploitation agricole.

B. — DATE DE FORMATION DU CONTRAT

Il importe de distinguer la date de formation du contrat, de la date de sa prise d'effet. La date de for-

(3) Article 32, premier alinéa : « Toute personne ayant intérêt à la conservation d'une chose, peut la faire assurer ».

(4) THASHOT : *Thèse*, Bordeaux 1921.

(5) Cette responsabilité au contraire est acquise en cas de non assurance contre l'incendie : Rennes, 8 janvier 1897. *D. P.* 97-2-365.

mation est celle où les parties ayant consenti d'une manière définitive, le contrat les lie irrévocablement. La date de prise d'effet ne concerne point le lien entre l'assureur et l'assuré, mais elle pose la question de savoir quand un accord, parfait en lui-même, commencera à fonctionner.

Comme nous étudions ici le consentement, seule nous intéresse actuellement la date de formation du contrat.

Préalablement à la formation même du contrat, on trouve généralement ce qu'on appelle la « proposition ».

C'est l'exposé fait par l'assuré à l'assureur du risque qu'il entend faire garantir et sur les bases duquel sera établie la police.

La proposition d'assurance n'engage ni l'assuré ni l'assureur (art. 7 de la loi de 1930), seule la police constate leur engagement réciproque. Tant que celle-ci n'a pas été signée par les deux parties, celles-ci sont libres de se dégager malgré l'existence de la proposition. Mais dès sa signature, le contrat est formé et lie les parties d'une façon définitive.

II. — Les obligations des parties

Nous allons successivement déterminer les obligations de l'assuré et celles de l'assureur. Ces obligations sont fixées dans la police.

§ 1. — OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ

L'assuré est tenu d'exécuter deux sortes d'obligations : les unes qui sont concomitantes à la conclu-

sion du contrat, les autres qui s'échelonnent sur toute la durée du dit contrat.

A. — *Obligations dont l'exécution est concomitante à la conclusion du contrat.*

Ce sont :

1° *L'obligation de déterminer le risque.*

Cette détermination repose sur une déclaration relative à la nature, à la valeur, à la destination et à la situation géographique de la récolte ⁽⁶⁾.

Nature de l'objet. — L'assuré doit indiquer la nature des récoltes qu'il désire faire garantir. S'il s'agit d'un mélange de plusieurs produits, ceux-ci doivent être énumérés ⁽⁷⁾.

Il faut indiquer également la surface de chaque parcelle, laquelle doit être donnée en hectares et ares, mesures légales seules autorisées à l'exclusion des anciennes mesures locales.

[Pour l'assurance des toitures ou couvertures de bâtiments, il convient d'indiquer de quels matériaux elles sont constituées ; pour les vitres ou serres, l'épaisseur du verre. La surface doit également être donnée.]

En ce qui concerne l'évaluation du risque, l'assuré doit indiquer le rendement espéré par parcelles. Ce que l'on doit faire ressortir, c'est le rendement du principal produit de la plante, par exemple le grain pour les céréales, la paille étant, sauf exception, d'importance secondaire. C'est une prescription très importante,

(6) Cette classification a été établie et appliquée à toutes les branches par M. P. H. DÉSERT : *Obligation pour l'assuré de procurer à l'assureur une exacte opinion du risque*, Poitiers 1936.

(7) On peut rencontrer par exemple comme mélange :

— le méteil, composé de blé et d'avoine ;

— de l'avoine et des vesces formant un fourrage à consommer en vert.

car les rendements sont extrêmement variables suivant d'une part la constitution géologique ou la situation des terres, ainsi que leur entretien et les engrais employés, d'autre part les espèces de grains ensemencés. Ainsi le rendement du blé peut varier de 10 à 40 quintaux environ à l'hectare.

Valeur de la chose assurée. — Le rendement ayant été évalué, l'assuré doit aussi fixer la valeur du quintal ⁽⁸⁾ et il n'y a alors plus qu'une simple opération à faire pour calculer la valeur de la récolte à l'hectare. M. Restoux ⁽⁹⁾ est d'avis que : « l'assuré a intérêt pour être bien garanti à prendre un prix élevé qui est immuable étant forfaitaire et un rendement moyen. En effet, si le rendement est trop élevé, il est toujours susceptible en cas de sinistre d'être réduit par l'expertise, par suite de causes étrangères amoindissant la récolte, par exemple, une maladie, sécheresse... » Mais les évaluations du prix ne doivent pas être exagérées, car ainsi que nous le verrons par la suite, l'assurance ne doit jamais être une cause de bénéfice. D'ailleurs l'assureur doit refuser toute estimation paraissant supérieure à la réalité.

Toutes les Sociétés n'exigent pas le détail des indications ci-dessus exposées, mais bloquant ensemble le rendement et la valeur se contentent de la déclaration par l'assuré de la valeur totale espérée à l'hectare.

Dans la détermination du prix, il faut ajouter à l'estimation du principal produit, le grain par exemple, une certaine valeur correspondant au produit secondaire, la paille. La proportion entre ces deux valeurs

(8) Il s'agit du quintal métrique qui est la seule mesure légale et qui vaut 100 kilogrammes.

(9) M. ROUX : *Manuel de l'Inspecteur et de l'Agent*.

varie suivant les cas mais les Sociétés exigent un minimum qui n'est pas le même partout et qui oscille entre 10 et 25 % suivant les produits. Il y a deux méthodes pour arriver au prix global donnant la valeur totale de la récolte.

Dans certaines Compagnies, la paille par exemple doit entrer pour un minimum de $1/10^e$ du prix total assuré. Si donc un cultivateur estime son blé à 100 fr. le quintal, sa garantie sera de 90 % soit 90 francs pour le grain et de 10 % soit 10 francs pour la paille. Seul le chiffre de 100 francs sera porté dans la police.

Dans d'autres Sociétés, on prend comme base la valeur que l'assuré entend donner à son grain et on ajoute la proportion correspondant à la paille. Par exemple dans le cas précédent, la valeur du grain étant de 90 francs, celle de la paille sera de 10 %, soit 9 francs ; la valeur totale de la récolte sera donc de 99 francs le quintal. Le résultat est sensiblement le même ; mais il a l'avantage de permettre d'être plus clair pour l'assuré, les deux valeurs étant généralement inscrites séparément au lieu d'être bloquées.

Destination de la chose assurée. — L'usage et la destination de la chose assurée ont, en assurance grêle, une importance plutôt secondaire et ce n'est que dans certains cas qu'elles doivent être nécessairement définies. En règle générale, en effet, l'usage du produit est le même dans tous les cas, mais il y a des exceptions.

Certaines cultures de céréales sont assurées pour un prix particulièrement élevé, quand leur but est de fournir des semences. D'autre part, il peut y avoir des produits ayant une utilisation très spéciale : ainsi quand des pois sont destinés à la mise en conserve, ils ne doivent pas avoir la moindre trace apparente de la

grêle et le moindre choc les rend inutilisables pour cet emploi. Il y aura alors lieu de prévoir des conditions spéciales de règlement tout à fait particulières.

Exceptionnellement, la destination peut donc avoir une certaine importance, mais il faudra généralement la rechercher pour expliquer la valeur particulièrement élevée donnée au produit.

Situation géographique. — L'assuré doit préciser exactement les lieux-dits des parcelles à assurer et dans quelles communes elles sont situées. En pratique, on met d'abord, dans le détail des polices, toutes les parcelles situées sur la même commune puis celles d'une autre, etc...

Cette désignation a une réelle importance. En effet, en plus de la nécessité de délimiter le risque, elle servira de base à l'application de la cotisation. Les statistiques démontrent, en effet, que certaines communes sont fréquemment grêlées, tandis que d'autres le sont moins ou même pas du tout. On a été amené à établir une tarification par commune de manière à tenir compte de la gravité du risque aussi exactement que possible.

Si un assuré a des parcelles situées sur plusieurs communes limitrophes, un seul tarif pourra être appliqué, pour simplifier, à l'ensemble de l'exploitation : celui de la commune où se trouve le siège de l'exploitation.

2° Obligation d'assurer la totalité

L'assurance d'une nature de récolte entraîne l'obligation de comprendre au contrat, la totalité des récoltes de même nature, même si ces récoltes dépendent de plusieurs communes limitrophes ⁽¹⁰⁾.

(10) Par exemple, dans les Conditions générales de l'Abeille. Compagnie par actions : article 8 : « L'assuré faisant couvrir une nature de récoltes doit faire figurer au contrat la totalité des

Cette mesure générale a pour but d'empêcher les assurés à ne faire garantir que les points de leur exploitation paraissant les plus exposés à la grêle. D'autre part, il y a lieu d'éviter les fraudes consistant, en cas de sinistre, à indiquer une parcelle pour une autre et ainsi toucher une indemnité pour un dégât non assuré.

Qu'entend-on par nature de récolte ? Ce sont toutes les récoltes portant une dénomination commune, quelle que soit l'époque de leur ensemencement. Ainsi un propriétaire qui assure des orges doit faire assurer aussi bien ses orges d'hiver ou escourgeons que ses orges de printemps, de même pour l'avoine et autres céréales comportant deux périodes d'ensemencements.

Il résulte qu'un cultivateur qui ne veut pas assurer la totalité de ses récoltes pourra limiter l'assurance soit à ses blés, soit à ses avoines... mais dès qu'il aura déclaré une parcelle de la culture en question, il doit assurer la totalité de sa récolte de même nature.

Dans certaines Sociétés, cette obligation de déclarer la totalité s'étend à toutes les céréales sans en spécifier la nature ; par exemple celui qui déclarera du blé devra également assurer son avoine ou son orge s'il en a. Ce sont des récoltes d'assurance obligatoire que l'on peut opposer à celles dont l'assurance est facultative, lins, pois, vignes..., en cas de déclaration des premières. Mais il reste bien entendu que si l'une quelconque de ces récoltes facultatives est déclarée, elle doit l'être totalement ⁽¹¹⁾.

récoltes de cette nature lui appartenant, situées tant sur une même commune que sur celles limitrophes ».

(11) Par exemple, dans les statuts de l'Etoile, Société Mutuelle, article 24 : « L'assurance normalement souscrite est obligatoire pour toutes les céréales intégralement d'une exploitation, l'assurance est facultative pour les autres récoltes ».

3° *L'obligation de déclarer les précédents sinistres.*

Le proposant doit déclarer sous peine de déchéance que le risque en question n'a pas été déjà sinistré ⁽¹²⁾; c'est une évidence. Néanmoins, un contrat peut être valablement souscrit si le nouvel assuré déclare que certaines des pièces à assurer ont déjà été sinistrées ; une expertise déterminera alors l'étendue des dégâts et la garantie de la Société sur la partie non sinistrée sera parfaitement valable.

4° *L'obligation de déclarer les contrats en cours.*

D'autre part l'assuré doit déclarer qu'il n'a pas déjà un contrat en cours. L'assurance ne peut être une cause de bénéfice et un assuré ne peut toucher deux indemnités couvrant l'une et l'autre le même objet. Il peut arriver au moment de la conclusion du contrat que, par suite d'un accord, deux Compagnies soient amenées à garantir le même risque ; c'est un cas très fréquent pour les grandes exploitations et, en cas de sinistre, l'indemnité sera réglée au prorata des diverses assurances portant sur le même objet ⁽¹³⁾.

C'est un principe que, pendant la durée d'un contrat en cours, il ne peut en être conclu d'autre pour le même objet. Cependant l'assuré peut souscrire à un autre organisme un complément de garantie pour des récoltes figurant à la police ou assolement en cours, mais il doit en prévenir le premier assureur. Ce complément de garantie ne pourra porter que sur une majoration des prix unitaires, étant entendu que ceux figurant à l'assolement adressé dans l'exercice au premier assureur, ne seront pas inférieurs aux prix pra-

(12) Cf. Tribunal Civil de la Seine, 18 mai 1895.

(13) Tribunal Civil de Toulouse, 6 avril 1909. *Dalloz*, 1909-5-42.

tiqués dans l'assolément de l'année précédente ou à défaut dans la police.

De même l'assuré ayant un contrat en cours mais qui, par suite de certains événements, craint que le paiement de ses sinistres éventuels ne soit pas intégralement effectué, peut souscrire à une autre Société un contrat de contre-assurance. Dans ce cas, si la première Société ne paie pas intégralement ce qu'elle doit, la différence entre l'indemnité versée et celle due, sera à la charge de la seconde Société. Il y aura simplement supplément de garantie pour l'assuré au cas de défaillance du premier assureur.

Nous avons vu que l'assuré était obligé de déclarer la totalité de ses récoltes de même nature. Si donc les produits d'une autre nature n'ont jamais été déclarés à l'assureur, rien n'empêchera l'assuré de conclure un autre contrat pour ceux-ci, l'objet de ce contrat étant différent du premier.

B. — Obligations dont l'exécution s'échelonne sur toute la durée du contrat.

Ce sont :

1° L'obligation de payer annuellement la prime ou la cotisation.

Ce paiement constitue la principale obligation de l'assuré car c'est son exécution qui détermine l'assureur à s'engager à une éventuelle indemnité. Ce paiement forme donc la *cause* de l'engagement de l'assureur.

Date du paiement. — Dans les autres branches d'assurances, au moment de la signature du contrat, l'assuré paie la prime afférente à la première année ; celles des années suivantes seront payables à la même époque. Il y a donc paiement au comptant et d'avance.

En assurance-grêle, il n'en est pas de même en général. En effet, le cultivateur qui assure des récoltes n'en tirera un revenu que quand il pourra les vendre. C'est là souvent sa presque unique source de bénéfices ; ayant engagé des capitaux pour préparer sa récolte, il ne pourra rentrer dans ses dépenses qu'après la vente. Aussi la plupart du temps, les primes ne sont-elles payables qu'à terme, généralement au mois d'octobre ⁽¹⁴⁾. Néanmoins on peut rencontrer les deux systèmes.

Sanction du non-paiement. — Si un assuré ne règle pas sa prime dans les délais fixés, son contrat peut être suspendu, conformément à l'article 16 de la loi de 1930 qui s'applique d'ailleurs à toutes les branches. « L'effet de l'assurance en cas de non-paiement de la prime dans le délai fixé, pourra être suspendu vingt jours après que l'assuré aura été mis en demeure par lettre recommandée..., l'assuré restant tenu de la prime échue et de celles à échoir. Cette mise en demeure rend en tous cas la prime portable et la police ne reprendra son effet que le lendemain à midi du jour du paiement intégral de l'arriéré ». Ces dispositions sont prévues dans la plupart des statuts.

Quel est l'intérêt de ces délais assez courts ? Ils ont une grande importance pour les risques autres que la

(14) Par exemple, à l'article 12 des Conditions générales de l'Abeille : « La prime de la première année est payable soit au comptant, soit à terme, et dans ce cas au plus tard le 30 novembre de chaque année. Les primes de chacune des années suivantes se paient au fur et à mesure des assolements pour les polices dont la prime est au comptant et à la même époque que la prime de première année pour les autres ».

Dans les Sociétés d'Assurances Mutuelles il en est de même ; par exemple à l'article 12 de l'Etoile : « Les cotisations ordinaires sont exigibles au commencement de chaque année ou lors de la remise de la police ou de l'assolement annuel... néanmoins le Conseil d'Administration peut en ajourner l'échéance au 1^{er} octobre ».

grêle ; ces risques étant permanents, en cas de suspension, l'assuré se trouvera à découvert. Mais en assurance grêle, sauf le cas où la prime est payable au comptant et où il en est de même, le risque a disparu au moment de la mise en demeure. L'assuré n'a pas à craindre pendant un certain laps de temps l'effet de la suspension de la garantie ; celle-ci n'ayant vraiment sa véritable portée qu'à l'approche de l'exercice suivant, c'est-à-dire, mars ou avril.

2° *L'obligation de déclarer les modifications survenues dans le risque.*

En raison de l'importance de cette obligation, nous lui consacrons un paragraphe entier de notre section II, traitant des modifications en cours du contrat.

§ 2. — OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

L'assureur est obligé de garantir l'assuré contre le risque grêle. Cette obligation est la seule qui lui soit imposée, mais elle est primordiale puisque c'est elle qui constitue la raison d'être du contrat.

Nous allons étudier l'étendue de la garantie de l'assureur à plusieurs points de vue.

En premier lieu, la garantie de l'assurance ne s'applique qu'à la diminution de quantité et non à celle de la qualité. En règle générale c'est la diminution de rendement qui se trouvera garantie ; par exemple, un champ de blé qui aurait dû normalement produire 25 quintaux à l'hectare n'en produit du fait de la grêle que 15. Quant à la qualité, il est bien difficile de dire quelle aurait été celle d'une récolte si elle n'avait pas été grêlée et comme cette qualité est le résultat de nombreuses conditions, il est pour ainsi dire im-

possible de trouver si la grêle en est véritablement la cause unique.

En second lieu, l'assurance ne garantit qu'une seule récolte par exercice. Il faut excepter les prairies dont toutes les coupes sont garanties si l'assuré a attribué un rendement particulier à chacune d'elles, faute de quoi la première coupe seule est assurée. Ceci s'explique par l'impossibilité dans laquelle on se trouverait pour procéder à un règlement si, toutes les coupes étant assurées en bloc, la grêle avait endommagé une première, deuxième ou troisième coupe, dont les rendements sont les plus variables.

Ces deux points étant acquis, nous allons voir quelle est la durée de la période de garantie et ensuite quels sont les minimum et maximum entre lesquels peut osciller l'indemnité due par l'assureur en cas de sinistre.

Période de garantie. — La garantie de l'assureur n'est pas permanente puisque le risque ne l'est pas. En effet, les cultures ne peuvent subir des dommages de la part de la grêle que quand elles sont à un certain point de maturité et, une fois qu'elles ont été enlevées du champ, il n'y a plus de risque. C'est pourquoi la période de garantie correspondant à l'existence du risque n'est pas l'année entière de 365 jours, mais commence vers le 1^{er} ou 15 avril et finit le 15 ou 31 octobre suivant les Compagnies ; la durée de cette période peut d'autre part varier d'après chaque culture.

Si certaines Compagnies spécifient une date fixe (1^{er} ou 15 avril) comme point de départ de la garantie, dans la plupart des autres c'est la date du 1^{er} janvier. En pratique le résultat est sensiblement le même. Notons également que, pour un contrat nouveau, le point de départ est, pour les Compagnies par actions, le len-

demain à midi du jour de la signature ⁽¹⁵⁾ par l'assuré et l'agent de la Compagnie le plus souvent fondé de pouvoirs. Pour les Sociétés Mutuelles, c'est le lendemain à midi du jour de l'admission par la Direction ⁽¹⁶⁾.

Quant à la question de la fin de la période de garantie, elle varie suivant les différentes cultures, et voici comment sont généralement libellées les conditions générales des Sociétés : « La garantie cesse : ⁽¹⁷⁾

— au 31 octobre, à midi, pour toutes les récoltes qui ne sont pas rentrées à cette époque et dont le développement peut se prolonger après ce terme.

— pour les lins, chanvres, colzas et toutes graines cultivées pour semence, dès que ces récoltes ne sont plus pendantes.

— pour toutes les autres récoltes, après leur enlèvement ».

Qu'entend-on par enlèvement ? C'est le moment où les récoltes ont quitté le champ où elles ont été cultivées, c'est-à-dire le moment où le risque a disparu. Mais certains Assureurs ne l'entendent pas ainsi et ajoutent « que les récoltes mises, avant le sinistre, en meules, moyettes, dizeaux ou tas, sont réputées enlevées ». Dans ce cas la garantie cesse au moment où les récoltes sont coupées, donc avant leur enlèvement réel du champ, et, tout en continuant à exister quand les épis jonchent le sol, se termine véritablement quand ils sont en tas. Certaines Sociétés

(15) L'Abeille, article 9 : « La garantie commence la première année, le lendemain à midi du jour de la signature du contrat par les deux parties et les autres années, le 1^{er} janvier ».

(16) L'Etoile, article 21 : « L'assurance ne produit ses effets actifs et passifs qu'à dater du lendemain à midi du jour de son admission à la Direction ».

(17) L'Abeille, article 9.

étendent leur garantie jusqu'à la mise en meules, c'est-à-dire pendant que les épis sont encore en tas, dizeaux ou moyettes ; mais quand elle n'est pas dans les conditions générales, cette prolongation de garantie peut être obtenue moyennant une surprime qui dépasse rarement 5 %.

Toutes ces règles de durée de la garantie ne s'appliquent évidemment pas aux toitures, cloches, vitres, etc... Ce sont des risques permanents, c'est-à-dire durant toute l'année.

Franchise d'avarie. — C'est une stipulation des conditions des polices en vertu de laquelle tout dommage n'atteignant pas un certain pourcentage n'est pas garanti par la Société.

Quand il s'agit de récoltes, les Compagnies fixent généralement cette franchise à 10 % du produit assuré. Cette quote-part n'est pas calculée sur l'ensemble de l'exploitation, mais pour qu'il y ait lieu à indemnité, il suffit que la perte excède 10 % par exemple, sur une parcelle ou fraction de parcelle ⁽¹⁸⁾. Cette proportion n'est pas la même dans toutes les Compagnies ; certaines la fixent à 5 %, d'autres à 15 %. D'ailleurs, les Sociétés prévoient le rachat de cette franchise d'avarie au moyen de surprimes variables, et alors, dans ce cas, n'importe quel dommage, si petit soit-il, est pris en charge par la Compagnie.

Dans quel but a été établie cette franchise ? C'est l'application d'un principe général de l'assurance, qu'un assuré peut supporter un dommage léger (ces

(18) L'Abeille, article 21 : « Sauf convention contraire, tout fait de grêle occasionnant à une parcelle assurée (ou fraction de parcelle) un dommage n'excédant pas 10 % de son produit, ne donne droit à aucune indemnité ».

L'Etoile, article 31 : « Tout dommage d'un vingtième ou cinq pour cent au moins causé par la grêle... ».

franchises peuvent exister également dans les branches incendie, accidents...).

D'autre part, il faut que le dommage soit suffisamment appréciable. Or des pertes minimales, qui ont d'ailleurs lieu le plus souvent au début de l'exercice, sont difficilement évaluables et peuvent s'atténuer peu à peu par suite de la végétation.

Ces raisons ont amené certains assureurs à admettre que la proportion correspondant à cette franchise serait toujours laissée à la charge de l'assuré, l'excédent seul donnant lieu à indemnité ⁽¹⁹⁾. Il y a alors franchise absolue. D'ailleurs on remarque quelquefois des conditions particulières ainsi conçues : « Par dérogation, il ne sera dû aucune indemnité lorsque la perte ne dépassera pas... % du capital assuré, l'assuré restant son propre assureur pour cette fraction ». L'assuré peut alors bénéficier d'une importante réduction de prime allant jusqu'à 30 % pour une franchise absolue de 15 % et même 50 % pour une franchise de 25 %.

Qu'arrive-t-il si un assuré déclare un sinistre qui à l'expertise se révèle inférieur à la franchise ? Non seulement l'assureur n'est tenu à aucune indemnité, mais il peut réclamer à l'agriculteur le remboursement des frais d'expertise.

(19) Article 7 des statuts de la Cérès : « Chaque sociétaire reste son propre assureur pour le vingtième de la valeur assurée sur chaque pièce, comprenant les récoltes désignées aux première et deuxième catégories de l'article précédent et pour le dixième de la valeur assurée sur chaque pièce grêlée comprenant les récoltes désignées à la 3^e catégorie de même article et tous autres risques susceptibles d'être garantis. En conséquence l'assuré sinistré n'a droit à aucune indemnité pour tout dommage qui n'atteint pas les fractions désignées ci-dessus et si le dommage les dépasse il ne peut être indemnisé que pour l'excédent, à moins qu'il ne se soit par convention spéciale exonéré de la retenue stipulée ci-dessus, moyennant une cotisation supplémentaire dont le montant sera fixé par le Conseil d'administration et qui pourra varier de 5 à 25 % en plus de la cotisation annuelle ».

SECTION II

Modifications

L'assurance contre la grêle est *un contrat à prestations répétées*. Et cela sous deux aspects.

D'abord du côté de l'assuré, lequel ne s'exécute pas en une seule fois, puisque, chaque année, il doit payer sa prime ou sa cotisation ; l'assurance grêle se rapproche, sous ce rapport, de toutes les autres assurances.

Du côté de l'assureur, la réparation du premier sinistre ne le dégage pas et il reste tenu à garantie pendant toute la durée du contrat ; en cela l'assurance grêle se distingue d'autres formes d'assurance, par exemple de l'assurance-vie où la mort du stipulant clôt le contrat.

Ce caractère explique l'importance qui est donnée aux modifications survenues en cours de contrat. Nous les étudierons sous deux rubriques, selon qu'elles concernent la personne ou la chose assurée.

§ I. — MODIFICATIONS DANS LA PERSONNE

En cas de décès de l'assuré, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou du légataire. Il en est de même en cas d'aliénation, de cession de bail ou de location du fonds où le successeur doit continuer à exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu en vertu de son contrat. Le nouveau

titulaire devra évidemment se faire connaître immédiatement ⁽²⁰⁾.

Si le nouvel exploitant ne veut pas continuer le contrat il lui sera possible de résilier celui-ci dans un délai d'un mois, mais il pourra être tenu du paiement d'une indemnité de résiliation égale à la prime de l'année en cours. Ceci n'étant d'ailleurs que l'application des effets normaux du contrat en cas de résiliation anticipée.

Si l'assurance continue au profit de plusieurs héritiers, acquéreurs, cessionnaires ou locataires, ceux-ci sont tous tenus solidairement au paiement de la prime. D'autre part si le changement se produit au cours de l'exercice, la prime, qui était payable à terme, deviendra immédiatement exigible, par application de l'article 48 de la loi du 13 juillet 1930 ⁽²¹⁾.

En effet, l'assureur qui n'a pas traité avec l'acquéreur et qui n'a avec lui aucun lien de droit, court le risque de se voir opposer par cet acquéreur une fin de non recevoir. Il est donc équitable de lui donner, dans ce cas, le droit d'obliger le cédant au paie-

(20) L'Abeille, article 17 : « En cas de décès de l'assuré, d'aliénation ou de vente forcée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur à charge pour celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat.

« Le cédant et l'acquéreur sont tenus solidairement au paiement de la prime pour la période d'assurance en cours au moment de l'aliénation.

« L'acquéreur peut dénoncer l'assurance au moyen d'un préavis d'un mois, à compter de l'aliénation si l'acquéreur n'avait pas connaissance de l'assurance, son droit de dénonciation subsiste pendant un mois après qu'il a appris l'existence de l'assurance.

« Si l'assurance est dénoncée, le cédant est tenu de payer la prime à la Compagnie pour l'année d'assurance en cours ».

Il en est de même à l'Etoile.

(21) Article 48 de la loi du 13 juillet 1930 : « Après l'aliénation soit de l'immeuble, soit des produits, la dénonciation du contrat faite par l'assureur à l'acquéreur ne prendra effet qu'à l'expiration de l'année d'assurance en cours. Mais lorsque la prime est payable à terme, le vendeur est déchu du bénéfice du terme pour le paiement de la prime afférente à cette période. »

ment de la prime convenue, sans que celui-ci puisse se prévaloir du bénéfice du terme.

En pratique, en cas de cession, l'ancien exploitant impose, dans le contrat même de cession, l'obligation pour le nouvel exploitant de continuer l'assurance en cours.

Si l'ancien exploitant reprend une autre ferme, la règle n'est pas la même pour toutes les Compagnies. Pour les unes, l'assurance de la nouvelle exploitation sera facultative et n'aura lieu que sur demande expresse de l'assuré ⁽²²⁾, tandis que pour d'autres il y a obligation de transfert de l'ancienne police ⁽²³⁾.

Un autre cas peut se présenter. En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, l'assurance subsiste au profit de la masse des créanciers, qui devient débitrice directe envers l'assureur du montant des primes à échoir à partir de l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judiciaire. C'est une innovation de la loi de 1930. Néanmoins, la masse et l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à partir de cette date ; mais la résiliation ne peut, pour certaines Compagnies, prendre effet qu'à la fin de l'exercice. Cette dernière condition n'est pas réclamée par toutes les Compagnies et la portion de prime afférente au temps pendant lequel la garantie a cessé sera restituée à la masse si la prime était payable d'avance ou déduite de son montant total si elle n'était payable qu'à terme ⁽²⁴⁾.

(22) L'Abeille, article 19, 3^e alinéa : « La garantie de l'assureur ne s'étend en aucune manière aux récoltes situées sur la nouvelle exploitation à moins que l'assuré n'ait d'accord avec l'assureur fait couvrir ses récoltes par avenant à la police en cours ou par une police nouvelle ».

(23) L'Etoile, article 23 : « L'assurance souscrite est obligatoire pour toutes les céréales d'une exploitation, même si elle vient à s'étendre ailleurs, et même s'il y a ou non changement de siège d'exploitation au cours du contrat ».

(24) L'Abeille, article 18 : « En cas de faillite ou de liquidation

§ II. — MODIFICATIONS DANS LA CHOSE

Nous avons vu précédemment que lors de la conclusion du contrat l'assuré est tenu de fournir à l'assureur une exacte détermination du risque. Cette obligation se prolonge en cours de contrat : elle se manifeste par des mises au point annuelles. Ce sont les assolements. En outre peuvent intervenir des modifications de détail : ce sont les avenants.

A) *Les assolements.*

L'assolement est l'acte par lequel l'assuré fait connaître à l'assureur les modifications apportées à ses ensemencements et au rendement espéré de ses diverses cultures. Il doit contenir autant de détails que la police. Il doit comprendre toutes les natures de récoltes portées sur la police ou le précédent assolement et qui existent dans l'année en cours. Comme pour la police il doit comporter la totalité des récoltes de même nature. Il doit évidemment être aussi exact et sincère. Au cas où, par exemple, l'assuré aura acquis de nouvelles parcelles de terre qu'il a ensemencées avec la même nature de récolte que ses autres parcelles, il devra les faire figurer dans sa déclaration.

Nécessité de l'assolement. — Quel est le but de ces assolements annuels ? Quand il s'agit des autres branches d'assurance le risque est non seulement permanent, mais invariable. En incendie, par exemple,

judiciaire de l'assuré, l'assurance subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice directe envers l'assureur du montant des primes à échoir, à partir de l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judiciaire. La masse et l'assureur conservent néanmoins, le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à partir de cette date ; la portion de prime afférente au temps pendant lequel l'assureur ne couvre plus le risque sera restituée à la masse ».

Il en est de même à l'Etoile.

la maison assurée est la même chaque année, sa valeur sensiblement égale, et s'il y a un changement celui-ci est destiné à être définitif, un agrandissement par exemple.

En assurance grêle, il en est tout autrement. Chaque année les ensemencements de céréales sont différents. En effet, pour qu'une terre ait un rendement normal et prolongé sans être épuisée, il ne faut pas, chaque année, y faire les mêmes ensemencements, il est nécessaire de les alterner et même quelquefois de laisser la terre en jachères, c'est-à-dire en complet repos. Il y a donc un véritable cycle qui peut être de trois ou quatre années suivant les régions. Par exemple pour le cycle triennal le plus répandu, la première année on sème du blé, la seconde de l'avoine, la troisième des légumineuses ou des plantes sarclées. Voilà donc des modifications annuelles au sujet de la nature de la récolte.

D'autre part la valeur elle-même de la récolte peut varier d'une année à l'autre, que ce soit par suite du rendement ou en raison des prix de vente.

En premier lieu, la valeur marchande du produit récolté est fonction des mercuriales. Nous voyons, par exemple, le prix moyen du blé osciller de 80 à 187 frs pendant la dernière décade ; en 1925 il est de 129 frs, en 1926 de 187 frs, en 1928 de 161 frs, en 1930 de 147 frs, en 1931 de 168 frs, en 1933 de 118 frs et en 1935 de 80 frs. D'où nécessité pour l'assuré d'équilibrer annuellement l'estimation de ses récoltes avec les prix de vente espérés. Certaines Compagnies même ne demandent pas à l'assuré de faire une estimation au moment de l'établissement de l'assolement, mais conviennent que le prix sera celui calculé suivant les cours moyens des trois mois précédant la récolte. D'autre part le rendement d'une même par-

celle peut varier d'une année à l'autre par suite soit de l'emploi de certains engrais, soit de la gelée, de la sécheresse ou de l'humidité, qui ont pu soit aider, soit entraver la germination. Au moment où il fera son assolement, l'assuré pourra se rendre compte de l'état de sa culture et prévoir à peu près exactement ce qu'il espère récolter.

Donc nécessité d'une réadaptation annuelle de la matière assurable, afin que, malgré la variation du détail parcellaire et des rendements espérés, on sache aussi exactement que possible sur quoi porte la garantie.

Epoque. — Dans l'intérêt de l'assureur, comme de l'assuré, celui-ci doit être fait dans les délais limites variant suivant les Sociétés : 15 ou 31 mai. Passé ce délai le cultivateur est censé ne pas avoir de modification dans sa culture par suite de son mode d'exploitation, il restera assuré pour les mêmes natures, quantités et valeurs que l'année précédente. Toutefois, il demeurera facultatif à l'assuré de faire son assolement postérieurement après cette date, mais à la condition que le chiffre total de l'assurance ne soit pas inférieur à celui de l'année précédente ⁽²⁵⁾.

(25) L'Abeille, article 11 : « Chaque année, après le 1^{er} janvier et en tous cas avant le 31 mai, l'assuré devra obligatoirement fournir à l'assureur, un assolement indiquant pour l'exercice en cours les modifications apportées dans ses ensemencements ainsi que les rendements espérés de ses diverses cultures...

« Passé le 31 mai, l'assuré sera considéré, comme ayant confirmé purement et simplement pour l'exercice en cours, les déclarations portées par lui pour le précédent exercice...

« A dater du 31 mai l'assuré ne peut faire d'autres assolements que pour un capital supérieur ou égal à celui de l'année précédente ».

L'Etoile, article 25 : « En raison des variations auxquelles la culture est assujettie, chaque sociétaire a la faculté de fournir tous les ans, dès qu'il le juge nécessaire, les nouveaux détails de ses ensemencements...

« ...Les assolements doivent être adressés avant le 31 mars au plus tard... ».

Il est de l'intérêt de l'assuré de faire son assolement le plus tôt possible afin d'éviter une insuffisance de garantie en cas de sinistre précoce. En effet, étant considéré comme assuré sur les bases de l'année précédente, s'il a certaines cultures nouvelles ou si ses rendements ou valeurs sont plus élevés, il se trouvera imparfaitement couvert et pourra subir un préjudice. L'assuré peut arguer qu'au moment où on lui demande de faire son assolement, il ne peut encore donner une juste estimation de ses récoltes par suite, par exemple, d'un retard dans la végétation. Le mieux pour lui est alors d'inscrire le détail de ses parcelles, mais en indiquant un rendement peu élevé; s'il trouve, plus tard, que cette estimation est trop faible, il pourra l'augmenter au moyen d'un avenant et cela même après le délai limite de l'assolement. Il est évident que l'assuré ne devra pas en profiter pour faire un assolement inférieur à la réalité et arriver indirectement à se soustraire à une obligation résultant de son contrat.

Nous avons vu l'effet du défaut d'assolement dans le délai fixé ; une pénalité peut aussi frapper l'assuré. Même si le paiement de sa prime a été reporté à terme, comme c'est le cas général, le défaut d'assolement lui fera perdre le bénéfice du terme et rendra la prime payable au comptant dans un délai relativement court, généralement avant le 30 juin.

L'appellation d' « assolement » est réservée aux céréales. Pour les vignes, on emploie celui d' « avenant » ; ceci s'explique par la terminologie, la véritable signification du mot « assolement » étant une succession de cultures sur le même sol, ce qui ne peut évidemment s'appliquer à la vigne, dont la plantation n'est pas refaite chaque année. D'ailleurs l'assolement n'est en réalité qu'un avenant d'un genre spécial, il ne

s'en diffère que par sa périodicité. Tous deux ont le même but, celui de permettre à l'assureur de toujours avoir une opinion du risque aussi proche que possible de la réalité.

B) *Les avenants.*

En ce qui nous concerne, l'avenant sera donc tout acte additionnel modificatif soit de la police, soit de l'assollement en cours. On peut, suivant leurs contenus, en distinguer plusieurs sortes.

L'avenant supplémentaire qui a pour objet soit de réparer l'omission d'une ou plusieurs parcelles dont l'assurance est obligatoire, soit d'ajouter des parcelles nouvelles dont l'assuré n'est devenu propriétaire ou exploitant, que postérieurement à la signature de la police ou à la déclaration d'assollement.

L'avenant d'augmentation ⁽²⁶⁾ par lequel l'assuré, après sa déclaration et tant qu'il n'a pas été grêlé, veut donner à ses récoltes un rendement ou une valeur plus forte. L'espoir, non encore visible précédemment d'une riche récolte, légitime cette augmentation qui n'a d'effet que pour l'année courante. Il faut bien faire la différence entre ces deux sortes d'avenant : l'avenant supplémentaire a pour objet des récoltes non encore assurées et il est valable pour la durée du contrat, tandis que l'avenant d'augmentation a trait aux récoltes déjà assurées et, par suite, n'est valable que pour l'année en cours.

Il peut arriver que l'assuré n'ait aucune récolte à faire garantir par suite d'inondation, gel, sécheresse

(26) L'Abeille, article 11 : « Si au cours d'un exercice l'assuré désire faire couvrir un rendement qu'il juge exceptionnel, ou augmenter le prix unitaire, il pourra faire un avenant d'augmentation qui n'aura d'effet que pour l'année en cours ».

L'Etoile, article 26 : « ...Jusqu'à la moisson, mais avant tout sinistre, l'évaluation des récoltes peut être augmentée par l'assuré ».

ou toute autre cause quelconque ayant empêché le développement de la plante. Dans ce cas, dans un délai ne dépassant pas le délai normal de déclaration d'assolement, l'assuré préviendra son assureur qu'il n'y a pas de risque et le contrat pourra être suspendu pendant l'année en cours. Il reprendra effet l'année suivante et l'année pendant laquelle il aura été suspendu ne comptant pas dans la durée du contrat, l'échéance de celui-ci se trouvera reportée d'autant.

De même, postérieurement à l'assolement, en cas de destruction totale de la récolte assurée par un événement autre que la grêle, l'assurance est suspendue dans son effet pour les récoltes détruites, l'assuré étant toutefois tenu aux mêmes formalités et obligations vis-à-vis de l'assureur que s'il s'agit d'un sinistre (27). La portion de prime relative à la période où le risque est suspendu ne sera pas due par l'assuré (28) et au cas où la prime a été payée au comptant elle lui sera remboursée (29). Il faut bien remarquer qu'en cas de destruction totale seulement l'on peut voir une diminution de prime.

(27) Voir ultérieurement page 63, la déclaration de sinistre.

(28) Ce cas est prévu par l'article 47 de la loi du 13 juillet 1930 : « Dans le cas visé à l'article 35 ci-dessus, l'assureur ne peut réclamer la portion de prime correspondant au temps compris entre le jour de la perte et la date à laquelle aurait dû normalement avoir lieu l'enlèvement des récoltes, ou celle de la fin de la garantie fixée par la police si cette dernière date est antérieure à celle de l'enlèvement normal des récoltes ».

(29) L'Abeille, article 20 : « En cas de destruction totale des récoltes assurées, par un événement autre que la grêle, l'assurance est suspendue dans son effet pour les récoltes détruites...

« Si ces récoltes ne sont pas remplacées pendant l'exercice en cours par d'autres figurant déjà au contrat, la portion de la prime afférente à la période de garantie, où le risque n'est plus couru, c'est-à-dire jusqu'à l'époque normale de la récolte sera, défalcation faite de l'impôt et des frais de répertoire et accessoires, soit remboursée si la prime est déjà payée, soit déduite de la prime totale si celle-ci n'est pas encore versée à l'assureur ».

Mêmes dispositions à l'Etoile.

Si, en effet, l'assuré trouvant qu'il a évalué trop cher ses récoltes veut en diminuer l'estimation, l'avenant de diminution qu'il fera ne pourra être pris en considération par la Société, à moins de cas particulier, car la garantie a couru sur les bases énoncées par l'assuré et acceptées. On pourrait donc dire qu'il peut y avoir des avenants de diminution de quantité, mais non de qualité.

Il y a lieu aussi de mentionner les avenants de résiliation qui ont pour but de faire cesser l'effet du contrat suivant les conditions générales de la police ; de même l'avenant d'ordre qui sert à constater certaines situations, tels que décès de l'assuré, partage ou vente de l'exploitation, que nous avons vues précédemment.

SECTION III

Fin du contrat

Le contrat d'assurance grêle peut prendre fin de deux façons : d'abord normalement, c'est-à-dire à l'expiration du délai prévu au moment de la formation ; ou bien anormalement, c'est-à-dire par suite d'une résiliation anticipée pouvant provenir soit de l'assuré, soit de l'assureur.

1° EXPIRATION DU DÉLAI.

Depuis le décret de 1922, art. 55 : « Aucune Société d'assurances ne peut être constituée qu'en prévoyant dans ses statuts la faculté pour ses sociétaires ou assu-

rés de se retirer tous les dix ans... ». Ce maximum de dix ans est la règle de droit commun et se trouve dans la plupart des Conditions générales des Sociétés ou Compagnies ⁽³⁰⁾. Cette pratique n'empêche évidemment pas des exceptions et des engagements de durée moindre, comme dans les autres branches ; certaines surprimes peuvent être alors demandées par les assureurs et elles varient de 5 à 20 %, suivant les cas.

La garantie de l'assureur commence à courir le lendemain à midi du jour où le contrat a été signé par les deux parties pour les Compagnies par actions, ou du jour de l'admission à la Direction pour les Sociétés Mutuelles. Ce délai, commun à toutes les branches, a pour but d'éviter les fraudes. Dans l'assurance-grêle il y a une particularité, le point de départ réel du contrat n'est pas celui que nous venons de voir. En effet, un contrat accidents, par exemple, souscrit le 1^{er} mai, pour dix ans, en 1930, se terminera le 30 avril 1940 : En grêle, au contraire, quelle que soit la date de souscription, le contrat est censé avoir pris effet rétroactivement au 1^{er} janvier de l'année et se terminera au 31 décembre de la dernière année ⁽³¹⁾.

Dans l'exemple précédent, un contrat souscrit le 1^{er} mai 1930, quoique n'étant pas valable pour un sinistre antérieur, prendra date au 1^{er} janvier 1930 et

(30) L'Abeille, article 32 : « L'assurance est faite pour une durée de 10 ans, sauf convention contraire ».

L'Etoile, article 27 : « Chaque sociétaire est assureur et assuré pour la durée de la Société, avec faculté de se retirer à la fin de chaque période de dix années ou exercices ».

(31) L'Etoile, article 27 : « Tout exercice commence comme l'année, le 1^{er} janvier pour se terminer le 31 décembre ; en conséquence, tous les contrats, quelle que soit leur date de souscription sont réputés dater du 1^{er} janvier. Néanmoins celui qui s'assure dans le courant d'un exercice, n'a droit à aucune indemnité pour les sinistres qu'il aurait éprouvés antérieurement et n'en est pas moins tenu de payer les cotisations entières de l'exercice ».

se terminera le 31 décembre 1939 ⁽³²⁾. Cela s'explique par le fait que le risque pour les produits agricoles n'est pas permanent et n'existe que pendant une certaine période de l'année.

Si un assuré entend résilier son contrat à la fin de la période en cours, il devra le faire dans le délai de six mois avant l'expiration, prévu à l'art. 55 du décret du 8 mars 1922. Etant donné que tout contrat d'assurance-grêle se termine le 31 décembre, quelle que soit sa date de souscription, l'assuré devra donc faire le nécessaire avant le 1^{er} juillet de l'année d'expiration ⁽³³⁾.

2° RÉSILIATION ANTICIPÉE.

Normalement le contrat se termine à l'échéance qui a été prévue au moment de sa signature. Mais il peut arriver que, pour des causes diverses, il cesse avant cette échéance.

D'une manière générale, l'assureur se réserve le droit de résilier le contrat à la fin de chaque année pour les années restant à courir, au moyen d'une notification envoyée par lettre recommandée ⁽³⁴⁾. Cette disposition peut être envisagée après un sinistre, l'assureur trouvant le risque trop dangereux, par

(32) Tribunal Civil de Bordeaux, 17 décembre 1895.

(33) L'Abeille, article 32 : « L'assuré et l'assureur ont la faculté réciproque de dénoncer le contrat avant le 1^{er} juillet de l'année d'expiration de la période en cours ».

L'Etoile, article 28 : « La Société et le sociétaire peuvent rompre l'assurance à la fin de chaque période décennale en se prévenant réciproquement par écrit, six mois à l'avance, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet de l'année dans laquelle doit expirer cette période ».

(34) L'Abeille, article 32 : « L'assureur se réserve sauf convention contraire, en tout état de cause, la faculté de résilier la police à la fin de chaque année pour les années restant à courir, à la condition de notifier cette résiliation à l'assuré par lettre recommandée ».

exemple. Réciproquement, si l'assuré a plusieurs polices à la même Compagnie et qu'une de celles-ci se trouve résiliée par l'assureur, il peut, dans le délai d'un mois suivant ladite résiliation, dénoncer ses autres polices sans avoir à payer d'indemnité de résiliation ⁽³⁵⁾.

L'assuré ne peut résilier sans raison sa police au cours du contrat. Ce droit ne lui est pas reconnu en cas de sinistre, comme nous l'avons vu précédemment en ce qui concerne l'assureur ⁽³⁶⁾. Dans certains cas l'assureur pourra permettre à l'assuré de rompre le contrat avant l'échéance, mais il lui demandera alors généralement une année de prime à titre d'indemnité de résiliation.

Nous avons vu précédemment le cas où l'assuré cessait sa culture en la cédant à un tiers. Or, il peut arriver qu'il cesse la culture en conservant ses terres, soit qu'il les transforme en herbages, soit qu'il les laisse incultes. Dans ce cas, l'objet de l'assurance disparaissant, l'assuré doit prévenir l'assureur avant la fin de son dernier exercice et fournir toutes pièces justificatives tel que certificat du maire, et se conformer aux délais prévus. Le contrat se trouvera alors annulé ⁽³⁷⁾.

(35) L'Etoile, article 28 : « ...La Société se réserve toujours après sinistre, la faculté de résilier l'assurance pour les années restant à courir, à la condition de notifier cette résiliation à l'assuré avant le 1^{er} mai de l'exercice suivant... Dans ce cas, le sociétaire a la faculté de résilier sans indemnités les autres polices qu'il peut avoir souscrites à la Société ».

(36) L'Abeille, article 33 : « La survenance d'un sinistre n'entraîne pas pour l'assuré le droit à la résiliation du contrat ».

(37) L'Abeille, article 19 : « L'assurance expire pour l'assuré qui cesse toute culture, en dehors des cas prévus aux articles 17 et 18, mais cet assuré est tenu d'en faire la déclaration par écrit et d'en justifier à la Compagnie avant le 1^{er} janvier par lettre recommandée... faute par lui d'avoir fait avant ladite époque les déclarations et produit les justifications prescrites ci-dessus, il devra à titre d'indemnité, une somme égale à la prime de l'année précédente ».

Dans les cas ci-dessus, la partie qui est la cause de la résiliation doit remplir les formalités avant la fin de l'exercice courant, c'est-à-dire avant le 1^{er} janvier suivant. Cependant, certains statuts ne prévoient pas l'exécution de ces formalités avant le 1^{er} janvier, mais seulement quelquefois avant la date du 1^{er} avril de l'exercice suivant, c'est-à-dire avant la date où le risque recommence à exister.

Au cas où l'assuré ne paie pas sa prime dans les délais prévus, nous avons vu que l'assureur pouvait au moyen d'une mise en demeure, suspendre l'effet du contrat. De même l'assureur a le droit, prévu également par la loi de 1930, dans le délai de dix jours après l'expiration du délai fixé par la suspension, de résilier la police.

CHAPITRE II

L'ETABLISSEMENT DE LA PRIME

Nous avons constaté précédemment que l'assurance est un contrat synallagmatique : l'assureur ne s'oblige à indemniser l'assuré que moyennant le paiement annuel d'une prime ⁽¹⁾.

Cette prime se calcule d'après un tarif, et en pareille matière, l'établissement d'un tarif constitue une tâche fort délicate. Il suppose, en effet, une connaissance approfondie de la fréquence, de la répartition et de la gravité des risques assurés.

En matière d'assurance contre la grêle, trois éléments entrent en jeu : la nature de la chose assurée, sa situation géographique, et — en outre — la périodicité des sinistres.

I

NATURE DE LA CHOSE ASSURÉE

Pour connaître exactement la chose assurée, il faut pouvoir répondre aux deux questions suivantes :

Première question : Quelle est la nature de la culture ?

Deuxième question : Quelle en est la vulnérabilité ?

(1) Dans les Sociétés Mutuelles, la prime s'appelle cotisation.

A) *Nature de la culture* (2).

En France, plus de 33 millions d'hectares font l'objet d'exploitations agricoles ; la production peut se diviser en *trois catégories* :

1° *Les produits de grande culture* occupent environ 30 millions d'hectares, soit plus de 80 % de la production nationale. Ce sont principalement : les plantes alimentaires, céréales et légumineuses, soit 14 millions d'hectares, — les plantes fourragères, soit 7 millions d'hectares, — les prairies ou pâturages, soit 10 millions d'hectares.

2° *La vigne* occupe environ 1 million et demi d'hectares.

3° *Les cultures maraîchères et fruitières* occupent environ 175.000 hectares.

Il n'y a pas lieu d'étudier ici en détails chaque culture, mais il est indispensable de dire quelques mots de chacune d'elles.

Les céréales, nous l'avons vu, forment le risque le plus répandu. Ce sont des graminées dont les grains servent à la nourriture de l'homme ou des animaux, et elles comprennent plusieurs espèces, dont les principales sont : le froment, l'épeautre, le seigle, l'orge, l'escourgeon ou orge d'hiver, l'avoine, le sarrasin ou blé noir et le méteil, qui est un mélange de céréales diverses.

Les tubercules et racines forment ce qu'on appelle généralement des cultures sarclées. Par exemple, les raves, les légumes, carottes, pommes de terre, betteraves, que l'on peut classer elles-mêmes en fourra-

(2) En dehors des cultures, on peut aussi assurer certains objets matériels tels que vitres, cloches de jardin ou couvertures des bâtiments. Mais alors ce sont des risques permanents, à la différence des risques agricoles qui disparaissent chaque année après la récolte ou leur enlèvement du sol.

gères, à sucre ou de distillerie, etc... Pour ces dernières, l'assurance est très difficile et, par suite, peu développée ; en effet, la constatation des dégâts est compliquée, ne pouvant être faite exactement au moment même du sinistre, la betterave étant en terre ; par suite, l'expertise doit nécessairement être refaite et contrôlée non seulement au moment de l'enlèvement, mais aussi à la distillerie où les experts sont obligés de procéder à un examen comparatif, minutieux et long, des densités.

Les plantes fourragères sont certaines légumineuses servant à l'alimentation des animaux, par exemple : les raves et betteraves fourragères, la luzerne, le sainfoin, les trèfles, les pois gris, les vesces, les prairies naturelles...

Les plantes textiles et oléagineuses sont définies par leur nom même, exemple : le lin, le chanvre et le colza, qui sont cultivés surtout dans le Nord et l'Ouest de la France.

La vigne, qu'elle produise des raisins destinés à la table ou à la fabrication du vin, est un des risques les plus délicats et dangereux à assurer. La vigne est, en effet, extrêmement fragile, et la moindre grêle détériorera les jeunes sarments si elle tombe au cours de la végétation ou détruira les grappes si la chute se produit avant les vendanges. Il en résulte que dans ce cas les Sociétés d'assurances peuvent être obligées d'avoir des conditions spéciales soit en obligeant le cultivateur à leur assurer également leurs autres risques, soit en limitant la proportion de manière à arriver à un ensemble moins dangereux, soit en appliquant des primes très élevées. Il en est de même du lin, du colza ou des pois, qui sont des cultures très délicates.

B) *Vulnérabilité.*

Les cultures ci-dessus énumérées n'ont pas, comme nous l'avons vu, le même degré de vulnérabilité. Aussi les Sociétés d'assurances ont-elles établi des classifications qui, d'une Société à l'autre, présentent de grandes analogies. Nous donnons ci-après la classification généralement adoptée :

— Première classe : Les blés, les prairies naturelles, sainfoins, trèfles et luzernes non destinés pour la graine, les betteraves à sucre et celles cultivées pour fourrages, ainsi que les couvertures des bâtiments.

— Deuxième classe : Les seigles, avoines, orges, méteils, maïs, ainsi que les vitres et cloches.

— Troisième classe : Les haricots, les sarrasins, les navettes, œillettes, moutarde ; les lins, chanvre ; les betteraves, choux, radis, carottes, oignons, poireaux, cultivés pour la graine ; les fèves, lentilles, vesces, gesses, ainsi que les pois destinés à être récoltés en vert, les hivernaches et autres plantes légumineuses lorsqu'elles sont cultivées pour graine.

— Quatrième classe : Les vignes, les houblons.

On peut ajouter une cinquième classe comprenant les arbres fruitiers, oseraies, tabacs et fleurs.

Si la pratique montre, par exemple, qu'une grêle d'une même intensité, tombant sur un champ de blé, un champ d'avoine, un champ de vigne, a occasionné respectivement une perte de 10 % sur le blé, de 15 % sur l'avoine, de 40 % sur la vigne, on peut en déduire que l'avoine est une fois et demie plus dangereuse que le blé, et la vigne quatre fois plus. Ces expériences faites sur tous les produits ont permis d'établir les quatre ou cinq classes précédentes. Quel est le rapport entre celles-ci ? Il varie peu suivant les Compagnies ou Sociétés.

En règle générale, le tarif du blé qui est la nature de récolte la plus répandue et représente plus de 50 % de l'ensemble de valeur assurée, constitue généralement ce qu'on appelle le tarif de base. Une fois celui-ci défini en tenant compte également du facteur géographique, il servira à l'établissement du tarif des autres produits, suivant les proportions établies d'autre part.

II

SITUATION GÉOGRAPHIQUE DE LA CULTURE

L'évolution de l'assurance-grêle marque une prise en considération croissante de la situation géographique de la culture.

Dans les débuts de l'assurance, les Sociétés Mutuelles, premières en date, n'avaient aucune base de statistique ; aussi le tarif était-il le même pour tous et établi en fin d'année suivant les résultats obtenus.

L'expérience et les premières statistiques donnèrent la possibilité par la suite d'établir un tarif moyen permettant, en cas de bon exercice, la constitution de réserves. Parallèlement à cette évolution, on se rendit compte de la diversité des résultats suivant les régions et les taux furent différents suivant chaque arrondissement, de manière à arriver, en théorie, à ce que chacun puisse se suffire à lui-même, les excédents d'une année comblant les pertes d'une autre. Puis les statistiques devenant plus complètes et plus précises, la base du tarif devint le canton, avec la même idée que chaque canton devait se suffire à lui-même. A l'heure actuelle, le taux de la prime s'établit par com-

mune, de manière à être le plus proche possible de la réalité.

M. Piron ⁽³⁾ a étudié les orages à grêle et remarque que pour comprendre la situation orageuse d'un département il faut tenir compte de deux éléments :

— la fréquence, c'est-à-dire la répétition du nombre de chutes de grêle ;

— l'intensité, qui est la conséquence autant de la violence plus ou moins grande de l'orage que de l'étendue sur laquelle il s'est abattu.

Les statistiques de M. Piron font état d'environ 6.000 orages observés pendant la période de 1868 à 1928, soit 60 ans.

Il est arrivé à établir deux classifications de départements relatives, l'une à la fréquence, l'autre à l'intensité des orages.

Nous croyons intéressant de les donner ici.

Au point de vue fréquence, on peut classer les départements en cinq catégories :

— très grande fréquence : plus de 10 orages annuels en moyenne ;

— grande fréquence : de 5 à 10 orages annuels en moyenne ;

— moyenne fréquence : de 3 à 5 orages annuels en moyenne ;

— faible fréquence : de 1 à 3 orages annuels en moyenne ;

— très faible fréquence : moins de 1 orage annuel en moyenne.

Au point de vue intensité annuelle moyenne, on peut classer les départements également en cinq catégories, avec les pourcentages de sinistres suivants, correspondant à 1.000 francs de capitaux assurés :

(3) PIRON : *Les orages à grêle en France*, 1931

— très faible	moins de 1 fr. 60
— faible	1 fr. 60 à 7 frs
— moyenne	7 frs » à 27 frs
— grande	27 frs » à 35 frs
— très grande	plus de 35 frs

Départements	Fréquence annuelle	Intensité moyenne annuelle
Ain	Moyenne	Faible
Aisne	Moyenne	Très faible
Allier	Grande	Faible
Basses-Alpes	Très faible	Grande
Hautes-Alpes	Très faible	Très grande
Alpes-Maritimes	Très faible	Très grande
Ardèche	Très faible	Très grande
Ardenne	Moyenne	Très faible
Ariège	Moyenne	Faible
Aube	Faible	Faible
Aude	Faible	Très faible
Aveyron	Très faible	Grande
Belfort	Très faible	Faible
Bouches-du-Rhône	Très faible	Très grande
Calvados	Très faible	Faible
Cantal	Moyenne	Faible
Charente	Faible	Faible
Charente-Inférieure ..	Très faible	Grande
Cher	Très grande	Très faible
Corrèze	Moyenne	Moyenne
Côte-d'Or	Très faible	Très faible
Côtes-du-Nord	Très faible	Très faible
Creuse	Grande	Faible
Dordogne	Moyenne	Faible
Doubs	Faible	Faible
Drôme	Faible	Moyenne
Eure	Grande	Très faible
Eure-et-Loir	Grande	Très faible
Finistère	Très faible	Très faible
Gard	Faible	Moyenne
Haute-Garonne	Grande	Faible
Gers	Grande	Faible

Départements	Fréquence annuelle	Intensité moyenne annuelle
Gironde	Très faible	Très grande
Hérault	Faible	Moyenne
Ille-et-Vilaine	Très faible	Très faible
Indre	Grande	Très faible
Indre-et-Loire	Moyenne	Très faible
Isère	Très faible	Moyenne
Jura	Moyenne	Faible
Landes	Très faible	Grande
Loir-et-Cher	Moyenne	Faible
Loire	Grande	Faible
Haute-Loire	Moyenne	Faible
Loire-Inférieure	Très faible	Très faible
Loiret	Grande	Très faible
Lot	Faible	Grande
Lot-et-Garonne	Moyenne	Faible
Lozère	Très faible	Moyenne
Maine-et-Loire	Très faible	Faible
Manche	Très faible	Faible
Marne	Grande	Très faible
Haute-Marne	Grande	Très faible
Mayenne	Très faible	Faible
Meurthe-et-Moselle	Faible	Faible
Meuse	Moyenne	Faible
Morbihan	Très faible	Très faible
Moselle	Très grande	Très faible
Nièvre	Grande	Très faible
Nord	Faible	Moyenne
Oise	Moyenne	Très faible
Orne	Très faible	Faible
Pas-de-Calais	Faible	Faible
Puy-de-Dôme	Grande	Faible
Basses-Pyrénées	Faible	Moyenne
Hautes-Pyrénées	Moyenne	Moyenne
Pyrénées-Orientales	Faible	Très grande
Bas-Rhin	Moyenne	Faible
Haut-Rhin	Faible	Faible
Rhône	Moyenne	Moyenne
Haute-Saône	Faible	Faible
Saône-et-Loire	Grande	Faible

Département	Fréquence annuelle	Intensité moyenne annuelle
Sarthe	Très faible	Moyenne
Savoie	Faible	Très grande
Haute-Savoie	Très faible	Très grande
Seine	Très faible	Faible
Seine-Inférieure	Grande	Très faible
Seine-et-Marne	Moyenne	Très faible
Seine-et-Oise	Moyenne	Faible
Deux-Sèvres	Faible	Moyenne
Somme	Moyenne	Très faible
Tarn	Faible	Faible
Tarn-et-Garonne	Faible	Moyenne
Var	Très faible	Grande
Vaucluse	Très faible	Très grande
Vendée	Très faible	Moyenne
Vienne	Moyenne	Faible
Haute-Vienne	Moyenne	Faible
Vosges	Moyenne	Faible
Yonne	Moyenne	Faible

Nous avons réuni ces deux tableaux en un seul, de manière à avoir les caractéristiques complètes de chaque département. En considérant ces deux tableaux nous remarquons que la fréquence ne correspond pas à l'intensité. Les orages les plus violents sont donc relativement rares. Les départements les plus fréquemment visités par la grêle sont ceux du Centre, tandis que ceux ayant éprouvé le plus de dégâts sont ceux du Sud-Ouest et Sud-Est.

Cette diversité de résultats par départements se retrouve également si l'on considère les arrondissements, les cantons ou les communes.

Prenons, par exemple, en plein centre de la France, le département du Loir-et-Cher, essentiellement agricole, nous trouvons, en prenant toujours comme base 1.000 frs de capitaux assurés, des coefficients variables suivant les arrondissements :

Arrondissement de Blois	11,09
— Romorantin	10,37
— Vendôme	18,60

De même si nous prenons, par exemple, l'arrondissement de Blois, nous trouvons, en faisant le même calcul pour chaque canton, les coefficients suivants :

Canton de Blois	4,91
— Bracieux	3,97
— Contres	10,68
— Herbault	19,06
— Marchenoir	8,59
— Mer	5,11
— Montrichard	9,40
— Ouzouer	11,40
— Saint-Aignan	2,49

Enfin si nous prenons comme exemple le canton d'Ouzouer, même diversité de coefficients suivant les diverses communes, dont les résultats serviront à l'établissement de leur tarif :

Commune de Binas	6,70
— La Bosse	38,40
— La Colombe	6,70
— Ecoman	14,40
— Membrolles	6,70
— Moisy	1,30
— Ouzouer-le-Doyen	19,50
— Ouzouer-le-Marché	11,90
— Prenouvellon	5,20
— Semerville	14,90
— Tripleville	9,50
— Verdes	12,00
— Vievy-le-Rayé	12,80
— Villermain	8,10

III

PÉRIODICITÉ

Dans la plupart des branches d'assurances, le pourcentage des sinistres par rapport aux primes est relativement constant chaque année. Or, dans la branche grêle, il en est tout différemment et ce pourcentage, comme nous le verrons plus tard en étudiant les résultats, peut varier dans de grandes proportions, de 31 % à 140 %, pour l'ensemble des Sociétés.

C'est pourquoi s'est posé le problème d'essayer d'analyser si ces variations correspondent à un cycle donné. Connaissant à peu près exactement à l'avance la proportion des sinistres d'un cycle futur, cela permettrait à la fois d'établir un taux de primes correspondant et de pouvoir déterminer le plus sûrement possible le montant des fonds de réserve nécessaires les années où les primes ne suffiront pas pour couvrir la totalité des dommages.

M. Piron a été conduit à admettre que la variabilité des pourcentages était périodique et que l'on pourrait considérer des cycles de dix ou onze ans. Le tarif étant communal, l'idéal serait donc que chaque commune puisse, le tarif étant le même chaque année, se suffire à elle-même pendant ce cycle de dix années. Mais, en pratique, ce résultat est malheureusement très difficile à atteindre pour ne pas dire impossible. La grêle est trop capricieuse et, comme le fait remarquer M. Vaclav Myslivec ⁽⁴⁾, il faut considérer aussi le facteur accidentel qui vient bouleverser le cycle.

(4) La périodicité des sinistres dans le risque d'assurance grêle. Vaclav Myslivec (*La Réassurance*, janv. 1936).

De même, on a pu remarquer, et ceci résulte de statistiques, que plus une circonscription déterminée a d'assurés, plus le cycle nécessaire pour qu'il y ait une compensation des primes et des pertes, est court. Etant donné ce principe, on a constaté que la compensation arrivait à se faire dans un cycle variant de dix à vingt-cinq années.

En pratique on est donc amené à suivre les résultats obtenus. Le taux appliqué sera basé évidemment sur un nombre x d'années, mais en cas de forte grêle, les tarifs augmenteront automatiquement pour baisser si les résultats deviennent meilleurs. Une règle constante ne peut être établie.

La division des risques.

Le risque grêle est, nous l'avons vu, très variable. Il arrive fréquemment que dans une commune il ne se produit aucun sinistre pendant plusieurs années et que, brusquement, elle est écrasée. Il est donc prudent de ne pas accepter trop de valeurs assurées dans un rayon d'étendue restreinte. C'est la division des risques.

Ce principe offre peu d'intérêt dans certaines branches d'assurances, telle que la branche accidents automobiles, par exemple. En effet, le risque sera sensiblement le même pour dix assurés voisins ou dispersés. Il en est de même en assurance vie.

En incendie, ce principe a, d'une manière générale, un intérêt certain du fait que, le feu se propageant rapidement, peut occasionner des dégâts non seulement dans l'immeuble où il s'est déclaré, mais dans ceux environnants. Aussi les assureurs évitent-ils d'avoir des groupements ou accumulations de valeurs trop considérables.

En grêle, la division des risques a une importance primordiale et c'est pourquoi les Sociétés ont été amenées à établir une réglementation de leurs pleins, c'est-à-dire des maxima de capitaux assurés à ne pas dépasser dans chaque commune. La moyenne de ces pleins varie suivant l'importance de chaque Société ; elle est en général de 500.000 francs. Certaines Compagnies la fixent à un million. Il ne faut pas considérer ces chiffres trop strictement, car la grêle tombe la plupart du temps sur un espace restreint en largeur et ne couvre que rarement la commune entière.

La division des risques amène donc les assureurs à rechercher le développement de leurs affaires dans un rayon aussi étendu que possible. Mais dans le cas où une Société aurait atteint son plein, dans une commune, sera-t-elle donc obligée d'y refuser toute affaire nouvelle ?

C'est là que peuvent intervenir des ententes, soit d'échanges, soit de coassurances et de réassurances.

D'abord des échanges, qui ont lieu entre assureurs grêle, pour des risques de même nature appartenant à des régions différentes et présentant une gravité semblable. Quoique les Compagnies ou Sociétés aient à peu près le même champ d'action dans un pays, les opérations de chacune sont, malgré tout, inégalement développées et rendent ces échanges possibles. Par exemple, une Société ayant un portefeuille important dans l'arrondissement de Blois, pourra chercher à rétrocéder une partie de ses risques contre d'autres situés dans l'arrondissement de Bourges, où le chiffre de ses opérations est plus restreint.

D'autre part, il peut être fait des contrats de co-assurance et de réassurance dont les résultats aboutissent à diminuer le total des engagements de chacun

sur un même point. Ces contrats peuvent revêtir diverses formes pour pallier à l'agglomération des risques. Ils peuvent être établis soit pour une seule exploitation, en elle-même très importante, soit pour l'ensemble des valeurs assurées d'une commune, d'un canton ou d'un arrondissement, soit encore pour le total des affaires d'une Société. Dans ce dernier cas, il s'agit de la réassurance proprement dite, en participation.

Notons également une autre forme de la réassurance, la réassurance d'excédent, d'origine anglaise « excess of loss » : le réassureur prend à sa charge les sinistres dépassant un pourcentage ou un chiffre fixé.

CHAPITRE III

LE SINISTRE

Tout dommage causé par la grêle aux récoltes s'appelle sinistre. Le sinistre obligeant l'assureur au versement d'une indemnité, il nous faut donc étudier l'ensemble des règles qui régissent la constatation du sinistre et le règlement de l'indemnité.

Cette procédure comporte trois phases : la déclaration, l'expertise, le paiement.

I

LA DÉCLARATION

La loi du 13 juillet 1930 a posé comme principe général dans son article 15 que, dans un délai de cinq jours, l'assuré devait aviser l'assureur de tout sinistre de nature à donner lieu à indemnité. Mais en ce qui concerne la grêle, l'article 46 réduit ce délai à quatre jours ⁽¹⁾. Ce délai plus court s'explique par

(1) Article 46 de la loi du 13 juillet 1930 : « En matière d'assurance contre la grêle, l'envoi de la déclaration de sinistre doit nonobstant toute clause contraire, être effectué par l'assuré sauf le cas fortuit ou de force majeure et sauf prolongation contractuelle dans les quatre jours de l'avènement du sinistre ».

la nécessité souvent justifiée d'une vérification dans un délai très rapide.

Ce délai ne peut être réduit par convention. Toutefois il peut être prolongé à l'avantage de l'assuré par accord entre ce dernier et l'assureur. En cas de force majeure ou de cas fortuit, l'assureur ne peut opposer la déchéance à l'assuré qui se trouve dans l'impossibilité de faire sa déclaration dans le délai imparti.

L'assuré n'est pas tenu de déclarer un sinistre qui ne doit pas engager la garantie de l'assureur, quand il est inférieur à la franchise d'avarie, par exemple. Mais l'assureur ayant intérêt à connaître l'existence de tous les sinistres quelconques, de manière à avoir toujours une exacte opinion du risque, il est préférable que l'assuré prévienne son assureur en tout état de cause. C'est d'ailleurs son intérêt personnel : en effet, la perte qui paraissait ne pas devoir dépasser la franchise d'avarie, prévue à son contrat, peut, en réalité, être plus élevée, et si l'assuré s'en aperçoit plus tard, c'est-à-dire dans un délai qui peut être de plusieurs semaines, il sera en règle pour une expertise, puisque sa déclaration aura été faite en temps utile.

Avant l'expertise l'assuré est tenu de veiller en bon père de famille et doit continuer à donner les soins habituels de culture aux récoltes sinistrées. En outre, s'il s'agit de vigne l'assuré peut être obligé, en exécution des conditions générales de son contrat, à procéder au sulfatage dans les quarante-huit heures qui suivent la chute de la grêle. En effet, la grêle survenant sur la vigne, qui est particulièrement fragile, peut être la cause de maladies cryptogamiques et le sulfatage a pour but d'éviter une aggravation qui serait forcément à la charge de l'assuré et pourrait être même une cause de déchéance de la part de l'assureur.

Contenu de la déclaration.

La déclaration de sinistre doit être faite par lettre affranchie, habituellement adressée à la Direction de la Compagnie. Le timbre de la poste servira de preuve de la date d'envoi de la déclaration. Cette lettre est en général un imprimé sur lequel diverses mentions doivent être portées. Les renseignements demandés à l'assuré sont généralement les suivants :

— nom et adresse de l'assuré ;

— le numéro de la police ;

— la date de la police ;

— le jour et l'heure du sinistre,

Et pour chaque parcelle sinistrée :

— le numéro d'ordre sous lequel elle est inscrite sur la police ou le dernier asselement ;

— la commune où est situé le lieu dit ;

— la nature de la récolte ;

— la contenance exacte ;

— l'évaluation approximative de la perte présumée.

Cette dernière mention ne peut en aucune façon engager la Compagnie et a un intérêt en cas de franchise d'avarie. D'ailleurs toutes les Sociétés ne la demandent pas.

En cas de nouveau sinistre, l'assuré doit faire une nouvelle déclaration à la Société dans la même forme. Il y aura lieu à une nouvelle expertise qui annulera la précédente ou s'y ajoutera, suivant l'accord intervenu.

II

L'EXPERTISE

Si la déclaration de sinistre est de la part de l'assuré le premier acte à intervenir, l'assureur doit de son côté faire vérifier le fait de grêle et évaluer le dom-

mage qui a été causé. Cette vérification et cette évaluation se font au moyen d'une expertise.

1° *Délai dans lequel a lieu l'expertise*

Les assureurs ne spécifient pas à proprement parler de délai pour l'expertise ⁽²⁾. Il est intéressant de signaler à ce sujet une différence sensible entre l'expertise grêle et celle des autres risques.

En effet en incendie par exemple, que l'expertise soit faite immédiatement ou dans un certain délai après le sinistre, les dégâts n'auront ni augmenté ni diminué, et si la rapidité s'impose en général, c'est pour pouvoir permettre de réparer aussi vite que possible les dommages.

En assurance grêle il en est tout différemment :

Toutes les plantes vivent ; le jour du sinistre la grêle paraît avoir presque tout détruit, mais dans beaucoup de cas, si la culture a été faite suivant les règles normales et si les conditions atmosphériques sont favorables, les dégâts, sans disparaître complètement, s'atténuent dans des proportions souvent importantes. C'est pourquoi, surtout pendant les mois de mai ou de juin, le fait d'attendre l'époque de l'épiage des récoltes pour faire l'expertise permet une plus juste appréciation. Aussi jusqu'à la moisson, en règle générale, les assureurs se réservent-ils le droit de fixer le jour de l'estimation définitive ou de provoquer une contre-expertise pour vérifier si l'indemnité correspond exactement à la perte réelle.

(2) L'Abeille, article 24 : « L'assureur se réserve jusqu'à maturité des récoltes le droit de fixer le jour de l'estimation des dommages ».

L'Etoile, article 34 : « L'expertise a lieu autant que possible dans les quinze jours qui suivent l'arrivée de l'avis de sinistre à la Direction, mais la Société se réserve jusqu'à l'époque de la maturité des récoltes, le droit de fixer le jour de l'estimation définitive des dommages ».

Il arrive aussi, en sens inverse, qu'un champ grêlé ne présente à première vue que des dégâts minimes, mais que plus tard on constate que ceux-ci sont beaucoup plus importants qu'ils ne le paraissent au début. C'est pourquoi les experts réservent quelquefois leur décision et demandent qu'une nouvelle expertise soit faite ultérieurement pour évaluer exactement la perte.

En règle générale, il faut déterminer avec le plus grand soin l'époque de l'expertise, et c'est ce que comprennent mal certains cultivateurs qui demandent souvent l'expertise dans le plus bref délai.

Quand la grêle tombe plus tard, c'est-à-dire aux mois de juillet ou début d'août, il n'en est plus de même. La plante est arrivée à sa pleine maturité et le dégât est alors peu sujet à variations. L'expertise très rapide sera souvent même une nécessité car on est à l'époque de la moisson, et pour ne pas retarder le cultivateur dans ses travaux, les assureurs permettent en général de moissonner sans attendre l'expertise et sans laisser de témoins, de lier ou de mettre en dizeaux, l'expertise pouvant dans ces conditions toujours se faire exactement, mais prescrivent formellement que rien ne doit être enlevé des champs, sous peine de déchéance ⁽³⁾.

Ce rapide exposé montre combien l'expertise est un acte minutieux et comment, pour arriver à une appréciation exacte de la perte, l'expertise peut non seulement avoir lieu à des moments différents, mais nécessiter des vérifications ou contre-expertises dans des délais plus ou moins éloignés des sinistres.

(3) L'Etoile, article 38 : « Toute récolte enlevée ne pourra être l'objet d'une expertise, ni donner lieu à une indemnité ».

2° Compétence

L'assuré et l'assureur désignent chacun leur expert et, au jour fixé, ceux-ci procéderont ensemble à l'évaluation des dommages. Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires ainsi que du serment. En pratique, dans la majorité des cas, l'expert de l'assureur est seul avec l'assuré qui, connaissant la culture, est lui-même son propre expert. Dès que l'accord est intervenu, l'expert de l'assureur rédige un procès-verbal contenant les évaluations des dégâts et le fait signer par l'assuré, auquel un double est laissé.

Pendant l'expertise, la présence de l'assuré ou de son mandataire est indispensable, car c'est lui qui devra signer le procès-verbal. Si l'assuré a choisi un expert, il ne peut le prendre parmi ses parents, alliés, serviteurs et salariés, non plus parmi ses cosociétaires grêlés, condition qui a pour but d'éviter toute partialité.

Chacune des deux parties supporte les frais de ses experts et seuls peuvent être en plus à la charge de l'assuré les droits de timbre des déclarations de sinistre et des procès-verbaux ⁽⁴⁾.

En cas de désaccord, les experts nommés par les parties s'adjoignent un troisième expert nommé par eux-mêmes, sauf le droit pour chacun d'exiger que celui-ci soit pris en dehors du canton où réside l'assuré. Ces trois experts opèrent en commun à la majorité des voix. Si les deux experts n'ont pu s'entendre pour nommer le tiers expert, ce dernier est nommé soit par

(4) Certaines Compagnies néanmoins font supporter par l'assuré les frais de liquidation du sinistre. Par exemple, La Rurale, article 25 : « ... Dans le cas de règlement à l'amiable, l'assuré ne paie que les droits pouvant résulter de la déclaration de sinistre, de l'expertise, de la quittance d'indemnité, ainsi que les frais de liquidation du sinistre, lesquels ne peuvent en aucun cas dépasser 3 pour cent de l'indemnité ».

le Juge de Paix, soit par le Président du Tribunal Civil du lieu du sinistre. Cette nomination est faite sur simple requête des deux parties ou à la requête de la partie la plus diligente, l'autre ayant été convoquée par acte extrajudiciaire. Les honoraires et les frais de nomination, s'il y a lieu, sont supportés en commun par les deux parties, l'assuré payant seul les droits d'enregistrement des pièces.

Il peut arriver que les dégâts se soient aggravés depuis l'expertise ; aussi l'assuré peut-il toujours demander qu'une nouvelle vérification soit faite, mais à ses risques et périls. Au cas où l'expert ne constaterait aucune aggravation l'assuré serait tenu des frais supplémentaires occasionnés par la contre-expertise.

Certaines Sociétés appliquent la même règle dans le cas précédent de désaccord des experts, nécessitant la nomination d'un tiers expert au cas où l'appréciation de l'expert de l'assureur se trouverait confirmée.

3° Méthode

Les experts, avant l'exécution de leur mission, doivent chercher tous les renseignements qui peuvent leur être utiles. Ils sont même autorisés à faire une enquête si cela leur semble nécessaire. Quant à l'assuré, il est tenu de fournir aux experts sa police ou son dernier assolement et toutes explications qui lui seraient demandées sur ses cultures.

1) *Evaluation théorique.* — Pour évaluer la perte, il importe que les experts se conforment à trois points bien nets. *La Rurale*, par exemple, s'exprime ainsi : Les experts estiment :

- Quelle est l'étendue de la parcelle grêlée ;
- Quel aurait été en quantité, le rendement du

principal produit de la récolte sur la parcelle sinistrée si elle était arrivée à maturité sans être grêlée ;

— Quelle est en centièmes et séparément pour chacun des produits compris dans l'assurance, la perte réelle occasionnée par la grêle.

Voyons successivement chacune de ces prescriptions.

— L'évaluation doit se faire parcelle par parcelle, l'expert se basera sur la déclaration de l'assuré dans sa police ou assolement et vérifiera si celle-ci est juste. Cette manière de procéder est indispensable étant donné les caprices de la grêle. Il peut même arriver qu'une parcelle soit plus ou moins grandement atteinte dans son étendue. L'expert pourrait établir une proportion suivant les différentes parties de la parcelle inégalement touchée, et donner finalement une évaluation unique valable pour toute la parcelle. Mais il est préférable de scinder la parcelle elle-même en plusieurs fractions et d'attribuer une valeur spéciale à chaque fraction ⁽⁵⁾. Par exemple, si sur une pièce de 5 hectares, les experts reconnaissent une perte d'un quart sur le tiers de la pièce et d'un dixième sur le surplus, ils consigneront au procès-verbal 25 centièmes sur 1 h. 66 et 10 centièmes sur 3 h. 34.

— Il est très important que l'expert détermine quel aurait été le rendement de chaque parcelle s'il n'y avait pas eu de grêle. Il ne faut pas en effet perdre de vue le principe que l'assurance ne peut être une cause de bénéfice. Si l'estimation trouvée par l'expert est inférieure ou égale à celle donnée par l'assuré dans sa police ou assolement, le paiement de l'indemnité

(5) L'Abeille, article 26 : « Sur la demande de l'une des parties, les experts pourront diviser les parcelles de terre atteintes et procéder séparément à l'expertise de chacune des fractions de parcelles ainsi obtenues ».

A l'Etoile, les experts agissent de même.

ne pouvant se faire que sur la valeur réelle, c'est l'estimation de l'expert qui servira de base.

En sens inverse, si l'estimation de l'expert est plus élevée que celle assurée, dans la police ou l'asselement en cours, l'assuré sera son propre assureur pour la différence en surplus. Il y aura dans ce cas application de la règle proportionnelle. Exemple : une parcelle de récolte est garantie pour une valeur de 1.500 francs l'hectare et l'expert l'estime 2.000 francs. L'assuré sera considéré comme étant son propre assureur pour 500 francs. Supposant que la perte atteigne 50 % de 2.000 francs, soit 1.000 francs, l'assuré sera son propre assureur pour le quart de l'indemnité reconnue soit 250 francs et l'assurance aura à sa charge les $\frac{3}{4}$ soit 750 francs. En pratique on arrive à un résultat identique en calculant directement la perte sur la valeur assurée. Dans l'exemple précédent 50 % de 1.500 donnent 750 francs.

L'expert ensuite examine chaque parcelle et évalue la perte réelle en centièmes ⁽⁶⁾. L'assurance étant une juste réparation du préjudice causé, il devra tenir compte de tous les sauvetages et compensations qui viennent atténuer la perte apparente ⁽⁷⁾.

Ces explications théoriques étant données, il nous reste à étudier de quelle manière en pratique l'expert calcule la perte occasionnée par la grêle.

2) *Evaluation pratique.* — Cette évaluation exige

(6) L'évaluation de la perte en centièmes est relativement récente. On employait autrefois le fractionnement en vingtièmes et certaines Sociétés ont conservé encore ce mode d'évaluation. Si elle revient au même en fin de compte, il semble cependant que le pourcentage en centièmes facilite les opérations et est mieux compris des cultivateurs.

(7) L'Abeille, article 26 : « L'assurance ne devant jamais être une cause de bénéfice, les experts dans leur évaluation ne doivent jamais perdre de vue le principe du droit commun et tiennent compte en conséquence de tous les sauvetages et compensations qui viennent atténuer la perte apparente ».

De même à l'Etoile.

pour l'expert une connaissance approfondie de la culture, son travail est très complexe car il doit pouvoir déterminer exactement les dégâts causés uniquement par la chute des grêlons et écarter dans son appréciation toutes les autres causes telles que sécheresse, humidité, gel, maladies cryptogamiques, qui ont pu, elles aussi, occasionner des dégâts aux récoltes. Sans détailler ici la marche pratique de l'expertise, nous devons montrer dans ses grandes lignes la manière de procéder des experts.

En premier lieu il faut rappeler que les différentes parties d'une récolte ne sont pas endommagées au même degré par la grêle. Ainsi pour les céréales le grain souffre beaucoup plus que la paille, pour le lin la filasse beaucoup plus que la graine. C'est pourquoi au risque de commettre des erreurs, il ne faut pas confondre dans une évaluation unique des produits sur lesquels les dégâts sont différents.

Dans la plupart des cas et surtout dans les grandes exploitations, l'expert devra employer la méthode dite de « comptage ». Celle-ci consiste à parcourir le champ dans sa diagonale la plus longue et à faire environ tous les 50 mètres un prélèvement de la récolte grêlée, chaque prélèvement se composant d'une poignée de tiges coupées. Quand tous ceux-ci auront été faits, l'expert déterminera la perte en calculant la proportion des tiges détruites et celles indemnes.

Ce procédé est évidemment long, mais il donne l'appréciation la plus exacte. L'expert se base ensuite sur ses connaissances de la culture pour reconnaître les traces de la grêle et les effets qu'elle peut avoir. Notons rapidement seulement quelques données générales sur chacune des cultures.

Pour les céréales, les dommages se présentent sous

diverses formes suivant l'état de végétation et la violence de la grêle, dont les traces sont reconnaissables sur les épis.

Notons seulement que, en cas de grêle sur une céréale mûre, les grains se sont détachés et sont tombés à terre et qu'il faudra se rendre compte de la quantité de grains manquant sur l'épi.

Pour la vigne, l'expert comptera les grappes détruites ou si la grappe n'est pas entièrement détruite, il éliminera les grains touchés et obtiendra finalement sa proportion.

Pour le lin, quand l'expert trouvera sur la tige un nœud c'est-à-dire une petite boule dure, c'est qu'elle a été endommagée. Pour établir sa proportion, l'expert devra tenir compte du fait que les tiges éliminées conservent encore une certaine valeur, pouvant être utilisées pour la fabrication de l'étaupe.

3) *Règles particulières en cas de pertes totales.* — Si une parcelle est complètement détruite, l'indemnité ne pourra pas comme dans les autres branches, atteindre la totalité de la valeur assurée. Il faut tenir compte en effet des sauvetages et compensations qui peuvent atténuer la perte subie par l'assuré. En effet celui-ci n'aura plus de frais de moisson, de battage, ni à rentrer ses récoltes d'où une réduction de dépenses d'exploitation. Si l'assureur lui remboursait la totalité de sa perte, il en résulterait finalement un bénéfice, ce qui est contraire au but même de l'assurance (3). C'est pourquoi les assureurs tiennent compte normalement des sauvetages et compensations

(8) La récolte détruite laissée dans le champ peut d'ailleurs servir d'engrais et on cite le cas d'un cultivateur de Monthois (Ardenne), qui ayant eu ses blés détruits par la grêle peu avant la moisson, les faucha et retourna la terre. L'année suivante ses récoltes furent particulièrement réussies et très en avance sur les autres avec un emploi minimum d'engrais.

venant atténuer la perte totale en fin de compte et l'évaluent à 10 ou 15 % de la valeur totale de la récolte ⁽⁹⁾.

En cas de perte totale précoce (aux mois de mars-avril), des conventions peuvent intervenir entre l'assuré et l'assureur. S'il n'y a plus d'espoir de récolte, il peut être encore temps après avoir retourné le champ, de resemmer certains produits tels que des pois, des betteraves fourragères, des vesces, de la moutarde, des récoltes en vert pour les bestiaux...

Dans ce cas, lors de l'expertise, un accord pourra intervenir, diminuant l'indemnité à payer et l'assuré pourra resemmer une seconde fois ⁽¹⁰⁾. Mais cette seconde récolte ne sera pas garantie à moins d'un avenant spécial s'ajoutant à l'assurance primitive et si l'assuré le demande expressément et paie une prime supplémentaire correspondante. C'est l'application du principe vu précédemment en vertu duquel ne peut être garantie qu'une seule récolte par exercice.

III

LE PAIEMENT

L'expertise ayant normalement déterminé le dommage, l'assureur doit payer l'indemnité représentant la perte subie.

(9) L'Abeille, article 26 : « Les sauvetages et compensations qui comprennent notamment tous les frais de rentrée des récoltes que l'assuré n'a plus à faire en cas de perte totale ne peuvent être évalués à moins de quinze pour cent ».

(10) L'Etoile, article 40 : « ...Si après le sinistre le dommage est tel qu'il n'y ait plus aucun espoir de récoltes et qu'il soit encore temps de resemmer, le Directeur pourra après avoir fait constater le fait traiter à l'amiable avec l'assuré d'une diminution sur l'indemnité à lui payer et ce dernier pourra dès lors semer une seconde fois à ses risques, périls et profits ».

1° *Mode de paiement*

L'indemnité à la charge de l'assureur, est versée en principe à l'assuré soit au siège de l'assureur, soit au domicile de l'agent. Pratiquement le mode de paiement peut varier suivant les cas. Mais ces points n'offrent qu'un intérêt secondaire. La question importante pour nous est de connaître le moment où l'assuré sera en droit de réclamer le montant de son indemnité. La même considération que pour le paiement de la prime s'applique ici, à savoir que normalement le cultivateur ne touchera le prix de ses récoltes qu'après la moisson et la vente.

Dans les Compagnies par actions, quand l'assuré a réglé sa prime au comptant, l'indemnité est payable dans le mois qui suit l'expertise des dommages. Pour les assurés dont la prime est à terme, dans les trente jours de l'échéance de la prime. Dans ce dernier cas, la prime n'étant pas encore payée, il y aura lieu à compensation entre celle-ci et l'indemnité. Il peut arriver que si un assuré, gêné dans sa trésorerie, demande le paiement anticipé, l'assureur lui verse un acompte ou la totalité moyennant une certaine retenue correspondant à l'intérêt des fonds avancés.

Dans les Sociétés mutuelles, il est procédé, dans les trois derniers mois de l'année, aux décomptes et à la liquidation des sinistres survenus pendant le cours de l'exercice. Pendant ce temps, les indemnités seront réglées au fur et à mesure des recouvrements, mais le décret de 1922 autorise les Sociétés à prévoir dans leurs statuts que des règlements partiels ou totaux pourront être faits immédiatement après les expertises. En pratique, cela revient au même que dans les Compagnies.

2° Déchéances

Certaines déchéances peuvent être opposées comme sanctions des obligations de l'assuré. Sans être toujours explicitement énumérées dans les conditions générales, elles en sont les conséquences. Nous nous contenterons d'une simple liste. Ces cas de déchéances peuvent se diviser en deux catégories bien distinctes.

1° D'abord celles qui peuvent être relevées par le simple rapprochement des énonciations de la police ou asselement et de la déclaration de sinistre :

— Déclaration de sinistre pour des pièces de récoltes non comprises dans l'assurance, bien que comportant des récoltes de même nature que d'autres pièces assurées dépendant de la même exploitation ;

— Déclaration de sinistre faite tardivement, c'est-à-dire passé le délai prévu par les statuts, sauf cas de force majeure ;

— Mise en demeure de l'assuré n'ayant pas acquitté le montant de sa prime échue et dont le contrat aura été suspendu.

2° La deuxième catégorie comprend des cas de déchéance dont la constatation ne peut avoir lieu que lors de l'arrivée de l'expert dans l'exploitation :

— S'il existe une assurance antérieure des récoltes sinistrés par un autre assureur ;

— Si l'assuré a, postérieurement à la souscription de la police, fait garantir par une autre Compagnie, le même risque, sans en faire la déclaration au premier assureur ;

— Si les récoltes ont été atteintes par la grêle à une date antérieure à l'admission de la police ou de l'asselement ;

— S'il existe des parcelles non comprises dans

l'assurance bien que comportant des récoltes de même valeur que celles d'autres pièces assurées ;

— Si la déclaration de sinistre est entachée de fraude, par exemple : présentation à l'expertise des pièces autres que les pièces assurées et même quelquefois appartenant à des tiers ; indication d'une fausse date d'orage afin que la déclaration paraisse avoir été faite en temps utile ;

— Si l'assuré par son fait a entravé ou empêché l'expertise des dommages, l'évaluation de la valeur des récoltes ou risques ou l'arpentage de ses pièces de terre.

Si l'assureur a connaissance de la cause de déchéance avant l'expertise, il devra y faire, malgré tout, procéder. En effet, il peut arriver qu'à la suite de l'enquête faite, l'assureur estime devoir renoncer à son droit et comme, à certaines époques (juillet et août), l'expertise doit avoir lieu dans un délai très court il pourrait se trouver ensuite dans l'impossibilité de faire constater les dégâts. On peut remarquer d'ailleurs qu'en règle générale, l'expertise ne lie pas l'assureur, celle-ci étant toujours faite sous réserve de l'application des statuts.

L'expert, en tous cas, devra consigner au procès-verbal le cas de déchéance en mentionnant toutes les circonstances qui peuvent soit en augmenter, soit en atténuer la gravité. L'assureur restera alors juge, après l'examen des faits constatés, de la solution à intervenir pour le règlement de l'indemnité.

La déchéance, sanction des obligations de l'assuré, aboutit à une perte pour celui-ci du bénéfice de l'assurance, c'est-à-dire de tout droit à indemnité. Elle est, en règle générale, totale, l'assuré ne pouvant prétendre, sauf exception, à aucune réparation sur l'en-

semble de ses risques sinistrés. Par exemple, un assuré a été grêlé sur l'ensemble de son exploitation et l'expert trouve, sur certaines parcelles, des traces d'une grêle antérieure à la conclusion du contrat ; l'assuré ne touchera aucune indemnité même sur les champs qui n'avaient pas été atteints par cette première grêle, car il aura fait une fausse déclaration au moment de la conclusion du contrat.

CHAPITRE IV

LES RESULTATS

Nous avons, dans la première partie de notre étude, cherché à fixer le mécanisme de l'assurance grêle, tel que l'initiative particulière l'a organisé. Reste à faire le bilan des résultats obtenus par cette voie.

Voici, à cet égard, trois tableaux significatifs :

Tableau n° 1

SOCIÉTÉS PRATIQUANT L'ASSURANCE GRÊLE

1) *Compagnies par actions.*

L'Abeille, fondée en 1856, au capital de 4.800.000 francs.

La Confiance, fondée en 1878, au capital de 6.000.000 de francs.

La Rurale, fondée en 1895, au capital de 4.000.000 de francs.

Puis ont créé accessoirement une branche grêle :

L'Union	en	1919
La Nationale	—	1921
La Compagnie d'Assurances Générales	—	1921
La Prévoyance	—	1921
Le Soleil	—	1921
L'Aigle	—	1921
Le Phénix	—	1922

L'Urbaine	—	1922
La Paix	—	1923
La Protectrice	—	1925

2) *Sociétés mutuelles.*

La Cérés	fondée en	1823
La Société de Toulouse.....	— —	1826
La Mutuelle de Seine-et-Marne....	— —	1829
L'Etoile	— —	1834
La Beauceronne Vexinoise.....	— —	1849
La Mutuelle de Seine-et-Oise.....	— —	1854
La Garantie Agricole.....	— —	1854
La Régionale du Nord.....	— —	1869
La Gironde	— —	1870
La Ferme	— —	1887
La Ruche	— —	1896
La Mutuelle du Poitou.....	— —	1908

Outre les Compagnies et Sociétés ci-dessus énumérées et actuellement existantes, il s'en est fondé depuis un siècle, une centaine d'autres que nous jugeons inutile d'énumérer. Créées sur des données théoriques ou des bases statistiques insuffisantes ou erronées, elles ont dû cesser plus ou moins rapidement leurs opérations devant les difficultés très spéciales de l'assurance grêle, auxquelles elles se sont heurtées.

Voici maintenant les résultats obtenus en 1935, par les Compagnies et Sociétés :

Noms des Compagnies (Par ordre d'ancienneté)	Date de Fon- dation	Valeurs assurées	Primes ou Cotisations de 1935	Sinistres et Frais de règlements	Excédent ou Déficit de l'année	Fonds Réserve fin 1935	Capital Social
<i>L' Abeille</i>	1856	1.078.996.935	24.389.802 (1)	26.304.794 (2)	—	12.181.586	4.800.000
<i>La Confiance</i>	1878	470.286.464	7.382.214	9.911.013	—	3.020.691	6.000.000
<i>La Rurale</i>	1895	286.500.000	5.015.500	5.105.000	—	comp. d. l. aut. branches	4.000.000
<i>La Protectrice</i>	1911	51.353.887	1.271.068	1.159.571	—	comp. d. l. aut. branches	10.000.000
<i>La Nationale</i>	1920	239.050.569	5.389.993	6.173.409	—	Nationale R. D.	10.000.000
Totaux		2.126.187.855	43.448.577	48.653.787	—	15.202.277	34.800.000

(1) Auxquelles il y a lieu d'ajouter 21.772.188 de primes acceptées en réassurances.
(2) Auxquels il y a lieu d'ajouter 13.519.503 de sinistres sur réassurances acceptées.

SOCIÉTÉS MUTUELLES

<i>La Cérés</i>	1823	131.447.000	1.495.727	1.777.037	—	2.348.880	
<i>Société de Toulouse</i>	1826	386.265.020	5.452.155	5.958.673	—	8.973.569	
<i>Mutuelle de Seine-et-Marne</i> ..	1829	177.764.138	1.751.215	2.857.240	—	13.293.605	
<i>Etoile</i>	1834	237.327.800	3.376.410	4.744.267	—	7.147.357	
<i>Beauceronne Vexinoise</i>	1849	60.710.900	864.396	1.158.182	+	2.659.992	
<i>Mutuelle de Seine-et-Oise</i>	1854	66.682.400	981.630	2.476.216	—	1.351.788	
<i>Garantie Agricole</i>	1854	32.356.500	395.541	566.839	—	1.758.919	
<i>Régionale du Nord</i>	1869	20.000.000	290.000	250.000	+	500.000	
<i>Gironde</i>	1870	4.230.357	109.677	78.955	—	15.460	
<i>Ferme</i>	1887	68.243.807	1.439.505	886.117	—	100.818	
<i>Ruche</i>	1896	36.024.295	497.984	166.826	—	4.105.891	
<i>Mutuelle du Poitou</i>	1908-14	8.135.284	105.768	99.552	—	Celles des autres branches.	
Totaux		1.229.187.501	16.760.008	21.019.904	—	42.256.279	

RÉCAPITULATION

Compagnies par actions.....	2.126.187.855	43.448.577	48.653.787	—	11.059.564	15.202.277	34.800.000
Sociétés Mutuelles	1.229.187.501	16.760.008	21.019.904	—	4.436.027	42.256.279	»
Totaux	3.355.375.356	60.208.585	69.673.691	—	15.495.591	57.458.556	34.800.000

Extrait du numéro 2918 du 17 Mai 1936 de L'ARGUS,

Tableau n° 3

RÉCAPITULATION DES RÉSULTATS OBTENUS DEPUIS 1890

Années	Valeurs assurées	Primes et cotisations	Sinistres	Rapport des sinistres aux primes %
1890....	602.834.132	8.044.770	5.655.384	70
1891....	532.782.968	7.116.061	4.917.024	69
1892....	567.428.604	7.726.258	5.028.168	65
1893....	542.976.689	7.357.725	5.020.883	68
1894....	591.849.895	7.949.069	3.558.453	44
1895....	509.190.442	7.797.317	9.216.359	118
1896....	492.560.342	7.568.987	4.393.037	58
1897....	514.353.420	7.411.530	7.624.821	108
1898....	718.763.943	9.163.689	2.763.914	31
1899....	639.063.026	8.737.095	6.498.150	74
1900....	634.960.908	8.897.943	6.714.908	75
1901....	656.727.570	9.375.281	6.167.216	66
1902....	705.638.179	9.047.442	6.119.884	67
1903....	740.611.718	9.938.811	4.174.547	42
1904....	749.441.949	9.930.929	5.200.296	52
1905....	723.783.297	9.085.871	6.981.617	77
1906....	806.467.893	9.954.397	3.369.051	34
1907....	824.860.424	9.750.045	3.834.687	39
1908....	844.440.339	11.097.993	14.015.787	126
1909....	880.119.939	10.432.995	4.780.424	45
1910....	948.886.532	11.779.914	7.607.373	64
1911....	965.595.599	12.074.422	8.019.939	66
1912....	1.011.828.865	12.769.102	8.240.589	64
1913....	1.111.915.867	14.165.017	7.906.175	56
1914....	1.043.503.005	14.414.013	7.188.368	49
1915....	927.128.713	12.861.733	6.311.446	49
1916....	938.510.419	13.591.365	9.850.359	72
1917....	977.210.121	16.036.121	23.672.950	141
1918....	1.621.729.265	23.775.121	14.755.418	61
1919....	1.755.963.510	25.967.657	12.002.934	46
1920....	2.869.436.723	42.083.563	26.066.036	62
1921....	2.674.268.375	39.662.810	28.235.281	71
1922....	2.707.988.343	43.687.466	19.469.258	44

Années	Valeurs assurées	Primes et cotisations	Sinistres	Rapport des sinistres aux primes %
1923....	3.108.479.735	49.454.867	27.646.239	55
1924....	3.178.800.209	53.243.900	40.349.436	76
1925....	4.235.858.155	75.166.888	41.523.252	55
1926....	5.313.732.201	98.997.019	56.056.310	56
1927....	6.018.261.360	111.412.245	121.477.001	109
1928....	6.256.102.847	117.927.254	91.289.945	77
1929....	6.358.466.043	125.488.380	130.594.673	104
1930....	5.722.192.048	117.391.643	84.081.439	72
1931....	5.623.404.800	121.992.981	106.771.160	87
1932....	5.886.394.157	124.711.999	59.773.774	47
1933....	4.510.697.675	105.459.772	48.059.035	45
1934....	4.062.962.615	70.894.272	34.018.356	48
1935....	3.355.375.356	60.208.385	69.673.691	115

Le tableau n° 3 offre une importance particulière, car il permet de faire des remarques sur le développement de l'institution. Ces remarques concernent :

1° *Le montant des valeurs assurées.*

Ce montant a passé par trois phases :

a) Jusqu'à la guerre 1914-1918, nous voyons que le chiffre total des valeurs assurées est en progression presque constante. En effet pendant cette période, l'assurance se développe et pénètre peu à peu à peu près partout. Malgré une certaine hausse dans les rendements par suite de la modernisation des moyens de culture et étant donné que les prix ont peu varié, cette hausse est la conséquence du nombre croissant d'assurés.

b) Pendant la guerre, la culture est désorganisée, certaines régions sont envahies et les hommes sont au front. Aussi devrions-nous voir une baisse appréciable, mais celle-ci se trouve en partie contre-balan-
cée par la hausse des cours.

c) Depuis la guerre, nous assistons à une progression très rapide de 1918 à 1930. Cette augmentation, si elle provient du plus grand nombre d'assurés, a aussi une cause dans la hausse énorme des prix et la dévaluation de la monnaie. Cette hausse fut d'ailleurs assez courte et factice. En effet depuis 1930, au contraire, nous trouvons une grande baisse, conséquence de la crise agricole et de la mévente des produits. Par exemple le cours moyen du blé a baissé de la moitié, de 168 francs en 1931 à 80 francs en 1935. Le total des valeurs assurées n'ayant pas diminué dans une proportion aussi forte, 30 % environ, il faut en déduire que le nombre d'assurés s'est augmenté.

A l'heure actuelle, sans dire que l'assurance grêle est arrivée à son maximum, on constate malgré tout qu'elle a touché la presque totalité des agriculteurs. Si certains ne sont pas assurés, une des principales raisons doit être l'absence de chutes de grêle dans leur région.

2° *Le rapport entre le montant de primes et celui des indemnités.*

Nous voyons ce rapport osciller suivant les années de 31 % minimum en 1898 à 141 % maximum en 1917, soit une variation de 1 à 4,5. Cette différence, qui est énorme, montre bien que la branche grêle est à la merci des pires cataclysmes, alors que dans certaines années, les chutes de grêle sont presque nulles.

Si nous prenons une période de 20 années, de 1916 à 1935 par exemple, nous trouvons que toutes les Sociétés ont encaissé une somme totale de 1.437 millions de primes brutes et qu'elles ont payé 1.017 millions d'indemnités, soit une proportion de 70,7 % par rapport aux primes. La différence étant représentée

par les impôts, par les frais de gestion et par la constitution des réserves indispensables, on voit que finalement les sinistres et les primes se contre-balancent. Ce n'est que par l'examen des résultats sur un certain nombre d'années, que l'on peut arriver à trouver un équilibre normal.

Ces allégations sont confirmées par le détail de la composition de ces chiffres. En effet, le rapport moyen de chaque année est formé par les pourcentages des diverses Sociétés, lesquels varient eux-mêmes dans une proportion beaucoup plus considérable que la moyenne générale qu'ils forment, pouvant aller de 10 à 240 %.

Et ces soubresauts montrent à la fois la nécessité de la constitution de réserves permettant de payer intégralement dans les années calamiteuses, et la difficulté d'établir équitablement le montant des cotisations ; difficulté que l'on est arrivé cependant à surmonter si l'on constate, il pourrait être donné des exemples, qu'au bout d'un certain nombre d'années, le montant des réserves n'est pas à proprement parler, sorti de la poche des assurés, mais a été constitué par les intérêts des fonds placés dans les années favorables.

C'est là que l'on voit l'intérêt des statistiques des Sociétés, minutieusement établies et auxquelles Becquerel s'en est surtout rapporté pour ses cartes de grêle. Il est évident en effet que toute autre statistique effectuée sur des bases plus ou moins variables, est nécessairement incomplète, surtout parce que les assurés ne tenaient pas, jusqu'alors à venir révéler leur assurance pour ne pas être exclus des remises d'impôts, secours ou allocations éventuels.

APPENDICES

APPENDICE PREMIER

L'assurance-grêle en Afrique du Nord

L'Afrique du Nord est un pays de culture intensive, et craint autant que la métropole, les méfaits de la grêle. Aussi l'assurance y est-elle très développée, mais plus ou moins suivant les régions qui sont inégalement frappées. Presque inexistante au Maroc, nous la trouvons indispensable dans certaines parties d'Algérie ou de Tunisie, dans les grandes cultures de blé, d'avoine ou d'orge ou dans les vignobles.

Voyons rapidement quel est le champ d'action des Compagnies de la Métropole qui s'étendent dans ces pays.

En Algérie on assure principalement le blé, l'orge et l'avoine, la vigne étant cultivée dans des régions peu visitées par la grêle est peu soumise à l'assurance. Mais les deux cultures dominantes garanties contre la grêle sont le blé et l'orge cultivés dans la plaine du Tell et dans la région des Hauts Plateaux, pays de grande culture où les orages sont fréquents et souvent désastreux.

En Tunisie, la grande culture se trouve dans la vallée de la Medjerda, seul fleuve important. La culture des céréales y prédomine, la vigne se trouve surtout sur le littoral. Par suite de la constitution montagneuse de cette région, les orages y sont fréquents.

En règle générale, presque inexistant au Maroc, peu dangereux dans les départements d'Oran (Tlemcem mis à part) et dans celui d'Alger (à part la région d'Aumale) et en Tunisie (sauf la région montagneuse du Kef), c'est dans le département de Constantine que le risque grêle est le plus grave et occasionne souvent de véritables cataclysmes.

RÈGLES SPÉCIALES DE FONCTIONNEMENT

L'ensemble des règles de fonctionnement est le même qu'en France, mais il y en a certaines spéciales et s'expliquant aisément par la diversité des conditions d'exploitations.

En France, l'unité territoriale est la commune, celles-ci ayant environ une superficie moyenne de 5.000 hectares. Mais en Algérie, il en est tout différemment ; les communes sont d'une superficie extrêmement variable, depuis les communes de plein exercice, ayant une superficie d'environ 10.000 hectares jusqu'aux communes mixtes ayant de 200.000 à 600.000 hectares. C'est pourquoi, les Compagnies ont adopté ce qu'on appelle la méthode des carrés. Chaque département a été divisé en un certain nombre de carrés ayant chacun environ 8.000 hectares. Le carré peut même être divisé en cases au nombre de 4, chacun égalant 2.000 hectares. C'est suivant ces carrés que l'étendue du risque peut être circonscrite, que l'on peut avoir des pleins comparables, et établir une statistique et par là, avoir des taux de prime correspondant à la gravité du risque. La grande culture prédominant, les exploitations ayant facilement de 100 à 400 hectares, il en résulte qu'en cas de sinistre, les dommages sont tout de suite importants et d'autre part la division des risques étant beaucoup

moins aisée qu'en France, où la petite propriété domine, le risque se trouve aggravé, d'où primes assez élevées.

On peut noter aussi, que pour le blé et l'orge, la paille est considérée comme sans valeur par les exploitants. Les épis sont, au moment de la moisson, coupés à la hauteur du grain qui seul est enlevé. La paille est brûlée sur place. Aussi n'y a-t-il pas de garantie pour les pailles, mais les assureurs pour compenser cette nouvelle aggravation du risque, demandent une surprime d'environ 10 %.

Quant à la durée du risque, la végétation est en avance sur la métropole. En Algérie, fin juin les récoltes sont enlevées. La vigne se vendange du 1^{er} au 17 septembre, soit de 8 à 15 jours d'avance. Mais si la garantie se termine plus tôt elle commence également de bonne heure, le 15 mars pour les céréales, le 15 avril pour les vignes.

APPENDICE II

L'assurance des tabacs

Nous avons vu précédemment que le tabac était un risque dangereux et pratiquement considéré par les Compagnies privées comme inassurable, et cela pour trois raisons principales :

1° Il est peu divisé, la culture du tabac étant concentrée dans certains départements du Sud-Ouest.

2° La fabrication du tabac qui est très minutieuse, exige que les feuilles soient intactes et toute feuille touchée aussi légèrement que possible par la grêle, ne sera pas admise à la manufacture.

3° L'Etat jouit d'un monopole et il a le droit de faire enfouir toute plantation qui a souffert, même partiellement de la grêle, le producteur n'ayant pas l'autorisation de garder pour lui les feuilles de tabac. Donc, à la moindre chute de grêle, la perte peut être totale, ce qui est contraire au principe de l'assurance.

Toutes ces raisons expliquent que les Compagnies d'Assurances privées, sans rechercher d'ailleurs à prendre ces risques dans leurs portefeuilles, exigent des primes ou cotisations très élevées. C'est pourquoi se sont fondées sous l'influence des Syndicats de planteurs de tabac, des Caisses départementales d'assurances spécialisées en la matière et dont les cotisations sont perçues au moyen de retenues sur le prix payé aux planteurs.

Depuis une loi de 1929, ces Caisses sont garanties par la Caisse d'Amortissement faisant office de caisse de réassurance.

Ce fonds de réassurance est alimenté par une retenue supplémentaire sur le prix des tabacs achetés aux planteurs et par une contribution égale de la Caisse d'Amortissement. En cas d'insuffisance des ressources précédentes, la Caisse d'Amortissement consent en outre aux caisses départementales des avances sans intérêt devant être remboursées en 15 ans au moyen d'une nouvelle retenue.

Ces dispositions montrent l'importance des dégâts qui peuvent survenir. En 1934, par exemple, le fonds de réassurance a dû verser aux caisses départementales plus de 7 millions de francs comme part aux indemnités et à la fin de la même année les caisses départementales étaient redevables à la Caisse d'Amortissement d'un solde de plus d'un million 200.000 francs d'avances qui leur avaient été consenties.

APPENDICE III

La Fédération grêle d'Alsace

En 1896, l'Alsace étant sous la domination allemande, fut créée une fédération grêle sous la dénomination « Kassenverband der Kreiss » plus tard « Berircks Hagelversicherungwreine ». Ce n'était pas un organisme destiné à pratiquer lui-même l'assurance, mais son but était de servir d'intermédiaire dans les rapports entre les Compagnies d'Assurances et leurs assurés, pour développer l'assurance, simplifier leurs conditions et supprimer autant que possible l'obligation des assurés au paiement de primes prélevées par la société mutuelle, la Norddeutsche Hagelversicherungsgesellschaft de Berlin, avec laquelle un accord avait été passé.

Sous le contrôle du Ministre de l'Agriculture il fut créé un fonds de réserve administré par la Kassenverband. Il était alimenté d'un côté par la Norddeutsche qui y versait une partie des primes payées par l'assuré au début de l'exercice et de l'autre par le Ministère qui en 23 ans (de 1896 à 1918) y versa 1.070.000, soit une moyenne de près de 50.000 marks par an. Ce fonds était destiné à supporter les primes supplémentaires qui en fin d'exercice étaient souvent nécessaires. La Kassenverband en 1905 et 1910 était même obligée de faire des emprunts (plus de 300.000 marks) à la Caisse des Dépôts et Consignations malgré un versement de 780.000 marks effectué par une caisse de réassurance de Munich.

Après l'armistice, les Compagnies Allemandes cessèrent leurs opérations en Alsace, et la Fédération conclut un accord en 1919, avec la Compagnie fran-

çaise l'Abeille. Mais le prélèvement des primes supplémentaires n'était plus à craindre, l'Abeille étant une Compagnie par actions à primes fixes. On décida donc d'employer le fonds disponible (300.000 francs) ainsi que ceux qui devaient échoir à la Fédération (subventions gouvernementales et versements de l'Abeille) pour accorder aux assurés de l'Abeille des rabais annuels sur leurs primes d'assurance.

Ces rabais étaient d'environ 10 %, mais le but de l'accord n'est pas atteint. En effet les subventions gouvernementales étaient insuffisantes, de 1919 à 1929, 166.250 francs soit environ 15.000 francs par an. A l'heure actuelle le gouvernement, dont la politique agricole est orientée vers une extension des caisses locales, n'accorde aucune subvention et la Fédération devant vivre de ses propres ressources n'a pu accorder en 1935 qu'un rabais de 5 %. La Fédération absorbant peu à peu son capital est donc appelée à disparaître dans un délai assez proche.

DEUXIEME PARTIE

L'INTERVENTION DE L'ETAT

Comme dans toute question d'intérêt économique et social, la tendance à l'étatisme s'est fait jour en matière d'assurance contre la grêle. Elle y préconise, en principe, la substitution de la collectivité à l'initiative des Sociétés anonymes ou mutuelles particulières ⁽¹⁾.

En droit positif, cette doctrine n'a, jusqu'ici, obtenu que des succès partiels et indirects. Ce sont : d'une part, l'institution des avantages accordés aux caisses locales ; d'autre part, l'établissement de subventions et d'allocations en cas de calamités agricoles. Nous consacrerons un chapitre à l'un et à l'autre de ces résultats. Un troisième chapitre traitera de plans plus ambitieux, autrement dit des projets et propositions de loi tendant à une plus large intervention de l'Etat dans l'assurance contre la grêle.

(1) TAILLIANDIER : *Les Assurances Agricoles*, 1899.

CHAPITRE PREMIER

LES AVANTAGES ACCORDES AUX CAISSES LOCALES

Les caisses locales sont des *caisses mutuelles agricoles*. Elles ne pratiquent pas l'assurance-grêle à titre exclusif, mais s'occupent également de la garantie d'autres risques. Elles n'en méritent pas moins d'être brièvement décrites.

Les caisses locales fonctionnent aujourd'hui en application de la *loi du 4 juillet 1900*, dite *loi Viger*, et d'un certain nombre de textes ultérieurs. Cet ensemble législatif leur a conféré : 1° certaines immunités fiscales ; 2° le droit d'obtenir des prêts et des subventions. Nous étudierons, l'une après l'autre, ces deux faveurs. Auparavant, toutefois, nous donnerons un aperçu du statut des caisses locales. Pour finir nous examinerons les résultats obtenus.

SECTION I

Le statut

Avant 1922 le statut des Sociétés anonymes, *en général*, reposait sur la loi du 24 juillet 1867 et sur le décret du 22 janvier 1868. Ces textes instaurent

un régime complexe à formalités multiples, destiné principalement à protéger le public ; c'est ainsi, par exemple, que devait se faire par acte authentique la déclaration que certaines formalités prescrites avaient été remplies ⁽²⁾ ; c'est ainsi encore que les Sociétés d'assurances étaient soumises à l'autorisation préalable et au contrôle du Gouvernement.

Cette abondance de précautions convenait mal à l'envergure normalement restreinte et à l'activité modeste des mutualités agricoles. Aussi vit-on celles-ci, dès 1884, utiliser la loi sur les *Syndicats professionnels*, pour se constituer en dehors des formalités de la loi de 1867 et du décret de 1868. Une circulaire ministérielle du 25 août 1884 semblait d'ailleurs les y autoriser. Pour éviter toute contestation, la loi du 4 juillet 1900 consacra cette pratique : « *Les Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles qui sont gérées et administrées gratuitement, qui n'ont pas en vue et qui, en fait, ne réalisent aucun bénéfice, sont affranchies des formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 et par le décret du 22 janvier 1868 relatifs aux Sociétés d'assurances. Elles pourront se constituer en se soumettant aux prescriptions de la loi du 21 mars 1884 sur les Syndicats professionnels.* »

Pour comprendre l'exacte portée de cette loi, il faut recourir à la distinction entre la forme et le fond.

I. — FORME

En la forme, les caisses locales sont désormais assimilées aux Syndicats professionnels. Une seule obligation leur est donc imposée : la *publicité* résultant du dépôt, par les fondateurs, du texte des statuts,

(2) Exigence maintenue par les textes de 1922.

ainsi que des noms de ceux qui, à un titre quelconque, participeront à la direction. Ce dépôt peut se faire sur papier libre. A Paris, il a lieu à la Préfecture de la Seine ; en province, il a lieu à la mairie de la localité où le Syndicat se fixe. Tout changement à la direction ou aux statuts doit être publié dans les mêmes formes.

Par ce formalisme réduit, le législateur a entendu faciliter la constitution des Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles. Cela ressort notamment du rapport de M. Le Mir au Sénat ⁽³⁾.

II. — FOND

Il n'en va pas de même quant au fond. La caisse locale n'a rien d'un Syndicat professionnel : elle ne se propose pas la défense *externe* d'intérêts corporatifs communs, mais une solidarité *interne* en face de certains risques. La caisse est une *Société civile*, soumise aux règles essentielles du droit social, non au régime des Syndicats. Telle est d'ailleurs la solution de principe consacrée par la Chambre Civile de la Cour de Cassation, dans un arrêt du 24 mai 1913 ⁽⁴⁾. Il s'agissait de savoir si les Caisses locales sont tenues de se conformer à l'article 7 de la loi de 1884, qui permet aux membres d'un Syndicat professionnel de se retirer à tout instant de l'association, *nonobstant toute clause contraire*. La Cour de Cassation a répondu par la négative et validé l'article des statuts qui impose aux adhérents d'une caisse mutuelle un engagement de cinq années : « Attendu que la loi de 1900 a eu pour objet unique de faciliter la création des Sociétés ou Caisses d'assurances mutuelles agricoles ; —

(3) Cf. *Doc. Parlementaires*, n° 208, Sénat, 12 juin 1900.

(4) *D. P.* 1914-1-17.

attendu que l'analogie qu'elle établit entre ces Sociétés et les Syndicats professionnels vise exclusivement les formalités relatives à la constitution desdites Sociétés, mais que celles-ci ne sont nullement, pour leur fonctionnement interne, impérativement assujetties aux dispositions de la loi de 1884. »

Cela étant, passons rapidement en revue le fonctionnement des Caisses locales :

1° Elles ne doivent comporter *aucun esprit de lucre*, mais se fonder exclusivement sur l'idée de mutualité ;

2° Elles doivent être *gérées gratuitement* ⁽⁵⁾.

La Caisse peut toutefois employer des salariés et rembourser aux directeurs ou administrateurs les frais exposés par eux ;

3° Enfin — c'est ici le seul point commun avec les Syndicats — les Caisses *ont toute liberté pour placer leur fortune* — mobilière ou immobilière.

SECTION II

Les immunités fiscales

Aux termes de la loi du 4 juillet 1900 : « *Les Caisses seront exemptes de tout droit de timbre ou d'enregistrement* ». Cette nouvelle faveur constitue, elle aussi, un encouragement.

Nous ne lui accorderions aucun commentaire si l'application n'en posait un problème pratique délicat.

Le fisc refuse quelquefois de respecter l'exemption d'impôts, alléguant que la Caisse n'est pas — ainsi

(5) Cf. *Doc. Parlementaires*, n° 1.522, Chambre, 25 mars 1900.

que la loi de 1900 l'exige — administrée gratuitement. Cette allégation paraît d'ailleurs souvent plausible. Depuis 1900 la mutualité agricole a fortement évolué : les Caisses locales sont aujourd'hui des paravents qui ne gardent que 1 à 10 % du risque. Le reste, soit de 90 à 99 % relève en fait de Caisses régionales et centrales. Celles-ci comportent une organisation administrative vaste, donc onéreuse. Faut-il, néanmoins, malgré l'importance de leurs frais généraux, exempter ces organismes des impôts du timbre et de l'enregistrement ?

Les tribunaux se montrent, en général, libéraux et répondent par l'affirmative. Citons toutefois, en sens contraire, un arrêt de la Cour de Cassation du 17 octobre 1934, confirmant un jugement rendu, le 23 mai 1932, par le Tribunal Civil de Chartres ; ces décisions ont refusé l'immunité à la Mutuelle d'Illiers pour le motif qu'elle emploie un Secrétaire-Trésorier-Directeur touchant des appointements ⁽⁶⁾.

SECTION III

Le droit aux prêts et aux subventions

Dans les sections I et II du présent chapitre, nous n'avons vu la bienveillance du Parlement pour les Caisses locales que sous son aspect *négatif* : simplification des formalités, exemption d'impôts. Mais le législateur a fait mieux encore : pour aider les agriculteurs frappés par la grêle, il a fait mettre des som-

(6) Ref. D. H. 1932-538.

mes d'argent à la disposition des Mutuelles agricoles. C'est l'*aspect positif* de la réglementation.

Deux hypothèses doivent être distinguées : celle des prêts, celle des subventions.

I. — LES PRÊTS

C'est la loi de finances du 31 mars 1932 qui institua des prêts aux Caisses agricoles assurant contre la grêle.

Les Sociétés d'assurances mutuelles contre la grêle fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900 peuvent, sur l'autorisation du Ministre de l'Agriculture et après avis de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, constituée en application de la loi du 5 août 1920, bénéficier de prêts dont le taux d'intérêt doit être celui des prêts à moyen terme, mais dont le délai de remboursement peut atteindre quinze ans.

Ces prêts ne peuvent toutefois leur être consentis que pour autant qu'elles ont pour circonscription au moins le territoire d'un canton et qu'elles aient réassuré 80 % de leurs risques soit à une Mutuelle (départementale ou régionale) de réassurance contre la grêle, réassurée elle-même à une Caisse de circonscription nationale soit directement à une Caisse à circonscription nationale fonctionnant sous le régime de la loi du 4 juillet 1900. La Caisse Nationale de Crédit Agricole a été autorisée à affecter à ces prêts une somme de 50 millions de francs. Lesdites Caisses de réassurances au premier et au second degré peuvent, elles aussi, et dans les mêmes conditions, bénéficier des mêmes prêts.

La loi a prévu la constitution d'un fonds destiné à garantir, le cas échéant, aux Caisses régionales de

Crédit agricole, le remboursement de ces prêts ; il est alimenté par les ressources suivantes :

1° Des cotisations versées par les Sociétés Mutuelles de la loi de 1900 et proportionnelles au montant des primes encaissées et des indemnités payées. Le taux en est fixé par décret. Ces cotisations sont obligatoires pour les Sociétés qui désirent bénéficier des dispositions de la loi. Un décret du 29 octobre 1935 a fixé ce taux à 50 % des primes encaissées, mais il sera probablement abaissé, car il grève trop lourdement les Caisses locales, arrivant à dépasser les exonérations d'impôts accordées par la loi de 1900.

2° Eventuellement des subventions fournies par les départements, communes, établissements publics ou par les particuliers.

3° Une subvention de l'Etat dont le montant ne peut dépasser, pendant chacune des cinq premières années d'application de la présente disposition, le produit des ressources précédemment énoncées et, pendant les années suivantes, un chiffre égal à la moitié de ces ressources.

De plus, à concurrence des subventions de toute nature qu'elles auraient reçues de l'Etat, l'actif des Sociétés qui viendraient à se dissoudre doit être versé au fonds de garantie. Le fond de garantie est géré par la Caisse Nationale de Crédit Agricole, sous le contrôle d'un Comité spécial fixé par décret (7).

Faute par la Société emprunteuse de s'acquitter, dans les trois mois de l'échéance, de l'annuité due à

(7) Le Comité spécial chargé de contrôler la gestion du fonds de garantie est composé ainsi qu'il suit : Le Ministre de l'Agriculture, Président ; 3 membres de la Commission plénière de la Caisse Nationale du Crédit Agricole ; 3 membres de la Commission des Calamités agricoles désignés par le Ministre de l'Agriculture et le Directeur général de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

la Caisse Régionale de Crédit Agricole, celle-ci peut en recevoir l'avance sans intérêts sur les ressources du fonds de garantie, à concurrence de 80 % au maximum.

L'avance est accordée par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la Caisse Nationale de Crédit Agricole. Elle est remboursable au fur et à mesure des versements qui seraient obtenus par la Société défailante.

II. — LES SUBVENTIONS

En dehors des prêts autorisés par la loi de 1932, des subventions peuvent être accordées aux Mutuelles Agricoles d'assurance et de réassurance contre la grêle.

Ces subventions peuvent comporter :

1° Des subventions directes, à titre de participation aux charges de premier établissement et ultérieurement pour faciliter la constitution des réserves.

Elles sont allouées suivant des barèmes approuvés par décret, qui tiennent compte de l'effort réalisé par les Sociétés elles-mêmes pour se constituer des réserves, des concours locaux qu'elles ont pu s'assurer et, éventuellement, de l'importance des sinistres ;

2° Des bonifications d'intérêt sur les prêts consentis par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

Ces bonifications ne peuvent s'appliquer qu'aux Sociétés ayant au moins quinze années d'existence lors de l'attribution du prêt. Elles ne peuvent, d'autre part, dépasser 2 1/2 % pendant les sept premières années du prêt et 1 1/2 % pendant les huit années suivantes. Pour pouvoir bénéficier de ces bonifications, les actes constatant les prêts doivent mentionner qu'ils ont été

consentis en conformité des dispositions de la loi de finance.

D'après le décret du 18 mars 1933 relatif à l'organisation et au fonctionnement des Sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle qui sollicitent les subventions de l'Etat, les Sociétés d'assurance ou de réassurance mutuelle agricole, pour obtenir de l'Etat des subventions directes, doivent se conformer à la loi du 4 juillet 1900, à la loi de finance du 31 mars 1932, au décret du 2 août 1923 modifié, au décret pris pour l'application de l'article 134 de la loi de finance et au décret susmentionné.

Ce même décret statue que les subventions de premier établissement que les Sociétés locales peuvent obtenir devront être fixées en tenant compte notamment du nombre des membres effectivement assurés et du montant des subventions obtenues des organismes locaux et des particuliers, conformément au barème annexé au décret en question. Les subventions de plein fonctionnement sont fixées en tenant compte du nombre des membres nouveaux effectivement assurés au cours de l'année précédente, du montant des cotisations conservées par la Caisse locale, de l'excédent des pertes à sa charge, du montant des concours locaux qu'elle aura obtenus, le tout dans les conditions fixées au barème annexé au décret.

Les Caisses départementales ou régionales de réassurance mutuelle agricole peuvent obtenir des subventions prévues aux barèmes annexés au décret en question.

Les Sociétés ou Caisses de réassurance mutuelle agricole du deuxième degré peuvent recevoir des subventions de l'Etat dont le montant est fixé par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission des calamités agricoles instituée par l'article 2 du décret

du 22 octobre 1932, à condition de réassurer exclusivement des Sociétés de réassurance qui se conforment elles-mêmes aux dispositions législatives et réglementaires.

Le montant des subventions est calculé au moyen de points. La valeur du point est calculée chaque année en divisant la somme totale à répartir entre les Caisses par le nombre de point totalisés par elles.

En 1933, par décision de la Commission, la valeur du point fut fixée à 1 franc. En 1934 et 1935 il est de 2 fr. 88.

Voici le barème des subventions établies pour les diverses Caisses d'assurances :

a) *Caisses locales d'assurances*

Leur circonscription peut être communale, pluricommunale ou cantonale. Notons que l'article 4 du décret du 19 mars 1933 indique que « pendant un délai de deux ans à dater du présent décret une franchise d'avarie de 10 % au moins pourra être imposée à tous les assurés ».

Passé ce délai cette franchise, de 10 % au moins, devra être obligatoire. Un décret du 21 mars 1935, dans son article 1^{er}, proroge de deux ans, à partir du 18 mars, le délai de deux ans précédent.

Barème N° 1. — Subventions pour frais de premier établissement et pour constitution de fonds de réserve aux Caisses locales d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle ⁽⁸⁾ :

(8) Les demandes de subventions doivent être adressées au Ministère de l'Agriculture et doivent comporter les pièces suivantes :

1° Une demande définissant le but de la Société et contenant l'engagement de se conformer aux prescriptions de l'article 7 du décret du 18 mars 1933 ainsi qu'à celles du décret du 10 mai 1933 (part contributive de l'Etat au paiement des cotisations) et de se soumettre aux mesures de contrôle instituées par l'article 10

- 1° 300 points par Caisse communale ;
400 points par Caisse pluricommunale ;
500 points par Caisse cantonale ;
- 2° 10 points par membre effectivement assuré ;
- 3° 10 points pour 100 francs de subvention obtenue du Conseil général, du Conseil municipal ou de tout autre organe public et de tout particulier à titre de libéralité, sans pouvoir dépasser le dixième du total des points provenant des paragraphes 1^{er} et 2.

Il n'est pas accordé de subvention aux Caisses groupant moins de sept membres.

Le maximum est de 1.000 francs pour les Caisses communales, 1.200 francs pour les Caisses pluricommunales et 2.000 francs pour les Caisses cantonales.

Barème N° 2. — Subventions de plein fonctionnement pour la reconstitution des réserves des Caisses locales ⁽⁹⁾ :

du décret du 2 août 1923 (contrôle de l'Inspection Générale des Associations Agricoles ou des Institutions de Crédit).

2° Deux exemplaires des statuts et règlements des conditions générales des polices et du tarif à appliquer, établi par catégories et par classes, dans les conditions prévues par le décret du 10 juillet 1933.

3° Un certificat délivré par le Maire de la commune où est situé le siège de la Société et indiquant la date exacte à laquelle a été effectué le dépôt prescrit par l'article 3 du titre premier du Livre III du Code du Travail (loi du 25 février 1927).

4° La liste nominative des administrateurs.

5° La liste nominative des adhérents, indiquant pour chacun d'eux la valeur du capital assuré.

6° Un certificat de la caisse de réassurance indiquant la date de son affiliation, les conditions de la réassurance et la date du versement de la dernière prime.

7° Une copie ou extrait certifié des actes par lesquels des organismes locaux ou des particuliers auraient octroyé à la caisse locale considérée une subvention ou une allocation.

(9) Ces Sociétés devront fournir les pièces ci-après au Ministère de l'Agriculture avant le 1^{er} novembre de chaque année à peine de forclusion :

1° Une demande comportant l'engagement prévu au n° 1 de l'article 7 du décret du 18 mars 1933.

2° Les statuts règlement, conditions générales des polices et tarifs, ainsi que le certificat du maire constatant le dépôt des

1° Membres nouveaux : 25 points par membre nouveau effectivement assuré au cours de l'année précédente ;

2° Cotisations conservées par la locale : 5 points par 100 francs de cotisation ;

3° Excédent de pertes à la charge de la locale : 10 points par 100 francs d'excédent de pertes ;

4° 10 points par 100 francs de subvention obtenue des établissements publics ou des particuliers, sans pouvoir dépasser le dixième du total des points provenant des paragraphes 1^{er}, 2 et 3 ⁽¹⁰⁾.

statuts, le tout conformément aux n^{os} 2 et 3 de l'article 7 du même décret.

Toutefois ces derniers documents ne sont pas à produire lorsqu'ils ont déjà été fournis à l'Administration et qu'aucune modification n'y a été apportée depuis leur envoi.

8° Les comptes financiers distincts et détaillés de la Société par exercice, pour les trois dernières années s'il y a lieu, précédant le 1^{er} janvier de l'année en cours au moment de la formation de la demande.

Ces comptes doivent donner le détail complet, tant en recettes qu'en dépenses par exercice, de toutes les opérations effectuées par les sociétés (fonds en caisse et fonds placés au 1^{er} janvier), l'encaissement des subventions de l'Etat, des allocations versées ou à verser par la réassurance et présenter au 31 décembre la situation financière exacte de la Société (fonds en caisse et fonds placés).

4° Un état faisant connaître le nombre des membres nouveaux effectivement assurés depuis la dernière subvention, le montant des cotisations conservées par la caisse, le montant des sinistres à sa charge, l'excédent de pertes qui lui incombe, ainsi que le montant des concours locaux obtenus, le tout pour l'exercice en cours.

5° Un certificat de la caisse de réassurance attestant que la Société est effectivement réassurée pour l'exercice en cours, avec indication de la date de l'affiliation, des conditions de réassurance, du montant et de la date de versement de la dernière cotisation.

(10) La Commission Plénière dans sa séance du 26 juin 1936, a décidé les modifications suivantes qui seront prises par décret :

1° Cotisations totales : 10 points par 100 francs de cotisations totales versées par les assurés à la condition que le nombre des assurés ne soit pas inférieur à celui de l'année précédente.

2° Augmentation du fonds de réserve : 10 points par 100 francs d'augmentation du montant du fonds de réserve par rapport à l'avant-dernier exercice.

3° Excédents de pertes à la charge de la locale : 10 points par 100 francs d'excédents de perte.

4° Sans changement.

Maximum.

a) Maximum absolu :

	Vignes	Céréales	Mixtes
Cantoniales	1.500 frs	800 frs	1.200 frs
Pluricommunales ..	1.000 »	500 »	800 »
Communales	500 »	300 »	400 »

b) Maximum relatif : 20 % des cotisations totales.

b) *Sociétés de réassurance au 1^{er} degré*

Ce sont les Caisses départementales ou régionales. Leurs statuts doivent fixer leur circonscription et le pourcentage de risques qu'elles sont tenues de réassurer à une Société de réassurance du 2^e degré.

Barème N° 1. — Subventions pour frais de premier établissement et la constitution du fonds de réserve des Caisses de réassurance au 1^{er} degré ⁽¹¹⁾ :

1° 3.000 points pour frais de premier établissement ;

2° 30 points par membre effectivement assuré ou réassuré ;

3° 10 points par 100 francs, sans pouvoir dépasser le dixième de la subvention totale.

Barème N° 2. — Subvention de plein fonctionnement aux Caisses de réassurances au 1^{er} degré ⁽¹²⁾ :

(11) Subvention de premier établissement. Les pièces à fournir directement au Ministère de l'Agriculture sont celles énumérées aux n^{os} 1, 2, 3, 4, de l'article 7 du décret du 18 mars 1933, accompagnées d'un état faisant connaître le nombre de membres assurés ainsi que le montant des concours locaux obtenus.

Il faut joindre également à la demande un certificat de la caisse de réassurance au 2^e degré, indiquant la date de l'affiliation, les conditions de la réassurance, la date et le montant du versement de la dernière cotisation.

(12) Subventions de plein fonctionnement. Pièces à fournir directement au Ministère de l'Agriculture ; celles énumérées pour les subventions de plein fonctionnement des locales sous les

1° Membres nouveaux : 100 points par membre effectivement assuré ou réassuré depuis la dernière subvention ;

2° Cotisations totales : 10 points par 100 francs de cotisation totale versées par les assurés ;

3° 30 points par 100 francs d'excédent de pertes ;

4° 10 points par 100 francs de subvention obtenue des établissements publics ou des particuliers, sans pouvoir dépasser le dixième de la subvention ayant 2 membres, ou dans celui de l'Ardèche deux pour les paragraphes 1, 2 et 3.

Maximum pour les Caisses régionales : 250.000 frs.

Maximum pour les Caisses départementales : 100.000 francs.

En aucun cas la subvention ne peut dépasser 75 % des cotisations perçues pour la réassurance.

Minimum pour toutes les Caisses de réassurance : 3.000 francs.

c) Sociétés de réassurance au 2° degré

Ces Caisses peuvent recevoir de l'Etat des subventions dont le montant est fixé par le Ministre de l'Agriculture, après avis de la Commission des Calamités agricoles, instituée par l'art. 2 du décret du 22 octobre 1932, à condition de réassurer exclusivement des Sociétés de réassurance qui se conforment elles-mêmes aux dispositions législatives et réglementaires susvisées.

Les demandes de subventions des Caisses à circons-

n°s 1, 2, 3, 4, un état faisant connaître le nombre des membres effectivement assurés par les locales affiliées au 31 décembre de l'année précédente, le montant des cotisations versées par les assurés pour l'exercice en cours, le montant des indemnités payées ou à payer aux assurés pour le même exercice et, s'il y a lieu l'excédent des pertes à la charge de la caisse de réassurance.

cription nationale sont formées dans les conditions et appuyées des justifications déterminées par le Ministre de l'Agriculture.

Ces Caisses à circonscription nationale sont au nombre de deux : la Caisse Nationale de Réassurance des Mutuelles Agricoles et la Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles, risque-grêle, qui ont toutes deux leur siège social à Paris.

SECTION IV

Les résultats

Et maintenant concluons, autrement dit : examinons les résultats. Quelle est l'activité des caisses locales en matière d'assurance contre la grêle ? Pour répondre à cette question voici quatre tableaux :

Tableau n° 1

PROGRESSION GÉNÉRALE DES CAISSES LOCALES DE 1898 A 1928

Années	Nombre de sociétés	Nombre de membres	Capital assuré (récoltes)
1898.....	12	16.812	8.499.456
1899.....	14	17.067	9.552.468
1900.....	16	28.760	13.841.656
1901.....	16	29.340	13.964.459
1902.....	19	29.604	14.785.435
1903.....	21	32.050	18.380.715
1904.....	22	33.023	18.640.520
1905.....	22	33.963	19.299.800
1906.....	24	38.550	20.479.815
1907.....	24	40.500	21.500.000

Années	Nombre de sociétés	Nombre de membres	Capital assuré (récoltes)
1908.....	24	42.065	22.580.580
1909.....	24	47.737	27.084.970
1910.....	25	44.677	28.159.854
1911.....	27	38.014	30.890.450
1912.....	28	38.914	31.024.450
1913.....	28	38.914	30.524.480
1914.....	28	37.940	29.535.750
1915.....	28	37.780	31.524.892
1916.....	28	37.780	31.524.892
1917.....	28	37.780	31.524.892
1918.....	28	37.780	31.524.892
1919.....	28	37.780	31.524.892
1920.....	28	36.243	33.774.245
1921.....			
1922.....	12	14.461	17.892.444
1923.....	17	14.135	103.182.888
1924.....	14	14.121	104.220.823
1925.....	19	13.313	76.649.236
1926.....	137	6.451	85.706.438
1927.....	251	9.671	195.852.284
1928.....	379	11.237	249.841.063

COMMENTAIRE. — Nous remarquons sur ce tableau l'influence de la loi de 1900 et la progression constante jusqu'à la guerre. Après une stabilisation durant les cinq années de 1915 à 1919, plusieurs Sociétés disparaissent ; on n'en compte plus que 12 en 1922 au lieu de 28.

Ensuite nous voyons un nouvel essor, et la diminution de 1926 de près de la moitié du nombre des membres résultant de la prise en compte des états antérieurs d'une Caisse non mutualiste (Dordogne) étant mise à part, le nombre des Sociétés passe de 12 à 379 en 1928. S'il y a une grosse augmentation du nombre des Sociétés, par contre celui des membres est proportionnellement peu élevé : 11.237, soit une moyenne de 29 membres par Caisse. Il est donc dif-

facile de reconnaître à chacune de ces Caisses une vie propre ; ce sont plutôt des ramifications (sans dire des agences) des Sociétés régionales qui les réassurent au premier degré ou des Sociétés centrales au 2° degré. Le deuxième tableau montre que si, par exemple, dans le département de la Somme il y a une Caisse ayant 896 membres, dans celui du Cher il y a une Caisse ayant 2 membres ou dans celui de l'Ardèche deux Caisses ayant 10 membres.

Tableau n° 2

DÉVELOPPEMENT DES CAISSES LOCALES
DANS LES DIVERS DÉPARTEMENTS

Départements	Nombre de caisses locales	Nombre de membres
Ain	2	785
Allier	1	14
Ardèche	2	10
Aube	20	118
Aude	34	953
Cher.....	1	2
Corrèze	4	52
Creuse	68	1.172
Dordogne	4	129
Drôme.....	1	37
Gard.....	48	1.265
Hérault	100	2.781
Loire	5	30
Meuse	1	1.318
Pyrénées (Hautes-)	1	99
Rhône	5	129
Saône (Haute-)	1	174
Saône-et-Loire	3	37
Somme	1	896
Vienne (Haute-)	77	1.236
Totaux	379	11.237

Tableau N° 3

RÉSULTATS OBTENUS EN 1935 PAR LA CAISSE CENTRALE
D'ASSURANCES MUTUELLES AGRICOLES ET PAR LA
CAISSE NATIONALE DE RÉASSURANCES.

Depuis 1928 il n'y a aucune statistique complète des résultats de l'ensemble des Caisses locales, mais nous pouvons donner néanmoins ceux obtenus au cours de l'exercice 1935 par les deux Caisses de réassurances du 2° degré : la Caisse Centrale d'Assurances Mutuelles Agricoles et la Caisse Nationale de Réassurances.

	Nationale	Centrale	Total
Capitaux	131.919.901	65.056.853	196.976.754
Cotisations. .	712.066,48	566.214,00	1.278.380,48
Sinistres	948.602,87	708.193,45	1.656.796,32
Subventions			
allouées . .	375.000	125.000	500.000
Membres	11.330	5.712	17.042
Nombre de caisses			
du 1 ^{er} degré réassurées	23	22	45

Nous avons vu précédemment le mode de réassurance des Caisses locales. Celles-ci, ainsi d'ailleurs que les Caisses régionales, ne conservent en réalité pour leur propre compte qu'environ 10 à 15 % du risque. On peut donc admettre qu'en fin de compte les deux Caisses centrales citées plus haut possèdent en réassurance environ 70 à 80 % de la totalité des risques. Cela nous permet de dire approximativement que l'ensemble des Caisses locales ont assuré en 1935 environ 250 millions de capitaux, et de déduire que depuis 1928 les Caisses locales se sont encore développées puisqu'elles garantissaient, en 1935, plus de 17.000 membres au lieu de 11.000 en 1928.

Tableau n° 4

ENCOURAGEMENTS DE L'ÉTAT, DE 1898 A 1934

Relevé par exercice des subventions accordées aux Sociétés d'assurances mutuelles agricoles contre la grêle :

Années	Sociétés en voie de formation		Sociétés de plein fonctionnement		Totaux
	Nombre	Subventions	Nombre	Subventions	
1898	5	4.000	4	25.000	29.000
1899	1	500	6	16.650	17.150
1900	1	500	3	6.300	6.800
1901	2	2.500	9	22.200	24.700
1902	1	600	6	4.400	5.000
1903	1	1.000	7	6.000	7.000
1904	—	—	7	9.900	9.900
1905	1	1.000	8	10.950	11.950
1906	—	—	10	12.400	12.400
1907	1	1.000	7	14.150	15.150
1908	—	—	7	17.200	17.200
1909	—	—	6	19.650	19.650
1910	1	3.000	2	5.400	8.400
1911	2	1.000	5	10.000	11.000
1912	—	—	9	32.400	32.400
1913	2	4.000	3	3.500	7.500
1914	—	—	3	3.000	3.000
1915	—	—	—	—	—
1916	—	—	—	—	—
1917	—	—	2	7.000	7.000
1918	—	—	3	6.000	6.000
1919	—	—	3	13.000	13.000
1920	—	—	2	17.000	17.000
1921	1	6.000	1	10.000	16.000
1922	—	—	2	7.000	7.000
1923	2	5.000	2	6.000	11.000
1924	—	—	1	2.000	2.000
1925	1	1.500	5	11.000	12.500
1926	2	20.000	3	22.800	42.800
1927	1	1.000	10	327.200	328.200
1928	124	28.380			
	2	6.500	10	464.710	499.590
1933	37	36.100			
	5	153.600	13	851.570	1.041.270
1934	32	19.490			
	1	16.491	18	816.542	852.523

Les statistiques officiellement publiées s'arrêtent en 1928. Les chiffres concernant 1933 et 1934 sont ceux relevés par la Caisse de Solidarité contre les Calamités agricoles. Pour les années 1928, 1933 et 1934, la première ligne concerne les caisses locales, la seconde les caisses de réassurances.

CHAPITRE II

LES SUBVENTIONS ET ALLOCATIONS CONSECUTIVES AUX CALAMITES AGRICOLES

On sait le développement actuel de la notion de risque en matière de responsabilité civile et administrative ; cette extension oblige certaines personnes à réparer les dommages survenus sans leur faute.

Comme l'a montré M. André Rouast ⁽¹⁾ il n'y a pas une théorie unique du risque, mais plusieurs systèmes, répondant à des préoccupations différentes, jouant dans des domaines distincts : *le risque d'autorité* justifie la loi de 1898 sur les accidents du travail ; — *le risque créé* est à la base de la loi de 1924 sur la navigation aérienne, et, à notre avis, de la jurisprudence relative aux accidents d'automobile ; — *le risque social* explique la loi de 1895 sur les erreurs judiciaires, celle de 1914 sur les violences consécutives à des attroupements, celles de 1919 sur les dommages de guerre. L'idée de risque social commande également les textes relatifs aux calamités agricoles.

L'innovation à titre permanent date de la *loi de finances du 31 mars 1932*. A cette époque le législateur s'avisa qu'on ne peut laisser à la charge exclusive des sinistrés les dommages résultant de calamités agricoles, tels qu'inondations, incendies de forêts, grêles... La collectivité a *le devoir* de couvrir ce ris-

(1) *Cours de Doctorat*, 1933-1935, pp. 358 et s.

que. Peu importe le caractère de force majeure des fléaux envisagés : la calamité agricole est promue au rang de risque social.

La couverture dudit risque est assurée par deux catégories de mesures techniques :

1° des parts contributives de l'Etat aux primes d'assurance contre la grêle ;

2° une caisse de solidarité, fonctionnant, en ce qui concerne la grêle, à titre transitoire.

SECTION I

Parts contributives de l'Etat

La loi du 31 mars 1932, articles 134 et 135 ⁽²⁾ dispose que des subventions pourront être allouées aux petits exploitants habitant des communes particulièrement calamiteuses.

(2) *Article 134* : « Sur le crédit inscrit chaque année au budget et prévu à l'article 132 de la présente loi, il est accordé à toute personne justifiant d'avoir été inscrite au rôle de l'impôt sur le revenu global pour l'année précédente pour un revenu imposable inférieur à 30.000 francs et contractant une assurance contre la grêle pour des cultures situées sur des territoires où le risque revêtira un caractère particulièrement onéreux, une subvention représentant une part contributive de l'Etat à sa prime d'assurances.

« La liste de ces territoires, avec l'indication pour chacun d'eux du taux de la subvention à accorder, sera dressée par le Ministre de l'Agriculture. Cette subvention sera établie forfaitairement en % du capital assuré. Elle sera progressive suivant la gravité du risque. Elle sera fixée tous les trois ans par décret du Ministre de l'Agriculture après avis de sa commission de répartition des subventions du Ministère de l'Agriculture ».

Article 135 : « Dans un délai de cinq ans à partir de la promulgation de la présente loi, le défaut d'assurance entraînera la privation de tout secours et de toute remise d'impôts pour pertes de récoltes du fait de la grêle.

« L'assurance est contractée soit à une mutuelle locale fonctionnant conformément aux dispositions de la loi du 4 juillet 1900, soit à une société d'assurance privée dont les tarifs auront été approuvés par le Ministre de l'Agriculture ».

Un décret du 10 mai 1933 a établi les conditions d'attribution des subventions susvisées. Des décrets pris tous les trois ans, sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, et après avis de la Commission des Calamités agricoles, doivent fixer la liste des communes et, au besoin, des fractions de communes où le risque prend un caractère calamiteux.

Nous allons étudier d'abord les conditions d'attribution et ensuite le montant desdites contributions, tel qu'il a été établi par le premier décret triennal, celui du 10 juillet 1933.

a) CONDITIONS D'ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS

Ces conditions sont prévues par le décret du 10 mai 1933.

La part contributive de l'Etat à la prime d'assurances contre la grêle est allouée exclusivement aux agriculteurs qui justifient n'être pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu ou n'avoir été inscrits à ce rôle, pour l'année précédente, que pour un revenu inférieur à 30.000 francs.

D'autre part, les agriculteurs, pour pouvoir prétendre à la part contributive de l'Etat, doivent être régulièrement assurés : *a)* à une Société d'assurance mutuelle, anonyme ou en commandite par actions fonctionnant conformément au décret du 8 mars 1922, ou bien : *b)* à une Société d'assurance mutuelle agricole fonctionnant conformément à la loi du 4 juillet 1900 au décret du 2 août 1923 et au décret du 18 mars 1933 et dûment réassurée soit à une Caisse à circonscription départementale ou régionale fonctionnant conformément aux dispositions des mêmes textes, elle-même réassurée à une Caisse à circonscription nationale, soit

directement s'il s'agit de Caisses départementales ou régionales, à une Caisse à circonscription nationale.

Ces Sociétés et Caisses de réassurances figurent, celles de premier type, sur une liste fixée par arrêté des Ministres de l'Agriculture et du Travail ; celles du deuxième type, sur une liste fixée par arrêté du Ministre de l'Agriculture. Les arrêtés en question doivent être pris après avis de la Commission des calamités agricoles.

A toute époque des arrêtés pris dans la même forme peuvent modifier les listes. Toutefois un organisme qui aura été inscrit sur les listes ne peut en être radié, sauf consentement de sa part et sauf urgence, qu'après avoir été mis à même, avec un préavis d'au moins quinze jours, d'être entendu par la Commission des Calamités agricoles, et la radiation doit faire l'objet d'un arrêté spécial. En vue d'être inscrites sur les listes, les entreprises en question doivent communiquer au Ministre de l'Agriculture, uniquement pour les opérations donnant lieu aux allocations aux assurés prévues par le décret, les conditions générales de leurs polices d'assurance-grêle, ainsi que leurs tarifs assurance-grêle établis par palier et catégorie. Tant que les Sociétés susvisées demeureront inscrites sur les listes, elles seront tenues de n'apporter aucune modification aux polices et auxdits tarifs sans l'agrément du Ministre de l'Agriculture. Toutefois des modifications aux tarifs, entre les limites inférieures et supérieures prévues par le décret triennal pour le taux de prime ou de cotisation dans chaque catégorie et chaque palier, peuvent être effectuées en cas de nécessité, mais sous réserve de notification au Ministre de l'Agriculture.

Les différentes cultures ont été rangées en deux catégories, divisées elles-mêmes en classes.

Première catégorie

Première classe. — Les blés, millet et sorgho, la garance, les feuilles de murier, les prairies naturelles; sainfoin, trèfles, luzernes, non destinés pour graines; les betteraves à sucre et celles cultivées pour fourrages, les pommes de terre, à l'exception de celles cultivées pour primeurs.

Deuxième classe. — Les seigles, épeautres, méteils, avoines, orges, maïs et riz, les hivernages cultivés exclusivement pour fourrage.

Troisième classe. — Les sarrasins, les navettes, œillettes, cameline et moutarde, les lins et le chanvre, les betteraves, choux, radis, carottes, oignons, poireaux cultivés pour la graine; les fèves, lentilles, haricots, vesces, gesses, ainsi que les pois destinés à être récoltés en vert; les hivernages et autres plantes légumineuses lorsqu'elles sont cultivées pour graines.

Deuxième catégorie

Quatrième classe. — Les vignes, houblons, le safran.

Cinquième classe. — Les cultures maraîchères, fruitières et florales.

D'après un arrêté du ministre de l'Agriculture en date du 13 août 1933 les limites entre lesquelles peuvent varier les taux de primes ou cotisations à appliquer dans chaque police, sont ainsi fixées :

1^{re} CATEGORIE

1^{re} classe

Palier	I.....	3	% à 4,25 %
»	II.....	3,75	% à 7,75 %
»	III.....	4,50	% et au-dessus %

2^e classe

Palier	I.....	6 ^e	% à 8,50 %
»	II.....	7,50	% à 11,50 %
»	III.....	9	% et au-dessus %

3^e classe

Palier	I.....	9	% à 12,75 %
»	II.....	11,25	% à 17,25 %
»	III.....	13,50	% et au-dessus %

2^e CATEGORIE

Palier	I.....	6,75	% à 8,50 %
»	II.....	8,50	% à 12 %
»	III.....	11,25	% à 14,50 %
»	IV.....	12,50	% à 18 %
»	V.....	16,75	% à 21 %
»	VI.....	19,25	% et au-dessus %

Les taux bruts de base peuvent, pour le calcul des limites de tarification être majorés jusqu'à concurrence de 100 % pour la deuxième classe et de 200 % pour la troisième classe (1^{re} catégorie).

En 1933, dans la deuxième catégorie, les assurés des paliers n° 2 et au-dessus ont été seuls autorisés à obtenir la contribution de l'Etat.

Ce même décret a établi que les polices ou statuts doivent stipuler que l'agriculteur doit rester son propre assureur pour une quotité minima du capital assuré, variable suivant les communes et les risques, d'après la classification indiquée et conformément au tableau ci-dessous :

Première catégorie
Blé et cultures
assimilées ⁽³⁾

Paliers	Franchise
I	10 %
II	20 %
III	30 %

Deuxième catégorie
Vignes et cultures
assimilées

Paliers	Franchise
I	10 %
II	10 %
III	15 %
IV	20 %
V	25 %
VI	30 %

Tout contrat d'assurance-grêle souscrit antérieurement à la publication de ce décret, sans franchise d'avarie ou avec une franchise d'avarie inférieure à celle prévue par le décret en question, pour le même palier et la même catégorie de cultures, pouvait être résilié en 1933 à compter de la date d'application à la demande de l'assuré, sous condition d'être remplacé par un contrat analogue et conforme au décret en question. La franchise d'avarie établie conformément à ces dispositions ne peut être rachetée en aucun cas et d'aucune façon.

De même, tout dommage supérieur à 85 % est considéré comme perte totale et ramené à ce chiffre afin de tenir compte des frais de récolte et de transport non engagés.

(3) La Commission Plénière, dans sa séance du 26 juin 1936, a décidé les modifications suivantes en ce qui concerne la première catégorie :

Paliers	Franchise d'avarie
O	10 %
I	10 %
II	20 %
III	30 %

D'autre part, l'article 4 du même décret prévoit que l'assurance des risques de la deuxième catégorie entraînera obligatoirement l'assurance des risques prévus à la première catégorie, dès lors que ces risques se trouvent dans la même exploitation ou dans d'autres exploitations du même assuré, situées sur la même commune ou les communes limitrophes. En pratique cela oblige le cultivateur qui veut assurer des vignes à déclarer également ses céréales.

b) MONTANT DES SUBVENTIONS

L'article 9 du décret du 10 mai 1933 prévoyait que « la part contributive de l'Etat allouée à chaque assuré est fixée par le ministre de l'Agriculture conformément au tarif indiqué par le décret triennal prévu et après avis de la Commission des calamités agricoles ». C'est le décret du 10 juillet 1933 qui pour une durée de trois années a donc fixé pour certaines communes dont la liste a paru en annexe, le taux de la contribution de l'Etat correspondant aux taux bruts limites de tarifications en matières d'assurance contre la grêle. C'est le tableau suivant :

Première catégorie (céréales, etc...)

Paliers	Taux bruts des cotisations ou primes	Franchise d'avarie minima	Réduction	Taux de la contribution de l'Etat
Palier I	3,50 à 5,00 %	10 %	15 %	0,75 %
Palier II	5,00 à 7,50 %	20 %	25 %	1,00 %
Palier III	7,50 % et au-dessus	30 %	40 %	1,00 %

Deuxième catégorie (vignes, etc...)

Paliers	Taux bruts des cotisations ou primes	Franchise d'avarie minima	Réduction	Taux de la contribution de l'Etat	du capital assuré
Palier I	8,00 à 10,00 %	10 %	15 %	1,00 %	
Palier II	10,00 à 14,00 %	10 %	15 %	1,50 %	
Palier III	14,00 à 18,00 %	15 %	20 %	2,00 %	
Palier IV	18,00 à 24,00 %	20 %	25 %	2,00 %	
Palier V	24,00 à 32,00 %	25 %	30 %	2,00 %	
Palier VI	32,00 % et au-dessus	30 %	40 %	2,00 %	

Les taux de contribution prévus par le décret précédent, étaient valables pour 3 ans. Aussi un nouveau décret doit-il être pris en 1936 pour trois nouvelles années. Par suite de l'augmentation des fonds mis à sa disposition, la Commission Plénière a décidé, dans sa dernière séance du 26 juin 1936, de modifier les taux précédents et de les augmenter dans les mêmes proportions, de manière à aboutir à une participation plus effective de l'Etat. Les taux adoptés sont les suivants :

Première catégorie

Paliers	Taux bruts des cotisations ou primes	Franchise minima d'avarie	Réduction	Taux de la contribution de l'Etat
Palier 0	2,50 à 3,50 %	10 %	15 %	0,50 %
Palier I	3,50 à 5,00 %	10 %	15 %	1.00 %
Palier II	5,00 à 7,50 %	20 %	25 %	1,75 %
Palier III	7,50 % et au-dessus	30 %	40 %	2,50 %

Deuxième catégorie

Palier I	7,00 à 10,00 %	10 %	15 %	2,00 %
Palier II	10,00 à 14,00 %	10 %	15 %	3,50 %
Palier III	14,00 à 18,00 %	15 %	20 %	4,50 %
Palier IV	18,00 à 24,00 %	20 %	25 %	6,00 %
Palier V	24,00 à 32,00 %	25 %	30 %	8,00 %
Palier VI	32,00 % et au-dessus	30 %	40 %	10,00 %

du capital assuré

Jusqu'ici, les demandes de parts contributives ont été relativement peu nombreuses, et ceci s'explique par la nouveauté de l'institution, encore peu connue des agriculteurs. En 1935, il y en a eu 674 pour un montant total de 29.480 fr. 64, dont voici le détail par département :

Départements	Nombre de bénéficiaires	Parts contributives
Ain	20	509 »
Allier	159	10.207 69
Ardèche	5	242 60
Ariège	7	478 05
Aude	10	433 90
Basses-Pyrénées	2	20 »
Cher	3	209 64
Creuse	38	907 85
Dordogne	23	685 70
Doubs	11	427 85
Gers	10	751 »
Haute-Garonne	58	2.511 25
Haute-Loire	18	649 08
Haute-Marne	5	786 50
Hautes-Pyrénées	18	418 20
Haut-Rhin	2	45 »
Haute-Savoie	21	694 60
Hérault	3	268 »
Jura	3	35 70
Landes	17	249 20
Loire	56	1.307 45
Lot	8	169 50
Lot-et-Garonne	42	1.403 70
Lozère	1	34 40
Puy-de-Dôme	16	370 18
Rhône	65	3.280 60
Saône-et-Loire	26	1.046 40
Tarn	5	276 »
Tarn-et-Garonne	18	945 65
Vienne	2	33 »
Vosges	2	82,45
	674	29.480 64

SECTION II

La Caisse de solidarité

Outre les subventions, la loi de 1932 a institué une Caisse de solidarité ⁽⁴⁾ destinée à attribuer des allocations aux agriculteurs pour le gel, l'inondation, l'ouragan. Mais le législateur n'a pas voulu que l'Etat puisse intervenir pour des calamités dont l'agriculteur peut se protéger, soit par des soins appropriés, soit par l'assurance. Si la grêle, risque assurable, figure dans l'énumération précédente, ce n'est qu'à titre purement transitoire et pour une durée de cinq années seulement, à partir du 1^{er} janvier 1933.

Ces dispositions ont pour but d'inciter les cultivateurs à s'assurer pour bénéficier des remises que nous avons vues précédemment, mais, en attendant, pour que ceux qui ne sont pas encore assurés ne soient pas trop désavantagés, des subventions pourront leur être allouées provisoirement.

Au cours du délai de cinq années, l'allocation de-

(4) *Article 136* : « Il est institué une caisse de solidarité contre les calamités agricoles.

« Cette caisse attribuera des allocations :

« a) Aux personnes ayant subi des pertes en capitaux ou en récoltes imputables à des calamités agricoles visées par l'article 145 de la loi de finances du 30 décembre 1928 et non prévues aux articles précédents.

« b) A titre transitoire, pendant une période de cinq ans aux agriculteurs victimes de la grêle non encore assurés dans les conditions ci-dessus prévues ».

Article 137 : « Les ressources de cette caisse seront constituées jusqu'à ce que des fonds spéciaux lui aient été attribués par des crédits inscrits au budget ».

Article 139 : « Des arrêtés du Ministre de l'Agriculture visés par le Ministre des Finances, fixeront le pourcentage des allocations à attribuer aux sinistrés, au prorata de leurs pertes et dans la limite des possibilités de la caisse.

vient progressivement de moins en moins importante. Réduite de 1/3 en 1933, en 1934, de 2/5^{es} en 1935, de 3/5^{es} en 1936, de 4/5^{es} en 1937, elle doit disparaître complètement à partir de 1938. Ce délai a été estimé suffisant pour que tous les cultivateurs aient le temps de prendre leurs dispositions.

La Caisse de solidarité prévue par la loi de finances du 30 décembre 1928 fut instituée par celle du 31 mars 1932. De nombreux décrets et arrêtés suivirent. La législation actuelle repose principalement sur le décret du 13 octobre 1934, abrogeant celui du 7 avril 1933 et suivi de l'arrêté du 16 octobre 1934, et fixant de nouvelles prescriptions concernant les allocations de solidarité et instituant les Commissions départementales des calamités agricoles (5).

1° BÉNÉFICIAIRES.

Une allocation de solidarité peut être accordée aux agriculteurs dont le revenu imposable, tel qu'il figure au rôle de l'impôt général sur le revenu, pour l'année qui a précédé celle du sinistre, ne dépasse pas 30.000 francs, lorsque leurs récoltes ou leurs capitaux affectés à la production agricole sont atteints par les ouragans, les inondations, la gelée ou la grêle, dans les conditions prévues. Cette allocation ne constitue jamais un droit pour le sinistré ; son attribution est toujours subordonnée à l'existence et à l'importance des crédits votés par le Parlement et mis à la disposition de la Caisse de solidarité.

(5) On peut citer également :

— l'arrêté du 4 novembre 1932, portant nomination des Membres de la Commission Plénière de répartition.

— l'arrêté du 14 février 1933, relatif aux experts.

— l'arrêté du 13 avril 1932, fixant le pourcentage des allocations.

Les allocations de solidarité, lorsqu'il s'agit de pertes de récoltes sur pied, sont demandées par l'exploitant, et ordonnancées à son nom ; en cas de location le bailleur est avisé de l'ordonnancement.

En ce qui concerne les capitaux détruits :

a) S'il s'agit de produits animaux ou végétaux récoltés sur l'exploitation, d'approvisionnements, de produits nécessaires à l'exploitation, d'engrais, etc..., de meubles meublants, d'effets personnels, d'instruments d'extérieur ou d'intérieur de ferme, de bétail, l'allocation est demandée et ordonnancée comme ci-dessus ;

b) S'il s'agit de dommages causés aux immeubles par nature, tels que bâtiments agricoles, sol, améliorations foncières et culturales, chemins, plantations permanentes, forêts, etc..., les allocations sont demandées par le propriétaire du fonds et ordonnancées à son nom, sous réserve des droits éventuels du preneur, qui sera avisé de l'octroi de l'indemnité.

En cas de métayage, les allocations peuvent être demandées soit par le métayer, soit par le bailleur, soit conjointement par l'un et l'autre, s'il s'agit de récoltes ou de capitaux communs ; elles sont mandattées au nom du bailleur et le métayer en est avisé.

Toutefois, si le revenu tel qu'il figure au rôle de l'impôt général sur le revenu, de l'une seulement des deux parties, dépasse le maximum de 30.000 francs visé à l'article 1^{er} du présent décret, l'autre partie reçoit, pour les pertes de biens communs, une fraction d'allocation correspondant à sa part dans les produits de l'exploitation telle qu'elle est fixée par le bail et les usages.

2° MODE DE CALCUL DES ALLOCATIONS.

L'arrêté ministériel du 18 octobre 1934 établit que les allocations seront calculées dans la limite des crédits votés par le Parlement à cet effet, conformément aux prescriptions ci-après :

Lorsqu'il s'agit de dégâts causés aux récoltes sur pied ou aux biens énumérés au paragraphe *a* de l'article 2 du décret du 13 octobre, ceux dont le montant constaté est inférieur à 500 francs et ceux dont le montant est inférieur à 20 % de la valeur, à la date du sinistre des récoltes par nature des cultures ou des biens susvisés de même nature pour l'exploitation sinistrée, ne donne lieu à aucune allocation. Toutefois si le montant total des dégâts atteint ou dépasse 15 % de la valeur moyenne de l'ensemble des produits de l'exploitation en année normale, une allocation peut être accordée.

Pour les dommages causés aux immeubles par nature, visés au paragraphe *b* de l'article 2 du décret du 13 octobre 1934, ceux qui demeurent inférieurs à 500 francs et ceux qui ne dépassent pas 15 % de la valeur vénale approximative du fonds constituant l'exploitation agricole, ne sont pas non plus pris en considération.

Pour les immeubles isolés, parcelles de terre, constructions, etc., ne constituant pas une exploitation agricole, le minimum de 15 % doit être calculé sur la valeur vénale approximative de l'ensemble des immeubles d'affectation agricole appartenant au même propriétaire dans la même commune ou les communes limitrophes.

Lorsque dans la même année culturale le cultivateur a été successivement victime de plusieurs calamités, les dégâts causés par celles-ci peuvent être cumulés et

le sinistré peut être admis au bénéfice de l'allocation de solidarité si le montant total de ces dégâts atteint les limites fixées ci-dessus.

Le montant de l'allocation de solidarité est calculé d'après un pourcentage uniforme, fixé chaque année par arrêté du Ministre de l'Agriculture, pris sur avis de la Commission plénière de répartition instituée par le décret du 22 octobre 1932, et établi en tenant compte de l'importance des crédits budgétaires.

En aucun cas l'allocation attribuée à chacun des bénéficiaires ne peut dépasser 20 % du montant total des pertes subies dans l'année, ni être inférieure à la somme de 50 francs.

Lorsque le calcul de l'allocation, effectué d'après le tarif uniforme, donne, au delà du minimum de 50 francs fixé, une somme différente d'un multiple de dix, le montant de l'allocation doit être arrondi comme il est indiqué ci-après :

1° Si le calcul de l'allocation aboutit à un chiffre égalant ou dépassant un multiple de cinq, le montant de cette allocation doit être élevé au multiple de dix immédiatement supérieur ;

2° Si ce calcul donne un chiffre qui n'atteint pas un multiple de cinq, le montant de l'allocation doit être ramené au multiple de dix immédiatement inférieur.

CHAPITRE III

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI TENDANT A ELARGIR L'INTERVENTION DE L'ETAT

Dans les chapitres précédents, nous avons examiné les deux interventions actuelles de l'Etat dans l'assurance contre la grêle. Nous nous proposons, dans le présent chapitre, d'étudier les projets et propositions de loi qui ont cherché à développer cette intervention en organisant un système complet d'assurance.

Tous ces projets et toutes ces dispositions ne concernent pas exclusivement l'assurance-grêle, mais comprennent souvent l'ensemble des risques agricoles : grêle, gel, inondation, mortalité du bétail, incendie.

Nous allons être obligés de procéder à une énumération qui sera forcément longue — nous nous excusons auprès du lecteur, — mais c'est, à notre avis, la seule méthode possible : l'économie de chaque proposition doit être étudiée dans son ensemble, car elle se rapporte à la situation agricole telle qu'elle était au moment où cette proposition a été présentée.

Voyons d'abord l'activité législative avant la guerre 1914-1918, puis celle de nos jours.

SECTION I

Avant la guerre 1914-1918

L'idée première remonte à Louis Blanc, alors qu'il était secrétaire du Gouvernement provisoire de 1848 ⁽¹⁾. Celui-ci proposa la création d'une Caisse Nationale dont les rouages se développeraient dans toutes les branches administratives du pays. L'assurance devrait être obligatoire, les primes perçues par le percepteur au moyen de centimes additionnels. En cas de refus par l'assuré des offres fixées par l'expertise, la question serait tranchée par un jury analogue à celui de l'expropriation ⁽²⁾. Mais ce projet était trop idéaliste et devait rapidement disparaître. De même une proposition de M. Huguenin, reprenant la même idée, échouait en 1851.

Cette idée de socialisme d'Etat se retrouve formulée d'une manière très forte dans un projet de 1857, dû à Napoléon III en personne. C'est M. Senon, chef de section au ministère d'Etat qui fut chargé d'élaborer un projet de décret pour l'établissement d'une Caisse générale des Assurances Agricoles ⁽³⁾. « Le but de l'institution, disait le *Moniteur*, est d'indemniser les cultivateurs, au moyen d'une cotisation annuelle, fixe et volontaire, des pertes causées dans leurs récoltes et leurs bestiaux. » Ce projet entendait faire de l'assurance une attribution de l'Etat et constituait de plein droit tous les maires agents de la Caisse générale.

(1) *Moniteur Universel* des 1^{er} mars, 27 avril, 2, 3, 6, mai 1848.

(2) On retrouve dans la nomination du nouvel expert, le vieux principe de tradition française qui fait de l'ordre judiciaire le protecteur de la propriété.

(3) *Moniteur* du 15 juin 1857.

Après de longues discussions le Conseil d'Etat, réuni en Assemblée générale, repoussa le projet à une forte majorité. Mais l'Empereur tenait à la réalisation de son idée et il fit constituer officieusement la Caisse d'assurances, officiellement repoussée par le Conseil d'Etat.

Elle fut fondée en 1858, au capital de 1 million de francs. Mais, dès 1861, elle ne put payer, en ce qui concerne la grêle, que 40 % à ses adhérents. On porta alors le capital à 2 millions, puis à 12 millions en 1863. Puis ce furent les liquidations successives de la Caisse bétail en 1866, de la Caisse grêle en 1867 et de la Caisse incendie en 1869. L'essai échoua donc lamentablement.

Après cet insuccès, l'idée de l'assurance par l'Etat fut abandonné jusqu'en 1879, date de la proposition Vacher ⁽⁴⁾, qui reprend les dispositions du projet de 1857.

En 1882, proposition présentée par M. Langlois : « Tous les biens exposés à l'un des cinq risques: grêle, incendie, gelée, épizootie et inondation devront être *obligatoirement* assurés par une Mutuelle nationale » ⁽⁵⁾.

Dans chaque département les Conseils généraux nommaient les Directeurs, l'Assemblée Nationale, le Directeur et le Contrôleur général. Les percepteurs faisaient le recouvrement des cotisations comme des impôts. Des règles d'organisation très complexes mettant en marche toute la hiérarchie administrative empêchèrent cette proposition d'aboutir.

Les propositions précédentes se bornaient à faire de

(4) *Annales de la Chambre des Députés ; Documents Parlementaires*, 1879.

(5) *Annales de la Chambre des Députés ; Documents Parlementaires*, 1882.

L'assurance une « attribution de l'Etat » tout en garantissant le paiement des sinistres à l'aide de cotisations. Mais à partir de 1890 nous voyons apparaître un système d'assurances agricoles mettant à la « charge du budget » le paiement de tous les sinistres ⁽⁶⁾. Ce furent :

En 1890, la proposition Quintaa ⁽⁷⁾, stipulant que l'Etat, assurait à chaque agriculteur l'intégralité du montant de sa récolte moyennant 20 centimes additionnels aux quatre contributions directes de tous les contribuables. Ce système devait permettre la création d'une sorte de Trésor de l'agriculture. Mais cette proposition faisait peser sur les contribuables, même non agriculteurs, les centimes additionnels, ce qui était par trop injuste. Aussi M. Quintaa, en 1891, y substitua-t-il une seconde proposition où étaient affranchis les immeubles des contribuables dont l'industrie était étrangère à l'agriculture ⁽⁸⁾. Entre temps, M. Rivet avait déposé une proposition analogue ⁽⁹⁾.

Toujours en 1891, M. Chollet présentait une proposition ⁽¹⁰⁾ ayant pour objet la création d'une « Caisse générale d'assurances agricoles » dirigée par l'Etat. L'assurance était obligatoire pour la grêle, et les cotisations proportionnelles à la valeur des objets assurés, l'Etat devant verser chaque année dans cette Caisse une somme égale aux secours qu'il accordait annuellement aux sinistrés.

Les propositions précédentes nécessitaient une augmentation de charges des contribuables. En 1893 MM. Daynaud, de Cassagnac, Fauré et Peyrusse ima-

(6) TAILLIANDIER : *Assurances Agricoles*, 1899.

(7) Première proposition Quintaa du 17 mai 1890.

(8) Deuxième proposition Quintaa du 17 mai 1891.

(9) Proposition Rivet du 9 mars 1891.

(10) Proposition Chollet du 3 décembre 1891.

ginèrent de pourvoir aux assurances agricoles par l'attribution du produit de l'impôt foncier ⁽¹¹⁾ qui serait versé à une Caisse spéciale. Ils préconisèrent une double assurance : d'abord l'assurance obligatoire, chaque contribuable de l'impôt foncier étant ainsi assuré du remboursement des pertes occasionnées par les fléaux atmosphériques à concurrence des fonds ainsi réunis. Puis une assurance facultative, les agriculteurs pouvant verser 20 centimes additionnels destinés à constituer une réserve en cas d'insuffisance de la première assurance. Ces deux Caisses seraient gérées par la Caisse des Dépôts et Consignations.

En 1893 également ⁽¹²⁾ M. Jonnart crut trouver la solution dans le système des Caisses de Secours fondées à la fin du xviii^e et au début du xix^e siècles et dont certaines fonctionnaient encore ⁽¹³⁾. M. Jonnart voulait généraliser ces Caisses départementales dans lesquelles l'Etat, sans être l'assureur direct, intervendrait pour autoriser certains de ses agents à les administrer sous le contrôle du Préfet. Chaque Caisse départementale aurait une existence autonome, mais se rattacherait à une Caisse centrale dite Caisse Nationale de Secours faisant office de réassurance. Pour aider leur développement, M. Jonnart proposait d'interdire à l'Etat de distribuer aucune indemnité aux agriculteurs sinistrés, les fonds devant être versés à la Caisse Nationale, qui aurait ainsi comme ressources le ver-

(11) Proposition du 26 janvier 1893.

(12) Proposition Jonnart du 28 mars 1893.

(13) Caisse des Ardennes, créée en 1779 par l'Archevêque de Reims, dans un but d'assistance, réorganisée en 1868 et 1875, sous forme de Société d'Assurance avec un Conseil d'Administration nommé par le Préfet.

Caisse de la Marne, instituée à Chalons en 1804, réorganisée en 1889.

Caisse de secours contre la grêle dans la Meuse, créée en 1805.

Caisse de la Somme, organisée par des arrêtés de 1819 et de 1860.

sement de 1/20 des recettes des Caisses départementales, l'apport de l'Etat provenant des subventions non versées, les intérêts du fonds de réserve.

Cette idée de l'assurance organisée en plusieurs paliers fut reprise par M. Viger en 1894 ⁽¹⁴⁾, alors Ministre de l'Agriculture. Son projet, plus étudié, préconisait l'organisation des Caisses communales ou cantonales réassurées par des Caisses départementales, elles-mêmes réassurées au 2° degré par une Caisse Nationale de Secours. Des exemptions d'impôts devaient faciliter leur développement. Ce projet fut en partie réalisé par la loi du 4 juillet 1900, que nous avons vue précédemment, et l'organisation actuelle de la mutualité agricole est, dans ses grandes lignes, celle préconisée par M. Viger.

En 1893 MM. Rey et Lachière présentaient une première proposition ⁽¹⁵⁾ ayant pour objet la création d'une Caisse Nationale d'assurances mutuelles entre les communes, mais elle ne fut pas discutée et il y eut plusieurs mois après une seconde proposition presque semblable ⁽¹⁶⁾.

L'assurance serait facultative entre les communes, mais, si le Conseil municipal décidait l'assurance, obligatoire pour tous les propriétaires de la commune. Les cotisations seraient variables et proportionnées aux risques. Quant à l'Etat, il administrerait la Caisse Centrale et verserait une subvention égale à 20 % des cotisations ; les dommages, pour donner droit à l'indemnité, devraient être supérieurs à 10 % et la perte serait remboursée à concurrence de 75 %.

De leur côté, MM. Philippon et Sochon, reprenant l'idée émise par M. Jonnart, déposèrent, la même

(14) Projet Viger, 24 avril 1894.

(15) Première proposition du 6 mai 1893.

(16) Deuxième proposition du 5 décembre 1893.

année ⁽¹⁷⁾, une proposition de loi basée sur l'établissement d'une Caisse centrale et des Caisses départementales. Mais la Caisse Nationale était pour eux le véritable assureur et non une simple Caisse de réassurance, des Caisses départementales faisant ici office d'intermédiaire. L'assurance était obligatoire, mais les intéressés pouvaient choisir entre l'assurance par l'Etat ou l'assurance par les Sociétés privées.

A la même époque la Commission du Crédit Agricole, présidée par M. Méline, étudia toutes les diverses propositions précédentes. Elle admit le principe de l'assurance obligatoire et proposa une Caisse Nationale garantissant les récoltes contre la grêle à concurrence de 18/20. Cette Caisse serait gérée et administrée par l'Etat, qui verserait annuellement une subvention ; les tarifs devraient tenir compte de la nature et de la situation du risque.

Dans un autre ordre d'idées, certaines propositions se placent exclusivement au point de vue de la connexité qui doit exister entre le Crédit agricole et l'Assurance agricole.

M. Gendre, en 1894 ⁽¹⁸⁾, prenait comme point de départ que l'assurance est nécessaire à la conservation du gage. Il faut donc réserver les bienfaits du Crédit agricole aux agriculteurs assurés. Aussi proposait-il la création de Caisses d'assurances agricoles émanant des Syndicats agricoles. L'assurance et le crédit seraient alors garantis tous deux par un gage spécial, un privilège sur la récolte.

M. Calvet reprit cette idée en 1895 ⁽¹⁹⁾ et la développa. Il préconisait en premier lieu un système de

(17) Première proposition du 27 mai 1893.

Deuxième proposition du 21 novembre 1893.

(18) Proposition du 3 juillet 1894.

(19) Proposition du 12 juillet 1895.

Caisse analogue à celui de M. Philippon et, en second lieu, d'organiser en faveur des seuls agriculteurs assurés un crédit rural particulier dont les ressources seraient constituées par les bénéfices réalisés par l'assurance.

Depuis 1900 de nombreuses propositions sont encore à l'ordre du jour, mais elles n'apportent aucun élément nouveau, se contentant de reproduire les suggestions émises précédemment. Citons-les donc rapidement :

En 1901, M. Devins imaginait de créer un impôt de 1 % sur le revenu des valeurs mobilières en vue d'allouer aux sinistrés agricoles une indemnité de 35 % du montant de leur perte ⁽²⁰⁾.

En 1903, M. Bouhay Alex ⁽²¹⁾ concluait à une Caisse Nationale dotée de crédits équivalents à ceux qui étaient inscrits alors au budget pour secours aux sinistrés de l'agriculture. L'assurance demeurerait facultative et le contrat se formait par une simple déclaration d'adhésion faite à la mairie.

Avec une proposition Magnaudé et Augé nous en revenons à un système entièrement étatiste : assurance obligatoire à une Caisse d'Etat, cotisation à l'hectare recouvrée comme impôt ⁽²²⁾. C'est à un système analogue, moins l'obligation de l'assurance, que se rattachaient en 1909 MM. Fitte et Noguès.

En 1910, deux propositions nouvelles étaient déposées. Celle de M. Charles Dumont ⁽²³⁾ proposait d'imposer aux propriétaires une contribution obligatoire d'assurance contre la grêle ; les primes devaient varier

(20) Proposition du 22 mai 1901.

(21) Proposition du 30 juin 1903.

(22) Notons aussi deux propositions de loi relatives à l'établissement du monopole de toutes les assurances ; celle de M. Carlier, du 27 février 1908 et celle de M. Couderc, le 12 juillet 1909.

(23) Proposition de loi du 10 juin 1910.

suivant la nature des cultures, l'indemnité égale à 80 % de la perte serait attribuée dans la proportion de 1/3 au propriétaire et de 2/3 au fermier. M. Tabouriech ⁽²⁴⁾ reprenait la même idée. Pour tous les deux il y aurait une Caisse Nationale autonome entièrement gérée par l'Etat.

En 1911, au Sénat, M. Emile Rey ⁽²⁵⁾ reprit sa proposition, déposée en 1895 à la Chambre. Celle-ci fit l'objet d'un rapport sommaire de M. Lebert concluant à la prise en considération. M. Rey se préoccupait de faire subventionner par l'Etat les Caisses mutuelles établies par la loi de 1900 à raison de 0,25 par membre et 25 % des cotisations. Mais il se proposait aussi de créer une Caisse centrale de réassurance mutuelle, gérée par la Caisse des Dépôts et Consignations. A cette Caisse serait attribué un fonds initial de dotation de 1.800.000 francs à prélever sur le produit des jeux.

SECTION II

Depuis la guerre 1914-1918

Si les hostilités marquèrent un temps d'arrêt de l'activité législative, les propositions et projets tendant à établir une assurance d'Etat contre la grêle se succédèrent dès la reprise économique. Nous laissons de côté les projets tendant à organiser un monopole général de l'assurance ⁽²⁶⁾.

(24) Proposition de loi du 8 juin 1910.

(25) Proposition de loi du 6 juin 1911.

(26) On peut citer :

— En 1924, la proposition de loi de M. Jules Nadi, Député, tendant à l'institution du monopole.

— En 1925, projet de caisse nationale de réassurance pour

En 1919 ⁽²⁷⁾ M. Herriot, alors sénateur, pensait que la solution « était dans l'équilibre des risques par la Fédération des Caisses d'Assurances mutuelles contre la grêle, Fédération départementale d'abord, nationale ensuite ». Aussi propose-t-il la formation à la base, de Caisses communales d'assurances dont la création était facultative pour tout Conseil municipal, et que celui-ci alimentait par une taxe sur la propriété non bâtie pouvant varier de 0,30 à 1,32. A défaut du Conseil municipal, la Caisse pourrait être établie par un Syndicat agricole. Au-dessus des Caisses communales, il y aurait une Fédération départementale réassurant 70 % obligatoirement. Enfin une Caisse nationale réassurant également obligatoirement 70 % des risques assurés par la Caisse départementale. Ce projet ne demandait aucun concours financier de l'Etat.

En 1933 ⁽²⁸⁾ M. Chéron, alors Ministre de l'Agriculture, déposait un projet qui ne fut même pas rapporté à la Chambre. C'était un projet « de faculté absolue et de pur encouragement à la mutualité ». Admettant que l'échec du développement des Caisses locales grêle provenait de la difficulté à parer aux premiers risques par l'insuffisance de leurs ressources, M. Chéron envisageait deux mesures : d'abord des prêts à des Caisses régionales de Crédit agricole et la création d'un fonds de garantie alimenté par les allocations jusqu'alors distribuées et qui seraient amenées à disparaître.

Rappelons le décret du 2 août 1923 relatif au fonctionnement des Caisses Mutuelles Agricoles, que

assurer l'équilibre du budget sur des bases nouvelles, par M. Caillaux, alors Ministre des Finances.

— En 1933, proposition de la loi de M. Vincent Auriol, tendant à assurer l'équilibre du budget général de l'exercice 1933, par l'institution du monopole.

(27) Proposition de loi du 5 septembre 1919.

(28) Proposition de loi du 13 novembre 1923.

nous avons vu précédemment, et qui rappelle certaines idées émises dans les précédentes propositions, puisqu'il organisait l'assurance à trois degrés.

En 1924, un groupe de députés ⁽²⁹⁾ trouvant le développement de la Mutualité agricole insuffisante, déposait une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à préparer et à soumettre sans retard aux Chambres un projet de loi organisant un système d'assurance nationale contre la grêle et les ouragans.

En 1925, M. Carrère ⁽³⁰⁾ reprend le projet de M. Herriot et le développe. Il part du point de vue que les « circonstances de la grêle » imposent la création de l'assurance par région, et que les risques étant dispersés et limités, l'Etat doit venir en aide aux agriculteurs supportant la charge principale de l'assurance. Les régions particulièrement exposées étant classées, l'assurance municipale pourra être organisée, et le rôle des propriétés foncières non bâties servira de base à l'imposition annuelle. M. Carrère développe longuement ensuite quelle serait l'administration des régions d'assurances et le fonctionnement par commune, dont le maire serait l'agent chargé de centraliser toutes les opérations.

Cette proposition fut envoyée à la Commission de l'Hygiène et de l'Assurance sociales. M. Bonnevey, rapporteur ⁽³¹⁾ critique la division arbitraire en région de grêle et expose un projet inspiré de M. Chéron d'après lequel l'assurance contre la grêle serait tout d'abord garantie par des mutualités agricoles encou-

(29) Proposition de MM. Bellac, Couderon, Teyssier, Cante, Marquet, 28 juin 1924.

(30) Proposition de M. Carrère, Sénateur, 9 juin 1925.

(31) Séance du 2 juillet 1926 : au rapport de M. Bonnevey, s'ajoutaient deux avis, l'un de M. Amédée Vidal, au nom de la Commission d'Administration Générale ; l'autre de M. Duchein, au nom de la Commission d'Agriculture.

ragées au moyen de prêts et de subventions et fonctionnant indépendamment de toute espèce d'obligation. En outre, dans les départements plus spécialement exposés à la grêle, les Conseils généraux auraient le droit d'organiser, pour certaines cultures, l'assurance obligatoire dans le cadre du département, en laissant aux assujettis le choix de leurs assureurs, qui pourraient être soit les mutuelles énoncées précédemment, soit des organismes privés.

Mais la question n'était toujours pas résolue. En 1927, M. Albert Sérol, député ⁽³²⁾ déposait une proposition de résolution invitant le Gouvernement à déposer notamment un projet de loi, organisant l'assurance mutuelle des travailleurs des champs, contre la perte de capitaux et de récoltes causées par les fléaux naturels.

En 1928, M. Roche chargé d'un rapport supplémentaire sur la proposition Carrère de 1925, reprenait intégralement celui de Bonnevey de 1926.

En 1929, M. Boudet ⁽³³⁾ déposait une proposition de loi ayant pour objet la création d'une Caisse autonome d'assurance nationale agricole contre les calamités.

La même année, M. Bonnevey ⁽³⁴⁾, député, déposait une nouvelle proposition pour inciter les cultivateurs à s'assurer. Une fois le cultivateur assuré à un organisme quelconque l'Etat interviendrait et supporterait la moitié de sa prime. Le principe de liberté de l'assurance serait maintenu, mais un certain contrôle des primes des Compagnies privées aurait lieu par le Ministre de l'Agriculture, éclairé par un Comité consultatif des assurances agricoles.

(32) Annexe au procès-verbal de la séance du 3 novembre 1927.

(33) — — — 26 juillet 1929.

(34) — — — 28 mai 1929.

Nous avons vu que la loi de finances du 30 décembre 1928 avait prévu l'organisation d'une Caisse d'assurances contre les calamités agricoles. Aussi plusieurs propositions tendent-elles, au cours de l'année 1930 à déterminer le fonctionnement de cette Caisse. D'un côté nous avons le projet du Gouvernement présenté par M. Tardieu ⁽³⁵⁾ et de l'autre les propositions de M. Delbos ⁽³⁶⁾ et Monnet ⁽³⁷⁾.

L'année suivante, après examen de ces textes, un rapport fut fait par M. Chevrier ⁽³⁸⁾, rapporteur de la Commission d'Agriculture, et un avis présenté par M. Taudière ⁽³⁹⁾.

Nous n'en étudierons pas le contenu puisque ces diverses suggestions ont abouti à la loi de finances du 31 mars 1932 qui, nous l'avons vu précédemment, a institué les Caisses de Solidarité et les allocations spéciales pour les agriculteurs habitant dans les communes calamiteuses. Notons simplement que dans les propositions socialistes Delbos et Monnet se trouvait l'idée d'une organisation nationale de l'assurance grêle suivant les bases déjà émises par M. Carrère et M. Bonnevey et qui n'a pas abouti. A ce sujet signalons un nouveau rapport sur la proposition Carrère présenté par M. Gadaud ⁽⁴⁰⁾, en 1931 également.

En 1933 ⁽⁴¹⁾, à la Chambre des députés, était déposée une nouvelle proposition de résolution invitant le Gouvernement à présenter un projet de loi sur l'assurance contre les calamités agricoles par M. J. Renaud, qui trouvait insuffisante la loi de 1932. Cette propo-

(35) Annexe à la séance du 19 décembre 1929.

(36) — — 22 novembre 1929.

(37) — — 20 décembre 1929.

(38) — — 27 juin 1930.

(39) — — 4 novembre 1930.

(40) Rapport du 2 juillet 1931.

(41) Proposition du 30 mai 1933.

sition prévoyait l'organisation d'une assurance véritable, générale, obligatoire, dont l'équilibre serait réalisé grâce à une contribution de l'Etat (prélevée sur le budget de la Guerre) et à des cotisations progressives prélevées sur les assurés.

En 1934, puis en 1935 ⁽⁴²⁾, M. Mahagne déposait une proposition de loi tendant à assurer aux agriculteurs le remboursement de leurs récoltes détruites par la grêle. M. Mahagne ne demandait l'ouverture d'aucun crédit. Dans les départements où la demande en serait faite par la Chambre d'Agriculture, l'assurance serait obligatoire : déclaration à la mairie des récoltes, prime perçue par le fisc, experts désignés par les électeurs agricoles.

En 1935 ⁽⁴³⁾, M. Delom Sorbé faisait un rapport au nom de la Commission d'Agriculture chargée d'examiner la proposition précédente de M. Renaud. Se ralliant à l'esprit général de la proposition, M. Delom Sorbé préférait l'établissement des primes au moyen de centimes additionnels au principal de l'impôt foncier sur les propriétés non bâties.

SECTION III

Considérations générales

L'énumération précédente était nécessaire pour montrer combien le législateur s'est sans cesse préoccupé de la question des assurances agricoles.

Cherchons maintenant à dégager les idées directrices de ces projets et de ces propositions.

(42) Proposition du 25 juin 1935.

(43) — 25 juin 1935.

On remarque que celles-ci tournent autour de trois questions qui se commandent l'une l'autre :

— D'abord, quel procédé l'Etat doit-il employer pour assurer contre la grêle ?

— Ensuite, cette assurance doit-elle être obligatoire ?

— Enfin, quelles ressources l'Etat pourra-t-il utiliser pour couvrir les risques grêle ?

1° QUEL PROCÉDÉ L'ETAT DOIT-IL EMPLOYER ?

La première question qui doit se poser est celle-ci : L'Etat est-il qualifié pour assurer contre la grêle ? Trois réponses se présentent :

— En premier lieu : une réponse négative fondée sur l'inutilité de l'intervention étatique ; l'initiative privée et le libre jeu des relations économiques suffisent à satisfaire les besoins de la population.

— En second lieu : une réponse affirmative générale ; l'Etat considère qu'il est de son attribution de monopoliser toutes les assurances et par suite l'assurance contre la grêle et c'est la thèse soutenue par MM. Jules Nadi en 1924, Caillaux en 1925 et Vincent Auriol en 1933.

— En troisième lieu : une réponse affirmative spéciale ; plus que tout autre, le risque grêle intéresse un peuple à majorité agricole. Il faut nationaliser l'assurance qui en résulte. Ce sont les propositions inspirées de ce troisième chef que nous avons examinées.

Cela étant établi, quel procédé l'Etat devrait-il employer ? Il semble que deux méthodes, bien différentes à leur point de départ, soient proposées. D'abord l'Etat assureur direct et ensuite l'Etat assureur indirect.

a) Si l'on cherche à définir ce procédé, on peut dire que l'Etat est *assureur direct* contre la grêle lorsque ce sont les agents du pouvoir central qui entrent eux-mêmes en rapport avec les assurés et lorsque les primes et les indemnités relèvent d'un budget centralisé.

Cette définition fait ressortir le parallélisme entre le mécanisme de l'assurance et celui de la centralisation administrative en général. Il devient alors assez facile de fixer les raisons qui ont persuadé certains auteurs ou parlementaires des bienfaits de l'assurance directe. Ce sont les motifs mêmes que les publicistes invoquent en faveur de la centralisation administrative. Ces motifs sont, on le sait, de nature plutôt négative, c'est-à-dire qu'ils reposent essentiellement sur les inconvénients qu'il y aurait à organiser la décentralisation. Ces défauts sont d'une part la partialité politique, d'autre part le gaspillage. A ces motifs d'ordre en quelque sorte politique et administratif s'ajoutent des raisons propres à l'assurance grêle. Ce sont les difficultés qu'il y aurait à répartir les risques, si on donnait aux Caisses publiques d'assurances un ressort trop limité. On a d'ailleurs eu l'occasion de faire cette constatation dans le fonctionnement des Caisses locales.

Cet exposé justifie en quelque sorte le nombre important de projets et propositions se ralliant à cette doctrine. Emise par Louis Blanc, on la retrouve dans le projet de Napoléon III avec sa Caisse générale des Assurances agricoles. Elle est reprise successivement par MM. Vacher, Langlois, Quintaa, Rivet, Chollet, Philippon, Augé... qui préconisent une Caisse d'Etat. Celle-ci est tantôt appelée « Nationale », tantôt « Centrale », ou encore « Générale », mais, la terminologie mise à part, le même principe domine.

Récemment, c'est la loi de finances de 1928 qui prévoit la constitution d'une Caisse de solidarité. MM. Delbos, Boudet, Monnet, du groupe socialiste, proposent que cette Caisse fasse l'assurance-grêle, mais la loi de finances de 1932, qui l'organise, se contente d'améliorer la mutualité agricole.

b) Le second procédé est celui de l'Etat *assureur indirect*. Au lieu d'une Caisse Centrale, ce sont des Caisses disséminées dans tout le pays qui seraient chargées de faire l'assurance, Caisses gérées sous le contrôle d'une unité administrative, le département ou la commune. Ces Caisses auraient des liens entre elles et seraient réassurées à un ou deux degrés dans des proportions plus ou moins fortes. Il y aurait une sorte de pyramide ayant à sa tête une Caisse d'Etat. A la différence avec l'Etat assureur direct, l'assurance serait pratiquée par les Caisses départementales ou communales, et l'Etat, en tant que personne administrative, ne serait qu'un simple réassureur.

Tel le système préconisé par MM. Jonnart, Viger, Calvet, Herriot, Carrère... et toutes ces propositions s'appuient sur l'existence des mutuelles agricoles, dont elles tendent à intensifier le développement.

En pratique, y aurait-il une telle différence entre l'Etat assureur direct ou indirect ? Nous ne le croyons pas et, pour en avoir la preuve, il suffit d'examiner la situation actuelle de la mutualité agricole. Les Caisses locales cèdent environ 90 % de leurs risques en réassurance aux Caisses départementales qui, elles-mêmes, en font de même au 2° degré avec les deux Caisses centrales ; le résultat est que l'on peut considérer les deux Caisses centrales comme les véritables assureurs, les autres Caisses faisant office d'intermédiaires.

2° L'ASSURANCE DOIT-ELLE ÊTRE OBLIGATOIRE ?

Le reproche fait quelquefois aux Sociétés privées, c'est de proportionner la prime à la gravité du risque et, par suite, d'imposer plus lourdement celui qui a un mauvais risque, même de chercher quelquefois à l'exclure.

Or, disent les socialistes, « il faut que tous les membres du corps social, solidairement unis, contribuent, d'après leurs ressources et non d'après les dangers auxquels sont exposés leurs biens, à la réparation du préjudice que peut subir la collectivité » (44).

C'est la négation du principe même de l'assurance et d'ailleurs celui de la liberté, tout agriculteur étant obligatoirement assuré à l'Etat.

On retrouve cette idée dans de nombreux projets : Louis Blanc, Langlois, Quintaa, Rivet, Monnet, Delbos.

D'autres admettent pour l'agriculteur la faculté de s'assurer. Ce sont, par exemple : MM. Vacher, Viger, Gendre, Calvet, dont les propositions sont d'un étatismisme beaucoup moins intégral. On peut remarquer à cet effet que la plupart des propositions prévoyant l'Etat assureur direct admettent l'obligation.

Il y a aussi des solutions intermédiaires. Celle de M. Davnaud, par exemple, qui parle à la fois d'une assurance obligatoire et d'une autre qui serait facultative.

De même, M. Philippon admet le principe de l'obligation de l'assurance, mais il laisse, malgré tout, à l'agriculteur le choix entre la Caisse d'Etat et les Sociétés privées.

Mais, en pratique, les propositions qui admettent

(44) TAILLIANDIER.

l'assurance facultative peuvent aboutir — cela est à craindre — à la rendre en fait obligatoire dans un temps plus ou moins éloigné. Comment les Sociétés privées, avec leurs frais d'administration et les impôts, pourraient-elles lutter contre la Caisse d'Etat, qui aurait un véritable privilège du fait de sa gestion confondue avec la gestion administrative, de l'exemption d'impôts et aussi de son caractère officiel ? La lutte serait forcément inégale et l'Etat se trouverait finalement le seul assureur auquel les agriculteurs s'adresseraient.

3° QUELLES SERAIENT LES RESSOURCES DE CES CAISSES ?

L'Etat doit, en premier lieu, donner des subventions plus ou moins importantes, suivant les projets.

Du côté des agriculteurs, certains prévoient des cotisations calculées suivant la nature des risques, comme MM. Langlois, Chollet, Jonnart, Viger, Calvet, etc...

Mais la plupart des propositions imaginent un impôt nouveau, des centimes additionnels à l'impôt foncier. C'est le cas de MM. Rivet, Augé, Quintaa, Herriot, Delbos...

Au point de vue pratique cette différence est purement illusoire. Ce sont, en effet, les agents du fisc, les percepteurs, qui sont dans tous les cas chargés du recouvrement. Quel que soit donc son mode de calcul, c'est finalement toujours un impôt nouveau qui sera demandé à l'agriculteur.

CONCLUSION. — De ces diverses remarques, une seule conclusion nous paraît devoir s'imposer.

Même si certaines propositions expriment leur but d'une manière moins précise, il est, en réalité, le même partout : l'Etat doit être l'assureur unique contre

la grêle, l'assurance étant obligatoire et l'impôt fournissant les ressources nécessaires.

Il semble, à notre avis, que cette méthode doit être rejetée. Elle enlèverait toute liberté à l'agriculteur qui doit pouvoir choisir lui-même le mode et le prix de la garantie, ou même s'en abstenir au besoin. Une telle réalisation pourrait se comprendre, dans une certaine mesure, s'il n'existait aucune institution de prévoyance contre la grêle, mais, ainsi que nous l'avons vu précédemment, l'initiative privée, dont l'expérience est plus que centenaire, a donné des résultats très satisfaisants et il serait téméraire d'en arrêter brusquement le développement.

On peut remarquer d'ailleurs qu'une telle réforme serait très onéreuse pour l'Etat, tandis que l'organisation actuelle non seulement ne lui coûte rien puisque les Sociétés privées ne reçoivent aucune subvention, mais au contraire procurent à l'Etat une somme importante de revenus par les impôts qui lui sont versés annuellement.

Quant à nier toute intervention de l'Etat, telle n'est pas notre idée, mais celui-ci doit se borner à un certain contrôle des Sociétés privées, et même, dans certains cas, venir en aide aux petits cultivateurs des communes particulièrement calamiteuses, par une contribution à leur prime d'assurance, et enfin les protéger contre des calamités spéciales : le gel, l'inondation, les ouragans... qui sont pratiquement inassurables.

TROISIEME PARTIE

L'ASSURANCE CONTRE LA GRELE A L'ETRANGER

En France, nous l'avons vu, l'assurance contre la grêle relève en principe de l'initiative privée ; l'Etat n'intervient qu'à titre additionnel, soit pour encourager les caisses locales, soit pour secourir les agriculteurs lorsque le fléau prend les proportions d'une calamité. Mais, nous l'avons également constaté, il se manifeste aujourd'hui une certaine tendance, parlementaire tout au moins, à étatiser l'assurance contre la grêle.

Lorsqu'on examine les droits étrangers, on retrouve les mêmes querelles de programme, mais la solution positive n'est pas partout identique. Sans doute, certains pays pratiquent exclusivement l'assurance privée : on se doit pourtant d'avouer qu'ils forment l'exception. La plupart connaissent une intervention sensible de l'Etat. Celle-ci revêt d'ailleurs plusieurs aspects : tantôt elle se ramène à un contrôle serré de la constitution et du fonctionnement des Compagnies particulières, tantôt elle se traduit par une association des pouvoirs publics à l'activité des dites Compagnies, tantôt il existe une assurance d'Etat, concurrençant les entreprises privées sur leur marché propre. Enfin, pôle opposé au régime français, certains pays ont fait de l'assurance contre la grêle un monopole d'Etat.

Ce bref aperçu commande le plan de notre troisième partie.

Dans le chapitre premier, nous étudierons les régimes de pure initiative privée.

Dans le chapitre II, nous verrons les pays à système mixte.

Et dans le chapitre III, nous parlerons des pays de monopole ⁽¹⁾.

(1) Au seuil de cette troisième partie, nous devons remercier l'Institut International d'Agriculture de Rome, dont les bulletins, complétant les renseignements que nous avons puisés à diverses sources, notamment au Ministère de l'Agriculture, nous ont été d'une grande utilité.

CHAPITRE PREMIER

LES REGIMES DE PURE INITIATIVE PRIVEE

Les principaux pays où l'assurance contre la grêle relève uniquement des entreprises particulières sont :

L'Argentine ;

La Belgique ;

Les Pays-Bas.

Il ne saurait être question de fournir une description détaillée du régime de chacun de ces pays. Nous nous bornerons à étudier un exemple type : l'Argentine.

§ unique. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN ARGENTINE ⁽¹⁾

En Argentine, 38 Sociétés d'assurances (dont 30 anonymes et 8 coopératives) pratiquaient, en 1931, l'assurance contre les dommages produits par la grêle au froment, au lin, à l'avoine, à l'orge, au seigle et à l'alpiste.

Le nombre de ces Sociétés, qui avait été de 31 (dont 22 anonymes et 9 coopératives) en 1913, descendit à 28 (dont 8 coopératives) en 1927, augmenta à 33 (dont 10 coopératives) en 1928, puis à 42 (dont 7 coopéra-

(1) *Revue Internationale d'Agriculture ; Bulletin Mensuel de Renseignements Economiques et Sociaux*, Rome, juillet 1934. — *Gaceta Mercantil Argentina*, n° 62, décembre 1935.

tives) en 1929, pour descendre à 40 (dont 8 coopératives) en 1930 ⁽²⁾.

Deux institutions pratiquaient l'assurance contre les dommages produits par la grêle aux vignes.

La Fédération Agricole Argentine, qui groupe les agriculteurs argentins, a créé une Société mutuelle d'assurances, en vue d'alléger les conséquences des graves chutes de grêle et en même temps d'améliorer les conditions générales de cette assurance.

Cette Fédération, fondée en 1912 à Rosario de Santa Fé, après des luttes nombreuses et des vicissitudes diverses qui ont marqué le début de son existence, a acquis une très grande importance. Le domaine de son activité s'étend sur les provinces de Santa Fé, Cordoba, Buenos Aires, Entre Rios, Tucuman, Santiago, del Estero, sur les territoires nationaux de la Pampa Centrale, Chaco, le Rio Négro, et sur les quelques points des provinces de San Luis et de Mendo-

(2) Voici une liste de ces Sociétés ayant un capital actions supérieur à 1.000.000 de pésos :

- La Agraria, Sociedad Anonima Argentina de Seguros, Buenos-Aires.
- La Agricola Compania de Seguros, Buenos-Aires.
- La Anglo-Italo-Argentina Compania de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- Banco Agricola Sud Americano, Rosario-de-Santa-Fé.
- Colon Compania Argentina de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- Diaz Velez-Compania de Seguros contra Granizo y Accidentes, Necochea.
- La Franco-Argentina Compania de Seguros, Buenos-Aires.
- La Inmobiliara-Primera Compania Argentina de Seguros, Buenos-Aires.
- Instituto Italo-Argentino de Seguros Générales S. S., Buenos-Aires.
- La Italia Compania de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- Minerva Argentina Compania de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- La Prêvision Argentina, Sociedad Anonima de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- Roma Compania Italo-Argentina de Seguros Générales, Buenos-Aires.
- Union Comerciantes, Compania Anonima de Seguros, Buenos-Aires.

za. Le domaine de son activité comprend un million et demi de kilomètres carrés et 50 % à peu près des superficies cultivées en Argentine. Les membres de la Fédération dépassent le nombre de 25.000.

La Mutuelle d'assurance grêle créée par cette Association a, en 15 années d'activité, assuré des récoltes pour une valeur de 133.672.977 pesos et indemnisé des pertes pour un montant de 6.754.309 pesos.

RÉSULTATS

L'assurance contre la grêle étant pratiquée en Argentine depuis 1894, les expériences faites par les Sociétés opérant dans cette branche d'assurance ont permis d'établir des tarifs de primes dans les diverses zones de la « region de los cereales » du pays. Ces tarifs, groupés en même temps d'après trois catégories de produits, donnent un tableau pratique des régions peu, médiocrement ou fortement frappées par la grêle.

Sur une superficie totale cultivée en froment de 8.613.000 ha., en lin de 3.039.700 ha., en avoine de 1.593.220 ha., en orge, en seigle et en alpiste de 1.144.990 ha., en vignes de 143.200 ha., étaient assurés : en 1931, 4.823.280 ha. de froment, soit 56 % de la totalité cultivée en froment ; 1.003.101 ha. de lin, soit 33 % ; 143.338 ha. d'avoine, soit 9 % ; 194.648 ha. d'orge, seigle et alpiste, soit 17 % ; 18.226 ha. de vignes, soit 12,73 %.

Sur le total de 6.182.643 ha. assurés, 5.048.028 ha., soit plus de 80 %, étaient assurés par les Sociétés anonymes et 1.134.615 ha., soit plus de 18 %, étaient assurés par les Sociétés coopératives.

En ce qui concerne le développement de l'assurance des céréales et du lin contre la grêle en Argentine, au cours des années 1927 à 1931, l'année la plus active

en affaires a été l'année 1928-1929, avec une superficie assurée de 7.414.000 ha., une valeur assurée de 302.729.039 pesos et 17.834.382 pesos de primes, tandis que l'année la plus faible était la suivante avec une superficie de 4.915.000 ha., une valeur assurée de 198 356 849 pesos et 10.914.728 pesos de primes. Au cours de l'année suivante, on a enregistré un renouvellement d'activité assez prononcé.

Les chutes de grêle en Argentine ont lieu notamment au cours des mois de septembre et de décembre, et en général elles sont de courte durée et ne frappent que des superficies étroites qui, en général, ne dépassent pas la largeur d'un kilomètre.

Il y a eu des périodes où les dommages ont été particulièrement importants, notamment en 1920-21, 1928-29, 1929-30.

Au cours de l'année 1930-31, le rapport entre les indemnités et les valeurs assurées a été de 3,29 % pour les Sociétés anonymes et de 3,45 % pour les Société coopératives. D'autre part, le rapport entre les indemnités et les primes encaissées a été de 58 % pour les Sociétés anonymes et 61,50 % pour les Sociétés coopératives.

Le tableau récapitulatif suivant donne les résultats obtenus de 1930 à 1934 :

	Primes	Sinistres	Proportion
1930	14.101.840	8.268.557	58,6
1931	6.026.834	2.537.144	42,1
1932	8.079.123	3.979.597	49,3
1933	4.584.137	3.390.514	74,0
1934	9.209.006	5.666.880	61,5

CHAPITRE II

LES REGIMES MIXTES INITIATIVE PRIVEE TEMPEREE PAR L'INTERVENTION DE L'ETAT

Les pays à régime mixte constituent la majorité. Il n'y a pas là de quoi surprendre. Solution intermédiaire entre l'individualisme et le socialisme, cet état de droit répond à la situation politique d'une grande partie du globe.

Techniquement parlant, l'intervention de l'Etat se manifeste de trois façons :

- Intervention sous forme de contrôle ;
- Intervention sous forme d'association ;
- Intervention sous forme de concurrence.

SECTION I

INTERVENTION SOUS FORME DE CONTROLE

Les principaux pays qui relèvent de ces régimes sont notamment :

- L'Espagne ;
- La Hongrie ;
- La Roumanie ;
- La Tchécoslovaquie.

Nous allons étudier, à titre d'exemple, les régimes adoptés en Espagne et en Hongrie.

§ I. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN ESPAGNE ⁽¹⁾

I. — *Législation*

Les Sociétés privées d'assurances sont régies, en Espagne, par le Code de Commerce et par des lois spéciales concernant la surveillance sur les Sociétés d'assurances, à savoir : la loi du 14 mai 1908 et le règlement du 2 février 1912.

C'est la loi du 14 mai 1908 qui a jeté les bases d'un contrôle et d'une surveillance méthodique et permanente ⁽²⁾.

(1) *El Progreso Agrícola y Pecuario*, Madrid, 1935. — *Bulletin Mensuel des Renseignements Economiques et Sociaux*, Rome, décembre 1935.

(2) Le titre premier, intitulé Dispositions Générales, est le plus important. Il soumet aux dispositions de la loi toutes les entreprises ayant pour but de réaliser des opérations d'assurances sur la vie humaine (sociétés à primes fixes, mutuelles ou tontines), sur la propriété mobilière ou immobilière et en général sur tout événement incertain, quels que soient leur objet, leur forme ou leur dénomination. Ces entreprises doivent se faire enregistrer au Ministère de l'Agriculture.

Le titre II est consacré aux garanties. Elles consistent d'abord en certaines prescriptions de publicité et ensuite, et surtout, dans le placement des fonds des Sociétés en valeurs déterminées par la loi, dans le dépôt de ces fonds à la Caisse Générale des Dépôts et dans la constitution obligatoire de réserves mathématiques. Les Sociétés étrangères opérant en Espagne doivent constituer des réserves mathématiques, non seulement pour les contrats passés par elles, leurs succursales ou leurs filiales en Espagne, mais aussi pour les contrats qu'elles domicilient sur le territoire espagnol (article 20).

Elles doivent, en outre, tenir une comptabilité spéciale, rédigée en langue castillane, pour toutes les opérations qu'elles effectuent en Espagne ; leurs polices et contrats doivent être rédigés en langue castillane ; ces dispositions de l'article 22 de la loi rappellent celles de l'article 12 de la loi française du 17 mars 1905.

Le titre III crée un Comité consultatif des assurances et un corps d'inspecteurs des assurances chargés de la surveillance et du contrôle des Sociétés.

Le titre IV prescrit les sanctions pour les violations qui pourraient être commises à ces dispositions. Enfin, la loi se termine, nous l'avons déjà dit, par des dispositions transitoires.

Les autorités publiques se sont occupées activement des assurances agricoles au cours de ces dernières années.

En 1919, l'Etat créa, par décret du 9 septembre, la Mutualité Nationale des assurances agricoles, dont une des fins plus immédiates était la couverture du risque grêle. Cet organisme vit s'élargir rapidement son champ d'action et le 26 septembre 1929 il fut transformé, par décret, en un Commissariat des assurances agricoles, avec des horizons plus larges. L'orientation donnée à la mutualité nationale, sous les deux formes indiquées, et le succès partiellement obtenu, provoquèrent un développement de la mutualité privée. Mais plus tard, la gestion directe de l'Etat fut abolie et le Commissariat cité plus haut fut transformé en une Section d'assurances agricoles avec un champ d'action plus restreint, limité à la réassurance des risques agricoles, notamment des dommages produits par la grêle, qui constitue la branche la plus importante.

D'après les décrets du 23 avril et du 18 juin 1930, les Sociétés mutuelles, dont les risques avaient été réassurés par la Section en question, avaient le droit d'être indemnisées des pertes causées par la grêle ainsi que des frais nécessités par les expertises.

En 1934, un décret très important, daté du 11 janvier, ouvre des possibilités beaucoup plus larges à l'activité de l'Etat dans le domaine de l'assurance agricole.

II. — *Organisation de l'intervention de l'Etat*

Voici quelle est, dans ses grandes lignes, l'organisation de cette forme d'intervention de l'Etat.

Le décret du 11 janvier 1934 a tout d'abord établi

une distinction très nette entre les risques agricoles assurables et non assurables. Appartiennent à la première catégorie, outre les assurances contre la grêle, les assurances contre les incendies de forêts, les incendies agricoles, la mortalité et l'inutilisation du bétail.

Sont considérés, par contre, comme non assurables, les risques de sécheresse, gelée, inondations, pluies persistantes, les ouragans et enfin les risques phytopathologiques (3).

(3) Quant à la protection contre les risques non assurables, l'Etat la réalise soit par des aides directes concédées lorsqu'il s'agit d'ouragans ou d'inondations, soit par l'élan donné à la création des caisses de secours mutuels.

Les secours du premier genre sont destinés exclusivement à favoriser des travaux publics d'intérêt agricole, qui apportent des bénéfices aux régions sinistrées, raison pour laquelle des indemnisations à des particuliers ne pourront jamais être accordées.

Le Conseil administratif chargé de la gestion de ces secours et constitué à cette fin auprès du Ministère d'Agriculture est chargé de déterminer la qualité et la quantité des travaux qui doivent être exécutés dans chaque cas.

Le montant des secours ne doit pas d'après la loi, dépasser 25 % des dommages reconnus par le personnel technique : cette distribution doit être déterminée par le Conseil administratif.

Il ne pourra sous aucun prétexte être concédé des avances en compte des secours qui seront accordés. En outre, les sommes qui sont approuvées pour chaque calamité auront toujours un caractère provisoire jusqu'à ce que, une fois l'année terminée, l'on pourra déterminer les sommes exactes des secours.

Les secours accordés par l'Etat sont débités dans un fonds spécial du budget. Ce fonds a un caractère cumulable, de sorte que les excédents obtenus dans les années moins calamiteuses forment une réserve supplémentaire destinée à être employée au cours des années plus éprouvées. Si un poste spécial n'a pas été établi dans le budget, un crédit extraordinaire doit être accordé pour ladite fin. Dans les autres cas de risques non assurables autres que les ouragans et les inondations, l'Etat s'est engagé conformément à la loi de 1934 à favoriser la création de caisses de secours mutuels soutenues par les agriculteurs et les organismes compétents sont autorisés à faire fonctionner ces caisses.

Ces caisses peuvent être subventionnées par le service national d'assurance agricole lorsqu'il existe des fonds dans la réserve auxiliaire.

Les caisses qui reçoivent l'aide technique et économique de l'Etat peuvent être à tout moment inspectées en vue de contrôler ou de faciliter la marche normale de leur fonctionnement. Les caisses qui se forment sans l'aide de l'Etat ne peuvent être inspectées que si un tiers de leurs membres le demandent.

La protection contre les risques de grêle, ainsi que contre les autres risques assurables, est réalisée par l'Etat au moyen de contrats de réassurance avec ou sans compensation de pertes, de contrats d'assurance subsidiaire ou enfin, au moyen d'un service d'assurance directe facultative ou obligatoire.

a) Sous forme de réassurance.

Les contrats relatifs aux réassurances ou aux assurances subsidiaires sont stipulés pour la durée d'un an et ils peuvent être prorogés année par année pour deux ans sans aucune modification. D'après un décret du 19 janvier 1934, les contrats et les prorogations de contrats doivent être sollicités avant le 31 octobre et les accords y relatifs doivent intervenir avant le 30 novembre.

Sous réserve qu'elles garantissent les risques agricoles et qu'elles remplissent certaines conditions, toutes les Sociétés peuvent conclure avec l'Etat des contrats de réassurance ou d'assurance subsidiaire. Ces Sociétés doivent :

a) être autorisées légalement par le Service d'inspection des assurances et de l'épargne, à fonctionner en Espagne ;

b) appliquer des tarifs de primes pures et simples et des suppléments nécessaires pour couvrir les frais d'assurance et de réassurance, ainsi que pour les franchises qui sont acceptées ou calculées par l'Etat ;

c) reconnaître à l'Etat le droit de contrôler l'exactitude de toutes les données relatives à l'activité des Sociétés en question et le droit d'inspection et d'intervention dans la taxation des sinistres ;

d) se soumettre, en cas de désaccord dans la taxation, au jugement d'un arbitre et de trois experts officiels, dont l'un, dans ce dernier cas, doit être désigné par l'Etat ;

e) s'adresser, en cas de difficultés dans l'interprétation des contrats, au tribunal d'arbitrage constitué par le chef de service des assurances et de l'épargne faisant partie de la Direction générale de la Prévoyance et de l'Action sociale, d'un membre du Conseil du service désigné par celle-ci parmi les représentants des Sociétés mutuelles et d'un fonctionnaire nommé par le Directeur général de la Réforme agraire : cela sans préjudice du droit d'introduire une action ultérieure devant les tribunaux ordinaires.

En outre, les Sociétés mutuelles doivent prouver :

a) qu'elles constituent une société unique et qu'elles opèrent dans tout le territoire national, quelle que soit la branche d'assurance pratiquée par elles ;

b) qu'elles forment des fédérations de mutuelles au rayon d'activité restreint, quel que soit ce rayon et les branches dans lesquelles elles opèrent, et que, réunies en ces organismes, elles opèrent dans tout le territoire national ;

c) qu'elles sont composées, au cas où elles pratiquent l'assurance grêle, d'au moins 500 associés effectifs et qu'elles représentent un capital total assuré d'au moins 5 millions de pesetas au cas où elles pratiquent l'assurance de plus de deux espèces distinctes de culture. Les chiffres requis quant au nombre des associés et au montant des capitaux assurés doivent être doublés au cas où les Sociétés en question ne couvrent les risques que sur une ou deux espèces de cultures.

Ces conditions peuvent être modifiées par des ordonnances ministérielles lorsque les circonstances le demandent et après avoir pris les renseignements nécessaires.

Les Sociétés mutuelles qui se conforment aux règles indiquées et qui n'opèrent pas un choix de risques ni, en général, une limitation dans l'acceptation des ris-

ques, peuvent solliciter la conclusion d'un contrat de réassurance avec l'Etat et opter entre deux formes de réassurance : une réassurance sans compensation de pertes avec une quote-part qui ne pourra pas excéder 90 % de tous les risques et une commission maximum de 30 % sur les primes, et une réassurance avec compensation des pertes avec une quote-part qui ne pourra pas excéder 75 % de tous les risques et une commission sur les primes qui ne doit pas dépasser 25 %.

Les Sociétés doivent garder à leur propre compte au moins 25 % de chaque risque.

Lorsque l'Etat réassure sous forme d'un contrat avec compensation de pertes et qu'il réassure 75 % des risques, la compensation peut atteindre 100 % des pertes subies par les Sociétés mutuelles y compris les frais d'expertises. Lorsqu'au contraire l'Etat assure moins de 75 % des risques, la responsabilité de l'Etat ne doit pas dépasser celle qui correspond aux conditions arrêtées dans le contrat.

Le pourcentage de responsabilité pour les compensations de pertes doit être stipulé dans les contrats et, dans certains cas prévus par la loi, il peut être limité par l'Etat si les circonstances l'exigent.

Les Sociétés anonymes et les Mutuelles qui opèrent un choix ou une limitation dans l'acceptation des risques, peuvent conclure des contrats de réassurance avec une quote-part maximum de 50 % de tous les risques, toute compensation de risque restant exclue. L'Etat peut, à son tour, réassurer les excédents des risques auprès des Sociétés légalement autorisées à le faire en Espagne. A cet effet, peut être considérée comme excédent toute portion dépassant 5 % du montant des risques originaux. L'Etat ne peut ni céder, ni assurer des risques en réassurances sous forme collective.

b) *Sous forme d'assurance subsidiaire.* — En ce qui

concerne les assurances subsidiaires, les Sociétés mutuelles qui se conforment aux règles établies par la loi indiquée plus haut et qui n'opèrent ni un choix de risques ni en général une limitation dans l'acceptation des risques, peuvent solliciter de l'Etat la conclusion d'un contrat d'assurance subsidiaire par lequel sera établi un maximum de 10 % des primes liquides de l'exercice précédent sans aucune commission. Les Sociétés doivent garder pour leur compte 25 % au moins du montant de chacun des risques qu'elles assurent.

Les Sociétés anonymes et les Sociétés mutuelles qui opèrent un choix ou une limitation dans l'acceptation des risques ne peuvent conclure avec l'Etat des contrats d'assurances subsidiaires.

c) *Sous forme d'assurance directe.* — Quant aux assurances directes, la loi a établi que l'Etat ne peut conclure des assurances de ce type que :

a) au cas où il s'agit d'un risque assurable et que l'industrie privée ne le couvre pas. Quand il existe une assurance directe de la part de l'Etat, si une Société accepte le risque, l'assurance directe de la part de l'Etat prend fin et est remplacée par l'assurance privée à condition que celle-ci soit réalisée en conformité des conditions de garantie requises pour les assurés ;

b) lorsque l'activité privée exerce l'assurance avec préjudice évident pour les assurés, ce n'est que si les causes du préjudice disparaissent que l'assurance directe de la part de l'Etat prend fin.

c) au cas où, en raison du caractère spécifique des biens agricoles, l'Etat est intéressé directement à sa conservation, à sa protection et à son développement, et où, pour cette raison, il alloue des bénéfices déterminés. Dans ce cas, l'assurance directe est confiée au service de protection contre les risques assurables ou

à tout autre service considéré comme mieux approprié au but envisagé, étant bien entendu qu'une autorisation spéciale est nécessaire et que, si le service de protection n'a pas la gestion directe, il doit avoir la préférence comme réassureur ou assureur subsidiaire.

d) *Contrôle général.* — Pour garantir son action de protection, l'Etat se réserve le droit de faire contrôler à n'importe quel moment, par ses experts, la vie sociale et économique des Sociétés avec lesquelles il est souscrit des contrats, ainsi que d'intervenir lorsqu'il le juge opportun au cours des sinistres et des taxations auxquelles ont donné lieu les sinistres assurés, même en dehors de toute relation de réassurance.

Ces Sociétés ne peuvent en aucun cas établir, pour des risques agricoles, des tarifs dont la base technique donne lieu à des primes nettes inférieures à celles calculées ou approuvées par l'Etat.

En vue de remplir les obligations contractées comme conséquence de sa fonction protectrice des risques agricoles assurables, l'Etat doit inscrire au budget les sommes nécessaires pour couvrir les déficits éventuels découlant de l'excédent du montant des sinistres et des frais sur les primes encaissées, ainsi que du montant de la compensation des pertes dans les cas de réassurances. Ces inscriptions sont cumulables de telle façon que, dans les années favorables, les excédents peuvent être versés à un fonds de réserve général qui permet, dans les années calamiteuses, de payer la totalité ou la plus grande partie des pertes, sans que l'Etat doive supporter de nouveaux sacrifices.

Quand le montant de la réserve générale atteint au moins 2 % des capitaux réassurés ou assurés directement ou subsidiairement par l'Etat, au cours de l'an-

née précédente, l'inscription au budget dont nous avons parlé doit être supprimée ou réduite jusqu'à ce que la réserve en question baisse à un niveau inférieur à 2 %. Dans les années où l'encaissement des primes dépasse les indemnités et les frais, les excédents correspondants doivent être cumulés avec les versements faits par l'Etat en vue d'augmenter la réserve générale.

Les Sociétés mutuelles qui se conforment aux dispositions de la loi et qui n'opèrent ni choix, ni limitation de risques et qui ont des excédents des primes sur les indemnités, sont obligées, de même que le service national d'assurances agraires, de former ou d'augmenter une réserve générale destinée à couvrir les déficits qui peuvent se produire au cours des années calamiteuses, et cela même si cette obligation ne ressort pas des contrats.

L'Etat s'est engagé, à partir de la date de la mise en vigueur de cette loi, à n'accorder aucun crédit extraordinaire destiné à venir en aide aux sinistrés, à la suite des calamités agricoles ou forestières qui sont assurables, pourvu que les sommes inscrites au budget de l'Etat en vue de protéger l'agriculture contre les risques agricoles et forestiers atteignent au moins 1 % des capitaux réassurés ou assurés subsidiairement ou directement au cours de l'année précédente. Cet engagement de ne pas accorder de crédits extraordinaires subsiste au cas où ceux établis par l'Etat en vue de couvrir les excédents de sinistres et les frais sur les primes cessent ou sont inférieurs à 1 % du montant des capitaux réassurés ou assurés directement ou subsidiairement. Le service des assurances agraires qui a pris le nom de Service National des Assurances agricoles (Servicio Nacional de Seguros del campo) est spécialement chargé d'appliquer le système de protection établi par la loi ; il est sous la

dépendance du ministère de l'Agriculture et attaché à l'Institut de Réforme agraire en sa qualité de représentant et de gérant de l'Administration publique. Ce service a dans ses attributions la conclusion des contrats de réassurances ou d'assurances subsidiaires dans les formes et sous les modalités prévues, pourvu que les conditions économiques et l'organisation des Sociétés qui sollicitent cette aide de l'Etat le permettent.

C'est ce service qui établit les frais, qui constitue et augmente les réserves, qui place en valeurs d'Etat les fonds à sa disposition, qui administre les réserves constituées et, si cela est indispensable, le reste encore existant du capital de la fondation de la Mutualité nationale de l'assurance agricole, qui est resté par décret royal du 13 juin 1930 à la disposition de cet organisme.

Les dépenses normales sont couvertes par les recettes suivantes :

a) un supplément sur les primes, les capitaux ou les frais de police ou d'avenant, fixé chaque année dans les contrats mais ne doit jamais dépasser 5 % des primes ;

b) les intérêts découlant du placement des réserves ;

c) les commissions perçues pour les risques cédés en réassurance ;

d) les subventions éventuellement concédées par les Chambres provinciales et les Communes et autres institutions de caractère public ;

e) les donations et legs particuliers ;

f) toute autre recette non envisagée ci-dessus.

Les excédents découlant de la récupération de frais et qui peuvent exister au cours de chaque exercice sont destinés à former une réserve spéciale dénommée

réserve auxiliaire dont le but est de subventionner à leur début les caisses de secours mutuels contre les risques non assurables qui seront constituées légalement et en outre, de reconstituer le capital d'exercice de l'ancienne mutualité nationale de l'assurance agricole. La loi a établi que tant que le service ne pourra pas couvrir ses frais par ses propres moyens, c'est l'Institut de la réforme agraire qui sera chargé d'inscrire à son budget ainsi qu'il l'a fait jusqu'à la date de la publication de la loi de 1934, les sommes nécessaires pour un fonctionnement normal.

3° Applications et résultats

En 1934, les Sociétés privées suivantes opéraient en Espagne en matière d'assurance contre la grêle :

Sociétés mutuelles :

« Caja de Seguros mutuos contra el pédrisco », fondée en 1917 à Madrid par l'Association des Agriculteurs d'Espagne.

« Mutua espanola de seguros agropecuarios », fondée à Madrid par la Confédération nationale catholique agraire.

« Mutua de seguros agricolas », fondée à Madrid par la mutualité des propriétaires d'exportations agricoles en Espagne.

Sociétés anonymes Espagnoles et étrangères :

« Cavadonga », société anonyme d'assurances, Madrid.

« Alaïcon », fondée en 1924, avec un capital actions de 5 millions de pesetas et un capital versé de 1 million 250 mille pesetas.

Les Compagnies françaises :

« L'Abeille » ;

« La Compagnie d'Assurances Générales ».

Voici les capitaux assurés ainsi que les sinistres

payés par les Sociétés anonymes au cours de l'exercice 1934 :

Sociétés d'Assurances	Capitaux assurés	Sinistres payés
Cavadonga	124.547.198 »	3.758.222 48
L'Abeille	81.047.982 »	1.972.443 48
Compagnie d'Assurances Générales	50.205.804 »	948.518 23

Quant aux Sociétés mutuelles, elles ont enregistré au cours de 1934 les chiffres suivants :

Sociétés d'Assurances	Capitaux assurés	Sinistres payés
Caja de Seguros mutuos..	49.770.322 99	940.541 40
Mutua Española de Seguros Agropec.	18.832.217 79	724.120 »
Mutua de Seguros agrícolas	13.141.019 50	149.233 02

§ II. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN HONGRIE (4)

1° Législation

Deux lois réglementent l'assurance en Hongrie :

— d'abord la loi VIII de 1923 qui réglemente les conditions d'exploitation des Sociétés et la surveillance de l'Etat,

— puis la loi de 1927 qui règle les questions relatives aux contrats d'assurances.

2° Organisation du contrôle de l'Etat.

Avant la guerre, les dispositions relatives à la réglementation des organismes d'assurances, se limitaient à peu de textes. La loi commerciale de 1923 prescrivait que les Sociétés étaient tenues pour chacune des branches diverses, dont elles voulaient s'occuper, de

(4) *Bulletin Mensuel des Renseignements Économiques et Sociaux*, mars 1933. — *Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft*, 1932. — *Die Versicherung*, 1933.

prouver le versement effectif de 200.000 couronnes-or à titre de garantie. La fondation de nouvelles Sociétés d'assurances, la création de succursales de la part de Sociétés étrangères et même les changements d'activité dans certaines branches de la part des organismes déjà existants font l'objet d'une concession. Une condition fondamentale pour l'obtention de la concession est de prouver l'existence d'un fonds de garantie de 250.000 couronnes-or pour chacune des branches d'assurance qui fera l'objet de l'activité de la Société en question. Le Gouvernement se réserve le droit de suspendre tout nouvel agrément pendant le temps qu'il juge nécessaire.

La loi VIII de 1923 a également réglementé les autorités de surveillance et le Conseil de garantie. Ces autorités de surveillance forment un organe de l'Etat rattaché au Ministère des Finances et exerçant son activité sur l'ensemble des affaires d'assurances. C'est à ces autorités que toutes les Sociétés sont tenues de présenter leurs conditions générales, polices, formules d'offres, prospectus, etc... Elles sont également tenues de les inviter à assister à leurs Assemblées générales et de leur présenter leurs compte rendus définitifs. Quant au Conseil de garantie, il est composé de délégués des Ministères, des assureurs et des assurés et constitue le Comité consultatif des autorités de surveillance.

La loi VIII de 1923 s'occupe encore des réserves qui doivent être employées à l'achat de titres d'Etat hongrois, d'obligations foncières et autres valeurs, en prêts sur gages, en prêts hypothécaires consentis sur les immeubles jusqu'à concurrence de la moitié de leur valeur, en prêts sur maisons de rapport jusqu'à concurrence de 10 % des réserves de primes. Les autorités de surveillance peuvent accorder des facilités supplémentaires pour ces placements.

La *surveillance de l'Etat* sur les Sociétés d'assurances *tend à s'intensifier*. Une ordonnance ministérielle du 21 juin 1930 contient entre autres une prescription importante prévoyant que l'autorité de surveillance peut dissoudre une Société si elle n'a pas, en général, opéré depuis deux ans dans le domaine des assurances ou bien n'a conclu qu'un nombre très limité d'affaires, ce qui aboutirait à une couverture du risque insuffisante et ne donnerait pas la certitude que les engagements pris pourraient être tenus.

En conformité d'une disposition publiée en 1931 par l'autorité de surveillance, les Sociétés d'assurances doivent donner outre les informations déjà prescrites : des renseignements sur les primes et sur les droits complémentaires (c'est-à-dire majorations pour manipulation, droits de polices, de surveillance, de timbre et autres prestations de ce genre).

Les détails concernant les primes et les droits complémentaires doivent, en outre, être divisés d'après les affaires directes, indirectes, cédées en réassurance, conservées en totalité sans aucune rétrocession, réalisées à l'intérieur du pays et à l'étranger, etc...

Les renseignements concernant les dommages et les réserves d'indemnités doivent contenir :

- a) les indemnités payées ;
- b) la réserve des indemnités reportées de l'année précédente ;
- c) le total des dommages non réglés reportés de l'année précédente ;
- d) les réserves constituées à la fin de l'exercice ;

e) le total des dommages réglés au cours de l'exercice.

Comme pour les primes, ces données doivent être séparées d'après les affaires directes et indirectes, les affaires faites dans le pays et à l'étranger, etc...

Les règles concernant le contrat d'assurance sont codifiées dans le Code de commerce de 1875. Mais plusieurs dispositions ultérieures y ont apporté des amendements et des adjonctions très importantes. La loi X de 1927 sur certaines questions ayant trait au paiement de la prime d'assurance, a eu pour but de combler les lacunes qui subsistaient dans la loi commerciale en ce qui concerne la notion juridique et les termes des périodes d'assurances ; en même temps, la même loi prolonge la durée de validité du contrat d'assurance. Alors que, suivant la loi commerciale hongroise, le contrat d'assurance perd son effet, si la prime payable périodiquement n'est pas réglée à l'échéance, la loi de 1927 établit que, en pareil cas, le contrat sera toujours valable et que l'assureur pourra en exiger l'exécution immédiate. Quant à l'assuré, il a le droit de dénoncer sa police au bout de six ans, mais il est spécifié qu'il ne peut pas renoncer d'avance à ce droit.

3° Applications et résultats.

L'assurance contre la grêle est pratiquée en Hongrie par un grand nombre de Sociétés. Un certain nombre de celles-ci ont formé entre elles un Pool, d'autres sont restées indépendantes. Nous allons voir successivement le Pool et les Sociétés indépendantes.

1) *Le Pool.*

Le Pool comprend 13 sociétés ⁽⁵⁾ sur les 16 opérant en Hongrie. Il est réglementé par une convention conclue le 23 mars 1931 et qui est entrée en vigueur le 1^{er} août 1931. Cette convention a pour but de « diminuer les risques de l'exploitation de l'assurance par une distribution opportune du risque, et d'assurer par la constatation des dommages au moyen d'organes communs, la liquidation convenable et équitable des dommages produits par la grêle ». Les Sociétés faisant partie de ce pool ont estimé, par ce moyen, pouvoir offrir aux agriculteurs la possibilité de conclure des assurances contre la grêle à des conditions aussi avantageuses que possible et en même temps de sauvegarder leurs intérêts corporatifs.

D'ailleurs, tous les membres ayant signé cet accord, ont pris l'engagement de dresser des statistiques communes et, sur cette base, d'arrêter des conditions, des principes, des tarifs en commun et en même temps d'observer strictement les dispositions contenues dans cette convention, d'éviter tout ce qui est contraire à la lettre ou à l'esprit de l'accord, c'est-à-dire aux intérêts communs des membres du Pool.

(5) Elsô Magyar Altanos Biztosito Tarsasag (Première Hongroise).

Foncière Altalanos Biztosito-Intézet (Foncière).

Hazai Altalanos Biztosito Reszvenytarsasag (Nationale).

Magyar-Franzia Biztosito Reszvenytarsasag (Franco-Hongroise).

Magyar-Hollandi Biztosito Reszvenytarsasag (Hongroise-Hollandaise).

Magyar-Jeg-es Vishontbiztositos-Reszvenytarsasag (Hongroise-Grêle).

Penzintezetek (Association des Instituts Financiers).

Turul Magyar Orszagos Biztosito Intézet r. t. (Turul).

Donau Allgemeine Versicherungs Aktiengesellschaft, Vienne.

Phönix allgemeine Versicherungs Aktiengesellschaft, Vienne.

Ruinuine Adriatica di Sicurtà, Trieste.

Royal Exchange Assurance Corporation, Londres.

Sun, Insurance Office Ltd, Londres.

Conclusion des contrats. — Les Sociétés réunies en Pool se sont engagées à conclure des contrats d'assurance :

a) sur la base seule des conditions générales arrêtées entre elles ;

b) sans jamais établir des primes et des droits accessoires inférieurs aux tarifs arrêtés et toujours en conformité avec les dispositions contenues dans ces tarifs ;

c) en observant toujours strictement les autres dispositions fixées d'un commun accord pour la conclusion des contrats (par exemple les dispositions concernant les prix maxima, éventuellement le délai pour l'acceptation, l'exclusion de certaines cultures de l'assurance) ;

d) en utilisant exclusivement des formulaires arrêtés en commun concernant les propositions d'assurance ainsi que tout formulaire dont on aura l'usage lors de la conclusion des affaires.

Les conditions générales d'assurance ne peuvent être modifiées qu'après avis favorable du Comité des tarifs, par une décision des directions des Sociétés confédérées qui sont chargées également de toutes les modifications à apporter aux tarifs.

Les prix maxima auxquels, conformément aux conditions générales, les divers produits peuvent être acceptés pour l'assurance, doivent être fixés par une décision des Sociétés associées, il en est de même du délai d'acceptation des contrats et de l'exclusion de certaines cultures. Des exceptions aux règles contenues dans les tarifs arrêtés sont possibles pourvu qu'il y ait accord des Sociétés associées.

Les dommages déclarés aux Sociétés associées doivent être sans délai notifiés au Bureau du Pool.

Les Sociétés associées ne doivent pas influencer la constatation et le règlement des dommages. C'est le Bureau commun pour la constatation des dommages et la détermination du montant des indemnités qui est chargé d'exécuter ces travaux au nom de la Société ou des Sociétés intéressées. Les paiements ou les refus de paiement ont lieu après la décision du Bureau, directement par les soins de chaque membre. Les Sociétés intéressées n'ont pas la faculté de payer aux sinistrés des indemnités, ni inférieures, ni supérieures à celles fixées par le Bureau, ni la faculté de dédommager des pertes si le Bureau n'a pas considéré le sinistre comme donnant droit à une réparation. Tous les ans avant la fixation de la répartition des indemnités, le Bureau doit faire parvenir aux Sociétés associées une liste des sinistres qui n'ont pas été réglés, avec un bref aperçu de l'état de chaque affaire.

Répartition des indemnités. — En ce qui concerne la répartition des indemnités qui est en réalité une sorte de réassurance, les Sociétés associées se sont obligées à y participer dans la limite de 50 % des affaires grêle conclues par elles. Cette disposition s'applique dans le cas où, au cours d'une année déterminée, le montant des dommages indemnifiés par une Société ou par l'ensemble des Sociétés associées (y compris la partie des frais de constatation des dommages qui doit être comprise dans la répartition des indemnités) dépasse 70 % des primes nettes (droits accessoires non compris), c'est-à-dire dépasse la limite d'indemnité établie par la convention conclue entre les Sociétés.

La franchise. — Nous arrivons maintenant à une autre question importante, à savoir, celle de la franchise. Toutes les Sociétés faisant partie du Pool

décidèrent, lors de leurs Assemblées générales, en date du 23 mars 1932, l'introduction de la franchise fixe (Abzugsfranchise).

Après deux ans de pertes importantes (1924-1925), on avait précédemment décidé l'augmentation des primes et l'introduction d'une franchise intégrale (integralfranchise) de 5 %, qui en raison de l'élimination des indemnités relatives à des dommages insignifiants et des économies dans les frais de constatation des dommages, avait abouti à une amélioration dans la marche des affaires. Mais les dernières expériences ont poussé les Sociétés à faire un pas en avant, en introduisant un nouveau tarif dans lequel ont été prévus des taux de primes plus élevés et en même temps plusieurs possibilités de franchise.

Les parties contractantes, auxquelles s'applique le nouveau tarif, peuvent choisir entre :

a) un remboursement total, moyennant le paiement du nouveau taux ;

b) une franchise relative de 5 %, avec une réduction de prime de 10 % ;

c) une franchise intégrale de 5 % moyennant une diminution de 20 % de la prime ;

d) une franchise intégrale de 8 %, avec une réduction de 30 %.

Jusqu'aux dernières décisions, les Sociétés hongroises appliquaient la franchise intégrale, c'est-à-dire qu'elles n'indemnisait pas les dommages inférieurs à 5 %, tandis que les dommages qui dépassaient ce chiffre étaient réglés complètement, bien que la possibilité fût offerte de couvrir aussi les dommages au-dessous de 5 % contre le paiement d'une prime supplémentaire.

Réunions. — Les décisions sur les affaires concernant le Pool sont réservées aux directeurs des Socié-

tés associées à moins que certaines d'entre elles ne soient expressément confiées à la Conférence des représentants. Toute décision de la part des directions des Sociétés est prise au sein d'une Conférence des directeurs, soit par voie de « votation » écrite. Mais les décisions prises ne sont régulièrement valables que si trois quarts au moins des Sociétés associées sont représentées et si le Président fournit la preuve que les convocations ont bien été remises à toutes les Sociétés. Si rien de contraire n'a été établi dans la convention, toute décision est prise par l'ensemble des Sociétés représentées. Toute abstention de vote est considérée comme vote affirmatif. Tout vote conditionné ou donné sous réserve vaut comme vote négatif. Si la Convention prévoit une décision votée à la majorité, cette majorité doit être calculée sur le nombre des Sociétés représentées.

Deux Conférences régulières des directeurs ont lieu en général chaque année, l'une au printemps, et l'autre en automne. Les Conférences extraordinaires sont convoquées si au moins trois Sociétés associées le demandent par écrit.

Les Conférences des représentants, qui se composent de fonctionnaires autorisés par les Sociétés auxquelles ils appartiennent, se réunissent selon les besoins. La convocation a lieu sur décision de la Société dirigeante ou sur demande d'au moins deux Sociétés associées. Les décisions qui ont été prises soit au sein d'une Conférence des directeurs ou par voie de « votation » écrite, ou bien au sein d'une Conférence des représentants, sont obligatoires pour toutes les Sociétés et au point de vue juridique elles doivent avoir la même valeur que les dispositions de la Convention même.

Relations entre le Pool et autres Sociétés. — Quant

aux relations des Sociétés associées avec les Sociétés non associées, les premières sont obligées de n'accorder aux secondes dans le territoire qui fait l'objet de l'assurance grêle de la part du Pool, ni réassurance, ni rétrocession. De même les Sociétés non associées n'ont pas la faculté de réassurer les risques des Sociétés associées. Dans les territoires qui font l'objet des contrats d'assurance de la part du Pool, la coassurance avec des Sociétés non associées (soit par des polices collectives, soit par des contrats individuels) ne pourra avoir lieu que si cela est autorisé par la majorité des trois quarts des Sociétés associées.

Sanctions. — La Convention prévoit des sanctions contre la Société ou l'organe de celle-ci qui, soit par des actions, soit par des omissions, viole les dispositions du pacte ou s'y soustrait ou bien agit contre l'esprit et la lettre de la Convention, c'est-à-dire contre l'intérêt commun des Sociétés associées. Dans ce cas, la Société en défaut est obligée de réparer son tort et d'indemniser celle qui a été lésée. L'indemnisation ne peut pas dépasser 15.000 pengös. En outre, une amende est infligée, dont le montant est établi par la Convention. Ce n'est qu'au cas où la bonne foi de la Société en défaut pourra être prouvée que l'amende pourra être évitée.

b) Sociétés indépendantes.

Parmi les Sociétés ⁽⁶⁾ qui ne font pas partie du Pool grêle, la plus importante est la Coopérative d'assurance des agriculteurs (Gazdak) qui fut fondée en 1899. A cette époque, la situation était telle que les agriculteurs, notamment en ce qui concerne l'assurance grêle et incendie, n'avaient d'autres possibilités

(6) On peut citer encore :

Le Elso Keresztenu Biztosito Intézet.

La Patria Altalanos Biztosito Reszvenytarsag.

que de s'assurer auprès des Compagnies d'assurances groupées entre elles et qui, après les importants sinistres de 1897 et 1898, avaient augmenté d'un seul coup de 100 % les primes d'assurance contre la grêle. C'est en grande partie pour se libérer de cette dépendance que les agriculteurs fondèrent un institut d'assurance sous forme coopérative. Le désordre financier d'après guerre a poussé provisoirement la coopérative à conclure un accord avec les grandes Compagnies d'assurances, et à se joindre à celles-ci pour la protection de leurs intérêts et pour la fixation des divers taux d'assurances. Avec la stabilisation de la monnaie en Hongrie en 1927, la coopérative se sépara des Compagnies d'assurances. Cet organisme ne bénéficiait d'aucun don ou subvention de l'Etat : ce dernier n'y avait qu'une participation de 1.238.400 pengos. La direction de la coopérative comprenait entre autres membres, les délégués du Ministère de l'Agriculture, de la Chambre Nationale de l'Agriculture et de la Société Nationale d'Agriculture Hongroise. Au début, la coopérative ne s'occupait que de l'assurance incendie et grêle, mais depuis plusieurs années elle a introduit dans ses affaires les branches vie, accidents, bétail, vol, etc...

c) Résultats.

Voici les résultats obtenus par les Sociétés faisant partie du Pool, de 1927 à 1931 (en pengös) ⁽⁷⁾ :

	Capitaux	Primes	Sinistres
1927.	156.368.600	4.198.267	2.402.806
1928.	225.394.557	6.062.093	3.109.797
1929.	183.616.232	4.889.045	2.371.144
1930.	172.574.232	4.834.873	2.678.498
1931.	130.024.580	3.680.191	3.218.152

(7) Un pengö = 4 fr. 25.

Quant aux Sociétés ne faisant pas partie du Pool, voici, pendant la même période, les primes encaissées et les sinistres réglés (en pengös) :

	Primes	Sinistres
1927	1.247.000	1.297.000
1928	1.739.000	1.221.000
1929	1.499.000	884.000
1930	1.560.000	1.380.000
1931	1.563.000	1.436.000

SECTION II

INTERVENTION SOUS FORME D'ASSOCIATION

Parmi les pays qui pratiquent l'intervention de l'Etat sous forme d'association des pouvoirs publics à l'œuvre des assurances privées, le principal est la Suisse. Nous allons en étudier le régime.

§ unique. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN SUISSE ⁽⁸⁾

1° *Législation.*

L'assurance grêle, ainsi que les autres branches d'assurances en Suisse, est soumise aux dispositions de la loi fédérale du 2 avril 1908, qui ne s'applique ni aux contrats de réassurances, ni aux contrats conclus par des associations dont le champ d'exploitation est localement restreint.

(8) *Bulletin des Renseignements Economiques et Sociaux*, février 1932. — *Die Hagelversicherung und der Schweiz*, par Dr. Emil FAH, 1935.

L'exploitation des entreprises privées en matière d'assurance est soumise à la surveillance fédérale attribuée à la Confédération par l'article 34, alinéa 2, de la Constitution fédérale et exercée par le Conseil fédéral en vertu et conformément aux dispositions de la loi du 25 juin 1885. Cette loi ne s'applique pas aux associations locales indiquées plus haut.

Les entreprises privées soumises à la loi de surveillance sont tenues en outre, d'après la loi fédérale du 4 février 1919, de constituer un cautionnement auprès du Conseil fédéral.

Nous devons citer également la loi très importante du 22 décembre 1893 qui organise les secours à l'agriculture, et dont certains articles concernent particulièrement l'encouragement à l'assurance. Tel est l'objet du paragraphe suivant.

2° Organisation du rôle de l'Etat.

L'assurance contre la grêle est encouragée en Suisse par des subsides à la fois cantonaux et fédéraux. Les grands ravages produits par la grêle en Suisse ont exigé l'aide financière des pouvoirs publics en vue de parer au grave inconvénient pour les Sociétés de maintenir des primes trop élevées et d'éviter ainsi une abstention de la part des agriculteurs qui aurait été regrettable. La Société suisse de Zurich, en vue de son but d'utilité publique, reçut une subvention fédérale pour frais de fondation de 500 francs. A la suite des débuts difficiles de l'activité de cette Société (années à gros sinistres), et dès 1882, les dirigeants de celle-ci adressèrent une requête à la Confédération en vue d'obtenir une subvention fédérale destinée à la création d'un fonds de réserve. Cette requête et celles qui suivirent furent rejetées. Enfin, par message du 23 novembre 1888, le Conseil fédéral proposa aux

Chambres d'inscrire annuellement au budget un poste de faveur de « l'appui financier de l'assurance contre la grêle ». Les Chambres adoptèrent la proposition et accordèrent pour la première fois, lors de la discussion du budget de 1890, un crédit de 50.000 francs en faveur de l'assurance contre la grêle. Ce crédit fut continué pendant les années 1892 et 1893.

La loi fédérale du 22 décembre 1893 concernant l'encouragement de l'agriculture par la Confédération, loi qui est aujourd'hui encore en vigueur avec quelques modifications sur d'autres points que celui qui nous intéresse ici, contient un article 13 en vertu duquel la Confédération est tenue d'aider, de ses subsides, les efforts des cantons en vue de l'assurance du bétail et de l'assurance contre la grêle. Les sommes allouées chaque année par la Confédération, en ce qui concerne spécialement la branche grêle, sont affectées aux cantons qui facilitent et favorisent cette assurance :

- a) en payant les frais de la police d'assurance ;
- b) en contribuant au paiement des primes ;
- c) en constituant un capital de réserve.

D'après cette loi, le subside de la Confédération en faveur de ces deux genres d'assurances ne doit jamais dépasser le montant affecté au même but par le canton.

Les subventions en question furent versées sans restriction jusqu'en 1914. Dès et y compris 1915, par suite de difficultés financières, le Conseil fédéral a décidé que le subside ne pourrait plus dépasser :

- a) pour les polices d'assurance : 50 % des dépenses ;
- b) pour les primes d'assurance : 20 % des dépenses s'il s'agit de l'assurance des vignobles et

12,5 % si l'assurance s'applique à d'autres cultures agricoles (céréales, légumes, fruits, etc.).

Le montant des subsides cantonaux est fixé par chacune des législations cantonales. Deux cantons, ceux de Glaris et des Grisons, n'accordent encore aucune aide à ceux de leurs ressortissants qui s'assurent contre la grêle. Le canton du Tessin, où la Société suisse d'assurances refusa, jusqu'en 1920, de conclure des polices en raison des gros risques et du défaut de données statistiques suffisantes sur la fréquence des chutes de grêle, bénéficie de subventions fédérales plus élevées dans certaines catégories de risques (sous réserve de l'allocation d'un subside au moins aussi élevé de la part du canton). Quant au canton de Vaud, l'Etat s'est engagé dans les années où le total des primes et des disponibilités du fonds de réserve de l'assurance grêle cantonale ne suffissent pas au paiement intégral des indemnités allouées, à avancer à la caisse de ladite institution, les sommes nécessaires pour parfaire la différence. Ces avances doivent être remboursées à la caisse de l'Etat le plus tôt possible avec un intérêt normal. Le total des sommes non remboursées ne doit pas dépasser 5.000.000. La responsabilité de l'Etat pour les engagements pouvant découler pour lui de l'assurance grêle cantonale est ainsi expressément limitée en dehors des prestations des assurés, à la somme ci-dessus indiquée. Au cas où les disponibilités du fonds de réserve, celles de la réassurance éventuelle et la garantie des 5.000.000 de francs de l'Etat auraient été épuisées, le Conseil d'Etat peut décider des réductions d'indemnités.

Aux Chambres fédérales a été déposé le 16 mars 1928 un postulat qui, jusqu'à il y a quelques mois, n'avait pas encore été discuté et d'après lequel « le Conseil fédéral est invité à présenter un rapport sur

la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'encourager l'introduction de l'assurance obligatoire contre la grêle pour certaines cultures par la modification des conditions auxquelles est soumise la subvention fédérale destinée à cette assurance.

La Suisse possède un service régulier de constatation des chutes de grêle : celui-ci est assuré par la Station centrale suisse de météorologie de Zurich (institution officielle). Il dispose de plusieurs stations d'altitude et surtout de correspondants bénévoles dans les diverses régions. Les renseignements concernant la date, le lieu et la gravité des chutes de grêle, qui ont été signalés à la station centrale, lui permettent de publier chaque année une récapitulation complète en la matière.

La station centrale est chargée avant tout d'une mission scientifique : les constatations directement pratiques (genre des cultures endommagées, désignation des surfaces occupées par chacune de ces cultures et évaluation des dégâts occasionnés à chacune d'elles) relèvent des institutions d'assurance grêle car celles-ci ont particulièrement intérêt à être renseignées exactement sur tous ces points.

3° *Applications et résultats.*

Historique. — L'assurance contre la grêle est relativement ancienne en Suisse, puisque ses débuts datent de plus de cent ans. Après quelques essais de caractère tout à fait temporaire et restreint, on peut considérer la création de la Société mutuelle fondée à Berne en 1825 comme la première tentative de lutte organisée contre le fléau de la grêle. L'activité de cet organisme s'étendit bientôt à plusieurs cantons. Toutefois, à la suite d'événements dont on connaît imparfaite-

ment les détails (séparation des sociétaires du canton de Vaud, de Fribourg et de Lucerne, etc...), cette Société disparut vers 1860.

Dans les cantons de Fribourg et de Lucerne furent fondées en 1831 et 1836 deux Sociétés dont la première vécut environ cinquante ans et la seconde un peu plus de vingt ans ; on n'a pas de renseignements sur l'activité de la Société qui fut créée dans le canton de Vaud.

Sociétés existantes. — Pendant plusieurs années, l'assurance contre la grêle fut en grande partie pratiquée par des entreprises étrangères.

En 1875 fut créé à Neuchâtel « le Paragrêle », association d'assurance mutuelle contre la grêle, qui a toujours limité son action aux vignobles du canton de Neuchâtel, mais qui a été dissoute en 1933.

En 1880 fut fondée à Zurich la « Société Suisse d'assurance contre la grêle », association mutuelle qui est la seule importante de la Suisse dans cette branche d'assurance. En 1920, avec l'entrée des agriculteurs du Tessin, le champ d'activité de cette Société s'est étendu au territoire de toute la Confédération.

Cette Société qui n'a pas de capital social, a un fonds de réserve constitué à la fois par les excédents des exercices favorables et par les subventions allouées par le canton et la Confédération. En cas d'année déficitaire, les prélèvements ne doivent pas dépasser 25 %. Le montant de ce fonds de réserves est actuellement d'environ 6 millions.

Le canton de Vaud par contre, en vue de généraliser l'assurance contre cette calamité, a institué par la loi du 25 octobre 1928 une assurance limitée au périmètre du canton et dénommée « Assurance grêle cantonale ». Financièrement, cette institution est

organisée de manière à pouvoir, autant que possible, assurer par ses seules ressources le paiement des indemnités aux assurés. Elle a un fonds de réserve et un fonds de ristourne.

L'assurance grêle dans le canton de Vaud est partiellement obligatoire. En effet parmi les cinq branches qui font l'objet de son activité dans le canton, il y en a seulement deux qui sont obligatoires, à savoir : l'assurance viticole de base (« raisins et jeunes plantations ayant trois ans au maximum ») et l'assurance de base des céréales, tandis que l'assurance viticole complémentaire (« raisins, pépinières de plantes racinées, greffées et champs de pied-mère ») ainsi que l'assurance complémentaire des céréales et l'assurance des autres cultures sont facultatives.

Résultats. — Le tableau suivant montre le développement à peu près constant des affaires grêle :

Années	Nombre de polices	Capital assuré
1890-95 (moyenne annuelle)	23.349	21.876.606
1906-10	—	58.041 61.068.549
1914	—	66.661 81.356.404
1918	—	88.739 206.476.184
1929	—	114.138 181.500.125
1931	—	118.072 189.762.300
1933	—	115.760 165.826.822
1935	—	— 175.361.009

SECTION III

INTERVENTION SOUS FORME DE CONCURRENCE

Ce troisième mode d'intervention est plus efficace encore puisqu'à la surveillance administrative se superpose la menace d'une perpétuelle rivalité économi-

que. Cette action peut d'ailleurs s'exercer par le moyen de deux sortes d'organismes : soit par les pouvoirs publics eux-mêmes, soit par des sociétés dites de droit public.

Sous-Section I

A) Concurrence exercée par les pouvoirs publics eux-mêmes

Les principaux pays qui pratiquent ce régime sont notamment :

- Les Etats-Unis d'Amérique,
- Le Canada,
- Le Queensland...

Etant donné l'importance des pays intéressés, nous étudierons deux exemples types, d'une part les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part le Canada.

§ I. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE AUX ETATS-UNIS

Aux Etats-Unis, deux types d'institutions s'occupent de l'assurance des récoltes contre la grêle. Ce sont :

— des sociétés privées, soit des Compagnies par actions contre l'incendie opérant aussi contre la grêle, soit des sociétés mutuelles qui limitent leur activité à cette branche d'assurance,

— les Départements d'Etat d'assurances contre la grêle sous la direction et le contrôle desquels sont administrés les organismes d'assurance grêle de l'Etat.

(9) *Bulletin Mensuel des Renseignements Economiques et Sociaux*, avril 1934. — Clyde J. CROBANGH : *Handbook of Insurance*, 1931

1. *L'Assurance privée*

Législation.

La Constitution des Etats-Unis ne contient aucune disposition relative à l'assurance, à leur contrôle fédéral notamment. La Cour suprême des Etats-Unis a estimé, en 1868, que la clause commerciale de la constitution ne concerne pas l'assurance. Ce sont donc les Etats de la Confédération, qui organisent dans leur ressort particulier la surveillance des Compagnies privées. Dans chaque Etat, il y a un fonctionnaire public qui en est spécialement chargé.

Applications et Résultats.

Les organismes s'occupant de l'assurance contre la grêle sont très nombreux, plus de 110 Compagnies par actions et 40 Mutuelles. Après des débuts difficiles, vers 1880, les Compagnies par actions encaissent à l'heure actuelle \$ 10.200.000 de primes, et les Sociétés Mutuelles \$ 4.250.000.

Les Compagnies d'assurances contre la grêle emploient en général aux Etats-Unis deux types de contrats d'assurance écrits : ou bien elles ajoutent à la police d'assurance contre la tempête une clause concernant les dommages provoqués par la grêle, ou bien elles emploient une police spéciale pour l'assurance contre la grêle. Dans le cas où l'on utilise le premier système, l'engagement de la part de la Compagnie de rembourser les pertes dues à la tempête, aux cyclones et aux tornades, est étendue aux dommages produits par la grêle.

Les polices spéciales d'assurance contre la grêle contiennent en général des dispositions d'après lesquelles :

a) la durée de la garantie est limitée à la saison de croissance des cultures, car les effets de l'assurance

cessent aussitôt que les produits assurés ont été récoltés ;

b) lorsqu'il existe une autre assurance, le remboursement des dommages se fait au prorata ;

c) les dommages doivent dépasser 5 % de l'assurance totale pour donner droit à indemnité ;

d) si les dommages sont inférieurs à 5 %, l'assuré doit payer les frais d'inspection et de contrôle de la déclaration de sinistre ;

e) seuls les dommages produits directement par la grêle sont couverts par l'assurance ;

f) les dommages résultant du fait de ne pas avoir récolté les produits assurés alors qu'ils étaient déjà bien mûrs ne sont pas indemnisés ;

g) dans le cas de sinistre, la superficie endommagée doit être exactement déterminée.

La proposition d'assurance a une importance particulière. Les agents n'ayant pas le pouvoir nécessaire pour engager la Compagnie, la proposition doit être télégraphiée à la Société intéressée pour être acceptée ou bien rejetée. Les taux des primes dont la fixation est en grande partie basée sur l'expérience, sont établis d'après les produits et les régions.

La plupart des Compagnies limitent le montant assuré à un maximum par acre et par produit. Les taux des primes s'appliquent à la durée totale de la saison de croissance des produits et les taux des périodes réduites ne sont pas admises.

Le mode de règlement des sinistres est très intéressant à signaler, d'autant plus qu'il diffère de celui suivi généralement en Europe.

Pour les règlements à effectuer, on évalue le produit selon le montant assuré par acre. Si la perte est totale, l'indemnité due est égale au montant assuré par acre, tandis que dans le cas de sinistre partiel, l'indemnité due est égale à la partie de la somme assu-

rée par acre correspondant à la partie du produit perdue du fait de la grêle, si elle n'avait pas été endommagée avant la chute de la grêle.

De la sorte, l'assuré doit recevoir la contrevaleur du pourcentage sinistré de la récolte assurée, qu'il soit surassuré ou sousassuré. Par conséquent, la tâche du liquidateur est en grande partie limitée à la détermination du pourcentage de dommage.

2) *L'assurance publique*

L'assurance publique n'est pas organisée d'une manière générale aux Etats-Unis. Seuls certains Etats ont institué des régimes qui leur sont particuliers. Nous allons étudier ceux établis dans le Dakota du Sud, le Dakota du Nord, le Montana, le Nébraska.

a) *Dakota du Nord.*

La loi sur l'assurance d'Etat contre la grêle entra en vigueur pour la première fois en 1911 et ses résultats furent assez décourageants de 1911 à 1919, date à laquelle le système fut entièrement modifié. Depuis, l'expérience et les résultats obtenus conduisirent à un certain nombre de réformes. Nous allons voir comment on est arrivé peu à peu au système actuel ⁽¹⁰⁾.

Voici les principales dispositions de la loi de 1919 :

a) l'inscription, dans une liste, de tous les terrains arables et cultivés existant dans l'Etat (sauf certaines exceptions : terrains arables employés pour des mines, etc.).

b) l'établissement d'une taxe générale uniforme sur la superficie des terrains (flat acreage tax) de trois

(10) *Annuals Reports of the Hail Insurance Department of the State of North Dakota, 1919 à 1934.*

cents par acre sur tous les terrains arables existant dans l'Etat et dont la destination est de payer les indemnités pour les pertes dues à la grêle.

c) l'établissement d'une taxe d'indemnisation sur la superficie (indemnity acreage tax) sur tous les terrains cultivés assurés au moment de l'entrée en vigueur de la loi ; celle-ci était destinée à payer les indemnités pour les pertes subies du fait de la grêle et dépassant le montant réalisé par la taxe générale sur la superficie. Le maximum en a été fixé à 50 cents par acre pour \$ 7 d'assurance.

d) la loi a limité la protection de l'assurance à \$ 7 par acre.

e) la possibilité de se soustraire à l'application de cette taxe a été accordée moyennant une demande au vérificateur du Comté (County auditor) avant le 15 juin de chaque année.

f) l'encaissement des taxes était fait par les soins des trésoriers des Comtés.

La nouvelle loi entra en vigueur le 1^{er} mars 1919. Bien que les dommages aient été très graves surtout dans les régions de l'est, il a été possible, par suite du total élevé des valeurs assurées, de prélever une taxe modérée. La raison de l'extension de l'assurance doit, en grande partie, être attribuée au fait que les agriculteurs n'avaient pas compris généralement la possibilité offerte par la loi de pouvoir se soustraire à la taxe.

En 1921, entre autres amendements à la loi, il a été établi que, moyennant une demande aux vérificateurs de Comtés (auditors), avant le 1^{er} juillet, les agriculteurs pouvaient augmenter l'assurance de \$ 7 à \$ 10 par acre. En outre, il a été ordonné que la taxe concernant la grêle devait être déduite des indemnités. Enfin la taxe générale uniforme sur la superficie a été

créée pour former un excédent ayant pour but de payer plus rapidement les pertes.

En 1923, la loi fut de nouveau modifiée ; la taxe générale uniforme sur la superficie fut réduite à 1 cent par acre avec la réserve qu'aussitôt que l'excédent dans le fonds d'assurance, ainsi constitué, aurait atteint \$ 4.000.000, le surplus devrait être employé à payer les indemnités. On a en outre réintroduit l'indemnisation au prorata au cas où cette ressource ne serait pas suffisante pour payer entièrement les pertes. En effet, d'après la loi de 1919, cette taxe ne pouvait pas dépasser 50 cents pour \$ 7 d'assurance par acre.

En 1925, des transformations très importantes ont eu lieu dans l'organisation de l'assurance d'Etat au Dakota du Nord. La plus importante a été l'introduction du système de la division de l'Etat en districts au point de vue du risque. Chaque automne, l'on devait procéder à la détermination des districts, basés sur le coût réel de l'assurance pour chaque Comté. Quatre districts furent créés ; le coût du premier devait être inférieur à 3 % ; celui du deuxième ne devait pas dépasser 5 % ; celui du troisième 7 % et celui du quatrième était supérieur à 7 %.

En vue d'éviter une différence trop grande entre les taux des divers districts, on fixa un rapport de pourcentage entre les districts :

1^{er} district : pourcentage de base 5 % ;

2^e district : pourcentage de base 6 % ;

3^e district : pourcentage de base 7 % ;

4^e district : pourcentage de base 8 %.

La taxe totale des indemnisations ne devait pas dépasser 10 % du risque total supporté par le département d'assurance grêle. Le montant total nécessaire au delà de ce pourcentage devait être emprunté au surplus et remboursé à celui-ci. Ce remboursement devait

être fait en le prélevant sur une taxe additionnelle imposée au cours des années où celle d'indemnisation était inférieure à 10 % du risque supporté par le département. Ce plan d'organisation par districts inauguré en 1925 a présenté des avantages réels, notamment en rendant les contributions proportionnelles au coût réel de la protection de l'Etat.

En 1931, une loi très importante a modifié foncièrement la loi sur l'assurance d'Etat au Dakota du Nord. A partir de 1932, l'assurance d'Etat est redevenue facultative, c'est-à-dire qu'elle opère entièrement et seulement à la suite d'une demande de l'intéressé. La demande doit être présentée à « l'assessor » jusqu'au dernier lundi de juin et au vérificateur jusqu'au 1^{er} août. En outre, cette loi a établi les dispositions suivantes :

a) L'assurance ne peut être admise que pour le seigle, le froment, l'épeautre, l'avoine, l'orge, le lin, le maïs, le sarrasin, le millet, le trèfle, la luzerne, la canne. L'assurance est effective pour le seigle et le froment d'hiver du 1^{er} juin au 1^{er} septembre, pour le lin et le maïs depuis le 10 juin jusqu'au 15 septembre et pour tous les autres produits depuis le 10 juin jusqu'au 10 septembre.

b) Tout fermier peut demander à être assuré, mais il doit être possesseur d'une lettre ou d'une déclaration écrite du propriétaire du terrain l'autorisant expressément.

c) La taxe d'indemnisation peut être maintenant payée en tout temps au trésorier du Comté sans qu'il soit nécessaire qu'on ait versé les taxes foncières (real estate taxes). Les taxes relatives à la grêle doivent être payées, sans quoi la demande ne sera pas prise en considération.

d) Au cas où des causes autres que la grêle détruiraient la récolte, l'assuré peut obtenir l'annulation

de l'assurance en télégraphiant avant le 6 juillet. Dans ce cas, les primes acquises sont de 60 % pour le seigle et le froment d'hiver, 50 % pour l'orge et l'avoine, 40 % pour le froment, l'épeautre, le sarrasin et le lin, 30 % pour le maïs et les autres produits.

e) Un autre district a été ajouté aux quatre existants. Cette décision a été prise en vue de permettre de donner une garantie très économique contre la grêle à des Comtés qui ont un pourcentage de grêle faible. De cette façon, on peut avoir une protection contre la grêle à un coût qui est mieux en proportion avec le risque couru.

En 1932, une nouvelle loi a ultérieurement modifié l'organisation de l'assurance d'Etat contre la grêle. Parmi les réformes qu'elle a apporté, notons, en premier lieu, celle concernant la taxe d'indemnisation qui avait été préconisée en vain par le département depuis longtemps, c'est-à-dire que cette imposition est devenue d'après cette loi une charge « antérieure et supérieure » (lien prior and superior) à toute charge constituée après la promulgation de la loi en question. En outre, une autre importante modification a été introduite ; en vue de maintenir le montant de la protection réelle en correspondance avec la valeur effective des produits agricoles, l'assurance par acre a été réduite de \$ 7 et 10 par acre à \$ 5 et 8 par acre. Il en est résulté une diminution dans les taux appliqués.

En 1932, les valeurs assurées ont été de \$ 8.700.000 et les sinistres se montèrent à \$ 410.000. Le fonds d'excédent au 31 janvier 1933 était d'environ \$ 4.000.000.

b) *Dakota du Sud.*

Le fonds d'Etat d'assurance contre la grêle a été créé en 1919 sous forme d'assurance obligatoire ou

plus exactement sous forme d'assurance automatique. D'après la loi qui en a établi le fonctionnement au Dakota du Sud, chaque acre de récolte sur pied, était en dehors de toute action du propriétaire, assuré contre la grêle pour un montant qui a été fixé à \$ 10 par acre. Le propriétaire pouvait cependant exempter entièrement sa terre de l'application de la loi sur l'assurance grêle en transmettant une demande d'exemption avant le 1^{er} juin de chaque année ou bien il pouvait retenir la moitié de \$ 10 d'assurance par acre et être assujetti à une moitié de la taxe d'indemnisation. Si, ni le propriétaire du terrain, ni le « tenancier » ne demandaient à être exemptés de l'assurance, la contribution était perçue de la même manière que les autres taxes.

D'après cette loi, l'Etat a été divisé en quatre districts et les tarifs appliqués étaient respectivement de cents 35, 40, 42 et 45 par acre ; le tarif ne pouvait pas être réduit tant que le département n'avait pas constitué un excédent ou un fonds de réserve de \$ 2.500.000.

Cette division en quatre districts dura jusqu'à l'année 1925, époque à laquelle le territoire fut divisé en cinq districts avec les nouveaux tarifs suivants: 25, 35, 45, 60 et 75 cents pour le même montant de \$ 10.

Tandis qu'au Dakota du Nord les contributions sont fixées après que les pertes dues aux chutes de grêle et les dépenses d'exercice ont été établies, d'après un plan de répartition (assessment plan), au Dakota du Sud les contributions sont fixées avant la saison des chutes de grêle ; si elles se relèvent insuffisantes, le département d'assurance grêle impose une contribution supplémentaire.

c) *Montana.*

Malgré l'insuccès de l'assurance d'Etat contre la

grêle au cours des premières années au Dakota du Nord, l'Assemblée de la 15^e législature de l'Etat de Montana créa le 14 mars 1917 un département d'assurance contre la grêle qui commença ses opérations peu de temps après que la loi fut votée.

Cette assurance fut fondée sur le principe facultatif c'est-à-dire qu'elle n'était valable que si le tenancier ou le propriétaire avaient fait une demande conforme aux dispositions prévues.

Ainsi qu'au Dakota du Nord, ce département opère sur la base d'un plan de répartition.

Au début, l'assurance a été uniforme pour tout le territoire de l'Etat, c'est-à-dire que celui-ci ne fut pas divisé en zones de risques. L'assurance couvrait \$ 12 par acre pour les céréales et \$ 5 par acre pour le foin avec l'application d'une contribution maximum de 60 cents pour les produits de la première espèce et 25 cents pour les produits de la deuxième espèce.

Les conditions météorologiques ayant été favorables, le département se contente de demander pour les céréales, comme prime contre la grêle, seulement 40 cents par acre, soit un tarif de 3 1/3 %. Les primes encaissées par le département de Montana pendant sa première année d'opération, se sont élevées à \$ 107.000 contre un chiffre d'indemnités payées qui n'atteignit pas \$ 62.000.

Ce début favorable fut suivi immédiatement après par une année désastreuse. Bien que le nombre d'acres assurés ait presque triplé au cours de 1918 et que la contribution maximum ait atteint 60 cents par acre, les recettes qui dépassaient \$ 400.000 ne suffirent pas à couvrir les pertes très importantes dues surtout à une chute de grêle très forte et d'une gravité inaccoutumée juste au moment où le blé était prêt à être récolté, de façon qu'on ne put payer que 46 % des dommages fixés approximativement à \$ 870.000.

En 1919, la loi fut amendée en plusieurs points. La limite maximum de contribution fut portée pour toutes les parties de l'Etat à \$ 1,20 par acre pour \$ 12 d'assurance, et elle resta jusqu'à 1923 époque à laquelle l'assurance fut baissée à \$ 10. Ce tarif maximum fut effectivement appliqué en 1919 et il a été suffisant pour payer les indemnités et pour former un petit excédent.

En 1921, on introduisit le système de division par zones, dont le nombre fut fixé à trois et plus tard augmenté à cinq. Le maximum pour chaque district fut fixé à \$ 0,85, 1,08, et 1,20 pour 1,20 pour \$ 12 d'assurance pour les céréales et 35, 45, 50 cents pour \$ 5 d'assurance sur le foin.

En 1922, une loi fit de ces contributions une charge (*lien*) grevant non seulement le territoire, mais aussi la récolte.

d) *Nebraska.*

Au Nebraska, on a créé en 1917 un fonds d'Etat d'assurance contre la grêle. Cette institution fondée sur le principe facultatif commença son activité en 1918. Ainsi que pour le Dakota du Sud, les contributions sont fixées avant la saison des chutes de grêle avec la différence qu'en cas de nécessité, les indemnités sont réduites.

La loi fixa au début un tarif variant de 25 cents par acre dans les régions à l'est de l'Etat à 45 cents par acre dans les régions de l'ouest. Le montant de la somme assurée a été fixé à \$ 10 par acre. Au cours de la première année d'exercice, les contributions s'élevèrent à \$ 154.260 contre la somme de \$ 127.060 d'indemnités.

En 1919, la loi fut modifiée et l'Etat fut divisé en trois districts et les tarifs furent fixés à 25, 40 et 60 cents par acre selon le district et pour un montant

d'assurance de \$ 10 par acre. Cependant les agriculteurs étaient autorisés à prendre \$ 15 d'assurance par acre à un tarif égal à une fois et demie celui qui s'applique à une somme assurée de \$ 10 par acre.

Lorsqu'en 1922 le nombre des districts fut porté à 6, les tarifs furent fixés à 30, 40, 50, 60, 70 et 90 cents pour \$ 10 d'assurance et à des chiffres proportionnels pour \$ 15 d'assurance. La loi a autorisé de temps en temps une réorganisation des Comtés d'après les résultats de l'expérience.

§ II. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE AU CANADA ⁽¹¹⁾

Au Canada, l'assurance contre la grêle est pratiquée par deux types d'institutions : les Sociétés par actions (c'est l'assurance privée), et des Associations municipales d'assurance (c'est l'assurance publique).

a) *L'Assurance privée.*

1° *Législation.*

La loi générale sur l'assurance est la loi fédérale de 1917 (The Insurance Act 1917), à peine modifiée par des décrets postérieurs.

D'autre part, il existe des lois provinciales sur l'assurance en général, par exemple la loi du Saskatchewan (The Saskatchewan Act 1924-1925).

2° *Applications et résultats.*

La loi fédérale de 1917 contient une disposition au sujet des Sociétés s'occupant de l'assurance grêle d'après laquelle toute Société canadienne ayant obtenu le permis de pratiquer l'assurance grêle au Canada,

(11) *Bulletin Mensuel des Renseignements Economiques et Sociaux*, juillet 1932. — GOSSELIN : *The Economic Annalist*, 1931.

est tenue de constituer un fonds de réserve, d'au moins 50 % des profits réalisés sur ses opérations pendant l'année et devra continuer à procéder de façon que ledit fonds ne soit jamais inférieur aux 50 % du montant des primes nettes encaissées au cours de l'année précédente. Quant aux Sociétés britanniques et étrangères qui ont obtenu le permis de pratiquer l'assurance grêle au Canada, elles sont obligées d'avoir dans leur actif, en plus du montant requis pour pratiquer les autres branches d'assurances, une somme d'au moins 50 % du total net des primes d'assurance grêle encaissées pendant l'année précédente.

Dans une réunion qui a eu lieu le 8 mai 1930, le Treasury Board a autorisé la concession du permis de pratiquer l'assurance contre les dommages produits à des édifices par la grêle, à des Sociétés ayant déjà l'autorisation de faire l'assurance contre l'incendie, sans qu'il soit nécessaire de procéder à un dépôt supérieur à celui prescrit par la loi, pour qu'une Société d'assurances contre l'incendie puisse opérer dans cette autre branche.

Dans la loi du Saskatchewan connue sous le nom de « The Saskatchewan Insurance Act 1924-1925 » (pour citer la loi d'une province dont nous examinerons plus tard l'organisation de l'assurance intermunicipale contre la grêle) sont contenues en plus des dispositions importantes sur l'organisation de l'assurance en général dans la province en question (concernant le superintendant des assurances, les Sociétés d'assurance anonymes, mutuelles et « fraternelles », ou soit du secours mutuel, les contrats d'assurances, etc.), des prescriptions particulières relatives à l'assurance grêle.

Cette loi dispose notamment que tout assureur doit avant le 1^{er} mai communiquer au superintendant le

taux des primes établi d'avance par l'assureur pour les diverses parties de la province, et que ce taux sera en vigueur jusqu'au 1^{er} mai de l'année successive, à moins que tout changement ne soit porté à la connaissance du superintendant au moins dix jours avant son application. D'après cette loi, l'assureur ne répond pas des pertes produites par les chutes de grêle quand ces pertes sont inférieures à 5 % du montant de l'assurance par acre, en tous cas, l'assureur n'est pas tenu d'indemniser l'assuré pour les pertes inférieures à 10 dollars, à moins que la superficie assurée ne soit inférieure à 40 acres.

Résultats.

En 1930, il y avait 42 Sociétés par actions qui s'occupaient de l'assurance grêle, dont 6 canadiennes, 6 britanniques et 30 étrangères.

Une trentaine de Sociétés se sont groupées entre elles et ont formé la « Canadian Hail Underwriters Association ».

Voici les résultats obtenus par ce groupement au cours des cinq dernières années (en dollars) :

	Primes	Sinistres	Proportion
1931.	531.609	430.572	80,99 %
1932.	855.361	305.140	35,76 %
1933.	308.783	147.530	47,77 %
1934.	392.938	309.796	78,84 %
1935.	789.109	454.088	57,54 %

b) L'assurance publique

L'assurance publique n'a pas été établie d'une manière uniforme dans tout le Canada. C'est la province de Saskatchewan qui commença en 1912 à organiser

l'assurance municipale. Elle fut bientôt imitée par les provinces d'Alberta et du Manitoba.

a) *Dans la province du Saskatchewan.*

D'après la loi de 1912, qui introduisit ce type d'assurance au Saskatchewan, les municipalités de la province, désireuses de se grouper en vue de l'assurance contre la grêle, pouvaient en suivant une certaine procédure et pourvu que les municipalités adhérentes fussent au moins au nombre de 25, être autorisées par le Gouverneur général à nommer une Commission de trois membres pour l'assurance contre la grêle (Hail Insurance Commission).

Cette Commission était chargée, entre autres, de fixer les tarifs des primes et la répartition des indemnités. Les primes devaient être perçues sous la forme d'une taxe appliquée à tous les terrains imposables de la municipalité à quelques exceptions près. L'application de cette loi fut limitée aux municipalités où les contribuables avaient voté en faveur de ce système d'assurance. Cette loi subit plusieurs amendements, d'abord en 1915, puis en 1917.

Par la loi du 10 mars 1917, la Commission municipale fut abolie et remplacée par une association (The Saskatchewan Municipal Hail Insurance Association) comprenant les représentants de toutes les municipalités faisant partie de l'organisation que nous allons examiner.

Après plusieurs amendements apportés à cette dernière loi, on a abouti au texte de la loi de 1930 qui a subi à son tour quelques amendements.

D'après cette loi, l'Association ci-dessus indiquée continue à exister et à être composée soit des représentants de toutes les municipalités qui, après avoir

rempli les conditions indiquées par la loi, voudront se charger, conjointement à d'autres municipalités, des opérations d'indemnisation des pertes causées aux récoltes qui se trouvent sur les territoires de ces municipalités, soit des représentants des municipalités qui peuvent être admises à participer aux avantages et droits conférés par la loi en question suivant les conditions suivantes déterminées par voie de règlement. L'Association qui est une personne morale (body corporate), a le pouvoir : a) d'emprunter des fonds en vue de réaliser les buts pour lesquels elle est constituée, hypothéquer, donner en gage et en nantissement ses biens, etc., pour des sommes empruntées ou à emprunter suivant les cas ; b) de placer tout fonds de réserve ou reliquat actif pouvant être accumulé par l'association ; c) de payer les indemnités relatives aux récoltes endommagées par la grêle dans les territoires des municipalités qui font partie de cette organisation. Elle peut aussi, sous certaines conditions, prélever sur les fonds de réserve une somme non supérieure à 200.000 dollars pour l'affecter à la souscription du capital d'une Société anonyme autorisée à pratiquer l'assurance grêle, mais il est spécifié que ce capital appartiendra à l'Association ou sera contrôlé par elle.

Ce groupement a un Conseil de neuf directeurs qui nomme dans son sein un Comité exécutif ; celui-ci a les pouvoirs qui lui sont délégués et renouvelés par le Conseil. Il peut, en cas de nécessité, publier des règlements qui doivent être pris en conformité avec la loi fédérale et la loi municipale d'assurance grêle et que le Conseil jugera utile à l'application des principes édictés par ces lois. Les directeurs ont les mêmes pouvoirs que l'Association en ce qui concerne la création de règlements, mais

ils ne doivent pas être en contradiction avec les règlements en vigueur de l'Association, qui du reste, a le droit d'amender ou de révoquer tout règlement édicté par les directeurs. Lorsque la vérification des comptes est faite, le Comité doit rédiger et publier un rapport entier et complet de ses opérations au cours du dernier exercice financier. Une copie de ce rapport sera remise au Ministre et au bailli (reeve) ainsi qu'au secrétaire-trésorier de chaque municipalité soumise à la loi.

Pour qu'une municipalité puisse participer à l'organisation, il est nécessaire tout d'abord que son Conseil, au cours d'une réunion régulière, décide de soumettre aux électeurs un projet rédigé d'après la forme indiquée par la loi, autorisant la municipalité en question à se livrer aux opérations ci-dessus. Ont droit exclusif de vote, les contribuables de la municipalité. D'après la loi, le Conseil doit soumettre un pareil règlement aux suffrages des électeurs au cas où il recevra avant le 1^{er} novembre une requête dans ce sens portant la signature d'au moins 50 contribuables résidant dans la municipalité. Au cas où le projet recevra l'assentiment de la majorité des électeurs appelés à voter, d'après une procédure indiquée par la loi, le Conseil doit à sa réunion suivante définitivement adopter le règlement et charger le secrétaire-trésorier d'établir, certifier et transmettre au Ministre des Affaires municipales deux copies auxquelles sera jointe une déclaration constatant le nombre des votes donnés pour ou contre le règlement. Après publication dans le *Saskatchewan Gazette* de l'application du règlement par le Ministre, celui-ci entrera en vigueur.

Le Conseil doit également soumettre aux suffrages des électeurs les dispositions relatives à l'abroga-

tion de toute décision de la municipalité adoptée en vertu de la loi, lorsqu'une requête en ce sens aura été présentée au Conseil avant le 1^{er} novembre par 25 % au moins des contribuables habitant la municipalité. La procédure à cet effet est prévue par la loi.

Aussitôt après la publication dans *The Saskatchewan Gazette* de l'approbation de la part du Ministre du règlement indiqué, toutes les personnes de la localité deviendront imposables et susceptibles de l'être si leurs droits sur les terrains situés dans la municipalité sont assujettis aux impôts municipaux. Sont exceptés les terrains dépendant d'un hameau et ceux qui sont détenus en vertu d'un bail de pacage accordé par le Dominion du Canada. La contribution fixée par la loi à 4 cents par acre doit être augmentée d'une contribution additionnelle imposée par les directeurs sur tout terrain cultivé — ce point est très important — ceux-ci peuvent déterminer les régions dans lesquelles les contributions supplémentaires seront plus ou moins élevées et que celles-ci pourront varier selon les différentes régions. Cette contribution spéciale constitue et continuera à être, tant qu'elle n'aura pas été acquittée, une charge et un impôt sur les terrains et sur tous les droits que le contribuable pourrait avoir sur les terrains, nonobstant le fait que les droits pourraient s'appliquer à des terrains domaniaux ou autres qui seraient exempts d'impôts.

Sous certaines conditions et suivant une procédure donnée, des exemptions sont prévues à cette imposition.

Quant à la perception de ces contributions, la loi stipule que le secrétaire-trésorier doit les faire inscrire sur la cote des contributions (assessment roll) de la municipalité et pour tous les terrains et droits fonciers existant dans la municipalité qui n'auront

pas été soustraits à l'effet de l'imposition et à la charge de la personne qui est imposée de leur chef. Cette taxe est perçue de la même façon que tous les autres impôts de la municipalité.

Quant au paiement des indemnités, il est établi que toute personne ayant droit à la totalité ou à une partie d'une récolte sur un terrain imposé et soumis à la contribution spéciale, qui présentera une réclamation d'indemnité en raison des dommages causés par la grêle à la récolte sur pied dans les terrains en question entre le 10 juin et le 15 septembre, aura, suivant une procédure donnée, le droit de recevoir une indemnité n'excédant pas 10 cents par acre par 1 % de dégâts que la Commission pourra fixer pour représenter l'importance de la perte occasionnée à sa récolte par la grêle. D'après la loi précitée, aucun réclamant n'a droit à un remboursement quelconque lorsque l'importance de la perte occasionnée par la grêle sera inférieure à 10 % de la récolte au moment du sinistre. Si la récolte du réclamant se trouve dans ces conditions, les frais d'expertise seront payés par lui. La loi établit que les dommages causés par la grêle pendant la même saison et sur la même superficie seront considérés comme « cumulatifs ».

Au cas où la totalité des revenus réels et prévus de l'Association ne serait pas considérée par la Commission comme suffisante pour payer la totalité des pertes, leur règlement devra être fait au prorata.

Afin de permettre à l'Association d'utiliser complètement son actif pour faire face aux demandes d'indemnités formulées au cours de chaque année, quel que soit le montant de ses recouvrements, le Gouvernement provincial peut conclure des accords avec l'Association et avec des personnes prêtant de l'argent à celle-ci en garantissant le remboursement des som-

mes avancées, soit pour la première fois, soit par suite d'un renouvellement, ainsi que les intérêts s'y ajoutant. Pour assurer le remboursement de ces prêts, l'Association sera obligée de fournir les garanties qui pourraient lui être réclamées par le Gouvernement provincial.

B) Dans la province d'Alberta.

Dans la province d'Alberta il existe une organisation analogue. En vertu de certaines dispositions contenues dans une loi publiée en 1912 sous le titre de *Municipal Act 1912*, le Conseil de chaque municipalité de la province pouvait adopter un règlement conforme au formulaire prescrit par le ministère pour former avec au moins neuf autres municipalités un district d'assurance contre la grêle (*Hail Insurance District*) dans le but d'indemniser toute personne ayant des droits sur une récolte comprise dans la municipalité en question. Ce règlement, avant d'entrer en vigueur, devait recevoir l'approbation de la majorité des électeurs conformément à la procédure prescrite par la loi. Le district d'assurance grêle devait être dirigé par un Conseil de direction (*Hail Insurance Board*), qui était composé des maires des municipalités constituant le district et avait les pouvoirs que lui avait octroyés la loi.

Après avoir subi diverses modifications, la partie de la loi de 1912 (*Municipal Act, 1912*), relative à la branche grêle, devint, en 1915, une loi spéciale sur l'assurance grêle municipale, qui est toujours en vigueur.

Sous-Section II

B) Concurrence exercée par des Sociétés de droit public

Les principaux pays qui pratiquent ce régime sont notamment :

- L'Allemagne ;
- L'Italie ;
- L'Autriche ;
- La Pologne ;
- La Yougoslavie.

Nous étudierons :

- a) l'exemple de l'Allemagne ;
- b) celui de l'Italie.

§ I. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN ALLEMAGNE ⁽¹²⁾

L'assurance grêle est pratiquée en Allemagne par deux catégories d'entreprises :

- des Sociétés privées ;
- des Institutions publiques.

Nous allons voir successivement ces deux branches d'activité.

a) *L'Assurance privée*

I. — *Législation.*

En Allemagne, deux lois régissent les assurances :

- d'abord la loi du 30 mai 1908, entrée en vigueur

(12) *Bulletins Mensuels des Renseignements Economiques et Sociaux*, juin et juillet 1935. — *Neumans Jahrbuch der Privatversicherungen Deutschen Reich*, 1934.

le 1^{er} janvier 1910 et qui concerne le contrat d'assurance ⁽¹³⁾ ;

— d'autre part, la loi du 6 juin 1931 remplaçant l'ancien texte du 12 mai 1901, modifié lui-même plusieurs fois et qui concerne les mesures de surveillance et de contrôle des Sociétés privées ⁽¹⁴⁾.

II. — *Applications et résultats.*

Voici d'abord les dispositions de la loi de 1908 concernant particulièrement la branche qui nous occupe.

En matière d'assurance contre la grêle, le délai prévu à l'article 5, § 1^{er}, pendant lequel l'assuré peut « opposer » l'inexactitude de sa police, peut être réduit à une semaine (§ 109). L'obligation de déclarer le

(13) Cette loi est divisée en cinq sections. La première contient des dispositions applicables à toutes les branches d'assurances : dispositions générales, dispositions obligatoires, aggravations du risque, primes, règles afférentes aux courtiers d'assurances. La deuxième section contient les dispositions de la loi concernant l'assurance contre les dommages : dispositions générales (c'est-à-dire contenu du contrat, aliénation de la chose assurée, assurance pour le compte d'autrui), l'assurance contre l'incendie, l'assurance grêle, l'assurance bétail, l'assurance contre le risque de transport, l'assurance de la responsabilité. La troisième section a pour objet les dispositions de la loi concernant l'assurance vie. La quatrième section s'occupe des dispositions sur l'assurance contre les accidents. La cinquième section enfin contient les dispositions finales.

(14) Cette loi est divisée en dix sections. La première contient des dispositions préalables. La deuxième s'occupe des permis de pratiquer l'assurance. La troisième a pour objet les associations mutuelles d'assurances. La quatrième s'occupe de la gestion des affaires des Sociétés d'assurances (dispositions générales, présentation et examen du bilan, dispositions spéciales quant aux réserves des Sociétés d'assurances sur la vie et enfin des dispositions concernant les privilèges en cas de faillite en ce qui concerne les assurances contre les dommages. La cinquième section s'occupe de la surveillance (tâche et droits des autorités chargées de la surveillance). La sixième section a pour objet les entreprises d'assurances étrangères. La septième s'occupe des caisses mutuelles d'épargne destinées à procurer ou à améliorer des habitations en de petites maisons (Siedelungen), ou bien à libérer leurs membres des obligations encourues de ce fait (Hausparkassen). Les trois dernières sections traitent respectivement des dispositions transitoires, des pénalités et des dispositions finales.

sinistre est considérée comme remplie lorsqu'une déclaration a été faite dans les quatre jours de la date du sinistre. Il suffit, pour être tout à fait en règle, que la déclaration soit expédiée dans le délai sus-indiqué. L'assureur ne peut pas se prévaloir de la clause d'une convention par laquelle la durée ou le calcul du délai seraient modifiés au détriment de l'assuré (§ 110). Celui-ci ne peut, avant l'évaluation du dommage et sans autorisation de l'assureur, apporter aux produits du sol et endommagés par la grêle aucune modification, sauf celles qui, dans l'intérêt d'une bonne administration, ne peuvent souffrir aucun retard.

En cas de second sinistre pendant la période d'assurance, l'assureur n'est tenu de réparer le dommage causé par ce nouveau sinistre que jusqu'à concurrence du solde de la somme assurée (§ 112). Après un sinistre, chaque partie a le droit de dénoncer l'assurance, cette dénonciation ne produisant effet pour l'assureur qu'à la fin de la période d'assurance en cours et pour l'assuré au plus tard à cette époque. Si l'assuré résilie le contrat pour une date antérieure, la prime reste néanmoins acquise à l'assureur pour la période d'assurance en cours (§ 113).

En cas de vente ou d'expropriation forcée des produits du sol assurés, l'assureur ne peut annuler le contrat repris par l'acquéreur que pour la fin de la période d'assurance au cours de laquelle il apprend la cession. Lorsque le transfert de propriété n'est pas notifié en temps utile à l'assureur, celui-ci est libéré de tous engagements si le sinistre survient après l'expiration de la période d'assurance au cours de laquelle l'avis aurait dû lui être donné. L'assureur reste néanmoins lié, s'il a eu connaissance de la mutation de

propriété assez tôt pour pouvoir notifier la dénonciation à la fin de la période d'assurance.

Si quelqu'un acquiert, par le fait d'un usufruit, d'un bail ou d'une convention analogue, le droit de s'approprier les produits du sol assurés, les dispositions prévues pour la vente ou l'expropriation forcée sont applicables (§ 115).

Sociétés existantes. — Les Sociétés privées sont, pour la plupart, soumises au contrôle de l'Office National de Surveillance sur l'assurance privée. Ce sont, soit des Compagnies par actions au nombre de quatre ⁽¹⁵⁾, soit des Mutuelles beaucoup plus nombreuses, dont la sphère d'activité s'étend au delà de l'Etat où elles ont leur siège, environ une douzaine ⁽¹⁶⁾.

Il y a également aussi des petites Mutuelles dont

(15) Sociétés anonymes par actions :

Berliner Hagel-Assekuranz-Gesellschaft von 1832, Berlin.

Kolnische Hagelversicherungsgesellschaft, Cologne.

Magdeburger Hagelversicherungsgesellschaft, Magdebourg.

Union Allgemeine Deutsche Hagelversicherungsgesellschaft, Weimar.

(16) Sociétés mutuelles :

« Cérès » Hagelversicherungsgesellschaft auf Gegenseitigkeit, Berlin.

Deutsche Hagelversicherungsgesellschaft a. G. für Gart nerein, Berlin.

Norddeutsche Hagelversicherungsgesellschaft a. G., Berlin.

Landwirtschaftliche Versicherungsgesellschaft a. G., Greifswald.

Gesellschaft zu gegenseitiger Hagelschaden Vergütung a. G., Leipzig.

Mecklenburgische Hagel Und Fauer Versicherungsgesselschaft a. G., Neubrandenburg.

Schwedter Hagel und Fauer Versicherungsgesselschaft a. G., Schwedt.

Hagelversicherungsverein a. G. für das nordöstliche Holstein, Neustadt (Holstein).

Hagelversicherungsgesellschaft a. G. Neusse a. G. für das Land Ratzebourg, Schonberg (Mecklenbourg).

Nusser Hagelversicherungsgesselschaft a. G. Nüsse b., Lübeck.

Oldenburgische Hagelversicherungsgesselschaft a. G., Oldenburg.

Schlewig-Holstein-Lauenburg. Hagelversicherungsgesellschaft a. G, Kiel.

l'activité est limitée à l'Etat où elles ont leur siège ⁽¹⁷⁾.

Voici les résultats obtenus en 1932 par les Sociétés par actions et les grandes Mutuelles (en reichmarks) :

Sociétés	Polices	Capitaux assurés	Primes	Indemnités
anonymes :	86.106	651.006.000	7.437.000	2.999.000
Grandes				
Mutuelles :	312.474	1.645.226.000	24.444.000	16.632.000
Totaux :	398.580	2.296.232.000	31.881.000	19.631.000

b) *L'Assurance publique*

Il n'y a pas de loi générale concernant l'ensemble des Sociétés d'assurance publique, mais des lois ou accords spéciaux suivant les régions. Nous allons voir successivement :

- l'Institut public de Bavière ;
- l'Union de droit public de Prusse ;
- les contrats de collaboration entre les Pouvoirs publics et les Sociétés privées.

a) *L'Institut public de Bavière* ⁽¹⁸⁾.

Après les essais infructueux au Wurtemberg et dans la Hesse, en 1884 fut fondé en Bavière l'Institut public d'assurance contre la grêle, qui existe encore aujourd'hui et sur lequel il nous paraît utile de nous arrêter un peu plus longtemps en raison de l'intérêt qu'il offre ; en effet, il est très souvent cité comme un exemple typique d'organisation de l'assurance publique.

(17) La Grevesmuhler Hagelversicherungsverein a. G. Schwerin i. M. (seulement pour le Mecklembourg).

La Constantin Hagelversicherungsgesellschaft a. G. fur Ostfriedland, Emden (seulement pour la Prusse).

(18) Cf. *Landwirtschaftlichen Jarbuch für Bayern*, 1931.

Avant l'entrée en vigueur de la loi du 13 février 1884, qui créa l'Institut d'assurance contre la grêle en Bavière, une dizaine de Sociétés pratiquaient l'assurance grêle, mais leur champ d'opérations atteignait à peine 2,5 % des exploitations agricoles.

Aussi bien au Parlement bavarois que dans les cercles agricoles, on avait insisté, au cours des années allant de 1861 à 1874, sur l'opportunité de créer un Institut d'Etat pour l'assurance contre la grêle ; mais c'est seulement le 1^{er} mars 1884, en vertu d'une loi du 13 février, qu'on créa un Institut public avec agrégation simultanée de celui-ci avec l'Institut national d'assurance contre l'incendie.

La loi du 13 février 1884 a organisé l'Institut public d'assurance contre la grêle, sur le principe de la mutualité, avec le caractère d'établissement public, avec tous les privilèges reconnus aux Institutions de bienfaisance.

Les adhérents étaient admis sur une « demande volontaire » agréée par l'autorité chargée de l'administration et ils conservaient cette qualité tant qu'ils n'avaient pas signifié, suivant certaines formes déterminées, leur intention de renoncer à leur participation. L'année d'assurance commençait le 1^{er} mars. La prime était due pour chaque année à partir de cette date : si l'assurance était contractée au nom de plusieurs personnes, ces personnes étaient solidairement responsables du paiement de la prime. L'autorité municipale était chargée de recevoir les demandes d'admission et les déclarations de sortie et de les transmettre à l'autorité chargée de l'administration. Lorsque se produisait un sinistre, l'assuré devait, dans les deux jours, en aviser l'autorité municipale, qui était tenue de prévenir, dans un délai de vingt-quatre heures, l'autorité administrative. S'il y avait lieu à

l'expertise, un expert juré était désigné par cet organisme pour procéder à l'opération: la présence de l'assuré n'était pas obligatoire. Si l'assuré n'était pas satisfait des évaluations de l'expert, il pouvait, dans les huit jours, réclamer un deuxième constat, qui était définitif. Le droit à l'indemnité ne pouvait être ni cédé, ni engagé à un tiers. Quiconque était condamné pour tromperie ou tentative de tromperie au préjudice de l'Institut, perdait tout droit à indemnité. L'Etat accorda à l'Institut un capital d'un million de marks et lui alloua en outre une somme annuelle de 40.000 marks. Un fonds de réserve devait être constitué au moyen : a) des intérêts du capital ; b) des intérêts du fonds de réserve ; c) des droits d'admission ; d) des indemnités annulées ou non réclamées dans les délais voulus ; e) du reliquat de chaque exercice après règlement des indemnités et des frais d'administration.

La loi du 13 février 1884 a établi le système des cotisations fixes sans engagements à des versements supplémentaires, mais avec la possibilité de réduction des indemnités. Cette diminution devait naturellement avoir lieu dans les années où les moyens financiers à la disposition de l'Institut n'étaient pas suffisants pour un dédommagement complet des pertes, et il n'y avait aucune limitation. Le fonds de réserve pourrait être employé, pour chaque exercice social, dans une proportion maximum d'un quart de son montant, en vue d'éviter des réductions dépassant 80 % des indemnités.

Cette loi a été amendée plusieurs fois. Seules sont intéressantes pour nous les modifications concernant le système des cotisations et des indemnités.

Pendant la période allant jusqu'en 1918, il a été possible de payer les pourcentages suivants sur les

indemnités fixées conformément aux conditions générales d'assurances : dix-huit fois 100 %, une fois 97 %, une fois 90 %, deux fois 85 %, neuf fois 80 %, deux fois 76 %, une fois 67 % et une fois 57 %.

Le montant de la cotisation moyenne a été fixé chaque année de telle façon que les indemnités moyennes des années précédentes avec l'addition d'un quart du fonds de réserve existant et des intérêts de celui-ci et avec la contribution de l'Etat puissent être payées jusqu'à concurrence d'au moins 80 % des dommages encourus pendant l'année. Quand il s'agissait d'années catastrophiques avec des dommages dépassant les dommages moyens, cette procédure n'était pas suffisante ; néanmoins, en général, elle a été maintenue.

Avec ce système on a pu constater une augmentation importante dans le nombre des membres de l'Institut : du chiffre d'environ 7.000 membres au cours de 1884, avec une somme assurée d'environ 11.000.000 de marks, on est monté, en 1918, à 177.000 membres avec un capital assuré d'environ 393.000.000 de marks.

Les cotisations fixes furent établies en tenant compte du risque « topographique » auquel sont exposées les diverses communes, et du risque « spécifique » relatif à la « sensibilité » différente des produits aux chutes de grêle. Comme suite de la diversité du risque topographique, on a divisé les localités en classes, dont le nombre a été de 15 lors de la création de l'Institut et s'est élevé à 25 en 1911 pour descendre à 15 plus tard. Quant à la sensibilité des produits aux chutes de grêle on a partagé les produits en 9 classes. Cette division resta en vigueur jusqu'en 1919 ; au cours de cette année leur nombre fut réduit à 6 et en 1920 à 4.

Le système des cotisations fixes avec possibilité de réduction des indemnités fut abandonné en 1917 en

ce sens que l'on a donné aux agriculteurs la possibilité de recevoir, dans tous les cas, une indemnisation complète des dommages encourus moyennant le paiement d'un supplément de 10 % de la cotisation de base et l'engagement à des versements supplémentaires illimités. A partir de 1918 et jusqu'en 1927, les assurés ont eu la possibilité de s'assurer, ou bien comme par le passé sous le régime des cotisations fixes avec réduction éventuelle des indemnités, ou bien sous le régime des cotisations de base avec l'engagement illimité à des versements supplémentaires contre le droit à plein dédommagement des pertes.

Mais quand, à la suite de l'inflation, la réserve fut épuisée, l'Institut fut contraint, en 1924, d'imposer une cotisation additionnelle de 15 % de la cotisation de base, en 1925 de 45 %, en 1926 et 1927 de 130 à 160 %. Cette mesure provoqua la démission de nombreux membres dont 25.000 déjà avaient abandonné l'Institut en 1923 à la suite des indemnités qu'il avait payées en 1922 en papier dévalorisé. En 1924, le nombre des membres descendit de 15.000 environ, en 1925 de 7.000, en 1926 de 10.000, en 1927 de 26.000 et en 1928 de 28.000; finalement les risques les plus graves restèrent seuls à la charge de l'Institut. Les risques moins graves ne furent pas assurés ou bien furent couverts par des Sociétés privées qui précisément à ce moment avaient intensifié leur concurrence et pouvaient, par suite de leurs conditions générales différentes, se limiter à la recherche et à l'acceptation de risques moins dangereux.

Les résultats très défavorables de 1924 à 1927 poussèrent le Gouvernement à présenter au Landtag, en février 1928, un mémoire qui montrait les conditions de l'Institut et présentait des propositions concernant les moyens propres à améliorer la situation.

On proposa de fixer la limite des cotisations additionnelles à un tiers. En vertu d'une loi datée du 12 avril 1928, cette limitation fut introduite. En même temps l'administration de l'Institut fut autorisée à emprunter des fonds au cas où les cotisations initiales et additionnelles ne suffiraient pas pour indemniser les sinistres. L'exécution de cette loi obligea, au cours de 1928, à conclure un emprunt d'environ 3,5 millions de Reich marks auprès de l'Institut d'Etat d'assurance contre l'incendie et, au cours de 1929, un emprunt d'environ 12 millions de R. m.

Par la suite, le système de la loi de 1928 ne fut pas maintenu et une loi du 12 avril 1930, après de longues discussions, introduisit à nouveau la possibilité illimitée de réduction des indemnités et en même temps l'obligation limitée de cotisations additionnelles. L'article 13 de la loi en question dispose en effet que les dommages doivent être payés dans la pleine mesure établie par les clauses générales d'assurance. Si les revenus ne suffisent pas pour le paiement des indemnités, ces dernières devront être réduites jusqu'à ce que les recettes et les dépenses se balancent. Si les revenus ne suffisent pas à payer une proportion de 80 %, on pourra avoir recours au fonds de réserve dans la mesure du quart du montant de ce dernier. Si même, dans ce cas, une proportion de 80 % des indemnités ne peut être couverte, il pourra être imposé un versement supplémentaire pouvant atteindre 50 % de la prime d'assurance. Lorsque même ces ressources ne permettent pas de liquider au moins 80 % des indemnités, ces dernières doivent encore être réduites en conséquence.

Ces mesures, rendues nécessaires par les graves chutes de grêle survenues après 1924, et notamment après l'année catastrophique de 1929, ont permis de

continuer l'assurance grêle publique dans un pays si éprouvé par ce fléau.

b) *L'Union de droit public d'assurance contre la grêle* (Prusse) ⁽¹⁹⁾.

Nous passons maintenant à l'organisation de l'Union de droit public d'assurance contre la grêle (Oeffentlich-rechtlicher Hagelversicherungsverband), qui a été créée en 1928 et qui réunit la plupart des Sociétés d'assurance publique contre l'incendie s'occupant de l'assurance grêle en Prusse. Cette institution a remplacé la Communauté d'assurance des institutions publiques d'assurance contre l'incendie, pratiquant l'assurance contre la grêle, créée en 1925, et qui dut être transformée à la suite de la désastreuse expérience de 1927.

Cette Union, dont le siège est à Berlin, est une personne juridique de droit public créée par six Sociétés d'assurance publique contre l'incendie (Feuersozietät der Provinz Brandenburg, Niederschlesische Provinzial Feuersozietät, Oberschlesische Provinzial Feuersozietät, Länd-Feuersozietät der Provinz Sachsen, Landschaftliche Brandkasse Hannover, Provinzial-Feuerversicherungsanstalt der Rheinprovinz). D'après le statut de l'Union (dont, en 1932, faisaient partie huit Sociétés), peuvent être admises aussi d'autres institutions prussiennes de droit public pratiquant l'assurance contre la grêle, pourvu qu'elles y soient acceptées par l'Assemblée générale et qu'elles pratiquent cette branche spéciale sur la base des conditions d'assurance et des tarifs établis par l'Union ou bien qu'elles se soumettent aux principes qui la régissent. Peuvent également, avec l'assenti-

(19) Cf. *Deutscher Reichsanzeiger und Preussischen staatsanzeiger*, Berlin, 1928. 2

ment de l'Union, faire partie de celle-ci des institutions non prussiennes : dans ce cas des exceptions aux règles contenues dans le statut de l'Union peuvent être admises.

Le but de l'Union est l'exercice et le développement de l'assurance publique, sur la base de la mutualité notamment, en pourvoyant elle-même ou comme intermédiaire à la réassurance. L'Union peut exercer directement l'assurance grêle dans les territoires où ses membres n'opèrent pas dans cette branche, sous réserve de l'assentiment de la Société publique intéressée dans le territoire en question. Elle a un droit de surveillance sur l'activité des membres en contrôlant si celle-ci est conforme aux statuts et à n'importe quelle époque, au moyen des vérifications faites par les experts sur l'ensemble des affaires de la Société en question.

Les obligations de l'Union sont garanties par le capital constitué conformément aux dispositions du plan des affaires qui est déterminé par l'Assemblée avec l'assentiment du Ministre de l'Intérieur. L'Union est tenue de : a) assumer pour son compte les assurances de ses membres pour arriver à la compensation des risques ; b) se faire rembourser par ses membres les frais d'administration concernant l'exercice de l'assurance grêle d'après un barème établi par l'Assemblée ; c) établir des conditions d'assurance et des tarifs des primes applicables à tous.

Les membres de l'Union, de leur côté, doivent : a) transmettre leurs affaires grêle à l'Union pour bénéficier de la compensation des risques ; b) livrer à l'Union tous les documents statistiques demandés ; c) encaisser les primes annuelles et les majorations supplémentaires qui pourraient être appelées et verser à l'Union la part qui lui revient pour le paiement des indemnités et le remboursement de ses frais d'administration et de gestion ; d) ne prendre les mesures

concernant l'exercice de l'assurance grêle qu'après assentiment de l'Union.

Les excédents d'exercice, s'ils ne sont pas destinés aux réserves techniques prévues par les dispositions légales, sont distribués entre les membres de l'Union en proportion des contributions des trois dernières années.

La surveillance de l'Union est exercée par le Ministre de l'Intérieur de Prusse et s'étend sur toute son activité. L'autorité chargée de ce service a le droit de prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre l'activité de l'Union en accord avec la loi et les dispositions édictées. Les mesures d'ordre pratique réglementant cette surveillance sont énumérées dans la loi.

c) Contrats de collaboration privée publique.

En Allemagne, on trouve enfin une autre forme d'organisation de l'assurance contre la grêle fondée sur un contrat de collaboration entre les autorités publiques et l'industrie privée des assurances.

Dans le Wurtemberg il existe, depuis 1909, un rapport contractuel entre l'Etat et la Norddeutsche Hagelversicherungsgesellschaft, A.G. à Berlin. D'après cette convention, l'Etat a assumé l'engagement des cotisations additionnelles à la place des assurés de cette institution appartenant au Wurtemberg. La Norddeutsche, de son côté, reçoit de ses membres wurtembourgeois, en faveur de l'Etat en question, un supplément en sus de la prime nette qui, pendant les années 1928 et 1929, s'est élevé à 65 %.

Ces suppléments sont versés à un fonds d'assurance grêle destiné à payer les cotisations additionnelles. Au cas où les cotisations de base et le dit

fonds ne sont pas suffisants pour le paiement des indemnités intégrales, l'Etat s'est engagé à supporter la différence. Au cours de 1928, l'Etat fut obligé de verser à la Norddeutsche, après déduction de la cotisation additionnelle de 65 %, 917.609 Rm., et, en 1929, jusqu'à 3 millions de Rm. Il n'existe pas de réassurance ni en faveur des assurés, ni de l'Etat. Bien que le Wurtemberg soit un pays très éprouvé par la grêle, ce système a pu bien se maintenir.

Dans le Bade également existe un rapport contractuel entre l'Etat et la Norddeutsche, conclu en 1925, et renouvelé en 1927. D'après cette convention, l'assuré ne doit pas payer pour prime de réassurance plus de 66 % de la cotisation de base, tandis que l'Etat se charge du paiement du reste de la prime de réassurance. En 1929, la prime de réassurance atteignit 135% de la cotisation de base, l'Etat paya par conséquent à la réassurance 69 % de la cotisation de base à ses agriculteurs assurés. Si l'on considère la gravité du risque dans ce pays, on peut estimer satisfaisante la façon dont a été organisée l'assurance.

En Hesse, un contrat de quinze ans avait été conclu en 1903 entre l'Etat et la Norddeutsche, contrat en vertu duquel le premier devait intervenir avec les moyens fournis par un fonds de réassurance d'Etat contre la grêle en faveur des assurés appartenant à la Hesse pour des engagements à des cotisations additionnelles assumées par ceux-ci. Mais ce contrat fut dénoncé avant son échéance, en 1912, car il se démontra trop onéreux pour l'Etat de Hesse.

d) *Résultats.*

Voici les résultats des deux derniers exercices concernant l'ensemble des institutions d'assurance publique :

	Polices	Capitaux assurés	Cotisations	Sinistres
1934 :	167.303	449.173.537	7.495.068	1.930.227
1935 :	172.548	479.604.989	7.485.810	4.527.773

§ II. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN ITALIE ⁽²⁰⁾

En 1935, de nombreuses Sociétés s'occupaient de l'assurance grêle :

— d'une part, des Sociétés privées, sous forme mutuelle ou par actions ;

— d'autre part, un certain nombre d'Associations ayant un caractère exclusivement local, des petites Sociétés à forme coopérative.

A. — *L'Assurance privée*

1° *Législation.*

Un certain nombre de textes s'appliquent à l'assurance grêle.

Le contrat d'assurance, en ce qui concerne les assurances contre les « dommages », est régi par les articles 417-422 du Code du Commerce, contenant les dispositions générales sur le contrat d'assurance proprement dit, et par les articles 423-448 se rapportant particulièrement aux assurances terrestres.

Quant au statut des Sociétés, il est régi par la loi du 29 avril 1923, qui a créé un régime juridique pour la garantie des assurés, et des dispositions générales se rapportant à l'exercice des assurances, au contrôle et à l'emploi des capitaux ⁽²¹⁾.

(20) *Bulletin Mensuel des Renseignements Economiques et Sociaux*, août 1936.

(21) Cette loi est divisée en huit titres : dispositions préliminaires, assurances sur la vie, assurances contre les dommages, bilans des entreprises privées, surveillance de l'Etat, liquidation et faillite, dispositions générales et pénales, dispositions transitoires et finales.

Cette loi a été modifiée et complétée par plusieurs décrets-lois postérieurs.

D'autre part, un décret ministériel du 29 février 1936 ⁽²²⁾ édicte les conditions générales obligatoires des polices pour l'assurance grêle.

2° Applications.

Organisation. — Les Sociétés s'occupant de l'assurance sont au nombre de 25 environ, dont une vingtaine de Sociétés par actions ⁽²³⁾ et quelques Sociétés mutuelles ⁽²⁴⁾. Quelques Sociétés étrangères ont également étendu leur activité en Italie ⁽²⁵⁾.

Le 17 février 1926, des Sociétés privées, au nombre de neuf, ont formé un consortium (Consortio italiano grandine) ayant son siège à Milan, et pour but

(22) Ce décret a remplacé ceux du 20 avril 1928, du 28 février 1930 et du 28 février 1931.

(23) « Alleanza Securitas Espéria », Rome (1915).

« Anonima di Torino », Turin (1833).

« Anonima Generale di Assicurazioni », Milan (1907). (En 1934 cette Société s'est incorporé « L'Aurora ».

« Anonima Grandine », Milan (1890).

« Assicurazioni d'Italia », Rome (1923).

« Cassa Generale di Assicurazioni », Milan (1911).

« Compagnia di Assicurazioni di Milano », Milan (1825).

« La Fenice di Venezia », Venise (1913).

« L'Italica », Milan (1904).

« La Pace », Milan (1919).

« La Prudenza », Milan (1920).

« La Terra », Milan (1919).

« La Vittoria », Rome (1912).

« Reale Grandine », Bologne (1891).

« Riunione Adriatica di Sicurtà », Trieste (1838).

« Società Cattolica di Assicurazione », Vérone (1896).

« Unione Interprovinciale Agricola », Crémone (1893).

(24) « Mutue Riunite di Assicurazione Grandine », Milan (1934).
(Résultat de la fusion de la « Mutua Agraria Standine » et de la « Vercellese »).

« Paduana Grandine », Milan (1915).

« Società Reale Mutua di Assicurazione », Turin (1828).

« Vecchia Mutua Grandine ed Uguaglianza », Milan (1934).
(Résultat de la fusion des deux Sociétés dont les noms figurent dans celui de la nouvelle Société).

(25) « L'Abeille », Paris.

« L'Union », Paris.

« Sun Insurance Office », Londres.

l'échange réciproque d'assurances concernant les produits sujets à des risques graves. Ce consortium s'occupe aussi de l'étude des problèmes généraux concernant l'assurance grêle ⁽²⁶⁾.

Plus récemment, le 28 décembre 1933, vingt-deux Sociétés signèrent un accord (*concordato italiano grandine*) ayant en vue la nationalisation des tarifs et une réduction des frais pour aboutir à abaisser les taux des primes, sans porter évidemment atteinte au principe de la libre concurrence ⁽²⁷⁾.

3° *Les conditions générales des polices.*

a) *Le décret du 29 février 1936.* — Certaines conditions générales obligatoires des polices sont établies par le décret du 29 février 1936.

Tout d'abord certaines dispositions concernant la durée du contrat d'assurance. Si celui-ci est stipulé pour plusieurs années, sa durée doit faire l'objet d'une déclaration à part insérée dans la police et signée par l'assuré, qui inscrira de sa propre main le nombre d'années de la durée. Quand le contrat est arrivé à terme, il n'est renouvelable que sur la volonté expresse des deux parties. Toute condition dans les polices ou tout engagement ayant pour effet de prolonger tacitement la durée du contrat ou de la subordonner aux sinistres ou à d'autres circonstances sont interdites.

L'assurance doit obligatoirement comporter une franchise dans la mesure suivante: a) 8 % pour le ta-

(26) Anonima Grandine, Assicurazioni d'Italia, Compagnia di Assicurazioni di Milano, Italica, Mutue Riunite di Assicurazione Grandine, Reale Grandine, Riunione Adriatica di Sicurtà, Società Cattolica di Assicurazione et la Vecchia Mutua Grandine ed Eguaglianza.

(27) Les mêmes et en plus, Abeille, Alleanzas Securitas Espéria, Aurora, Cassa Generale di Assicurazioni, Compagnia Anonima di Torino, Italian Excess, Pace, Prudenza, Reale Mutua, Sun, Terra, Union, Vittoria.

bac, les cucurbitacées et les fruits ; b) 6 % pour le chanvre, le maïs, les tomates, la graine de betteraves, le ricin et le raisin ; c) 4 % pour tous les autres produits. Pour les dommages supérieurs à ces proportions, on n'indemnise que l'excédent.

L'exemption de la franchise peut être obtenue moyennant l'application d'une surprime maxima de 20 % de la prime.

De même la possibilité de doubler la franchise est prévue moyennant une réduction de la prime minima de 40 %.

Tandis que le décret de 1928 avait introduit entre autres dans les contrats nouveaux la franchise obligatoire, dont l'application fut suspendue en 1929, le décret de 1930 rétablit provisoirement son caractère facultatif moyennant le paiement d'une surprime ; mais en 1931 le caractère obligatoire fut de nouveau introduit et enfin supprimé par le dernier décret que nous allons examiner.

Le décret en question stipule que la liquidation du sinistre doit être calculée sur la base des prix fixés dans la police pour chaque produit, mais que, néanmoins, on peut convenir qu'en cas de dommages graves, même de pertes totales, on pourra déduire du paiement de l'indemnité l'économie réalisée par les frais de récolte.

En ce qui concerne la forme de la police, il a été spécifié qu'on ne doit y faire figurer que la prime, les surprimes payées, pour être exonéré soit de la franchise, soit des frais d'expertise, les réductions de la prime, soit pour le redoublement de la franchise, soit pour la déduction des économies réalisées dans les frais de récolte, soit pour les contrats pluriannuels, la taxe de gestion qui ne doit pas être supérieure à 10 % de la prime, la taxe gouvernementale et les

intérêts sur la traite émise pour le paiement de la prime.

Quant à l'échéance du risque normal, celle-ci a lieu lorsque le produit est arrivé à maturité et pas plus tard que le 10 juin pour les navets, le 20 juin pour la feuille de mûrier et pas au delà de la fin de la campagne des vers à soie ; le 15 juillet pour la graine de trigonnette, le lin et le lupin, le fenugrec, et la graine de lin ; le 31 juillet pour l'avoine, les fèves, le blé, l'orge, le seigle, l'épeautre et la vesce ; le 31 août pour le chanvre ; le 15 septembre pour les graines de luzerne, le trèfle et la sulla ; le 31 octobre pour tous les autres produits. Si l'assuré le demande au moment de la stipulation de son contrat, l'échéance du risque peut être prolongée au delà des dates indiquées, sans surprime, pour les zones où le cycle de culture finirait normalement après ces dates, et avec surprime quand la prolongation est demandée en cours d'assurance par suite de faits exceptionnels et impossibles à prévoir. En tout cas, il est entendu que le risque est arrivé à son terme cinq jours après que la plante cultivée et assurée a été coupée et qu'il ne dépasse jamais les dates citées ici.

Si, sur un ou plusieurs lots assurés, il y a eu destruction totale, ou tout au moins destruction d'un tiers des produits par suite de sinistres autres que la grêle, l'assuré a droit à ce que ces lots soient défalqués du contrat et à ce qu'on lui rembourse la prime lorsqu'il en fait la demande au moins quinze jours avant la date de la récolte. On fait alors un compte proportionnel depuis la date de la demande écrite jusqu'à celle où l'on peut présumer que cessera le risque relatif au produit pour lequel cette réduction a été sollicitée.

Le pourcentage des dommages, en cas de chutes de

grêle successives, doivent toujours se rapporter au total de la valeur assurée au début.

Pour chaque dénonciation de sinistre, l'assuré doit effectuer un dépôt de 1 ‰ du montant assuré pour les produits dont on a dénoncé l'« endommagement », avec un minimum de 30 livres et un maximum de 100 pour chaque dénonciation.

Les frais d'expertise ne doivent pas dépasser 7 % de l'indemnité et en tous cas, 1.000 livres pour un seul assuré, ni être inférieurs à 15 livres. Si les dommages sont inférieurs à la franchise, les frais d'expertise sont à la charge de la Société, à laquelle est dévolu le dépôt dont nous venons de parler. Pour chaque dommage dénoncé que l'expertise ne reconnaît pas, l'assuré doit payer les frais d'expertises liquidés par la Société pour la partie excédant le dépôt susvisé. L'exonération des frais d'expertise peut être convenue moyennant augmentation de la prime pouvant atteindre 10 %.

Au cas où la récolte serait imminente, le constat du dommage doit être fait dans les cinq jours qui suivent la déclaration du sinistre.

L'assuré doit aviser par déclaration régulière l'agence qui a émis la police, dans les trois jours à partir du moment où le sinistre s'est produit.

b) *Accords entre Sociétés et projets de réformes.* — D'autre part, une entente est intervenue au début de 1936 entre la Confédération fasciste des agriculteurs et le Syndicat national de la Fédération patronale fasciste des Compagnies d'assurances, comme conclusion d'une suite de pourparlers entre les organismes intéressés sur la base de la résolution de la corporation de la prévoyance et du crédit, qui, au mois de juin 1935, en clôturant ses travaux sur le problème du per-

fectionnement de l'assurance contre les dommages causés par la grêle, avait invité ces diverses Associations, à conclure un accord économique collectif pour régler certaines conditions du contrat d'assurances.

D'après cette entente : a) les franchises fixées par les dispositions législatives en vigueur peuvent être abolies contre le paiement d'une surprime ne dépassant pas 20 %, ou bien doublées contre une réduction de la prime d'au moins 30 %. Ces mesures peuvent être appliquées également aux contrats pluriannuels en cours ; b) le tarif variable peut être accordé sur demande de l'assuré (avec faculté d'étendre la concession aux contrats pluriannuels en cours) à la vigne, au chanvre, au tabac, aux tomates, aux fruits et aux cucurbitacées ; c) si le tarif fixé pour les contrats pluriannuels est supérieur à celui adopté par la Société dont il s'agit année par année, il peut être réduit au chiffre de ce dernier, déduction faite du rabais découlant du fait qu'il s'agit d'un contrat pluriannuel ; d) la taxe de gestion doit être de 10 % ; e) l'exonération des frais d'expertise est accordée contre une surprime de 10 %.

De plus, plusieurs organismes ont proposé l'adoption de certaines réformes. Voici les principales :

La Corporation de la prévoyance et du crédit invite tout d'abord les Associations syndicales intéressées, après avoir reconnu la liberté d'assurance contre la grêle, à demander qu'on introduise les conditions suivantes applicables à tous les assurés : a) offre faite aux producteurs agricoles de divers types de polices (avec ou sans franchise) adaptées aux diverses exigences des exploitations agricoles ; b) faculté accordée aux producteurs agricoles d'admettre la déduction des frais de récoltes évités en cas de dommages très

graves et totaux contre une juste réduction de tarif ; c) faculté accordée aux producteurs de demander l'exonération des frais d'expertise contre augmentation du tarif dans la mesure de 10 % ; d) modifications des règles en vigueur en ce qui concerne la déduction des frais de récoltes évités ; e) institution d'un office chargé de recueillir les données statistiques qui devrait être confié à la Corporation.

La Confédération fasciste des agriculteurs s'élève contre le nombre excessif des Compagnies d'assurance grêle, d'où augmentation des frais généraux et d'expertises, et des commissions, nécessitant une majoration des tarifs.

Quant à la Confédération fasciste des travailleurs agricoles, elle réclame : a) la franchise facultative ; b) l'abolition du concordat pour l'application des tarifs ; c) la faculté accordée à l'agriculteur de ne pas calculer dans la liquidation les frais de récoltes en cas de sinistre total ; d) la création d'une Mutuelle nationale d'assurance grêle, en considérant que la grêle est un fléau commun à tous en Italie, et que, par conséquent, l'Etat doit participer au paiement des indemnités.

3° Résultats.

Voici les résultats obtenus en Italie de 1930 à 1933 avec le pourcentage des sinistres par rapport aux primes (en liras) :

	Primes	Sinistres	Pourcentages
1930.....	108.312.934	119.552.220	110,37 %
1931.....	74.625.891	42.047.570	56,34 %
1932.....	75.081.034	80.079.745	106,65 %
1933.....	66.684.285	86.384.237	129,46 %

B. — *L'Assurance publique*

Les Associations agricoles locales d'assurance mutuelle sont régies par le décret du 2 septembre 1919, le décret exécutif du 26 février 1920, ainsi que par les dispositions législatives postérieures contenant des amendements et des additions aux dites lois ⁽²⁶⁾.

Ces Sociétés, pour être soumises aux dispositions législatives que nous avons citées précédemment, doivent opérer dans une circonscription strictement locale, exclure tout but de spéculation et observer la gratuité des charges sociales (exception étant cependant faite pour le secrétaire et le caissier).

Le règlement de 1920 établit que les mutuelles dont il s'agit doivent gérer séparément chaque branche d'assurance et que les statuts sociaux doivent prescrire, en dehors d'un droit général d'inscription, une taxe d'inscription spéciale pour chaque branche à laquelle chacun des membres désire participer.

Les statuts des Sociétés d'assurances doivent, en outre, établir non seulement le montant et le détail des droits d'inscription ci-dessus, mais aussi les règles à suivre pour la constitution des fonds de réserve de chaque branche d'assurance, ainsi que les règles et modalités des prélèvements à opérer en cas de déficit.

Le fonds de réserve général est destiné à faire face aux dépréciations et aux pertes de l'actif social et à réaliser les autres objets envisagés par les statuts.

Ce dernier est normalement constitué par les droits généraux d'inscription et par l'attribution

(26) Décret du 2 septembre 1919 converti en loi le 17 avril 1925, modifié par les décrets des 21 octobre 1923, 27 octobre 1927 et 12 juillet 1934.

de 10 % sur les fonds de réserve spéciaux dont nous allons parler, s'ajoutant aux intérêts de ce fonds.

Les fonds de réserve spéciaux à chaque branche d'assurance sont alimentés par des contributions particulières n'ayant pas d'autre affectation, par un prélèvement sur les bénéfices réalisés par chaque branche (50 % en grêle) et par les intérêts des placements.

L'augmentation de ces réserves doit être poursuivie tant que le montant n'a pas atteint le triple des contributions du dernier exercice. Ce chiffre doit être toujours maintenu, au moyen d'appels supplémentaires, s'il est nécessaire d'y recourir.

Les membres admis à faire partie de la mutuelle sont tenus de payer le droit général et les droits spéciaux d'inscription ; ils doivent verser d'avance leurs cotisations annuelles calculées suivant la valeur assurée, ainsi que les cotisations supplémentaires éventuelles prévues par les statuts ; en outre et sauf dans certains cas, ils doivent assurer à la mutuelle, sans aucune limitation, tous les biens qu'ils possèdent et qui sont exposés à un même risque.

Les membres dont les produits assurés, sont endommagés par la grêle, doivent immédiatement dénoncer le sinistre à l'assureur en indiquant également les mesures à prendre pour éviter que le dommage subi n'augmente. Ils ne doivent pas déplacer les produits sinistrés avant que la mutuelle n'ait fait procéder à l'expertise et de toute façon pas avant le troisième jour suivant le sinistre.

Le maximum des indemnités qui, eu égard au montant du dommage souffert, peuvent être accordées par les mutuelles, doit être fixé par les statuts. Mais dans aucun cas, le maximum ne pourra excéder 90 % de la valeur du produit.

Les membres de la mutuelle ne peuvent en aucun cas assurer à un autre organisme les 10 % du risque non couverts par la mutuelle.

D'après la loi de 1919, les mutuelles en question peuvent se réassurer et pourvoir à la défense de leurs intérêts en se groupant en fédérations de mutuelles ou caisses de réassurances auxquelles le Ministère des Corporations confère la personnalité juridique par un décret ; ce même décret approuve les statuts qui doivent être délibérés par l'Assemblée des représentants des mutuelles participantes. Pour la constitution de ces organismes, l'adhésion initiale d'au moins dix Sociétés est requise. Si, par la suite, ce chiffre diminuait, les organismes en question pourraient continuer à fonctionner en vertu d'un décret du Ministre des Corporations.

Ces Caisses de réassurance doivent veiller à l'observation des dispositions statutaires et de caractère intérieur régissant les mutuelles fédérées, vérifier la régularité du fonctionnement de la comptabilité et de l'administration.

Le montant des contributions annuelles de chaque mutuelle à la réassurance doit être approuvé par les Caisses de réassurance qui devront aussi déterminer la limite maxima et minima de la quote-part du risque que la mutuelle peut conserver à sa charge.

Ces organismes sont soumis à la surveillance du Ministère des Corporations. Au cas où ils ne se conformeraient pas aux règles législatives et où ils n'auraient pas la possibilité d'accomplir leur tâche, le Ministère des Corporations pourrait appliquer des mesures allant jusqu'à la liquidation de ces Caisses.

Les mutuelles qui ne se constituent pas en fédération pour des causes dépendant de leur volonté et qui préfèrent par conséquent rester indépendantes, ne bénéficient pas des avantages fiscaux et financiers établis par les dispositions législatives que nous venons d'examiner.

CHAPITRE III

LES REGIMES DE PUR MONOPOLE D'ETAT

Certains pays pratiquent l'assurance contre la grêle comme monopole, soit d'Etat, soit d'une institution de droit public.

Le premier cas se rencontre en U. R. S. S., le second en Bulgarie.

I. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN U.R.S.S.

A notre grand regret, nous n'avons pu nous procurer la documentation nécessaire sur le régime de monopole de l'assurance contre la grêle en U.R.S.S. Aussi ne pourrions-nous indiquer que le schéma du système : espérons qu'il donnera une idée suffisante de la question.

I. — *Notions générales sur l'organisation des assurances de biens* ⁽¹⁾.

L'assurance dans l'U.R.S.S. est monopolisée par l'Etat et fonctionne sur tout le territoire par une entreprise unique « Le Gosstrakh » ⁽²⁾ (l'assurance d'Etat) qui agit à un point de vue économique.

Les opérations de l'assurance d'Etat s'effectuent

(1) Y. V. N. GORDON : *Droit Soviétique*.

(2) Ordonnance sur le Gosstrakh. *Rec. Lois*, 1925, n° 75, articles 536-537.

d'après la législation générale de l'Union et les lois des Républiques de l'Union.

D'après la nature juridique, on peut diviser les assurances en deux catégories : les assurances obligatoires et les assurances volontaires. De même les assurances obligatoires peuvent être d'office ou non.

L'assurance obligatoire d'office s'applique en bloc. Pour une circonscription donnée, la loi fixe d'avance, d'une part l'étendue de la prime que devra payer l'assuré et d'autre part dans quelle mesure s'engage le Gosstrakh. Les biens sont aussi réputés assurés d'office, sans le moindre contrat et indépendamment même du paiement de la prime. On peut signaler d'ailleurs qu'en cas de non-paiement à l'échéance, il y aura lieu à des poursuites administratives et non contentieuses. Les assurances contre l'incendie, la grêle, sont réputées obligatoires d'office.

L'assurance obligatoire, mais non d'office, s'applique pour l'incendie, mais quand il s'agit d'objets appartenant à l'Etat ou à un établissement de droit public quelconque. Elle diffère de l'assurance obligatoire d'office en ce que la loi ne détermine pas d'avance le montant de la prime, ni la somme assurée, mais que ceux-ci sont établis dans chaque cas par un contrat spécial.

L'assurance volontaire concerne surtout les assurances de personnes (vie, accidents) mais il est toujours loisible à un particulier déjà assuré obligatoirement de souscrire un supplément de garantie, au cas où il se trouverait insuffisamment couvert.

II. — *L'Assurance grêle en particulier.*

Nous avons vu que l'assurance contre la grêle était obligatoire d'office.

Pendant l'assurance ne peut être appliquée qu'à

la suite des organes locaux du pouvoir après projets ratifiés par le S.T.O.

Il en résulte que l'assuré, ayant dû déclarer quels étaient ses ensemencements, se trouve automatiquement garanti. La loi fixe la prime applicable dans la circonscription (République, Région, Gouvernement). De même se trouve fixée la portée de l'engagement du Gosstrakh, quels seront les minima et les maxima entre lesquels pourra osciller l'indemnité, quelle proportion du dommage sera remboursée...

Il ne s'agit que rarement d'un remboursement total de la perte subie mais seulement d'une quote-part. Aussi, l'assuré qui veut une couverture complète, peut-il contracter une assurance volontaire, en plus de celle existant déjà d'office et destinée à la compléter. Il y aura alors un contrat spécial pour lequel le Gosstrakh et l'assuré établiront une nouvelle prime et la nouvelle somme assurée.

En sens inverse, notons que le principe de l'obligation d'office ne doit pas s'appliquer d'une manière stricte, car des exceptions totales ou partielles du paiement de la prime peuvent être accordées à ceux dont les ressources sont insuffisantes, sans pour cela supprimer la garantie du Gosstrakh dont la responsabilité est maintenue.

§ II. — L'ASSURANCE CONTRE LA GRÊLE EN BULGARIE ⁽³⁾

1° *Législation*

C'est la loi du 26 décembre 1910 qui a organisé l'assurance pratiquée exclusivement par la Banque centrale coopérative de Bulgarie.

(3) *Bulletin Mensuel des Renseignements Economiques et Sociaux*, juin 1932.

Cette loi a été légèrement modifiée et complétée par la loi du 19 mars 1925.

2° Organisation

Pendant la période allant de 1895 jusqu'à 1903, l'organisation de l'assurance grêle avait été basée sur le principe de l'obligation, par une loi édictée au cours de 1895. Cette forme d'assurance s'étendait à toutes les cultures agricoles sauf le tabac. Les primes étaient établies pour toutes les parties du territoire de l'Etat et pour toutes les cultures sur la base uniforme de 5 % de l'impôt foncier. L'Etat contribuait au fonds destiné au paiement des indemnités par une subvention annuelle de 300.000 levas ⁽⁴⁾. Cette forme d'assurance appliquée pendant huit années n'ayant pas donné les résultats attendus, elle avait été abolie en 1903.

Ce n'est qu'en 1910 qu'une nouvelle loi est venue en aide aux agriculteurs, créant l'institution qui est en vigueur actuellement, avec les modifications imposées par les circonstances, notamment par les conséquences de la guerre (dévalorisation du leva, augmentation des impôts, bouleversement économique, etc...).

L'assurance grêle ainsi qu'elle a été organisée, n'est pas soumise à la loi portant surveillance des institutions privées d'assurance du 1^{er} mai 1932 et modifiant et complétant la loi du 26 juillet 1926 qui avait introduit la surveillance de l'Etat sur les sociétés privées d'assurance. En effet, la loi précitée ne s'applique pas aux institutions d'assurance publique existant en vertu de lois spéciales.

(4) 100 levas = 18 fr. 40.

La section d'assurance grêle, auprès de la Banque centrale coopérative, doit rendre compte chaque année de son activité au Ministère de l'Agriculture et des Domaines publics au contrôle duquel elle est soumise.

Auprès de ladite institution d'assurance fonctionne un Conseil composé : a) d'une personne choisie parmi les assurés dans chaque district et élue pour une durée de trois ans par le Conseil de district ; b) du chef des services d'agriculture auprès du Ministère de l'Agriculture et des Domaines publics en qualité de Commissaire d'Etat. L'Institution convoque le Conseil en session une fois au moins par an. Les décisions du Conseil sont soumises à l'approbation préalable du Ministère de l'Agriculture. L'institution est tenue d'exécuter les décisions du Conseil concernant les modifications des conditions générales d'assurance, les cotisations d'entrée et les changements relatifs aux limites à partir desquelles naît le droit à une indemnité.

Sauf les cas expressément réglementés par la loi sur laquelle est basée l'institution, c'est celle-ci qui fixe sous la condition de l'approbation préalable du Ministère de l'Agriculture :

- a) les conditions d'assurance ;
- b) le mode d'acceptation ou de rejet des propositions ;
- c) le mode d'évaluation des dommages ;
- d) le montant des cotisations d'entrée ;
- e) la prime annuelle à calculer sur la base du risque de grêle au point de vue géographique et suivant l'espèce de culture ;
- f) la fixation des indemnités.

Les fonds de la section doivent être affectés unique-

ment à ces buts et sont gérés d'une façon indépendante.

Le capital de fondation de la section a été fixé par la loi à 30.000.000 de levas versés par l'Etat. (Jusqu'à présent 1.000.000 de levas ont été versés seulement). En dehors de ces fonds la loi a établi que cette institution devait recevoir chaque année de la part de l'Etat une subvention de 8.500.000 levas au minimum. (Pendant 1930 ont été versés seulement 2.000.000 de levas).

Au paiement des indemnités pendant l'année et à la couverture des frais d'administration de l'institution sont affectés : *a*) les primes perçues au cours de l'année ; *b*) les subventions accordées par l'Etat ; *c*) les intérêts des fonds. Les subsides annuels accordés par les Conseils de districts inférieurs à 1 % de leurs recettes budgétaires, servent à diminuer les primes des assurés du département correspondant. Si les sources financières susdites, après déduction des frais administratifs, ne sont pas suffisantes pour permettre le paiement d'au moins 80 % des indemnités, 50 % du fonds de réserve peuvent, d'après la loi, être employés pour compléter la somme indispensable au paiement desdits 80 % d'indemnités. Si la somme obtenue de la sorte ne suffit pas encore pour permettre le paiement de 80 % des indemnités, l'institution contractera un emprunt auprès de la Banque agricole ou auprès de la Banque Nationale de Bulgarie pour une somme égale à celle qui manque pour payer lesdits 80 % des indemnités. Cet emprunt doit être couvert par les premiers excédents des années suivantes. Un second emprunt du même genre ne peut pas être contracté avant l'amortissement du premier, même au cas où les sommes destinées au paiement des indemnités et indiquées ci-dessus ne se-

raient pas suffisantes pour permettre le paiement de 80 % des indemnités.

Le fonds de réserve de l'institution se compose : a) des excédents qui restent après le paiement des indemnités et des frais d'administration ; b) des versements d'entrée ; c) des indemnités qui d'après la loi sont acquises au fonds de réserve ; d) des donations, legs, etc...

Après de la Banque centrale coopérative est organisé un service régulier pour la constatation des chutes de grêle ainsi que des dommages causés par ce fléau. Ce service fonctionne indépendamment du service météorologique. A part les renseignements publiés chaque année dans le rapport de la Banque, une publication en langue bulgare a parue en 1931, concernant l'organisation et l'activité de la Banque centrale coopérative à partir de 1911 jusqu'à 1930 (Dwadesset Godischnik na bulgarskata Znetralna Cooperatiwna Banka, Sofia) et dans laquelle il y a entre autres, d'intéressants renseignements ainsi que des tableaux sur les chutes de grêle et sur les dommages qu'elle occasionne pendant la période de temps indiquée ci-dessus.

Pour le développement de l'assurance grêle, la Banque centrale coopérative a organisé, dans tout le pays, une vive propagande qui est pratiquée à différentes époques et notamment d'une façon spéciale, le 27 avril de chaque année. On appelle cette date le « jour de l'assurance grêle ».

CONCLUSION

Au cours de notre travail, nous nous sommes efforcé d'étudier les origines, les progrès, les modalités et les résultats de l'assurance contre la grêle en France et à l'Etranger.

Etant donné l'impossibilité de se défendre contre les ravages occasionnés par ce fléau, la protection des agriculteurs par l'assurance est, jusqu'à présent, le seul moyen reconnu efficace.

Pour arriver à une garantie aussi complète que possible, des solutions diverses ont été envisagées et appliquées, basées, nous l'avons vu, d'abord sur l'initiative privée, ensuite sur celle de l'Etat.

Les résultats obtenus, sont, dans leur ensemble, on peut le dire, intéressants, et les méthodes employées sont en harmonie avec les conditions spéciales de chaque pays. Mais, comme dans toute œuvre humaine, des progrès restent toujours à introduire.

En ce qui concerne la France, de nombreux projets de loi, mettant en avant l'intérêt général, sont déposés pour régir les Sociétés d'assurances privées ou même pour les supplanter au moyen de l'assurance officielle obligatoire ou facultative, subventionnée par l'Etat et exonérée d'impôts. Mais vu les difficultés de

réalisation pratique indiquées au cours de notre travail, ne risque-t-on pas de détruire, sans être sûr de les remplacer avantageusement, des institutions créées souvent depuis plus d'un siècle, qui ont fait leurs preuves, se perfectionnant progressivement, ont rendu et rendent d'incontestables services, et qui non seulement ne recourent pas à l'intervention financière de l'Etat, mais encore alimentent son budget, en lui versant des impôts croissants ?

La même question se pose à l'étranger, où nous avons étudié les essais réalisés dans les principaux pays et les difficultés rencontrées.

En ce qui concerne l'assurance grêle dans le monde, c'est sur la question de la division internationale des risques que semblent devoir se porter les efforts, étant donné l'irrégularité et la gravité variable des chutes de grêle dans le temps et l'espace.

On a vu comment toute Société recherchait la division de ses risques et dans ce but, s'efforçait de conclure des conventions d'échanges d'affaires, de coassurances ou de réassurances, avec des Sociétés de même nationalité ou même de diverses nationalités ⁽¹⁾.

Etudiant l'application d'ententes déjà conclues entre des Sociétés de pays différents, des assureurs allemands, en 1929, ont cherché une organisation d'une plus grande envergure ⁽²⁾ et ont commencé une étude de la question ; des conférences internationales furent même tenues au cours de cette même année ⁽³⁾. Le

(1) Par exemple, le Pool d'Italie, celui de Hongrie, la Canadian Hall Underwriters Association...

(2) Willis, Faber et Hubener, à Hambourg.

(3) 8 juillet, à Salsbourg et 2 septembre, à Vienne, où étaient représentés huit pays : Allemagne, Autriche, France, Hongrie, Italie, Pologne, Tchécoslovaquie, Yougoslavie.

but était d'arriver à la constitution d'un Pool mondial, c'est-à-dire d'une réassurance mutuelle générale pour équilibrer les pertes suivant les pays et les années. Le projet s'est heurté et se heurte jusqu'à présent, à de nombreux obstacles d'ordre pratique : différences de législations, absence de bases suffisantes pour calculer les taux moyens des contributions de chacun, rentrée et répartition des fonds...

Les résultats d'un Pool international, se combinant avec ceux de la réassurance, elle-même internationale, arriveront-ils à permettre d'améliorer encore le fonctionnement de l'assurance-grêle ?

Nous n'en voyons pas encore la réalisation.

ANNEXES

DOCUMENTS

L'ABEILLE

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE D'ASSURANCES
Siège social à Paris

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER. — La Compagnie assure, conformément aux dispositions de la loi du 13 Juillet 1930 sur le contrat d'assurance, et aux Conditions Générales et particulières qui suivent.

Objet et étendue de l'Assurance

ART. 2. — La Compagnie assure exclusivement la perte de quantité causée aux récoltes par l'action mécanique du choc des grêlons, sans tenir compte de la diminution de qualité.

Formation du contrat — Déclarations à faire par l'assuré lors de la souscription

ART. 3. — Toute personne intéressée à la conservation d'une récolte peut la faire assurer.

L'assurance ne peut profiter qu'à celui qui est titulaire du contrat ou à celui qui est expressément désigné par le signataire du contrat comme devant en profiter.

ART. 4. — Époque de souscription. — L'assurance peut être faite à toute époque de l'année.

Si les récoltes ont déjà été endommagées par la grêle, l'assuré doit en faire la déclaration dans le contrat, sous peine des sanctions prévues à l'article 36.

ART. 5. — Le contrat est rédigé par écrit d'après les déclarations de l'Assuré et daté du jour où il est souscrit.

L'assuré doit faire connaître ses noms, prénoms et domicile, ainsi que la qualité en laquelle il agit. L'assuré doit également faire connaître pour chaque parcelle dont il fait assurer les récoltes :

a) la commune où elle est située,

- b) le lieudit,
- c) la nature du risque,
- d) la contenance (en hectares et ares),
- e) le rendement espéré sur l'ensemble de la parcelle (en quintaux métriques ou en hectolitres),
- f) le prix de l'unité,
- g) si la récolte de la parcelle est déjà assurée ou non, et dans quelles conditions.

Le détail parcellaire est rigoureusement obligatoire.

Toute addition ou modification au contrat d'assurance doit être constatée par un avenant signé des parties.

ART. 6. — Etablissement du prix unitaire. — Pour chaque nature de récolte, le prix à l'unité devra être établi, d'un commun accord entre l'assuré et l'assureur, en tenant compte de la valeur de toutes les parties de la plante composant la récolte. Dans ce prix, la paille ou la partie fourragère entre au minimum dans les proportions suivantes :

10 % pour les céréales, prairies cultivées pour la graine, maïs, vesces, gesses, pois à récolter en vert.

5 % pour les autres récoltes, sauf pour les pommes de terre et les betteraves quelle que soit leur destination pour lesquelles la partie fourragère n'est pas comprise dans l'assurance.

Le prix de la graine entre pour 25 % dans la valeur assurée des lin et chanvre.

Les proportions ci-dessus peuvent être modifiées d'un commun accord entre l'assureur et l'assuré moyennant surprime. Quant à la vigne, ses fruits de l'année seuls sont assurés.

ART. 7. — Capital assuré. — Le produit du prix de l'unité, par le rendement assuré pour chaque parcelle, détermine pour celle-ci le capital assuré.

ART. 8. — Assurance d'une même nature de récolte. — L'assuré faisant couvrir une nature de récolte, doit faire figurer au contrat la totalité des récoltes de cette nature lui appartenant, situées tant sur une même commune que sur celles limitrophes.

ART. 9. — Durée de garantie. — La garantie commence la première année le lendemain à midi du jour de la signature du contrat par les deux parties, et les autres années, le premier janvier.

Elle cesse chaque année :

1° Au 31 octobre à midi, pour toutes les récoltes qui ne sont pas rentrées à cette époque et dont le développement peut se prolonger au-delà de ce terme ;

2° Pour les lins, chanvres, colzas et toutes graines cultivées pour semence, dès que ces récoltes ne sont plus pendantes ;

3° Pour toutes les autres récoltes, après leur enlèvement.

Cette période ainsi délimitée constitue un « exercice ».

La prime annuelle représente le coût de la garantie de l'assureur pour la durée de l'exercice.

Les récoltes mises avant le sinistre en meules, meulons, moyettes, dizeaux ou tas, *sont réputées enlevées*, mais peuvent être garanties moyennant surprime.

ART. 10. — Nombre de récoltes garanti par exercice. — L'assurance ne couvre qu'une seule récolte par exercice, sauf pour les prairies, dont toutes les coupes sont garanties si l'assuré a attribué un rendement particulier à chacune d'elles: faute de quoi, la première coupe seule est assurée.

Obligations de l'assuré au cours du contrat

ART. 11. — Assolements annuels. — Chaque année, après le 1^{er} janvier, et en tous cas avant le 31^r mai, l'assuré devra obligatoirement fournir à l'assureur un assolement indiquant, pour l'exercice en cours, les modifications apportées dans ses ensemencements, ainsi que les rendements espérés de ses diverses cultures.

S'il a fait couvrir par le contrat ou les assolements précédents, une certaine nature de récolte, il doit faire figurer au nouvel assolement la totalité des récoltes de cette nature lui appartenant, situées tant dans une même commune que dans celles limitrophes.

Aucune modification ne pourra être apportée au prix unitaire, sans l'assentiment exprès et par écrit de l'assureur.

Passé le 31 mai, l'assuré sera considéré comme ayant confirmé purement et simplement, pour l'exercice en cours, les déclarations faites par lui pour le précédent exercice et, en conséquence, il devra payer à l'assureur pour l'exercice en cours, une prime égale à celle du précédent exercice, quels que puissent être l'état et la nature des récoltes de l'année.

A dater du 31 mai, l'assuré ne peut faire d'autres assolements que pour un capital supérieur ou égal à celui assuré l'année précédente. L'assolement prend effet le lendemain à midi du jour de sa signature par les contractants (sauf cas prévu à l'article 15).

Si, au cours d'un exercice, l'assuré désire faire couvrir un rendement qu'il juge exceptionnel, ou augmenter le prix unitaire, il pourra faire un avenant d'augmentation, qui n'aura d'effet que pour l'année en cours.

ART. 12. — Paiement des primes. — A l'exception de la première, les primes sont payables au domicile de l'assuré, ou à tel autre lieu convenu et expressément désigné dans les conditions particulières du contrat.

ART. 13. — Echéance des primes. — La prime de la pre-

mière année est payable, soit au comptant, soit à terme, et dans ces cas, au plus tard, le 30 novembre de chaque année.

Les primes de chacune des années suivantes se paient au fur et à mesure des assolements, pour les polices dont la prime est au comptant, à la même époque que la prime de première année, pour les autres.

Pour les assurés qui ont payé comptant leur prime de première année et qui ne font pas d'assolement les années suivantes, la prime devient exigible le 30 juin.

ART. 14. — Décompte de la prime. — La prime, calculée d'après les capitaux assurés par la police ou les assolements successifs, est majorée de tous les impôts existants ou pouvant être établis, soit sur elle-même, soit sur les capitaux assurés, ainsi que des frais de répertoire et accessoires.

ART. 15. — Conséquence du retard dans le paiement des primes. — L'effet de l'assurance en cas de non paiement de la prime, dans un délai d'une huitaine à dater de l'échéance, pourra être suspendu vingt jours après que l'assuré ou la personne chargée du paiement des primes aura été mis en demeure par lettre recommandée, adressée au dernier domicile de l'assuré connu de l'assureur, l'assuré restant tenu au paiement tant de la prime échue que de celles à échoir ; cette mise en demeure rend en tous cas la prime portable, et la police ne reprendra son effet que le lendemain à midi du jour du paiement intégral de l'arriéré et des frais s'il y a lieu, même si l'assuré a fourni des déclarations d'assolement. L'assureur pourra, trente jours après la mise en demeure, résilier la police par lettre recommandée, sans préjudice de son droit au recouvrement judiciaire des primes échues.

ART. 16. — Assurances cumulatives. — Pendant toute la durée du contrat, l'assuré ne peut souscrire à un autre organisme d'assurance un complément de garantie pour des récoltes figurant à la police souscrite avec le premier assureur ou aux assolements successifs y afférents, sans en prévenir celui-ci, par lettre recommandée, dans un délai de huit jours à compter de la date de signature du nouveau contrat. Le complément de garantie ne pourra porter que sur une majoration des prix unitaires, étant entendu que ceux figurant à l'assolement adressé pour cet exercice au premier assureur ne seront pas inférieurs aux prix pratiqués dans le dernier assolement ou, à défaut, dans la police.

ART. 17. — Changement dans la personne de l'assuré. — En cas de décès de l'Assuré, d'aliénation, de cession de bail ou de location du fonds sur lequel sont situées les récoltes garanties par la Police, l'assurance continue de plein droit

au profit de l'héritier ou légataire, de l'acquéreur, du cessionnaire ou du locataire, à charge pour celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat.

Il sera toutefois loisible à l'héritier, légataire, acquéreur, cessionnaire ou locataire, de résilier le contrat moyennant une indemnité de résiliation égale à la prime de l'année en cours. L'assureur pourra résilier le contrat dans les trois mois qui suivent la date où l'attributaire définitif aura demandé le transfert de la police à son nom, la résiliation ne prenant effet qu'à l'expiration de l'« exercice » en cours.

Si l'assurance continue au profit de plusieurs héritiers ou légataires, acquéreurs, cessionnaires ou locataires, ceux-ci sont tenus solidairement au paiement des primes. Lorsque la prime est payable à terme, celui qui aliène, cède ou loue les récoltes ou le fonds sur lequel elles sont situées, perd le bénéfice du terme, et la prime de l'exercice en cours devient immédiatement exigible ; il reste tenu vis-à-vis de l'assureur au paiement des primes échues, mais est libéré, même comme garant, des primes à échoir à partir du moment où il a informé l'assureur, par lettre recommandée adressée à la Direction de Paris.

ART. 18. — En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré, l'assurance subsiste au profit de la masse des créanciers, qui devient débitrice directe envers l'assureur du montant des primes à échoir, à partir de l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judiciaire. La masse et l'assureur conservent, néanmoins, le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à partir de cette date ; la portion de prime afférente au temps pendant lequel l'assureur ne couvre plus le risque sera restituée à la masse.

ART. 19. — Cessation de culture. — L'assurance expire pour l'assuré qui cesse toute culture, en dehors des cas prévus par les articles 17 et 18 ; mais cet assuré est tenu d'en faire la déclaration par écrit et d'en justifier à la Compagnie avant le 1^{er} janvier, par lettre recommandée adressée à la Direction à Paris. Faute par lui d'avoir fait, avant la dite époque, les déclarations et produit les justifications prescrites ci-dessus, il devra, à titre d'indemnité, une somme égale à la prime de l'année précédente.

L'assuré qui change de ferme ou de métairie doit prévenir immédiatement la Compagnie au moyen d'une lettre recommandée. Si la lettre recommandée n'est envoyée que postérieurement au 1^{er} janvier, l'assuré doit à l'assureur, à titre d'indemnité, une somme égale à la prime de l'année précédente.

La garantie de l'assureur ne s'étend en aucune façon aux récoltes situées sur la nouvelle exploitation, à moins que l'assuré n'ait, d'accord avec l'assureur, fait couvrir ses récoltes par avenant à la police en cours ou par une police nouvelle. La garantie de l'assureur continue, au contraire, pour les récoltes que l'assuré conserve sur l'ancienne exploitation.

ART. 20. — En cas de destruction totale des récoltes assurées par un événement autre que la grêle, l'assurance est suspendue dans son effet pour les récoltes détruites, l'assuré étant toutefois tenu aux mêmes formalités et obligations vis-à-vis de l'assureur, que lorsqu'il s'agit d'un sinistre causé par la grêle (art. 21 des Conditions Générales ci-après). Si ces récoltes ne sont pas remplacées pendant l'exercice en cours par d'autres figurant déjà au contrat ou aux assolements successifs, la portion de prime afférente à la période de garantie où le risque n'est plus couru, c'est-à-dire jusqu'à l'époque normale de la récolte, sera, défalcation faite de l'impôt et des frais de répertoire et accessoires, soit remboursée si la prime est déjà payée, soit déduite de la prime totale si celle-ci n'est pas encore versée à l'assureur.

Sinistres — Mesures à prendre — Formalités à remplir

ART. 21. — Déclaration de sinistre. — La déclaration d'un sinistre doit être faite dans les quatre jours de l'événement, par lettre affranchie et sans enveloppe, adressée par l'assuré ou en son nom à la Direction de la Compagnie à Paris.

Cette déclaration doit mentionner :

- 1° — le nom et l'adresse de l'assuré ;
- 2° — le numéro de la police et la date du dernier assolement ;
- 3° — le nom de l'Agence ;
- 4° — le jour et l'heure du sinistre ;
- 5° — le numéro d'ordre sous lequel chaque parcelle sinistrée est inscrite sur la police ou le dernier assolement ;
- 6° — la commune où elle est située, le lieudit ;
- 7° — la nature de la récolte ;
- 8° — la contenance exacte ;
- 9° — l'évaluation de la perte présumée ;
- 10° — la date vraisemblable de la récolte.

Faute par l'assuré d'adresser sa déclaration dans le délai légal prévu ci-dessus, l'assuré sera déchu de ses droits à indemnité, sauf s'il justifie du cas fortuit ou de force majeure.

Sauf convention contraire, tout fait de grêle occasionnant à une parcelle assurée (ou fraction de parcelle), un dommage

n'excédant pas 10 % de son produit, ne donne droit à aucune indemnité ; mais au-dessus de 10 %, le montant des dommages déterminés par les experts est intégralement payé sans retenue ; si la perte ne s'élève pas au-dessus de 10 %, il n'y a pas lieu à déclaration, sous peine par l'assuré de payer une indemnité forfaitaire de deux cents francs, pour les frais que sa déclaration non fondée occasionnerait à l'assureur ou à son expert.

ART. 22. — L'assuré est tenu, après la grêle et jusqu'à l'expertise, de donner aux récoltes sinistrées les soins habituels de culture et de veiller en bon père de famille à leur conservation et comme aussi d'attendre la venue des experts de l'assureur, pour enlever les récoltes sinistrées. Toute parcelle dont la récolte aura été rentrée avant l'expertise ne pourra donner lieu à indemnité.

ART. 23. — Dans le cas où l'assolement de l'année n'aurait pas été adressé à l'assureur avant la date du sinistre, la déclaration de sinistre devra comprendre le détail de toutes les parcelles sinistrées ou non, cultivées par l'assuré et portant des récoltes de même nature que celles figurant sur le dernier assolement, ou, à défaut, sur la police.

ART. 24. — L'assureur se réserve jusqu'à maturité des récoltes le droit de fixer le jour de l'estimation des dommages.

S'il le juge convenable, il pourra provoquer une expertise provisoire.

ART. 25. — Règlement des dommages. — Les dommages sont réglés de gré à gré ou évalués par deux experts choisis par les parties. Ceux-ci s'adjoignent, s'ils ne sont pas d'accord, un troisième expert, qu'ils nomment eux-mêmes, sauf droit d'exiger qu'il soit pris en dehors du canton où réside l'assuré. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. Faute par l'une des parties de nommer son expert, ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, il est nommé par le Président du Tribunal Civil du lieu du sinistre. Cette nomination est faite sur simple requête signée des deux parties ou d'une seulement, l'autre ayant été convoquée par acte extrajudiciaire. Chaque partie paye les frais et honoraires de son expert, les honoraires du tiers expert et les frais de nomination, s'il y a lieu, sont supportés, moitié par l'assureur, moitié par l'assuré, celui-ci payant d'autre part, les droits d'enregistrement des pièces d'expertise.

ART. 26. — Les experts sont dispensés de toutes formalités judiciaires, ainsi que du serment. Ils sont autorisés à s'entourer de tous titres et renseignements nécessaires et même à faire une enquête s'il en est besoin. L'assuré est tenu de

fournir, tant aux experts qu'aux délégués de l'assureur, tous les documents qu'il peut posséder sur ses diverses cultures et de présenter sa police.

Les experts, après avoir pris tous les renseignements et vérifié tous les documents nécessaires, détermineront l'étendue de la parcelle grêlée.

Ils estiment ensuite :

1° quel aurait été, en quantité, le rendement du principal produit de la récolte sur la parcelle sinistrée, si elle était arrivée à maturité, sans être grêlée ;

2° quelle est en centièmes et séparément pour chacun des produits compris dans l'assurance, la perte réelle occasionnée par la grêle.

Sur la demande de l'une des parties, les experts pourront diviser les parcelles de terre atteintes et procéder séparément à l'expertise de chacune des fractions de parcelles ainsi obtenues.

L'assurance ne devant jamais être une cause de bénéfice, les experts, dans leurs évaluations, ne doivent jamais perdre de vue ce principe du droit commun, et tiennent compte en conséquence, de tous les sauvetages et compensations qui viennent atténuer la perte apparente.

Ces sauvetages et compensations, qui comprennent notamment, tous les frais de rentrée des récoltes que l'assuré n'a plus à faire en cas de perte totale, ne peuvent être évalués à moins que quinze pour cent.

ART. 27. — Si le rendement constaté est supérieur sur une parcelle sinistrée à celui garanti, l'assuré sera considéré comme étant son propre assureur pour la différence.

ART. 28. — Assurance pour compte de qui il appartiendra. — L'expertise, en cas de sinistre, s'effectue avec le signataire de la police et les exceptions qui pourraient lui être opposées s'appliquent également aux tiers pour le compte desquels il a agi.

ART. 29. — Pour le règlement des sinistres survenus avant ou sans qu'il y ait eu d'assolement, l'assuré ne peut prétendre à indemnité pour des natures de récoltes autres que celles garanties par le dernier assolement régularisé, ou à défaut, par la police.

Le règlement de ces sinistres sera toujours fait sur la base des prix unitaires du dernier assolement régularisé ou à défaut, de la police. Il portera sur les rendements réels de l'année, si ceux-ci sont, pour l'ensemble d'une nature de récolte (parcelles sinistrées ou non) inférieurs ou égaux aux rendements assurés l'année précédente. Si, au contraire, les

rendements réels de l'année pour l'ensemble d'une nature de récolte sont, au total, supérieurs aux rendements assurés l'année précédente, l'indemnité sera réduite dans la proportion du rendement assuré l'année précédente au rendement réel. Par exception à ce qui précède, en ce qui concerne les vignes sinistrées avant ou sans assolement, l'indemnité sera réglée d'après le rendement assuré l'année précédente, pour chacune des parcelles sinistrées, ou d'après le rendement réel, s'il est inférieur au rendement assuré et sans qu'il puisse être fait aucune compensation ou répartition d'une parcelle à une autre. Donc, toute parcelle portée l'année précédente pour un rendement nul, ne donnera droit à aucune indemnité.

ART. 30. — L'indemnité à charge de l'assureur est payée à l'assuré en espèces, en mandat ou chèque sur une banque, soit au Siège de la Compagnie à Paris, soit au domicile de l'Agent général, savoir :

Pour les assurés qui ont payé comptant leur prime, dans le mois qui suit l'expertise ;

Pour tous les autres, dans les trente jours de l'échéance de la prime.

ART. 31. — Tout nouveau fait de grêle donne lieu à une nouvelle déclaration et à une nouvelle expertise.

Dans le cas où il surviendrait un nouveau sinistre après un premier règlement, les experts seront libres d'annuler la première expertise et d'opérer à nouveau sur l'ensemble des dommages ou bien de maintenir les premières constatations et de ne déterminer que le dommage supplémentaire.

ART. 32. — Durée de la police. — L'assurance est faite pour la durée actuelle de la Compagnie, sauf convention contraire. — Quand l'assurance excède 10 ans, l'assuré et l'assureur ont la faculté réciproque de dénoncer le contrat tous les 10 ans, avant le 1^{er} juillet du dixième exercice.

Le taux de la prime et des surprimes, fixé par les tarifs pour les assurances de 5 ans, subira, pour les assurances d'une durée moindre, une augmentation d'un dixième.

L'assureur se réserve, sauf convention contraire, en tout état de cause, la faculté de résilier la police à la fin de chaque année, pour les années restant à courir, à la condition de notifier cette résiliation à l'assuré par lettre recommandée, mise à la poste au plus tard, le 31 décembre et adressée au dernier domicile connu de l'assuré. Si le contrat contient une clause de tacite reconduction, la durée de cette Tacite Reconduction ne pourra être, en aucun cas, supérieure à une année.

ART. 33. — Résiliation après sinistre. — L'assureur peut après un sinistre, dénoncé ou non, quelle qu'en soit l'importance, résilier la police atteinte au moyen d'une notification par lettre recommandée, envoyée avant le 31 décembre de l'année du sinistre. L'assureur peut, dans les mêmes formes et délais, résilier les autres polices grêle au nom du même assuré. La même faculté de résiliation dans les mêmes formes et dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation, est accordée à l'assuré pour la résiliation des autres polices qu'il peut avoir souscrites à la Compagnie, si celle-ci use de son droit de résiliation.

L'exercice de ce droit ne donne pas lieu à indemnité au profit de l'assureur.

ART. 34. — Dans tous les cas où l'assuré a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au Siège Social ou chez l'agent général de la Compagnie, soit par acte extra judiciaire, soit par lettre recommandée, l'assureur résiliant toujours par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu.

ART. 35. — Toutes contestations entre l'assureur et l'assuré en raison de la présente police, seront déferées à la juridiction Civile du domicile de l'assuré.

ART. 36. — L'assuré, qui de mauvaise foi, ne fait pas connaître les assurances de même nature coexistant sur les risques, qui sciemment ne comprend pas au contrat ou aux assolements successifs l'ensemble de toutes ses récoltes de même nature lui appartenant, situées tant dans une même commune que dans celles limitrophes, ou assure une récolte déjà grêlée sans le signaler à l'assureur, est entièrement déchu de tous droits à une indemnité sur l'ensemble des risques sinistrés, la déchéance étant indivisible sans distinction entre les divers articles de la police.

Il en est de même en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de sa part.

L'ETOILE

SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'ASSURANCES MUTUELLES

Siège Social à Paris

CONDITIONS GENERALES

Constitution

ARTICLE PREMIER. — « L'Etoile », Société d'assurances mutuelles, a été autorisée le 7 juin 1834.

Elle est régie en conformité des lois et règlements applicables aux Sociétés d'Assurances Mutuelles.

ART. 2. — La Société étend ses opérations à la France et à l'Etranger.

ART. 3. — La Société assure exclusivement la perte de quantité causée aux récoltes par l'action mécanique du choc des grêlons, sans tenir compte de la diminution de qualité. Sa garantie s'étend normalement jusqu'à la mise en meules ou l'enlèvement des produits assurés pour les céréales et jusqu'au détachement du sol pour les autres risques.

ART. 4. — La Société exclut toute solidarité entre ses membres.

Système de l'assurance

ART. 5. — Le système fondamental de la Société est la division de sa circonscription générale en circonscriptions partielles ou groupements régionaux.

ART. 6. — Il est dressé annuellement une répartition qui, avec la statistique de la Société, sert de base pour fixer les taux de cotisations.

ART. 7. — Les risques assurés par la Société sont répartis en classes.

ART. 8. — L'estimation donnée aux récoltes ou risques

dans l'adhésion ou le dernier asselement forme le capital de l'assurance. Elle sert de base aux charges sociales annuelles de l'assuré et détermine la limite maximum de la garantie de la Société.

ART. 9. — Le capital par classe sera toujours arrêté par somme ronde de cent francs.

Cotisations

ART. 10. — Les cotisations varient suivant la nature et la situation des risques.

ART. 11. — Le Conseil d'administration fixe chaque année les cotisations.

ART. 12. — Les cotisations sont exigibles au commencement de chaque année ou lors de la remise de la police ou de l'asselement annuel ; néanmoins le Conseil d'administration peut en ajourner l'échéance au 1^{er} octobre.

ART. 13. — Les cotisations sont payables à la caisse de la Société à Paris, ou entre les mains du receveur indiqué par le Directeur et porteur de la quittance. Ne sont considérées comme valables que les quittances signées du Directeur.

ART. 14. — A défaut de paiement dans la huitaine à dater de l'échéance, le bénéfice de l'assurance pourra être suspendu vingt jours après que l'assuré ou la personne chargée du paiement des cotisations aura été mis en demeure par lettre recommandée, adressée au dernier domicile de l'assuré connu de l'assureur, l'assuré restant tenu au paiement tant des cotisations échues que de celles à échoir ; cette mise en demeure rend en tous cas les cotisations portables.

L'assuré pourra, trente jours après la mise en demeure, résilier la police par lettre recommandée, sans préjudice de ses droits au recouvrement judiciaire des cotisations échues.

ART. 15. — Le bénéfice de l'assurance est également suspendu lorsque les risques assurés ont été warrantés, cédés ou saisis, sans que préalablement la Société ait été prévenue et que les cotisations de l'année aient été payées.

En cas de suspension, le paiement pendant ou après le sinistre ne donne droit à aucune indemnité, l'assurance ne reprenant son effet au profit de l'assuré qu'à dater du lendemain, à midi, du paiement intégral à la caisse de la Société, à Paris, du principal et de tous les frais faits.

ART. 16. — Les quittances de cotisations et d'indemnités sont données pour solde de tous comptes relatifs à chaque exercice.

ART. 17. — Le fonds de réserve est formé au profit de la

Société tout entière, sans distinction de circonscriptions.

ART. 18. — Le fonds de réserve est acquis à la Société. En aucun cas, il ne peut être l'objet de réclamations individuelles ou collectives de la part des sociétaires.

Le contrat d'assurance, sa formation et sa durée

ART. 19. — Toute personne intéressée directement ou indirectement à la conservation d'un risque peut le faire assurer et les règles applicables aux adhésions sont applicables aux assolements ou avenants et réciproquement.

ART. 20. — La demande d'admission se fait par un acte d'adhésion aux Statuts, dans la forme prescrite par le Conseil d'administration. L'adhésion signée et datée par le demandeur ou son mandataire, énonce ses nom et prénoms, la qualité dans laquelle il agit, la durée de l'assurance, le détail parcellaire des risques, leur situation et terroir et l'estimation proposée pour chacun d'eux.

Le Conseil d'administration ou l'un des membres délégués à cet effet, prononcera l'admission ou le rejet, sans être tenu d'en faire connaître les motifs, sur le vu de la demande et le Directeur entendu. Aussitôt la demande admise, l'assurance reçoit un numéro d'ordre et est inscrite sur les livres de la Société; le contrat devient alors définitif et le Directeur délivre une police à l'assuré.

ART. 21. — L'assurance ne produit ses effets actifs et passifs qu'à dater du lendemain à midi, du jour de son admission à la Direction à Paris.

Le détail des récoltes ou risques désignés dans l'adhésion ou le dernier assolement, continuera à servir de base à l'assurance, tant qu'il n'aura pas été modifié conformément aux dispositions des articles 25 et 26 ci-après.

ART. 22. — L'assurance ne couvre qu'une récolte par an; néanmoins l'assurance des prairies naturelles et artificielles comprend toutes les coupes de l'année, pourvu que l'assuré indique dans son assurance la valeur de chacune d'elles, faute de quoi la première coupe seule est assurée.

Toutes les parties intégrantes d'une récolte, c'est-à-dire le grain et la paille ou la partie fourragère, sont obligatoirement comprises dans l'assurance. L'assuré a la faculté d'indiquer séparément, pour chaque récolte assurée, la valeur du grain et celle de la paille, mais la valeur assurée par hectare sur paille ou partie fourragère ne peut être inférieure au dixième de la valeur assurée sur grain.

Faute par l'assuré de faire cette estimation ou si elle est

faite à un prix inférieur, la paille ou la partie fourragère entrera de droit et d'office pour un cinquième dans la valeur totale de chaque récolte assurée.

Sur les lins et chanvres, la valeur assurée par hectare sur graines ne peut être inférieure au cinquième de la valeur totale assurée.

ART. 23. — L'assurance normalement souscrite est obligatoire pour toutes les céréales intégralement d'une exploitation, même si elle vient à s'étendre ailleurs et même s'il y a ou non changement de siège d'exploitation, en cours du contrat. Cette obligation n'implique pas que les céréales dont le détail n'a pas été fourni conformément aux statuts soient assurées. L'assurance est facultative pour les autres récoltes.

La situation des bâtiments de l'exploitation détermine la circonscription dans laquelle l'assurance devra être classée pour la répartition tant des charges à payer que des indemnités auxquelles elle pourra donner droit.

ART. 24. — L'assuré doit, sous peine de déchéance, s'il n'est pas dans les conditions normales ci-dessus, faire connaître à la Société si les récoltes ou risques sont déjà assurés à une autre Société ou Compagnie. Si ses récoltes ou risques sont déjà assurés ou s'il les fait coassurer ou réassurer plus tard, ce qui ne peut avoir lieu qu'avec l'autorisation expresse de la Société, l'indemnité, en cas de sinistre, sera réglée au prorata des diverses assurances qui porteront sur les mêmes objets.

ART. 25. — En raison des variations auxquelles la culture est assujettie, chaque sociétaire a la faculté de fournir tous les ans, dès qu'il le juge nécessaire, les nouveaux détails de ses assolements, destinés à faire cadrer le montant de son assurance avec la quantité, la nature et la valeur réelle de ses récoltes, mais sans rien changer aux clauses et conditions du contrat.

Les assolements doivent être adressés à la Direction à Paris avant le 31 mai au plus tard, sous peine de nullité, mais ils n'ont pas d'effet rétroactif pour les sinistres antérieurs à leur admission, réserve faite des dispositions de l'article 34, en ce qui concerne les valeurs ; ils ne sont valables qu'à dater du lendemain, à midi, du jour de leur admission à la Direction, à Paris.

En cas de sinistre antérieur, l'assolement de l'année précédente sert seul de base au décompte de l'indemnité.

ART. 26. — Faute par l'assuré de faire son assolement comme il est dit ci-dessus, il est considéré comme n'ayant pas de changement dans sa culture et compris dans la répar-

tition de l'année pour le même capital et les mêmes natures et quantités de récoltes que l'année précédente, tant pour le paiement des cotisations que pour le décompte de l'indemnité que, le cas échéant, il peut être appelé à recueillir.

Jusqu'à la moisson, mais avant tout sinistre, l'évaluation des récoltes peut, avec l'assentiment du Directeur, être augmentée par l'assuré.

ART. 27. — Chaque sociétaire est assureur et assuré pour la durée de la Société, avec la faculté de se retirer à la fin de chaque période de dix années ou exercices. Toute dérogation à ce terme doit être stipulée et contresignée dans l'adhésion et relatée dans la police. Le taux des cotisations fixées en exécution des articles 10, 11 et 12 des Statuts subira une augmentation d'un dixième pour toutes les assurances d'une durée moindre.

Tout exercice commence, comme l'année, le 1^{er} janvier, pour finir au 31 décembre ; en conséquence, tous les contrats, quelle que soit leur date de souscription, sont réputés dater du 1^{er} janvier. Néanmoins, celui qui s'assure dans le courant d'un exercice ou année sociale n'a droit à aucune indemnité pour les sinistres qu'il aurait éprouvés antérieurement, et n'en est pas moins tenu de payer la cotisation entière de l'exercice.

ART. 28. — La Société et le sociétaire peuvent rompre l'assurance à la fin de chaque période décennale, en se prévenant, réciproquement, par écrit, six mois à l'avance, c'est-à-dire avant le 1^{er} juillet de l'année dans laquelle doit expirer cette période.

Le désistement de l'assuré devra, sous peine de nullité, être écrit et signé par lui ou son fondé de pouvoir, et être remis ou adressé au siège de la Société, à Paris.

La Société se réserve toujours après sinistre ou par décision du Conseil d'administration, la faculté de résilier l'assurance à la fin de l'exercice écoulé pour les années restant à courir, à la condition de notifier cette résiliation à l'assuré avant le 1^{er} avril de l'exercice suivant, par lettre recommandée, signée du Directeur, dans les conditions spécifiées à l'article 32 du décret du 8 mars 1922. Dans ce cas, le sociétaire a la faculté de résilier sans indemnité les autres polices qu'il peut avoir souscrites à la Société.

ART. 29. — En cas de décès de l'assuré, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou légataire, à charge par celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat.

En cas d'aliénation, de cession de bail ou de location de fonds sur lequel sont situées les récoltes garanties, l'assuré

est tenu d'imposer à son cessionnaire, acquéreur, fermier ou locataire, l'obligation de continuer l'assurance à peine de payer à la Société, à titre de dommages-intérêts, une somme égale à la dernière quittance de cotisations.

Il sera toutefois loisible à l'héritier, légataire, acquéreur, cessionnaire ou locataire, de résilier le contrat moyennant une indemnité de résiliation égale aux cotisations de l'année en cours. L'assureur pourra résilier le contrat dans les trois mois qui suivent la date où l'attributaire définitif aura demandé le transfert de la police à son nom, la résiliation ne prenant effet qu'à l'expiration de l'exercice en cours.

Si l'assurance continue au profit de plusieurs héritiers ou légataires, acquéreurs, cessionnaires ou locataires, ceux-ci sont tenus solidairement au paiement des cotisations. Lorsque les cotisations sont payables à terme, celui qui aliène, cède ou loue les récoltes ou le fonds sur lequel elles sont situées perd le bénéfice du terme et les cotisations de l'exercice en cours deviennent immédiatement exigibles ; il reste tenu vis-à-vis de l'acquéreur au paiement des cotisations échues, mais est libéré, même comme garant des cotisations à échoir, à partir du moment où il a informé l'assureur par lettre recommandée adressée à la Direction à Paris.

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'assuré, l'assurance subsiste au profit de la masse des créanciers qui devient débitrice directe, envers l'assureur, du montant des cotisations à échoir, à partir de l'ouverture de la faillite ou de la liquidation judiciaire. La masse et l'assureur conservent, néanmoins, le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à partir de cette date, la résiliation ne prenant effet qu'à la fin de l'exercice en cours.

ART. 30. — L'assurance expire pour l'assuré qui cesse toute culture en dehors des cas prévus par l'article précédent, mais cet assuré est tenu d'en faire la déclaration par écrit et d'en justifier à la Société avant le 1^{er} avril par lettre recommandée adressée à la Direction. Faute par lui d'avoir fait avant la dite époque, les déclarations et produit les justifications prescrites ci-dessus, il devra, à titre d'indemnité une somme égale aux cotisations de l'année précédente.

En cas de destruction totale des récoltes assurées, par un événement autre que la grêle, l'assurance grêle est suspendue dans son effet pour les récoltes détruites ; l'assuré étant toutefois tenu aux mêmes formalités et obligations vis-à-vis de l'assureur, que lorsqu'il s'agit d'un sinistre causé par la grêle (art. 31 ci-après). Si ces récoltes ne sont pas remplacées pendant l'exercice en cours par d'autres figurant déjà au

contrat ou aux assolements successifs, la portion des cotisations afférentes à la période de garantie où le risque n'est plus couru, c'est-à-dire jusqu'à l'époque normale de la récolte, sera, défalcation faite des impôts et des frais accessoires, soit remboursée si les cotisations sont déjà payées, soit déduite des cotisations si celles-ci ne sont pas encore versées à l'assureur.

Sinistres et Expertises

ART. 31. — Tout dommage causé par la grêle seule aux récoltes ou risques assurés et pouvant, aux termes du contrat, donner lieu à indemnité, doit, sous peine de déchéance, être portée à la connaissance de la Direction, à Paris, et non ailleurs, dans le délai légal de quatre jours de l'avènement du sinistre.

Le timbre de la poste des avis de sinistres justifiera de la date de leur arrivée à la Direction. Aucun avis rectificatif du premier ne pourra être admis sans l'autorisation du Directeur.

ART. 32. — L'assuré est tenu de fournir à la Direction et aux experts tous les renseignements qu'il peut posséder sur le sinistre qui l'a frappé et sur son exploitation, de représenter sa police, son dernier assolement, la quittance de cotisations de l'exercice écoulé signée du Directeur, son bail, et au besoin des extraits de la matrice cadastrale. Il ne peut y avoir lieu à indemnité sur toute parcelle qui n'a pas été séparément et nominativement désignée dans l'assurance, le dernier assolement antérieur au sinistre ou le détail des ensemcements exigé ci-après. Si, avant le sinistre, l'assuré n'a pas envoyé d'assolement, il devra fournir avant l'expertise, mais seulement à titre de renseignement, le détail complet de tous ses ensemcements de l'année, grêlés ou non grêlés, ainsi que des jachères.

La Direction peut exiger que le fait de grêle soit certifié par une attestation du maire ou de deux habitants notables de la commune.

ART. 33. — N'aura pas droit à indemnité l'assuré qui, sans pouvoir justifier de cas fortuit ou de force majeure, aura fait une déclaration irrégulière ou fausse, aura dissimulé une partie de ses ensemcements, déclaré des contenances inexactes, qui, sans en faire mention dans son adhésion, aura soumis à l'assurance des récoltes ou risques grêlés antérieurement, qui, par son fait, aura entravé ou empêché l'expertise des dommages, l'évaluation de la valeur des récoltes ou risques ou l'arpentage de ses pièces de terre, ou

qui n'aura pas fourni par écrit tout ou partie des renseignements ou documents à lui demandés.

ART. 34. — L'expertise a lieu, autant que possible, dans les quinze jours qui suivent l'arrivée de l'avis du sinistre à la Direction, à Paris, mais la Société se réserve, jusqu'à l'époque de la maturité des récoltes, le droit de fixer le jour de l'estimation définitive des dommages. Elle peut exiger l'arpentage contradictoire des pièces avant l'expertise. Elle pourra, si elle le juge convenable, provoquer plusieurs expertises.

L'évaluation des pertes se fait sur chacune des pièces ou fractions de pièces de récoltes sinistrées et désignées par l'assuré, en parties aliquotes et par vingtièmes ou par centièmes, après que les experts auront constaté, sur chacune d'elles, leur valeur réelle à l'hectare au moment du sinistre. L'assurance ne pouvant jamais être une cause de bénéfice pour l'assuré, cette estimation servira de base au décompte de l'indemnité si elle est inférieure à l'estimation donnée dans l'assurance. Si elle est supérieure, l'assuré sera son propre assureur pour le surplus, la Société ne pouvant jamais être tenue de payer plus que la valeur assurée au moment du sinistre. Les frais de moisson et autres devant toujours être déduits en cas de perte totale, la Société ne peut avoir à payer plus de dix-huit vingtièmes ou quatre-vingt-dix centièmes.

ART. 35. — Tout dommage qui, sur chacune des pièces grêlées atteint un vingtième ou cinq centièmes donne lieu à indemnité.

Toutefois, cette proportion peut être modifiée par convention particulière inscrite au contrat.

Dans le cas où le minimum donnant lieu à indemnité, aux termes du contrat, n'existe pas, l'assuré qui a réclamé supporte seul tous les frais d'expertise et de déplacement.

ART. 36. — L'estimation de la perte a lieu d'après les règles du droit commun et sous réserve de l'application des statuts, en présence de l'assuré ou lui dûment appelé, par deux experts désignés, l'un par le Directeur et l'autre par l'assuré, si mieux n'aime ce dernier déclarer s'en rapporter à l'expert de la Société. Les experts de l'assuré ne peuvent être choisis parmi ses parents, alliés, serviteurs et salariés, non plus que parmi ses cosociétaires grêlés. En cas de désaccord, les experts choisiront eux-mêmes un tiers expert. Chacune des parties peut exiger que ce tiers expert soit pris en dehors du canton où réside l'assuré. Les trois experts opèrent en commun à la majorité des voix. Ils sont dispensés du serment et de toute formalité judiciaire

ART. 37. — Si les experts ne s'entendent pas sur le choix du tiers expert, il est nommé par le Juge de Paix du canton ou le Président du Tribunal de l'arrondissement de la situation des biens sur simple requête de la partie la plus diligente.

ART. 38. — Toute récolte enlevée ne pourra être l'objet d'une expertise, ni donner lieu à une indemnité. A l'époque de la moisson, les sinistrés peuvent couper leurs récoltes entièrement, sans laisser de témoins ; ils peuvent aussi lier et mettre en dizeaux, mais ils ne peuvent rien enlever de leurs champs grêlés, sauf autorisation spéciale du Directeur. Si les prescriptions ci-dessus n'ont pas été strictement observées, la récolte devra être réputée enlevée et toute action sera prescrite.

ART. 39. — Tout dommage nouveau causé par la grêle à la même récolte donne lieu à un nouvel avis, à une nouvelle expertise en se conformant aux prescriptions ci-dessus.

La dernière expertise annule les précédentes.

ART. 40. — L'assuré qui, après un sinistre, aura détruit ou laissé détruire tout ou partie de la récolte ou du risque, sans y être autorisé par le Directeur, sera privé de toute indemnité. Si, après le sinistre, le dommage est tel qu'il n'y ait plus aucun espoir de récoltes, et qu'il soit encore temps de ressemer, le Directeur pourra, après avoir fait constater le fait, traiter à l'amiable avec l'assuré d'une diminution sur l'indemnité à lui payer, et ce dernier pourra dès lors semer une seconde fois à ses risques, périls et profits. L'indemnité ainsi réglée demeure toujours soumise à tout ce qui est prescrit pour la répartition des dommages.

ART. 41. — L'expertise est faite sur les lieux ; une note en mentionnant le résultat est remise immédiatement à chaque assuré.

ART. 42. — La Société paye les experts qu'elle a désignés et les assurés ceux qu'ils ont choisis. Tous les frais nécessités par une tierce expertise sont partagés par moitié. Les droits de timbre des déclarations de sinistres et des procès-verbaux d'expertises, s'il y a lieu d'en faire, sont à la charge des sinistrés.

ART. 43. — Il est procédé, dans les trois derniers mois de l'année, aux décomptes et à la liquidation des sinistres survenus pendant le cours de l'exercice. C'est seulement alors que les questions relatives au droit à indemnité sont examinées et résolues et que les indemnités sont payables aux ayants droit. Les indemnités sont payées à la caisse de la Direction, à Paris, sur les fonds disponibles, au fur et à mesure des recouvrements, en application, s'il y a lieu, avec

les dispositions de l'article 33 du décret du 8 mars 1922 et pour solde.

Si les cotisations de l'assuré n'ont pas été payées d'avance, elles sont toujours imputées sur la somme, quelle qu'elle soit, qu'il peut être appelé à recevoir. La preuve testimoniale n'étant pas admise pour le paiement de toute somme supérieure à 500 francs, les assurés qui ne sauront ou ne pourront signer seront tenus de fournir à leurs frais une quittance ou procuration par-devant notaire lorsque l'indemnité excédera cette somme (*Art. 1341 du Code civil*).

CAISSES LOCALES

MUTUELLES AGRICOLES FRANÇAISES
(Loi du 4 juillet 1900)

EXTRAIT DES STATUTS

But de la Société

Admission. — Démission. — Exclusion des Sociétaires

ART. 5. — La Société a pour objet d'indemniser ses membres pour les dommages matériels résultant des pertes de quantité causées aux récoltes par l'action mécanique du choc des grêlons.

Elle n'assure pas contre les inondations, trombes, cyclones, coups de vent et autres causes de pertes qui peuvent accompagner ou suivre la grêle. Elle exclut également de sa garantie les dommages causés aux récoltes par les maladies cryptogamiques pouvant, notamment en ce qui concerne la vigne, précéder, accompagner ou suivre la chute de grêle.

En aucun cas, elle ne garantit les dommages pouvant résulter de la diminution de qualité des récoltes du fait de la grêle.

ART. 6. — Dans tous les cas, une fraction du dommage sera laissée à la charge de l'assuré qui restera ainsi son propre assureur pour cette fraction. La franchise ainsi définie est au minimum de 10 % de la valeur de la récolte assurée par parcelle.

ART. 7. — 1^{re} catégorie comprenant :

« 1^o Les céréales (blé, méteil, seigle, avoine, orge, escourgeon, épeautre, sarrasin, maïs, sorgho, etc.) ;

« 2^o Les plantes oléagineuses (colza, navette, œillette, cameline, etc.) ;

« 3^o Les plantes fourragères, prairies naturelles et artificielles, les betteraves, pommes de terre et autres tubercules, garance et feuilles du mûrier.

« 2^e catégorie, comprenant la vigne et autres cultures. »

ART. 8. — L'assurance des vignes dans les régions d'appellation d'origine, des cultures maraîchères et horticoles, des pépinières et plants, des arbres fruitiers, des fleurs, pourra être prévue ; mais dans la limite d'un maximum à l'hectare fixé chaque année par la Caisse nationale.

ART. 9. — L'assurance ne couvre qu'une seule récolte par exercice, sauf pour les prairies dont toutes les coupes sont garanties si l'assuré a attribué un rendement particulier à chacune d'elles, faute de quoi la première coupe seule est assurée.

ART. 10. — L'assurance d'une nature de récolte comprend obligatoirement toutes les récoltes de cette nature dépendant de la même exploitation.

Dans les différentes exploitations d'un même assuré, situées sur la même commune ou sur des communes limitrophes, *l'assurance des risques de la deuxième catégorie entraînera obligatoirement l'assurance des risques prévus au paragraphe 1^{er} de la première catégorie situés sur la même exploitation.*

ART. 11. — La garantie de la Caisse prendra effet pour la première année au jour indiqué sur la police après signature des parties, pour les autres années, au premier janvier.

La garantie cesse chaque année dès que les plantes sont détachées du sol ou les fruits de la plante et, au plus tard, le 15 octobre pour la première catégorie et le 15 novembre pour la deuxième catégorie.

La cotisation annuelle garantit le sociétaire pour la période ainsi délimitée, qui constitue un exercice.

ART. 12. — La demande d'admission se fait par un acte d'adhésion aux présents statuts accompagnant une déclaration de l'assuré faisant connaître notamment ses nom, prénom, domicile et la qualité en laquelle il agit. L'admission est prononcée par le Conseil d'administration.

Le contrat d'assurance est établi d'après la déclaration de l'assuré. Cette déclaration, outre les nom, prénom, domicile et qualité de l'assuré, doit indiquer notamment, pour chaque parcelle dont les récoltes sont soumises à l'assurance, la commune où elle est située, le nom ou lieu dit sous lequel elle est connue, la nature de la récolte, la contenance, le rendement en nature espéré, le prix de l'unité, et tous autres renseignements susceptibles d'être éventuellement demandés par la Caisse de Réassurance.

Le prix de l'unité de mesure devra être établi d'un commun accord entre la Société et l'assuré en tenant compte de la valeur de toutes les parties de la plante composant la

récolte sans que, toutefois, les prix ainsi fixés puissent être supérieurs aux prix maxima communiqués chaque année par la Caisse nationale.

Le détail parcellaire est rigoureusement obligatoire. En cas de sinistre, il n'y aura lieu à aucun règlement pour toute parcelle qui n'aura pas été désignée séparément dans la police.

L'assurance commence à produire ses effets le lendemain, à midi, du jour où la police a été signée par les parties.

La Société peut admettre des membres expectants.

Les mineurs ne peuvent être admis qu'avec le consentement de leur père ou de leur tuteur.

ART. 13. — Les assurances sont contractées pour la durée de la Caisse, néanmoins les sociétaires et la Société auront chacun la faculté de faire cesser le contrat à la fin de chaque période quinquennale, moyennant préavis adressé au moins six mois à l'avance par lettre recommandée.

ART. 14. — Le propriétaire et le métayer peuvent assurer séparément leur part de récolte à la Caisse locale d'assurance mutuelle. L'assurance peut également être établie entièrement au nom de l'un d'eux.

ART. 15. — Chaque année après le 1^{er} janvier, l'assuré doit déclarer à la Société les changements survenus dans son exploitation ou ses ensemencements ainsi que les rendements espérés de ses diverses cultures.

Ces déclarations annuelles qui seront constatées par avenant seront établies dans les mêmes formes et comporteront les mêmes détails que la police : elles comprendront obligatoirement, sous peine de déchéance, toutes les natures de récoltes portées sur la police et les précédentes déclarations d'assolement et qui existeraient dans l'année où serait faite la nouvelle déclaration.

Dans le cas où une nouvelle nature de récoltes serait déclarée dans l'année la Société se réserve le droit de refuser ce risque nouveau.

Le prix attribué à l'unité de rendement sera fixé chaque année dans les conditions prévues à l'article 10.

Les déclarations d'assolement, lorsqu'elles sont en diminution sur la déclaration faite l'année précédente, doivent être fournies avant le 31 mai.

Lorsqu'elles sont en augmentation, elles peuvent être faites jusqu'à la veille du jour de l'expiration de la garantie, ainsi qu'il est prévu à l'article 11.

ART. 16. — S'il n'a pas été fait de déclaration dans les délais prévus à l'article 15 ci-dessus, la garantie sera égale

à celle de l'année précédente sans que toutefois les prix par unité de mesure puissent être supérieurs à ceux prévus pour le nouvel exercice.

ART. 17. — En cas de décès du sociétaire ou d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit du ou des héritiers ou de l'acquéreur sans qu'il puisse y avoir divisibilité au cas où il existe plusieurs héritiers.

Il sera loisible toutefois soit à la Société, soit à l'héritier ou acquéreur de résilier le contrat.

La Caisse pourra résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif aura demandé le transfert de la police à son nom.

En cas d'aliénation de la chose assurée, celui qui aliène reste tenu vis-à-vis de la Société au paiement des cotisations échues. Il ne sera libéré des cotisations à échoir qu'à partir du moment où il aura informé la Société de l'aliénation et ce, par lettre recommandée (art. 19, loi du 13 juillet 1930).

Dans tous les cas de résiliation, les sommes déjà versées ou dues pour l'exercice en cours restent entièrement acquises à la Société.

ART. 18. — Quelle que soit la date de la police, l'année pendant laquelle elle commence à produire ses effets compte pour un exercice.

ART. 19. — L'adhésion aux présents statuts n'entraîne aucune solidarité entre les sociétaires, dont chacun n'est engagé que jusqu'à concurrence des cotisations qu'il a souscrites.

ART. 20. — La Société aura toujours le droit de provoquer la vérification et la revision des risques assurés.

Le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette fausse déclaration ou cette réticence change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour la Société.

Les cotisations payées demeurent alors acquises à la Société qui a droit au paiement de toutes cotisations échues à titre de dommages et intérêts (art. 21 de la loi du 13 juillet 1930).

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie, n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, la Société a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de cotisation, acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la cotisation payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après le sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport aux taux des cotisations qui auraient été dues si les risques avaient été complètement et exactement déclarés (article 22, loi du 13 juillet 1930).

Les sociétaires exclus ou démissionnaires n'ont aucun droit à l'actif social ni dans le fonds de réserve, mais ils restent tenus des engagements pris par la Caisse avant leur départ.

Tarifs de l'assurance

ART. 23. — Les cotisations seront établies d'après les barèmes établis par chaque commune et approuvés s'il y a lieu par le ministère de l'Agriculture.

Le Conseil peut, à la demande des Caisses de réassurance au premier et au deuxième degré, et sous réserve d'une approbation régulière pour le cas où l'assuré voudrait bénéficier de la contribution de l'Etat, modifier dans le premier trimestre de chaque année les tarifs et la classification des récoltes et des risques, et transférer une ou plusieurs natures de récoltes d'une catégorie dans une autre. Dans ce cas, le nouveau tarif ou classement devra être signifié à l'assuré dans les mêmes délais et sera de plein droit applicable à la police en cours sous réserve du droit, pour l'assuré, de demander la résiliation dudit contrat.

Seront majorées de 10 % les cotisations :

1° afférentes à toute police souscrite pour une durée inférieure à cinq ans ;

2° afférentes à toute police comportant une clause de résiliation annuelle ;

3° dues en vertu d'une tacite reconduction.

ART. 24. — Les cotisations sont payables au domicile élu par le sociétaire ou à tout autre lieu convenu le 1^{er} juin de chaque année, sous réserve des dispositions prévues à l'article ci-dessus. Pour les assolements entraînant une augmentation de la cotisation, la différence sera exigible à la signature des avenants.

A défaut de paiement à l'échéance de l'une des cotisations, l'effet de l'assurance sera suspendu vingt jours après la mise en demeure de l'assuré.

Cette mise en demeure, qui rend, en tout cas, la cotisation portable, résulte de l'envoi d'une lettre recommandée au sociétaire ou à la personne chargée du paiement des cotisations au dernier domicile connu de la Société. Cette lettre indiquera expressément qu'elle est envoyée à titre de mise en demeure.

La Société aura le droit, dix jours après l'expiration du délai fixé par l'alinéa précédent, de résilier la police ou d'en poursuivre l'exécution en justice. La résiliation se fera par une déclaration de la Société, contenue dans une lettre recommandée adressée au sociétaire.

L'assurance non résiliée reprendra pour l'avenir ses effets, à midi le lendemain du jour où la cotisation arriérée et s'il y a lieu les frais, auront été payés à la Société (article 16 de la loi du 13 juillet 1930).

ART. 25. — Si après avoir fait garantir ses risques par la Société, l'adhérent contracte pour les mêmes récoltes avec d'autres assureurs, il devra, sous peine de déchéance de tous droits à l'indemnité, en aviser immédiatement la Société laquelle, en cas de sinistre, ne pourra jamais être tenue de contribuer au règlement du dommage dans une proportion plus forte que celle qui existera entre la somme garantie par elle sur les risques sinistrés et l'ensemble des assurances réalisées pour ces mêmes risques. La Société pourra résilier dans les dix jours de la réception de l'avis ci-dessus.

ART. 26. — En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non prévu dans la police, l'assurance prend fin de plein droit et la Caisse doit restituer à l'assuré la portion de la prime payée d'avance et afférente au temps pour lequel le risque n'est plus couru. Elle ne peut réclamer la portion de prime correspondant au temps compris entre le jour de la perte et la date à laquelle aurait dû avoir lieu normalement l'enlèvement des récoltes ou celle de la fin de la garantie fixée par la police si cette dernière date est antérieure à celle de l'enlèvement normal des récoltes (art. 35 et 48 de la loi du 13 juillet 1930).

ART. 27. — Un droit d'entrée pour chaque catégorie de risques pourra être établi par l'Assemblée générale après la première année de fonctionnement. Ce droit ne sera pas applicable aux membres expectants qui auront adhéré aux présents statuts avant la fin du premier exercice.

Déclaration des pertes Règlement et paiement des indemnités

ART. 30. — En cas de sinistre, le sociétaire doit faire l'envoi de la déclaration du sinistre à la Société sauf le cas fortuit ou de force majeure au plus tard dans les quatre jours de l'avènement du sinistre (art. 46, loi du 13 juillet 1930).

Cette déclaration doit mentionner notamment :

1° Le nom et l'adresse de l'assuré et la gare la plus proche du lieu du sinistre ;

- 2° Le numéro de la police ;
- 3° Le jour et l'heure du sinistre ;
- 4° La désignation des parcelles sinistrées ;
- 5° La nature de la récolte sinistrée ;
- 6° L'étendue de la partie grêlée ;
- 7° La perte présumée par parcelle ou fraction de parcelle sinistrée, l'assuré indiquant s'il désire ou non une expertise ;
- 8° La date probable de la récolte et tous autres renseignements susceptibles d'être demandés par la Caisse de Réassurance au premier ou au deuxième degré.

ART. 31. — Si la déclaration de perte présumée est supérieure à la franchise d'avarie prévue à l'article 6 et si l'expertise demandée par l'assuré fait ressortir une perte inférieure, l'assuré devra payer une somme de 150 francs pour frais d'expertise.

ART. 32. — Après chaque chute de grêle, l'assuré est tenu de donner aux récoltes sinistrées, et ce jusqu'à l'expertise, les soins habituels de culture. Il doit notamment sulfater ses vignes dans les quarante-huit heures suivant une chute de grêle, sous peine de déchéance de tout droit à indemnité.

ART. 33. — Dans les vingt-quatre heures de la réception de la déclaration ci-dessus, la caisse locale doit aviser du sinistre la Caisse régionale ou départementale.

D'un commun accord avec la Caisse nationale, la Caisse régionale ou départementale procède à la nomination d'un ou plusieurs experts, auxquels est confiée la mission d'évaluer sur place l'importance des dommages causés par la grêle.

L'expertise se fait au jour désigné par la Caisse régionale ou départementale, qui en avise la Caisse locale.

L'expertise a lieu en présence du sinistré, qui est appelé à donner son avis et qui peut, s'il le juge utile, désigner, à ses frais, un expert.

Le procès-verbal d'expertise est signé par le ou les experts. En cas de désaccord pour l'évaluation du dommage, les experts nomment un tiers arbitre dont la décision est souveraine. Si l'entente ne peut se faire pour cette nomination, la désignation du tiers arbitre est faite par la Caisse Nationale ou le Président du Tribunal civil de l'arrondissement où le sinistre s'est produit.

Les frais de la nouvelle expertise sont supportés pour moitié par les deux parties.

La Caisse Nationale a toujours le droit de se faire représenter aux expertises.

Le procès-verbal d'expertise est dressé séance tenante en

triple exemplaire, dont l'un est remis à la Caisse locale, l'autre à la Caisse départementale ou régionale et le troisième s'il y a lieu, à la Caisse nationale.

ART. 34. — Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire ainsi que du serment.

ART. 35. — Les experts déterminent l'étendue de la parcelle grêlée. Ils estiment ensuite :

1° Quel aurait été, en quantité, le rendement à l'hectare de la récolte sur la parcelle sinistrée, si la récolte était arrivée à maturité sans être grêlée. Ce rendement normal, combiné avec le prix de l'unité et l'étendue de la parcelle grêlée, détermine la valeur qu'aurait eue la récolte si elle n'avait pas été sinistrée. Le prix de l'unité est déterminée conformément à l'article 12, déduction faite des frais de récolte, transport, battage.

2° Quelle est en centièmes la perte occasionnée par la grêle à la récolte assurée, évaluée comme il est expliqué au paragraphe précédent.

Conformément aux prescriptions de l'article 5 des présents statuts, les experts tiennent compte éventuellement dans leur évaluation des quantités perdues pour toute autre cause que la grêle : maladie, gelée, sécheresse, inondations, négligence, mauvais entretien des cultures, ravage des insectes, c'est-à-dire en définitive de tous éléments qui viennent aggraver les dommages imputables à la grêle seule.

Si le nombre d'hectares représentant la superficie totale des parcelles régulièrement déclarées à l'assurance par police ou avenant ne correspond pas à celui que les experts auront constaté, la somme assurée sera divisée par le nombre d'hectares réels et le quotient ainsi trouvé donnera le montant de la valeur assurée à l'hectare.

Si le rendement normal calculé comme il est expliqué au paragraphe premier du présent article est supérieur, pour une parcelle sinistrée, au rendement porté dans la police ou dans le dernier avenant, le sinistré ne pouvant être indemnisé que sur la base de ce qu'il a assuré, restera son propre assureur pour la différence et l'indemnité sera réglée d'après le rendement figurant dans la police ou dans le dernier avenant. En conséquence, dans les cas analogues, on établira la proportion entre le dégât évalué et le rendement normal, et cette proportion sera appliquée sur le rendement assuré.

Si le rendement assuré est supérieur au rendement réel, c'est ce dernier qui sert de base au règlement.

ART. 36. — Conformément à l'article 6 ci-dessus, il n'y a

lieu à aucune indemnité pour tout dommage inférieur ou égal à la franchise en usage dans la commune où est situé le risque.

Si la perte dépasse cette franchise, l'indemnité représente la fraction de dommages excédant cette proportion.

ART. 37. — En ce qui concerne les récoltes donnant lieu à déclaration obligatoire, il sera tenu compte pour le règlement des sinistres de la différence entre la quantité assurée et les récoltes déclarées. Lorsque cette différence sera inférieure à la perte résultant des constatations, c'est seulement cette différence qui sera indemnisée; lorsqu'elle sera, au contraire, supérieure, c'est seulement sur la perte reconnue aux constatations que l'indemnité sera calculée.

ART. 38. — Tout dommage supérieur à 85 % est considéré comme perte totale et ramené à ce chiffre afin de tenir compte des frais de récolte et de transport non engagés.

ART. 39. — Tout nouveau fait de grêle sur la récolte déjà sinistrée donne lieu, sous la réserve des articles 6 et 36, à une nouvelle déclaration et à une nouvelle expertise.

Le dernier état estimatif annule les précédents. Les experts doivent en conséquence toujours mentionner dans leur état estimatif la totalité des pertes causées par la grêle sur les récoltes qu'ils sont appelés à vérifier sans avoir égard aux opérations qui ont pu être faites auparavant, soit par eux-mêmes, soit par d'autres experts.

ART. 40. — Toute expertise faite avant la maturité des récoltes sinistrées pourra être revisée à la demande de la Société et des Caisses de réassurance au 1^{er} et 2^e degré.

ART. 41. — Toute parcelle dont la récolte aura été rentrée avant l'expertise, sans accord préalable avec la Société, ne pourra donner lieu à indemnité.

ART. 42. — Une provision égale à la prime de l'année courante pourra être retenue à tout sinistré sur son indemnité à valoir sur la prime de l'année suivante, sauf augmentation ou diminution résultant des déclarations d'assolement.

Après prélèvement pour chacune des deux catégories de risques énumérés à l'article 7 de toutes les charges et de tous les frais annuels de la Société, le Conseil d'administration établit le total des ressources nettes et le total des indemnités revenant aux sinistrés.

S'il y a somme suffisante, les indemnités sont payées dans les limites fixées par les articles 6 et 12 des présents statuts.

Si les ressources nettes sont insuffisantes, il est procédé à une répartition au marc le franc entre les sinistrés.

S'il y a de l'excédent, les sommes disponibles sont placées

par le Conseil d'administration dans les conditions prévues à l'article 21.

Les indemnités de sinistres sont payées aux intéressés au siège social de la Caisse locale, par les soins du trésorier, au plus tôt dans les quinze jours de la cessation de la garantie et au plus tard le 31 décembre de l'année en cours.

ART. 43. — Toutes actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans, à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court : 1° en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru que du jour où l'assureur en a eu connaissance ; 2° en cas de sinistre que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

ART. 44. — L'adhérent qui cesse toute culture doit en faire la déclaration à la Société par lettre recommandée.

L'assurance expire dans ce cas au 31 décembre de l'année de la déclaration, sous réserve des dispositions de l'article 22.

La Société peut, après un sinistre, dénoncé ou non, quelle qu'en soit l'importance, résilier la police au moyen d'une notification par lettre recommandée, envoyée au plus tard le 31 décembre de l'année du sinistre.

CALAMITES AGRICOLES

MODÈLE DE DEMANDE DE SUBVENTION
AU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, A TITRE DE PART CONTRIBUTIVE
DE L'ÉTAT AUX PRIMES OU COTISATIONS D'ASSURANCE GRÊLE

(Art. 134 de la loi de finances du 31 mars 1932
et décrets des 10 mai et 10 juillet 1933)

Année 193...

Assureur :

Assuré (nom et prénoms) :

Police n°

Département de

(1) Rayer la mention superflue.

Coller le certificat fiscal au verso de la présente demande.

Le certificat doit être signé du percepteur de la commune du domicile et revêtu du timbre de la perception.

Je soussigné, demeurant à , commune de , par , déclare, sous les peines de droit, avoir assuré à l'organisme d'assurance indiqué ci-contre, pour la présente année, des récoltes contre la grêle dans les communes et aux conditions indiquées dans la police et que je charge mon assureur de faire connaître à l'administration de l'Agriculture.

Je déclare que cette police a été contractée en conformité avec les dispositions des décrets ci-dessus visés, en ce qui concerne notamment les tarifs de primes ou cotisations, les franchises minima d'avarie et le calcul des valeurs assurées (art. 3 à 5 du décret du 10 mai 1933).

Je demande donc à bénéficier de la contribution de l'Etat prévue par l'article 134 de la loi de finances du 31 mars 1932 et, à cet effet, j'affirme n'avoir pas été inscrit pour l'année précédente au rôle de l'impôt général sur le revenu pour un revenu supérieur ou égal à 30.000 francs. Je joins à l'appui de ma demande :

Un certificat de non-imposition au rôle de l'impôt général sur le revenu (1) ;

Un certificat d'imposition pour un revenu inférieur à 30.000 francs (1).

A

, le

(Signature)

MAGDEBURGER

HAGELVERSICHERUNGSGESELLSCHAFT

Siège social à MAGDEBOURG

CONDITIONS GENERALES

TITRE I : BASES DE L'ASSURANCE.

Objet et extension

ARTICLE PREMIER. — (1) La Compagnie garantit, selon conditions ci-dessous et selon conditions particulières de la police, les dommages causés par la grêle aux récoltes assurées, la preuve étant faite qu'ils sont bien dûs à cette cause. Les dommages n'atteignant pas 8 % sur chaque parcelle ou fraction de parcelles (voir art. 5 (1) et art. 20 (1) a) ne seront pas remboursés.

(2) La Compagnie assure seulement les produits de grande culture. Ne seront pas assurés : légumes, champs de fleurs, pommes de terre, raves, choux, asperges, concombres, fruits, vigne, houblon, osier et plantes médicinales, de même que plantes fourragères et herbacées conservées pour la semence, y compris le trèfle de semence.

(3) La totalité utilisable du produit agricole et, en particulier aussi, la paille, se trouve englobée dans la garantie.

(4) Seront considérés comme des risques distincts : pour les herbacées, les légumineuses et les oléagineux, la paille et la graine; pour le lin et le chanvre, la filasse et la graine; pour le tabac, le dessus et le dessous — ceci en ce qui concerne l'établissement et l'évaluation du dommage. Mais il n'y aura remboursement pour chacune de ces parties que si le dommage s'élève au moins à 8 %.

(5) La paille (ou le foin, ou la tige) devra entrer pour un

tiers dans la somme assurée en ce qui concerne le blé d'hiver ou d'été, le seigle d'hiver ou d'été, l'avoine, l'épeautre, les légumineux et tout mélange de ces espèces entre elles ou avec l'orge; en ce qui concerne l'orge d'hiver ou d'été, le sarrasin, le millet, le maïs et autres céréales d'été, on calculera un quart; pour les raves, les oléagineux, le cumin, ainsi que pour les pois et haricots qui sont déclarés devoir être récoltés avant maturité, un dixième de la valeur assurée. Quant au chanvre et au lin : deux tiers de la somme assurée s'appliqueront à la fibre et un tiers aux graines.

(6) En ce qui concerne le tabac 4/10 de la somme assurée s'appliquent « au-dessous » et 6/10 « au-dessus » (1^{re} qualité).

(7) En ce qui concerne la paille, l'assurance couvre seulement le dommage d'amoindrissement en quantité et non celui en qualité. Si la garantie devait s'étendre aussi sur la qualité, c'est-à-dire sur l'utilisation, soit industrielle, soit commerciale, il faudrait dans ce cas le prévoir formellement dans la proposition d'assurance et payer une surprime à fixer par la Compagnie.

(8) Pour l'herbe, les plantes fourragères et le trèfle, l'assurance couvre seulement la première coupe, s'il n'est pas prévu un poste d'assurance spécial pour la deuxième et la troisième fauche.

(9) Pour le tabac, seule la qualité « pipe » est assurée s'il n'est pas prévu une surprime spéciale pour les qualités « cigare » et « tabac à priser ».

ART. 2. — (1) En ce qui concerne une seule et même espèce de produit, le contractant doit faire assurer par la Compagnie la totalité de sa culture. Si au moment d'un sinistre l'ensemble de la culture d'un produit se trouve n'avoir pas été entièrement assuré à la Compagnie, cette dernière se trouve libérée de tout engagement.

(2) Le preneur d'assurance ne doit pas non plus assurer sans le consentement de la Compagnie le même produit agricole auprès d'une autre compagnie et également contre la grêle. En cas de contravention par négligence grossière ou préméditation, la Compagnie se trouvera libérée de ce fait de tout engagement.

(3) Les produits agricoles déjà endommagés par la grêle au moment de la proposition d'assurance (et ce pendant la campagne en cours), restent exclus de la garantie mais doivent figurer pour mémoire sur la proposition avec la mention qu'ils ont été déjà sinistrés.

(4) Si les produits assurés reçoivent la grêle entre le moment de la remise de la proposition et celui de la prise

d'effet, le preneur d'assurance devra en aviser immédiatement l'agence compétente, dans ce cas les cultures frappées restent exclues et la fraction de prime correspondante est remboursée.

ART. 3. — (1). L'assurance ne doit entraîner aucun enrichissement injustifié. Pour les produits de chaque parcelle ou fraction de parcelle sinistrée, le dédommagement ne pourra donc rapporter plus que n'aurait rapporté le produit non endommagé dans le cas où la grêle ne serait pas survenue. Cependant si la différence n'est que de 20 %, la somme assurée sera intégralement versée. Dans l'autre cas, la prime sera diminuée en proportion de la diminution apportée au dédommagement, et la différence avec la prime antérieure ristournée avec ledit dédommagement.

(2) Pour le calcul de la valeur du rapport, on se servira des prix au quintal figurant à la police.

ART. 4. — (1) L'assurance peut être conclue pour un an et se prolonger alors d'année en année par tacite reconduction. Elle peut être également conclue pour plusieurs années, sans que sa durée puisse dépasser 6 ans cependant.

(2) La période de l'assurance est l'année du calendrier, mais la responsabilité de la compagnie, sans préjudice des dispositions de l'article 11 (1), commencera chaque année pour les semailles d'hiver au 1^{er} mars ; cette responsabilité prendra fin en ce qui concerne le chanvre et le lin dès que ces plantes ne seront plus en terre, en ce qui concerne les autres cultures dès l'enlèvement ou la mise en meule, au plus tard cependant au 15 octobre.

Proposition d'assurance

ART. 5. — (1) La personne qui désire contracter une assurance à la Compagnie doit remettre à l'agence générale compétente, selon formule prescrite, une proposition d'assurance signée en deux exemplaires et répondre sur cette formule aux questions posées. Dans cette proposition doivent figurer toutes les parcelles à assurer, délimitées par le genre des cultures et par le bornage des champs, chaque parcelle faisant l'objet d'une mention spéciale.

(2) L'agence compétente, dans l'esprit des présentes, est l'agence de la Compagnie pour le canton ou le district sur le territoire duquel se trouvent les champs à assurer.

(3) La Compagnie peut refuser sans explication les propositions même acceptées déjà par un agent ou par un employé de la Compagnie. La proposition peut être considérée comme acceptée si elle n'est pas refusée dans un délai de 10 jours à

compter du jour de sa réception par l'agence générale compétente.

ART. 6. — (1) Pour les assurances se renouvelant d'année en année et les assurances conclues pour plusieurs années ou se renouvelant par tacite reconduction, le preneur est obligé, dans la deuxième année et pendant chacune des années suivantes, au plus tard le 1^{er} juin (date de réception), d'envoyer à l'agence générale compétente une proposition d'assurance spéciale faite selon modèle prévu à l'art 5 (1) et mentionnant les cours du moment et le montant du rapport présumé des produits.

(2) Cette proposition d'assurance doit s'étendre au moins à toutes les cultures assurées l'année précédente, sauf si, d'après déclaration formelle du contractant, certaines de ces cultures n'ont pas été renouvelées dans l'année en cours.

(3) Si la valeur assurée selon (1) et (2) reste de 25 % inférieure à celle qui a été assurée l'année d'avant (ou si elle n'atteint pas ce chiffre) et si le contractant n'apporte pas immédiatement la preuve que cette diminution répond à une situation réelle, l'agence générale est en droit d'exiger le paiement d'une prime égale à celle de l'année d'avant.

ART. 7. — (1) Pour les assurances nouvelles et dans les cas où les champs assurés porteraient une autre culture que celle qui a été primitivement déclarée et que l'assurance doive s'y étendre, le contractant devra faire en ce qui concerne ces champs une nouvelle proposition selon l'article 5 (1).

(2) Si la nouvelle culture est d'une catégorie déjà assurée à la police principale selon l'article 2 (1), le contractant devra dans la semaine qui suivra les semailles additionnelles faire une nouvelle proposition d'assurance à l'agence générale compétente, faute de quoi la Compagnie sera libérée de toute obligation en ce qui concerne l'ensemble du produit agricole en question.

(3) Une nouvelle mise en culture des parcelles endommagées par la grêle ne sera considérée comme garantie que lorsqu'une nouvelle police aura été souscrite à son sujet.

(4) L'assurance de la nouvelle culture commence, lorsque la prime additionnelle a été payée, à la date prévue à l'article 11 (1) et (2).

ART. 8. — (1) Toutes les déclarations et spécialement celles qui concernent le bornage des champs, l'étendue et le genre de culture de chaque parcelle, ainsi que les réponses aux questions prévues à l'article 5 (1) doivent être faites selon la réalité, consciencieusement et complètement et signées par l'assuré ou un fondé de pouvoir autorisé. En cas de contra-

vention la compagnie sera légalement en droit de résilier la police, la prime pour la période d'assurance en cours lui restant acquise.

(2) Au cas où l'assuré n'est pas propriétaire des produits agricoles à assurer, il doit fournir la preuve de ses droits de remplaçant. Les syndics devront présenter les documents qui les accréditent.

(3) Les additions ou les dérogations aux présentes conditions éventuellement demandées par l'assuré, devront faire l'objet d'un document écrit qui accompagnera la proposition d'assurance et ne sera considéré comme ratifié que lorsque la Compagnie l'aura formellement agréé par écrit.

ART. 9. — (1) Le texte de la police d'assurance est considéré comme agréé par le preneur si celui-ci, dans la semaine qui suit l'acceptation de la police, n'a pas élevé de protestation auprès de l'agence compétente sous forme écrite, ce qui ne lui enlève pas naturellement le droit de faire rectifier par la suite des erreurs éventuelles.

(2) L'assuré, au cas où la police est égarée ou détruite, peut en réclamer un duplicata. Il peut aussi en tout temps réclamer copie des déclarations faites par lui en ce qui concerne sa police. Les frais de duplicata et de copie sont à la charge de l'assuré.

ART. 10. — Les propositions de l'assuré sur la diminution du rapport assuré ne sont autorisées que jusqu'au 15 mai de l'année de la récolte pour les oléagineux, jusqu'au 1^{er} juin pour les céréales d'hiver, jusqu'au 20 juin pour les céréales d'été, jusqu'au 10 juin pour le tabac ; en cas de diminution la prime sera réduite des deux tiers du montant correspondant à la susdite diminution.

Prise d'effet

ART. 11. — (1) Pour les assurances conclues pour un an, et dans la première année des assurances faites pour plusieurs années ou se renouvelant tacitement d'année en année, la garantie de la Compagnie commence avec les restrictions prévues à l'article 4 (2), l'acceptation de la proposition d'assurance étant supposée faite et la prime étant réglée ou couverte par traite (article 14 (6)), à midi, le lendemain du jour de réception par l'agence générale compétente de la proposition établie par le contractant et expédiée selon les dispositions de l'article 5. L'accusé de réception de l'agence générale fait foi du moment de la réception, sous réserve des preuves données par le proposant.

(2) Si la proposition remise montre des omissions, la responsabilité de la Compagnie pour les parties qui manquent commencera seulement après la réception par l'agence générale compétente de la rectification qui incombe dans ce cas à l'assuré, étant également supposé que la prime est payée ou couverte par traite.

ART. 12. — (1) Pour les assurances se renouvelant d'année en année par tacite reconduction et pour les assurances conclues pour plusieurs années, la Compagnie, au cours de la deuxième année ou au cours des années suivantes, à supposer que l'assuré a payé régulièrement ses primes l'année précédente, donnera aussi sa garantie, avec les restrictions prévues à l'article 4 (2), pour les sinistres pouvant survenir jusqu'au 1^{er} juin, si la proposition d'assurance pour l'année en cours n'a pas encore été reçue par l'agence compétente. Cette garantie ne sera cependant donnée que pour les espèces de cultures déjà assurées par la Compagnie l'année d'avant.

(2) L'assuré devra aussitôt envoyer alors à l'agence compétente sa proposition d'assurance pour l'année en cours en même temps qu'une déclaration de sinistre et payer la prime et les frais accessoires.

(3) L'évaluation des sinistres indiqués ci-dessus sera faite suivant la proposition pour l'année en cours qui doit être envoyée avec la déclaration de sinistre comme il est dit à l'alinéa qui précède, le dommage cependant sera calculé pour chaque parcelle sinistrée de façon que la somme assurée à l'hectare soit égale à celle qui se trouvait assurée en moyenne l'année précédente pour les cultures correspondantes, étant supposé que pour ce poste le rendement moyen assuré l'année précédente existe aussi dans l'année en cours et que le prix assuré au quintal l'année précédente n'est pas plus élevé que le prix dont l'assurance est demandée dans l'année en cours. Si l'une de ces conditions fait défaut, le dommage sera calculé pour le rendement ou le prix le plus bas. Au cas où la superficie totale des cultures ayant été assurées l'année précédente aura augmenté dans l'année en cours, le dommage sera calculé en proportion.

(4) Les sinistres survenant après réception de la proposition d'assurance par l'agence générale compétente seront évalués sur la base de cette proposition concernant l'année en cours, les dispositions de (3) restant cependant déterminantes. La garantie donnée d'avance par la Compagnie, telle que la prévoit l'alinéa 1 avec l'alinéa 3, cesse automatiquement chaque année le 1^{er} juin à midi (voir art. 6 (1)), si la proposition d'assurance pour l'année en cours n'est pas par-

venue à ce moment à l'agence compétente. Parvient-elle après le 1^{er} juin midi à l'agence, la remise en vigueur de la responsabilité de la Compagnie obéira aux dispositions de l'article 11 (1) et de l'article 2 (3) et (4).

TITRE II : LA PRIME.

ART. 13 (1). — Le preneur d'assurance payera la prime convenue et la taxe légale. Il doit payer en outre :

- a) à titre de frais d'envoi pour chaque police, cinq fois le montant de l'affranchissement d'une lettre de moins de 20 gr.
- b) coût de la police : une somme égale à celle des frais d'envoi pour une somme assurée de 1.000 reichsmarks ou moins, et deux fois ces frais d'envoi pour une somme assurée de plus de 1.000 reichsmarks (voir (1) a).

(2) Le lieu de la garantie est le siège de l'agence générale compétente.

ART. 14. — (1) La prime est fixe, toute élévation ultérieure étant exclue. Si la Compagnie a effectué un règlement de sinistre, pour les périodes d'assurance qui suivent, une augmentation automatique du taux de prime aura lieu, sans que la résiliation puisse être demandée de ce fait. Cette augmentation se monte pour les assurances conclues pour une période de 6 ans : après le premier règlement de sinistre à 10 pfennig, après le deuxième règlement à 20 pfennig, en ce qui concerne seigle, blé, orge, ou un mélange de ces cultures. Les taux de primes s'augmentent en proportion pour les autres espèces de cultures.

(2) En outre de l'augmentation prévue à l'alinéa (1) ci-dessus, la Compagnie peut, sans qu'aucun sinistre soit intervenu, augmenter le taux de prime, au début de chaque période nouvelle d'assurance, pour cette période et pour les suivantes, mais elle doit informer par lettre l'assuré de cette augmentation au plus tard le 20 avril de l'année au cours de laquelle elle doit entrer en vigueur. L'assuré peut dans ce cas résilier immédiatement par lettre recommandée adressée à l'agence générale compétente et mise à la poste dix jours au plus tard après la réception de l'avis d'augmentation de la prime (voir art. 31 (4)).

(3) Pour les assurances conclues pour un an et dans la première année pour les assurances se renouvelant d'année en année ou conclues pour plusieurs années, le paiement de

la prime et des frais accessoires a lieu avant la prise d'effet (voir art. 11 (1) et (2)). La compagnie est libre de tout engagement quand un sinistre survient avant ce règlement de prime. De plus la compagnie peut, lorsque l'assuré est en retard pour payer la prime, résilier également sans préavis d'un mois. Cette résiliation reste maintenue si le paiement a lieu pendant le délai de préavis.

(4) Dans les années qui suivent, en ce qui concerne les assurances s'étendant sur plusieurs années, le paiement de la prime et de ses accessoires doit être fait en même temps que l'envoi de la proposition d'assurances pour l'année en cours, à l'agence générale compétente. Faute de quoi l'assuré recevra sommation écrite, à ses frais, d'avoir à régler dans un délai de deux semaines la somme due augmentée des frais.

(5) Si, après le délai fixé à l'alinéa 4 ci-dessus, un sinistre survient, l'assuré étant en retard pour le paiement de sa prime et des accessoires, la Compagnie se trouve libérée de tout engagement. La Compagnie peut aussi, à l'issue du délai, si l'assuré n'a rien réglé encore, résilier sans préavis ; en cas de résiliation de cette sorte la prime reste due entièrement pour la période en cours.

(6) La prime peut être, après agrément de la Direction, payée par traite à l'agence générale compétente. Les traites, en cas de règlement de sinistre, doivent être considérées par l'assuré comme de l'argent comptant.

(7) Si, contrairement aux dispositions de l'article 6 (1), la proposition d'assurance n'est pas parvenue à l'agence compétente au 1^{er} juin, la Compagnie est en droit, chaque année pour toute la durée de la police et en compensation du risque supporté jusqu'au 1^{er} juin chaque année, d'augmenter le montant total de la prime qui est calculée sur la base de la proposition précédente.

(8) La « prime au risque », mentionnée à l'alinéa 7 ci-dessus, sera calculée sur la prime résultant d'une proposition d'assurance pour l'année en cours faite ultérieurement.

TITRE III : LE SINISTRE.

Déclaration

ART. 15. — (1) Si les cultures assurées se trouvent endommagées par la grêle et si une indemnité est réclamée, l'assuré ou, en son absence ou pour tout autre empêchement, un **représentant, doit faire à l'agence compétente, dans les quatre jours du sinistre, une déclaration datée et parafée, en double**

exemplaire, et envoyée par lettre recommandée (voir article 31 (4). Pour les dommages à la moisson, la déclaration sera faite immédiatement. Les déclarations faites aux agents intermédiaires ne seront pas valables. Dans la déclaration seront donnés : le jour et l'heure du sinistre, l'ensemble des parcelles assurées qui se trouvent touchées et pour lesquelles une réclamation est faite, enfin la valeur probable du dommage pour chaque parcelle touchée.

(2) Pour les parties qui seront déclarées endommagées, le délai de 4 jours étant écoulé, la Compagnie se trouvera libérée de tout engagement ; il en sera de même pour la totalité des parcelles, si l'assuré, contrairement aux dispositions de l'alinéa (1) ci-dessus, n'a pas envoyé dans les 4 jours sa déclaration à l'agence générale compétente.

(3) La déclaration doit être suivie d'un avis d'évaluation ; l'assuré est cependant libre de faire cette évaluation pour les sinistres survenus avant le 1^{er} juillet ; dans cette évaluation doivent aussi figurer le jour et l'heure du sinistre ainsi que les parcelles frappées. Si l'avis d'évaluation n'est pas parvenu dans les 12 jours du sinistre à l'agence compétente, il est considéré comme inexistant et la Compagnie se trouve libérée de tout engagement.

(4) Si le sinistre est estimé par l'assuré comme assez important pour entraîner l'enlèvement de la récolte avant maturité ou un nouveau labour de la terre, il faudra le spécifier dans la déclaration et hâter de ce fait l'établissement de l'évaluation (voir article 18).

**Mesures à prendre pour l'amoindrissement du dommage.
Maintien sans altération de l'état de chose
résultant du sinistre**

ART. 16. — (1) L'assuré doit se soucier de la possibilité d'amoindrir le dommage et entreprendre, en ce qui concerne les légumineuses, les raves, le tabac et les plantes commerciales, tous travaux et frais commandés par les circonstances et pouvant être utiles à l'entretien et au développement des cultures sinistrées. Les frais ne lui seront pas remboursés par la Compagnie.

(2) Jusqu'à l'expertise l'assuré ne devra apporter aucune modification, sans l'autorisation de la Compagnie, à l'état des produits agricoles sinistrés, si ces modifications doivent rendre plus difficile l'expertise. Pour les cultures arrivées à maturité la moisson ou la coupe devra être faite et terminée avant l'expertise. De plus les produits moissonnés ou coupés,

s'ils sont exposés au danger de monter en graines, seront retournés, bottelés et dressés en meulons ; cependant ils ne seront pas charroyés, engrangés ni battus avant l'expertise, sans autorisation de la Compagnie.

(3) Dans le cas d'une contravention aux dispositions des alinéas (1) et (2) ci-dessus, la Compagnie se trouvera libérée de ses obligations sur les postes d'assurances en question ; il en sera de même au cas où l'assuré contribuera avec préméditation à l'aggravation du dommage.

Expertise du sinistre

ART. 17. — C'est la Compagnie qui fixera le moment de l'expertise, compte tenu du degré de développement des cultures endommagées.

ART. 18. — (1) Si l'assuré, en vue de faire la récolte avant maturité ou de labourer à nouveau les terres, demande par écrit (article 15 (4)) l'expertise immédiate et si la Compagnie acceptant la proposition, un accord intervient sur la valeur du dommage, l'indemnité sera diminuée de 25 %. Dans ce cas les parcelles touchées par l'accord disparaîtront de l'assurance. Si l'accord n'a pas lieu l'expertise reste soumise aux dispositions de l'article 17.

(2) Si la récolte avant maturité ou le labour n'a pas lieu par la suite, la Compagnie a le droit de faire reviser les conclusions de son expertise (voir article 20).

ART. 19. — (1) Si des cultures sont à nouveau endommagées par la grêle, on fera une expertise d'ensemble sans tenir compte de l'estimation pouvant avoir été déjà faite pour le précédent sinistre, cependant le nouveau sinistre fera l'objet d'une estimation séparée si le sinistre déjà antérieurement expertise ne peut plus être précisément évalué.

(2) Dans ce dernier cas, le chiffre de l'évaluation du nouveau sinistre ne jouera que sur les sommes restant assurées après déduction du dommage antérieur.

(3) Si une indemnité a déjà été versée elle sera déduite de l'évaluation d'ensemble.

(4) Si, pour une assurance courant sur plusieurs années ou se renouvelant tacitement, les cultures assurées, ayant été sinistrées avant réception par l'agence compétente de la proposition pour l'année en cours, et ce avant le 1^{er} juin, essuyent à nouveau la grêle avant que l'expertise du premier sinistre soit faite, mais après réception par l'agence de la proposition susdite, les sinistres seront alors autant que possible considérés et calculés séparément, les premiers sur la

base de la police de l'année précédente selon les dispositions de l'article 12 (1) et (3), les autres sur la base de la proposition pour l'année en cours (article 12 (4), première phrase).

ART. 20. — (1) L'expertise, pour chacune des parcelles à considérer, aura lieu comme suit, on établira :

- a) l'importance de la superficie endommagée,
- b) quel rapport auraient donné à maturité les cultures du champ sinistré, si la grêle n'était pas survenue, et
- c) quelle fraction de ce rapport a été détruite par la grêle
 - aa), pour le grain,
 - bb) pour la paille.

(2) Lorsque, sur enquête de l'homme d'affaires de la Compagnie le sinistre est déclaré non susceptible d'indemnité (article 1 (1), l'assuré est mis en demeure de fournir une renonciation écrite ; s'il s'y refuse ou si une entente ne peut intervenir entre l'inspecteur de la Compagnie et l'assuré (expertise simple), deux experts impartiaux seront nommés, l'un par l'assuré, l'autre par la Compagnie (expertise formelle).

(3) Ces deux experts doivent, avant d'entamer leur expertise, nommer un surexpert qui entrera en activité au cas où les deux premiers ne pourraient se mettre d'accord et lorsqu'ils auront terminé chacun son estimation, ce surexpert ne tranchant alors que les points restant en litige (surexpertise). Si les deux experts ne peuvent s'entendre sur le choix du surexpert, ils entreprendront tout de même l'expertise et s'ils ne peuvent alors arriver à un accord, c'est l'assuré qui devra choisir le surexpert parmi trois candidats désignés par la Compagnie ou un de ses représentants.

(4) La nomination de l'expert et éventuellement du surexpert devra être faite par l'assuré dans les 24 heures de la mise en demeure du représentant de la Compagnie. Faute de quoi, ou faute pour l'expert nommé par l'assuré d'entreprendre son expertise au moment fixé par le représentant de la Compagnie, c'est le représentant de la Compagnie qui nommera de droit expert et éventuellement surexpert.

(5) La Compagnie peut aussi ordonner « l'expertise formelle » sans qu'interviennent les modalités prévues à l'alinéa (2).

(6) La Compagnie peut, dans les trois semaines d'une expertise simple, se transporter sur les lieux à fin d'enquête et, si elle le juge alors bon, annuler alors l'expertise pour ordonner une autre expertise simple ou « l'expertise formelle ».

ART. 21. — (1) L'assuré est tenu de mettre au courant la

Compagnie ou son expert de tous détails concernant l'assurance, la valeur des cultures sinistrées, l'espèce et l'importance du dommage, en répondant à ses questions en toute sincérité, en lui montrant sur sa demande tous documents tels que police, registres pouvant exister concernant superficies et ensemencement, registre d'arpentage et de boni ; il devra également indiquer ou faire indiquer sur le terrain même les parcelles qui ont été déclaré sinistrées. Faute de quoi la Compagnie se trouvera libérée de la totalité de ses obligations envers lui.

(2) Pendant la procédure d'expertise, l'assuré, en cas d'empêchement de sa part, désignera pour y assister un fondé de pouvoir. S'il tarde à le faire, l'expertise se fera sans attendre.

ART. 22. — (1) Le montant du dommage est exclusivement établi selon la procédure fixée à l'article 20. Cette expertise engage les deux parties à moins qu'elle s'écarte visiblement et de façon importante de la vérité. Dans ce cas l'affaire sera portée devant les tribunaux.

(2) La vérification et l'estimation du sinistre n'influe pas sur la question de savoir si la responsabilité de la Compagnie existe, cette question, en cas de désaccord, étant beaucoup plus du ressort des tribunaux.

ART. 23. — (1) Les frais d'expertise sont supportés par la Compagnie, mais, pour chaque dommage trouvé indemnisable, 5 % de l'indemnité seront déduits. En cas « d'expertise formelle » on déduira de l'indemnité encore 2 1/2 % et si une surexpertise a eu lieu on déduira encore 5 %. Le supplément aux premiers 5 % ne devra cependant pas dépasser le montant des frais supplémentaires causés par la « formelle » ou la « surexpertise ».

(2) Les frais causés à l'assuré par l'expertise ne lui seront pas remboursés par la Compagnie.

(3) Si le sinistre annoncé n'est pas indemnisable, l'assuré devra payer à la Compagnie pour ses dépenses d'expertise une somme à fixer par elle qui ne devra pas excéder les dépenses effectivement faites.

Perte du droit à l'indemnité

ART. 24. — (1) En tant qu'il est prévu dans les présentes que la violation par l'assuré d'une de ses obligations libérera la Compagnie, cette clause de droit ne prendra pas effet, sauf pour les cas prévus à l'article 14, quand l'assuré n'est pas responsable de la violation, si l'obligation devait être remplie avant que le sinistre ne survienne ; mais si l'obligation devait

être remplie après le sinistre, la clause de libération de la Compagnie ne jouera pas, sauf pour le cas de l'article 14, quand la violation n'est ni préméditée, ni due à une négligence grossière.

(2) Si la Compagnie se trouve libérée de la totalité de ses obligations et si par suite l'indemnité est refusée à l'assuré, ce dernier devra payer à la Compagnie pour les frais d'expertise supportés par elle une somme à fixer par cette dernière jusqu'à concurrence du montant prévu à l'article 23 (3).

(3) Dans tous les cas, la prime pour la période d'assurance en cours reste due à la Compagnie.

Litiges

ART. 25. — La Compagnie se trouve dégagée de sa responsabilité si l'assuré n'a pas fait valoir judiciairement ses droits dans les six mois qui suivront le refus écrit de la Compagnie et son avis d'avoir à se pourvoir dans les délais légaux en réponse à la réclamation formulée par lui.

Règlement

ART. 26. — (1) L'indemnité sera payée dans le mois qui suivra l'expertise totale, mais au plus tard dans les quatre mois de la réception de la déclaration de sinistre par l'agence compétente.

(2) Le lieu est le siège de l'agence générale compétente.

(3) Les créances de la Compagnie seront décomptées du montant des règlements. Les créances à terme sont immédiatement exigibles.

TITRE IV : CHANGEMENT DE PROPRIETAIRE.

ART. 27. — (1) Lors d'une aliénation des cultures assurées l'acquéreur prendra les devoirs et les droits de l'ancien assuré.

(2) Pour la prime qui joue au moment de l'aliénation, l'ancien et le nouveau propriétaires seront conjointement responsables.

(3) La Compagnie en ce qui concerne ses créances ne considère l'aliénation comme valable que lorsque celle-ci lui a été avisée ; les prescriptions des articles 406-408 du Code Civil (Bürgerliche Gesetzbuch) trouvent ici leur application.

(4) L'agence générale compétente devra être aussitôt avisée du transfert de propriété soit par le cédant soit par l'acquéreur et ce par poste. Les preuves de la réalité de l'aliénation doivent être données. Si cette déclaration de transfert n'est pas faite immédiatement soit par le cédant, soit par l'acquéreur, la Compagnie se trouvera libre de toute responsabilité en ce qui concerne tous dommages survenant après l'issue de la période d'assurance pendant laquelle la déclaration de transfert aurait dû lui parvenir. Cette clause de droit n'entrera pas en vigueur si la Compagnie est informée assez tôt pour pouvoir résilier à l'issue de la susdite période.

(5) Le cas prévu à l'alinéa 1 survenant, la Compagnie peut résilier l'assurance avec le nouveau propriétaire pour la fin de la période d'assurances au cours de laquelle elle a reçu avis d'aliénation.

(6) Le nouveau propriétaire peut dénoncer l'assurance sans obligation de préavis. Ce droit s'éteint s'il n'est pas utilisé dans un délai d'un mois à compter de la date du transfert de la propriété ; si le nouveau propriétaire ne soupçonnait pas l'existence de l'assurance, son droit de résiliation resterait établi pendant un délai d'un mois à dater du jour où il a été informé.

(7) Si la police est résiliée selon (5) ou (6), l'ancien propriétaire devra payer à la Compagnie la prime correspondant à la période au cours de laquelle l'assurance prend fin ; la responsabilité du nouveau propriétaire telle qu'elle est prévue à l'alinéa 2 n'intervient pas dans ce cas.

(8) En cas de vente aux enchères par autorité de justice, les clauses ci-dessus, de l'alinéa 1 à l'alinéa 7, conservent leur effet.

ART. 28. — Si quelqu'un acquiert le droit d'occuper le sol assuré par bail à ferme ou à loyer, droit d'usufruit ou situation similaire, les dispositions de l'article 27 sont applicables.

ART. 29. — En cas de faillite de l'assuré ou de liquidation judiciaire des champs couverts par l'assurance, la Compagnie peut résilier la police sous préavis d'un mois.

ART. 30. — En cas de mort de l'assuré l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier.

TITRE V : EXPIRATION - PROLONGATION.

ART. 31. — (1) Pour les polices conclues pour plusieurs années ou se continuant d'année en année, l'assurance est

toujours prolongée d'une année par tacite reconduction au moment de l'expiration de la durée prévue d'abord, à moins qu'une résiliation ne soit faite par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée mise à la poste au plus tard le 30 septembre de l'année d'expiration et adressée en ce qui concerne l'assuré soit à l'agence générale compétente, soit à la Direction de la Compagnie.

(2) Les sinistres ne donnent pas droit à résiliation.

(3) La dénonciation devra dans tous les cas être faite de la propre main de l'assuré ou signée par un de ses représentants dûment autorisé.

(4) Si les formalités ou délais ne sont pas observés, la résiliation est caduque et en cas de non-observation des formalités elle ne pourra prendre effet que si elle est renouvelée dans les formes et dans les délais. Les dénonciations faites auprès des agents intermédiaires sont sans effet. La résiliation est cependant valable et aussi dans le cas prévu à l'art. 14 (2), lorsque la déclaration écrite et complète en parvient dans les délais voulus à l'agence compétente ou à la Direction. Pour les déclarations de sinistres (voir article 15) ces dispositions sont applicables.

(5) Dans le cas où, sur décision de son assemblée générale, la Compagnie entre en liquidation ou abandonne sans fusion d'aucune sorte les affaires d'assurance grêle (article 305 des H. C. B.), la police prendra fin à l'issue de l'année en cours.

REALE GRANDINE

COMPAGNIE ITALIENNE
Siège Social à BOLOGNE

CONDITIONS GENERALES

TITRE I : OBJET DU CONTRAT.

ARTICLE PREMIER. — La Réale s'engage à indemniser l'assuré, sous réserve des franchises prévues à l'article 57, des dommages causés par la chute de la grêle aux produits pendants ou attachés au sol, à l'exclusion des dommages dus au défaut de végétation, aux travaux antérieurs, et à toute autre cause qui ait précédé, suivi ou accompagné la grêle.

Le contrat d'assurance peut être stipulé pour la durée d'un an ou pour un nombre déterminé d'années.

Dans ce dernier cas, la durée « polyennale » devra résulter d'une déclaration séparée et bien distincte insérée dans la police, signée par l'assuré, et contresignée par la Société d'assurance.

ART. 2. — La Société se réserve le droit, moyennant avis à l'Agence Générale, de refuser tout contrat dans le délai de deux jours après celui où la proposition respective est parvenue à la Direction ; il appartient donc à l'assuré de s'informer de l'acceptation de son contrat auprès de l'Agence et d'y retirer sa police ainsi qu'il est dit à l'article 8.

La Société décline toute responsabilité en cas de retards de la poste.

TITRE II : QUI PEUT S'ASSURER ?

ART. 3. — L'assurance peut être faite, directement ou par l'entremise d'un mandataire légal, par ceux qui ont intérêt à la conservation des produits à assurer, pourvu que la qualité en laquelle on s'assure soit clairement exprimée et qu'elle soit réellement celle qui est déclarée.

Dans le cas contraire, l'assuré n'a pas droit à indemnité en ce qui concerne la partie des produits assurés pour laquelle il n'aura pas déclaré sa véritable qualité, mais il reste néanmoins tenu de payer la prime établie et tous les frais encourus par la Société.

Dans tous les cas, et en quelque qualité qu'il ait agi, le titulaire de la police est obligé envers la Société à l'observation de toutes les conditions de cette police.

Il n'est pas accepté de contrats pour un capital assuré inférieur à 1.000 livres en plaine, et à 2.000 livres en terrain montagneux, par commune.

Il est accepté des contrats d'assurance cumulatifs entre diverses personnes désirant s'assurer, mais seulement si les produits à assurer se trouvent dans des localités contiguës, et si le montant global de la police ne dépasse pas 10.000 livres de capital : les intéressés dans cette police sont tous solidairement obligés envers la Société pour le paiement de la prime entière.

TITRE III : LE CONTRAT ET SES MODALITES.

ART. 4. — Le contrat est constitué par la présente police, qui contient toutes les conditions auxquelles la Société assume l'assurance moyennant le paiement, dont elle fait foi, de la prime et de ses accessoires, et qui contient également la description de tous les produits assurés.

La police doit être signée par l'assuré, par le directeur de la Société, et par l'agent à qui a été faite la proposition d'assurance, conformément aux dispositions de l'article 2.

Le contrat « polyennal », s'il est conclu pour au moins trois ans, donne droit à un escompte de 5 % sur la prime nette, ainsi que dans tous les renouvellements annuels successifs jusqu'à l'expiration.

ART. 5. — Dans la police doivent figurer exclusivement la

prime, une seule additionnelle, et l'impôt ; éventuellement aussi les intérêts sur lettres de change et la surprime pour exonération des frais d'expertise.

L'assuré doit, sous peine d'être déchu de ses droits à indemnité en cas de sinistre :

a) Déclarer à quel titre il s'assure et quels intérêts il a sur les produits à assurer ; c'est-à-dire s'il est propriétaire, usufruitier, locataire ou fermier du terrain sur lequel se trouvent lesdits produits ; ou s'il agit en qualité de mandataire, administrateur, créancier, etc., de celui qui a intérêt à s'assurer, étant entendu que si la qualité déclarée par l'assuré n'est pas réelle, la Société pourra se prévaloir des dispositions de l'article 3 après la signature du contrat, même si aucun sinistre n'a été déclaré ;

b) Spécifier séparément, avec numéros consécutifs, les divers lots ou parcelles sur lesquels existent les produits à assurer, même s'ils appartiennent à un seul et même domaine, en indiquant pour le froment, les pois chiches et le riz quelle est la variété, et quelle quantité approximativement on peut obtenir pour chaque variété ; dans quelle région administrative ils se trouvent, dans quelle commune et fraction de commune (ou zone quand la commune est divisée en zones) ; la dénomination rurale de chaque lot, sa contenance approximative en hectares, ses tenants et aboutissants, le nom et prénom du propriétaire et ceux du cultivateur. Si, sur un même lot de terrain se trouvent deux ou plusieurs produits différents à assurer, ou deux ou plusieurs variétés différentes du même produit, le lot doit être subdivisé en deux ou plusieurs sections, chacune étant désignée par un numéro et on indiquera la superficie occupée par chaque produit ou chaque variété du même produit ;

c) Déclarer pour chaque lot ou pour chacune des sections d'un lot divisé en plusieurs sections si le produit proposé pour l'assurance représente la totalité du produit qui peut être récolté ou quelle proportion de la totalité il représente ;

d) Déclarer si les produits à assurer ont été dans l'année en cours endommagés par la grêle ou par toute autre cause que la grêle ; dans le premier cas, il devra être fourni à la Société, avant d'établir le contrat, un état dressé aux frais de l'assuré par un expert choisi par la Société, état dans lequel il devra être déclaré, pour chaque lot ou pour chaque section de lot, quel est le pourcentage de la totalité du produit qui a été endommagé, afin qu'il soit exclu, le cas échéant, du montant des sinistres ultérieurs ; faute de cet état, le contrat sera nul pour les sections déclarées comme ayant été frappées par la grêle ;

e) Déclarer si, pour les produits qu'il a l'intention d'assurer, il a déjà conclu d'autres contrats d'assurance ; dans ce cas, avec quelle Compagnie, dans quelle mesure, pour quelle durée, et pour quel montant, en fournissant la carte ou le plan démonstratif des lots déjà assurés ;

f) Indiquer en quintaux la quantité du produit à assurer et la valeur par quintal de chaque produit, en chiffres arrondis aux dizaines ; en dérogation à l'article 446 du Code de Commerce, les prix par quintal ne pourront en aucun cas être supérieurs aux maxima fixés chaque année pour chaque produit par la Société ;

g) Déclarer, en ce qui concerne la feuille de mûrier, si elle est destinée à l'élevage du ver à soie dans l'exploitation agricole elle-même ou au commerce ;

h) Déclarer de quelle manière et à quelle époque il désire payer la prime ;

i) Présenter, toutes les fois que la simple indication des limites du terrain ne sont pas suffisantes pour désigner avec précision les lots, un plan ou au moins un croquis montrant quels sont ceux sur lesquels se trouvent les produits à assurer en leur donnant des numéros consécutifs qui seront reproduits dans la police ;

l) Indiquer pour chaque produit ou chaque variété de produit l'époque présumée de la récolte.

ART. 6. — Si les terrains sont situés dans des provinces différentes, on devra établir une police pour chaque province.

ART. 7. — La police, rédigée en triple exemplaire, a pour but de :

- a) accepter l'assurance proposée ;
- b) fixer le commencement et la fin du risque pour chaque produit ;
- c) constater le paiement de la prime et du montant des frais accessoires.

TITRE IV : QUAND LE CONTRAT EST-IL PARFAIT ?

ART. 8. — La police d'assurance devra être transmise à la Direction par l'Agence Générale, mais seulement après qu'aura été effectué le paiement de la prime, ainsi qu'il est prévu à l'article 14 et sous la responsabilité de la même Agence ; elle sera signée par l'assuré et par l'agent dûment autorisé.

La Direction, en acceptant la police, considérera comme valablement effectué le paiement de la prime sans aucune

exception, et le contrat sera parfait au retour d'un exemplaire à l'Agence muni de la signature et en conformité avec l'article 2.

TITRE V : DUREE DU RISQUE.

ART. 9. — Pour tous les produits, le risque à la charge de la Société commence à courir seulement à midi le surlendemain du jour où a été souscrite la police, en considérant comme jour de souscription du contrat celui de l'envoi du même contrat par l'Agence Générale à la Direction, ce dont fera foi le cachet de la poste ; la date d'effet du risque sera en tout cas précisée par la Direction dans la copie de la police qu'elle retournera à l'Agence.

ART. 10. — L'échéance normale du risque a lieu à la maturité du produit, et pas plus tard que :

Le 10 juin pour les betteraves,

Le 20 juin pour la feuille du mûrier, mais pas au-delà de la campagne séricicole ;

Le 15 juillet pour les semis de trigonella, de fenugrec, de lin, de linosa et de lupin ;

Le 31 juillet pour l'avoine, la fève, le froment, l'orge, le seigle, l'épeautre et la vesce ;

Le 31 août pour le chanvre ;

Le 15 septembre pour les plantes médicinales, le trèfle et la sulla ;

Le 31 octobre pour tous les autres produits.

L'échéance du risque pourra être prorogée, sans surprime, après les dates indiquées, sur demande de l'assuré faite avant la conclusion du contrat, pour les zones où le cycle de la végétation se prolonge *normalement* après ces dates ; et avec surprime lorsque la demande de prorogation sera faite pendant le cours de l'assurance pour des faits exceptionnels et non prévisibles.

Il est entendu en tous les cas que le risque finit cinq jours après la coupe de la plante assurée, mais jamais plus tard que les dates susindiquées.

Il est déclaré que, pour le chanvre, ne sont pas considérées comme assurées les plantes qu'on laisse dans les champs pour la semence après la récolte du tilleul.

TITRE VI : LA PRIME.

ART. 11. — La prime est établie par la Société d'après ses tarifs fixés pour chaque produit et pour chaque commune.

ART. 12. — A la place du tarif fixe, on peut appliquer aussi le tarif variable, comprenant une prime réduite de 30 % qui sera payée au moment de la conclusion du contrat, et un supplément de prime égal à celle déjà payée, y compris les accessoires, et qui sera payé seulement dans le cas de déclaration de sinistre, et limitativement au capital assuré pour chaque section décrite dans la police qui sera sinistrée.

Ce supplément de prime ne sera remboursé en aucun cas.

ART. 13. — La prime, les surprimes, l'additionnelle unique, les impôts et les intérêts, conformément à ce qui est précédemment établi, entraînent pour la Société l'obligation de rembourser à l'assuré le dommage causé par la chute de la grêle aux produits qui font l'objet du contrat d'assurance, pourvu qu'il ait satisfait à toutes les conditions de la présente police, sous réserve des conditions particulières qui seraient établies.

TITRE VII : PAIEMENT DE LA PRIME.

ART. 14. — Le paiement de la prime, des surprimes et accessoires doit être effectué par l'assuré au moment de la signature de la police en présence de l'agent.

Ce paiement doit être fait en espèces ou par effets à l'ordre de la Société signés pour acceptation par l'assuré, avec aval ou non au gré de la Société, et à échéance unique, pour les céréales et la feuille de mûrier au 15 août, et pour les autres produits au 15 octobre de l'année dans laquelle a été faite l'assurance.

Dans le cas où le contrat serait conclu au tarif variable (article 12), le supplément de prime devra être payé en espèces ou en effets au moment de la déclaration, et après liquidation sur la formule ci-annexée signée par l'assuré.

ART. 15. — Si le paiement est effectué au moyen d'effets, l'assuré devra payer à la Société, à titre d'intérêts, un supplément de 3 % sur le montant de l'effet.

ART. 16. — La Société, se prévalant des dispositions de l'article 323 du Code de Commerce, aura recours aux moyens

légaux pour l'encaissement des effets non payés en tout ou en partie, et ils seront productifs d'un intérêt de 8 % à partir du jour de leur échéance, le risque à la charge de la Compagnie étant alors suspendu.

ART. 17. — Pour le montant des effets impayés, l'assuré reconnaît à la Société, et au besoin lui accorde le privilège établi par l'article 1958, n^{os} 5 et 7 du C. C., c'est-à-dire d'obtenir le paiement sur les produits assurés, soit qu'ils soient encore sur pied, soit qu'ils soient déjà récoltés.

TITRE VIII : TRANSMISSION DU CONTRAT.

ART. 18. — L'assuré stipule le contrat d'assurance pour lui et pour ses héritiers ou successeurs.

ART. 19. — Si la mort de l'assuré survient pendant la durée du contrat, ses héritiers devront adresser à la Société, dans le délai d'un mois après le décès, une déclaration par écrit contenant leurs noms, qualités et domiciles, et ils seront tenus solidairement à l'accomplissement des obligations résultant du contrat.

ART. 20. — Si, pendant la durée du contrat, l'assuré cessait, par suite de vente, location, sous-location, cessation de bail ou autre cause, d'avoir un intérêt sur les produits assurés, il serait tenu de transférer le contrat, avec les obligations et droits y attachés, à son successeur, et d'en aviser la Société, dans les quinze jours de ce transfert, afin que le nouvel assuré soit reconnu, et que la police soit transférée en son nom, et tous les deux seraient solidaires pour le paiement des effets émis par le cédant. Faute de cette notification, l'assurance cesse en même temps que les intérêts de l'assuré sur les produits assurés, le paiement de la prime restant inchangé. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également au renouvellement du contrat polyennal.

ART. 21. — Si la Société ne veut pas reconnaître le cessionnaire du contrat, elle lui adressera un avis d'annulation dans les 15 jours après réception de la déclaration de transfert du contrat, et elle restituera, dans ce cas, le prorata de la prime seule, si elle a été payée au comptant, ou, si elle a été payée au moyen d'un effet, elle diminue dans la même proportion la valeur de celui-ci.

TITRE IX : ANNULATION DU CONTRAT.

ART. 22. — S'il y a chute de grêle à partir du jour où la proposition d'assurance a été présentée par l'Agence, jusqu'au jour où le risque commence à courir pour la Compagnie, le contrat est nul pour les seules sections touchées par la grêle, et la Société restitue la prime nette correspondante reçue, en retenant, comme compensation des frais du contrat, les accessoires et les impôts. L'assuré est tenu de notifier le sinistre dans les 48 heures après la chute de la grêle ; faute de quoi l'assurance est nulle et l'assuré perd la prime entière.

ART. 23. — S'il est constaté dans un ou plusieurs lots assurés la destruction totale ou au moins d'un tiers des produits par une cause quelconque autre que la grêle, l'assuré, pourvu que la demande en soit faite au moins quinze jours avant la récolte, a droit à l'annulation du contrat pour ces lots, et au remboursement de la prime, calculée proportionnellement à partir du jour de présentation de la demande écrite jusqu'à la date présumée de la cessation du risque concernant le produit pour lequel l'annulation est demandée.

La demande devra être appuyée par une expertise faite aux frais de l'assuré par un expert figurant sur la liste établie par la Société.

ART. 24. — Si, dans les deux mois après le jour où le risque a commencé à courir, et avant l'époque de la récolte, les travaux de culture du produit sont suspendus pour raison de force majeure, et que l'on peut craindre la perte de ce produit, l'assuré qui n'a pas encore déclaré de sinistre pourra demander l'annulation du contrat, cette annulation étant limitée à la campagne en cours, et aura droit à la restitution partielle de la prime proportionnellement à la durée du risque qui reste encore à courir à partir du jour de présentation de la demande, et à partir de ce même jour cessera, par voie de conséquence, la responsabilité de la Société.

La restitution de la prime ne pourra en aucun cas être supérieure à la moitié.

La demande d'annulation du contrat et de remboursement de la prime devra être adressée exclusivement à la Direction Générale par lettre recommandée.

TITRE X : DECLARATION DE SINISTRE.

ART. 25. — Sous peine de perdre le droit à toute indemnisation, l'assuré devra, dans les trois jours après qu'un sinistre s'est produit, aviser, avec déclaration régulière, l'Agence qui a délivré la police.

La déclaration sera transmise par l'Agence à la Direction en double exemplaire le jour même de sa réception, en même temps que la liquidation du supplément de prime si le contrat a été conclu au tarif variable.

L'avis de chute de grêle par télégramme ou sous réserve de confirmation n'est pas valable.

ART. 26. — Pour toute déclaration de sinistre l'assuré constituera un dépôt de 1 % du montant assuré pour les lots déclarés, avec un minimum de 30 liras et un maximum de 300 liras pour chaque déclaration.

Toute déclaration devra être signée par l'assuré et accompagnée du dépôt de garantie dont il est question ci-dessus, faute de quoi elle ne sera pas valable et ne sera pas prise en considération.

Outre le jour et l'heure de la chute de grêle, le numéro et la date de la police, il faudra indiquer dans la déclaration :

a) Le numéro d'ordre sous lequel le lot est désigné dans la police ;

b) La commune ou zone où se trouve le lot sinistré, sa dénomination rurale, et la voie la plus courte et la plus commode pour y accéder ;

c) L'espèce du produit sinistré ;

d) L'estimation approximative du dommage pour chaque lot ;

e) L'état de végétation des produits sinistrés ;

f) L'époque approximative de la récolte pour chaque section séparément, lorsque la maturité est prochaine ;

g) Le surnom sous lequel est généralement connu le cultivateur ou l'assuré ;

h) Enfin, l'adresse postale de l'assuré quand il désire être avisé du jour de l'expertise.

ART. 27. — Lorsque la récolte est imminente, ou a déjà commencé, l'assuré devra mentionner cette circonstance dans la déclaration, en signalant quel jour, pour quels produits, et dans quels lots ou sections doit commencer ou a déjà commencé la récolte.

Dix jours après qu'il a été déclaré que la récolte est immi-

nente ou a déjà commencé, le risque respectif cessera pour la Société, que la récolte soit achevée ou non.

ART. 28. — Tant que l'expertise n'a pas eu lieu ou qu'une transaction amiable n'est pas intervenue, et n'a pas été approuvée par la Direction, l'assuré ne peut procéder à la récolte ou à l'expédition du produit sinistré, sous peine de perdre le droit au remboursement pour la partie du produit récolté avant le constat. S'il grêle pendant que la récolte est en cours, celle-ci doit être interrompue immédiatement, sous peine de la perte au remboursement du dommage ; il est fait une exception pour la feuille de mûrier servant à l'alimentation du ver à soie, dont, moyennant avis à l'agent, l'assuré peut cueillir la seule quantité strictement nécessaire, mais à la condition de laisser intacts au moins deux arbres à chaque angle de chaque lot, afin qu'ils puissent servir à l'estimation du dommage. Au moment de l'expertise, et au moyen de deux témoins qui ne soient pas à son service, il appartient à l'assuré d'identifier les arbres qui ont été effeuillés après le sinistre.

ART. 29. — L'assuré a l'obligation, en quelque cas et à quelque époque que ce soit, même après qu'un sinistre s'est produit, d'exécuter tous les travaux de bonne agriculture réclamés par l'espèce du produit assuré et son stade de végétation, sauf dans les cas prévus à l'article précédent, et s'il ne s'est pas produit de sinistre, ou, dans le cas contraire, après qu'il a été procédé à l'expertise, l'assuré est tenu de faire la récolte des produits quand ils sont parvenus à maturité parfaite, la Société n'étant pas responsable pour les sinistres dus à l'incurie de l'assuré ou au retard apporté à la récolte, même si ce retard est causé par le chômage, le boycottage, ou par tous conflits, en général, entre le capital et la main-d'œuvre, ou par n'importe quel cas de force majeure, sauf ce qui est prévu à l'article 44.

ART. 30. — Après réception de la déclaration de sinistre, la Société examine si elle est régulière, si elle ne contient pas des sinistres dénoncés irrégulièrement, ou s'il manque quelque une des indications stipulées aux articles 26 et 27, et si elle ne lui est pas parvenue autrement que par l'entremise de l'agence.

TITRE XI : L'EXPERTISE.

ART. 31. — Après qu'il a été constaté que la déclaration de sinistre est régulière, la Société a le droit d'envoyer une

ou plusieurs personnes pour examiner une ou plusieurs fois les produits sinistrés ou revoir l'expertise qui a été faite après le sinistre, et l'assuré doit à ses frais fournir un guide pour faciliter ces opérations.

ART. 32. — L'estimation du dommage peut être faite ou à l'amiable entre les parties intéressées ou par le moyen d'une expertise effectuée par un ou plusieurs experts nommés par la Société, lesquels devront être diplômés de science agricole, ingénieurs, experts géomètres ou experts agricoles légalement autorisés à exercer leur profession ou possédant des titres équivalents ; ils ne pourront être choisis parmi les personnes exceptées par la loi, ni parmi les employés de la Société ou d'une autre Compagnie d'assurance contre la grêle.

L'expertise pourra être *provisoire* ou *définitive* : dans le premier cas ses résultats ne seront communiqués qu'à la Société.

ART. 33. — Il suffit que l'estimation des dommages (sauf l'exception prévue à l'article 28 pour la feuille du mûrier), soit faite avant la récolte des produits sinistrés, et, dans le cas où déclaration a été faite que la récolte est imminente ou a déjà commencé, dans les cinq jours après celui où est parvenue cette déclaration.

En tous les cas l'estimation n'aura pas lieu si l'assuré n'a pas payé le dépôt de garantie, dont fera foi la quittance donnée par l'Agence, ainsi que le supplément de prime prévu à l'article 12 en cas de police à tarif variable.

ART. 34. — Les experts devront recueillir tous les renseignements concernant l'époque, l'intensité et la chute de la grêle, et vérifier également l'exactitude de la déclaration faite dans la police par l'assuré en conformité des dispositions de l'article 5.

Dans leur rapport, les experts devront :

1° Déterminer pour chaque lot ou section et dans la même unité de poids et mesures :

a) La quantité du produit qu'on peut vraisemblablement obtenir dans des circonstances normales, étant entendu toutefois que, dans le cas où cette quantité normale serait supérieure à celle assurée, ils devront tenir compte seulement de cette dernière aux effets de règlement du sinistre, vu que, pour l'excédent, l'assuré est considéré comme son propre assureur ;

b) La quantité manquante par suite de travail défectueux, de maladie, ou de toute autre cause, même atmosphérique mais autre que la grêle, pour déduire la seconde de la pre-

mière, ce qui donnera la quantité qu'on aurait pu réellement obtenir dans le terrain en question cette année-là si la grêle n'y avait pas causé de dommage.

2° Préciser également pour chaque section, mais en centièmes du produit existant au moment de la chute de la grêle, pris comme unité :

a) les parties détruites par la grêle ;

b) les parties restantes ;

de sorte que, additionnées elles donnent l'unité.

3° Si le produit assuré dans l'un des lots se trouve en cours de récolte, on devra, dans l'expertise et les opérations précédemment indiquées, faire préalablement deux parts de la superficie et de la quantité respective du produit assuré, soit : récolté, et non récolté. Ceci fait, et sans se préoccuper de la partie expédiée, ni de celle qui, n'ayant pas été expédiée, se trouverait sur le lot depuis un temps supérieur aux cinq jours fixés par l'article 10 de la police, on procédera pour chacune des parts comme s'il s'agissait de sections différentes, suivant les règles établies en 1° et 2°. Pour la feuille de mûrier, si dans la police il n'a pas été fait la déclaration prescrite en g) de l'article 5, on doit admettre que la feuille sert à l'élevage du ver dans l'exploitation agricole, et il faudra donc défalquer de la quantité assurée celle de la feuille nécessaire à la nutrition des vers jusqu'au jour du sinistre, en admettant dans chaque cas que l'élevage du ver est proportionnel à la quantité de feuille assurée ; ceci, sans préjudice d'une plus forte réduction pour produit manquant ou pour vente de feuilles.

4° S'il s'agit d'assurances partielles exprimées en fractions de la production totale, les estimations de quantités, dont il est question ci-dessus en 1° a) et b), devront être exprimées proportionnellement à la fraction assurée.

ART. 35: — Dans le cas où la récolte est imminente, l'estimation du sinistre doit être faite dans les cinq jours de la déclaration, et si la liquidation d'un sinistre avisé régulièrement, comme stipulé dans les articles précédents, n'a pas eu lieu, l'assuré est tenu d'aviser la Direction par télégramme. Et si dans les 6 jours suivants la Société ne fait pas procéder à cette estimation, l'assuré est en droit d'y pourvoir lui-même, et— moyennant notification préalable à l'Agence — de la faire faire par deux experts domiciliés dans l'arrondissement où se trouvent les terrains assurés. Sous peine de nullité cette expertise devra être faite suivant les règles établies dans les articles précédents.

Si l'assuré procède à la récolte sans notification et avant

que la Société ait réglé le sinistre, et s'il ne fait pas faire l'expertise suivant les règles susénoncées, il perd tout droit au remboursement du sinistre déclaré.

ART. 36. — Lorsque après une expertise, même si elle est antérieure à la proposition, quelque partie du produit est de nouveau sinistrée, on procède suivant les mêmes règles et aux mêmes opérations successives pour déterminer le sinistre total causé par la grêle.

Le pourcentage des dommages en cas de chutes successives de grêle doit toujours être calculé en rapport avec la valeur totale assurée au début.

TITRE XII : LIQUIDATION DES DOMMAGES.

ART. 37. — La liquidation des sinistres est faite sur la base des prix fixés dans la police pour chaque produit, et doit être effectuée pour chaque lot ou section d'après les règles suivantes :

a) Les centièmes détruits par la grêle devront être appliqués à la valeur du produit qu'on peut réellement obtenir pour chaque section sujette au risque, quand cette valeur est égale ou inférieure à la somme respective assurée ; quand, au contraire, elle est supérieure, ils devront être appliquées à la somme correspondante assurée de la section ou fraction de section ;

b) Le montant des parties détruites doit être diminué de celui établi pour un sinistre de grêle antérieur à la conclusion du contrat, et de la franchise.

ART. 38. — La liquidation étant faite suivant les règles du précédent article, le montant du dommage qui en résulte représente l'indemnité due à l'assuré par la Société.

ART. 39. — L'assuré est déchu de l'assurance et perd la prime lorsque, par ruse et réticence, il a essayé d'avoir une indemnité injustifiée.

ART. 40. — L'assuré est également déchu de l'assurance et est tenu de payer la prime lorsque :

a) Il a, dans la police, altéré ou omis de dire la vérité touchant l'exacte situation du risque, le système de culture, l'existence dans le même bien d'autres lots non assurés où le même produit est cultivé, de façon que l'expert ne puisse les identifier, une chute de grêle antérieure, son droit au produit assuré, ou toute autre circonstance qui puisse modifier le risque décrit dans ladite police ;

b) Il a omis de déclarer que les produits assurés étaient couverts par une précédente assurance, ou concurremment par une autre société, où il a assuré de nouveau en cours du risque, avec cette Société ou une autre, les mêmes produits ou une partie de ceux-ci, sans le déclarer.

TITRE XIII : L'EXPERTISE NORMALE.

ART. 41. — L'expertise comprend l'estimation et le règlement.

La première doit être faite par l'expert, le second peut l'être par l'expert ou par la Société, et en ce qui concerne ce dernier, les parties contractantes se réservent le droit de faire rectifier, dans le délai d'un mois après sa date, les erreurs de pur calcul qui auraient pu se produire.

ART. 42. — Il est laissé à l'assuré le soin de se procurer l'acte régulier d'expertise au domicile de l'agent qui a souscrit la police, même si l'expert ne lui a pas communiqué les pourcentages des dommages expertisés.

ART. 43. — S'il n'est pas fait opposition à l'expertise dans les formes et conditions prévues par l'article 45, elle devient efficace et irrévocable.

ART. 44. — Après que l'estimation des dommages a été faite, si les produits sont arrivés à maturité, on pourra procéder à leur récolte, ou la reprendre si elle avait déjà été commencée, mais à la condition toutefois que l'assuré n'ait pas l'intention de faire appel, car, dans ce cas, il devra suspendre la récolte et laisser les produits de toutes les sections expertisées dans l'état où ils se trouvaient au moment de l'estimation.

Faute de se conformer à cette condition, la réclamation sera nulle et non avenue, il n'y aura pas lieu à faire une expertise d'appel, et tous les frais occasionnés de ce chef à la Société seront à la charge de l'assuré.

Même dans le cas où l'assuré accepte les conclusions de l'expertise, il reste obligé, jusqu'à ce qu'elle soit devenue efficace et irrévocable, et ce sous peine d'être déchu du droit à l'indemnité, de ne pas enlever les produits récoltés des lots où ils ont été cultivés, et de les laisser sur place, en faisant le nécessaire pour qu'ils ne subissent pas de plus forts dommages en cas de nouvelle chute de grêle.

TITRE XIV : L'EXPERTISE D'APPEL.

ART. 45. — La partie qui n'accepte pas l'expertise pourra demander une contre-expertise. Celle-ci sera effectuée par plusieurs experts qualifiés comme il est spécifié à l'article 32, et nommés : l'un par la Compagnie, un autre par l'assuré, et un troisième par les deux précédents, choisis parmi ceux inscrits au Syndicat respectif.

Au cas où les deux premiers experts ne s'entendraient pas sur le choix du troisième, il y sera pourvu par le Président du « Consiglio Provinciale dell' Economia », qui devra le choisir parmi ceux inscrits au Syndicat.

Il ne peut être fait opposition à l'expertise d'appel: aussitôt achevée, elle devient efficace et irrévocable.

La demande doit être adressée à l'autre partie exclusivement par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les *cinq jours* après l'achèvement de l'estimation, et dans les *deux jours* s'il s'agit de produits pour lesquels il a été déclaré que la récolte était imminente ou avait déjà commencé. Ces délais expirés, la réclamation est non avenue, et la première expertise devient efficace et définitive.

Si la demande est faite par l'assuré, elle doit être adressée à la Direction générale de la Société, toujours par lettre recommandée.

ART. 46. — L'assuré qui fait appel doit, en même temps qu'il en adresse la notification à la Direction générale, envoyer le montant du dépôt de garantie. Et ce sous peine de nullité. Ce dépôt sera au maximum de 100 livres.

ART. 47. — Pour procéder à l'expertise d'appel, l'assuré qui a notifié la demande devra choisir pour expert un ingénieur, un géomètre, ou un expert-arpenteur qui ne soit pas excepté, et communiquer à la Direction de la Société son nom et son adresse dans les trois jours de la demande. Toutefois, en cas de récolte imminente, le choix de l'expert devra être communiqué dans la notification même d'appel.

ART. 48. — Si, les délais expirés, aucune des parties n'a fait et notifié son choix à l'autre partie, ou si l'expert choisi par la partie appelante n'a pas pris part à l'expertise d'appel le jour fixé par la Direction, l'appel sera considéré comme non avenue. Si le fait se produit du côté d'une seule des parties contractantes, l'autre partie pourra se pourvoir devant le Président du Tribunal dans la juridiction duquel se trouvent les fonds sinistrés, en totalité ou en majeure partie, et

celui-ci désignera l'expert conformément aux règles énoncées à l'article 32.

Les deux experts ainsi désignés nommeront le troisième dans les trois jours de leur nomination ; ces trois jours écoulés sans résultat, il ne pourra plus être fait appel ; si les experts des parties ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du troisième, celui-ci sera désigné suivant les règles établies à l'article 45.

Les trois experts ainsi nommés devront, dans les cinq jours après la nomination du troisième, et dans les deux jours s'il s'agit d'un cas de récolte imminente, procéder à l'expertise d'appel, en observant les règles susénoncées (article 34), et fournir conjointement leur rapport avec vote conforme des deux, sans être tenus d'observer aucune formalité légale.

ART. 49. — L'expertise d'appel doit s'étendre à toutes les parties de la première expertise indistinctement. Dans certains cas, pourvu que les deux parties se soient mises d'accord par écrit, l'expertise peut être limitée à une section ou à plusieurs sections déterminées.

ART. 50. — Sur la demande, soit de la Société, soit de l'assuré, l'expert qui a fait la première expertise, ainsi que tout autre ingénieur ou expert, peuvent assister à l'expertise d'appel pour fournir tous les éclaircissements qui seraient jugés utiles.

ART. 51. — L'expertise d'appel ne peut avoir lieu, ou dans ce cas elle est nulle, si dans l'intervalle entre la première expertise et celle d'appel il y a eu une nouvelle chute de grêle.

ART. 52. — L'assuré qui néglige de notifier cette nouvelle grêle régulièrement est déchu du droit au paiement des dommages qu'elle a causés, et l'expertise précédente, même si elle est frappée d'appel, doit être considérée comme efficace et définitive.

TITRE XV : FRAIS D'EXPERTISE.

ART. 53. — Les frais de l'expertise ordinaire sont réglés et payés par les soins de la Société. Ils sont liquidés sur la base d'une cote de 7 % maximum du montant des dommages expertisés, avec un minimum de 15 livres et un maximum de 1.000 livres pour la totalité. Si les dommages causés par une ou plusieurs chutes de grêle sont d'un montant total inférieur à la franchise, les frais d'expertise resteront à la charge de la Compagnie.

Si l'expertise conclut à l'absence de tout dommage, l'assuré devra payer les frais d'expertise liquidés par la Compagnie, mais seulement jusqu'à concurrence de ce qui dépasse le montant du dépôt de garantie.

ART. 54. — L'assuré peut être exempté des charges prévues par l'article précédent moyennant une surprime de 15 % de la prime, qui ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 50 livres. Néanmoins cette surprime ne dispensera pas l'assuré de payer les frais d'expertise dans le cas où elle conclurait qu'aucun dommage ne doit pas être payé.

ART. 55. — Quelle que soit l'issue de l'expertise d'appel, chaque partie supporte entièrement les frais de l'expert nommé par elle et la moitié des frais du troisième expert.

Si, pendant les préliminaires ou l'exécution de l'expertise d'appel, une nouvelle chute de grêle empêche de la terminer, les frais seront partagés par moitié entre les deux parties.

ART. 56. — L'assuré ne peut faire opposition à la taxation et au paiement des frais effectués par la Société.

TITRE XVI : PAIEMENT DE L'INDEMNITE.

ART. 57. — L'assurance est stipulée avec les franchises obligatoires suivantes en cas de sinistre :

- a) 8 % pour le tabac, les cucurbitacées et les fruits ;
- b) 6 % pour le chanvre, le pois chiche, la tomate, la betterave, le ricin et le raisin ;
- c) 4 % pour le froment et tous les autres produits.

Pour les sinistres dépassant ces pourcentages, l'excédent seul est remboursé.

En cas de dommages très importants ou de perte totale du produit assuré il ne sera fait, pour le paiement de l'indemnité, aucune déduction du chef des frais de récolte qui sont évités.

ART. 58. — Le paiement de la somme à laquelle a été fixé le remboursement du dommage, après déduction du montant des frais d'expertise et de quittance, est fait à l'assuré, après liquidation par la Société, au plus tard 30 jours après la date du bulletin de campagne si la prime a été payée comptant en espèces, et 30 jours en sus après l'échéance du risque, en faisant la compensation entre le montant de l'effet et celui du sinistre. La Société aura néanmoins le droit de tenir compte, dans le paiement, des créances échues ou

à échoir qu'elle pourrait avoir sur l'assuré à quelque titre que ce soit, sans remboursement d'intérêts.

TITRE XVII : PRESCRIPTION.

ART. 59. — Toute action en paiement de dommages et des frais respectifs doit être exercée au domicile élu par les parties dans le délai d'un an à partir du jour du sinistre ou de la date du dernier acte judiciaire. Après l'expiration de ce délai, la Société ne peut être tenue pour responsable d'aucune indemnité ou frais à quelque titre que ce soit, ni envers l'assuré, ni envers aucun opposant ou ayant droit.

TITRE XVIII : RENOUVELLEMENT DU CONTRAT.

ART. 60. — Le contrat arrivé au terme de sa durée n'est renouvelable que si l'assuré et la Société en expriment l'intention formelle. Sont prohibées les dispositions des statuts ou de la police, ou toutes autres qui aient pour effet de prolonger tacitement le contrat ou de la subordonner à la vérification des sinistres ou à toute autre circonstance.

ART. 61. — Tout contrat polyennal, c'est-à-dire stipulé pour un nombre déterminé d'années, devra être confirmé chaque année au plus tard en mai s'il s'agit des premiers produits, et en juillet s'il s'agit de seconds produits, moyennant notification par l'assuré avec description des produits exposés au risque, pour l'établissement de la prime totale et accessoires.

Le capital assuré ne devra pas être inférieur aux $\frac{2}{3}$ de celui qui était assuré au début.

La Société pourra refuser la notification et déclarer résilié le contrat polyennal en cours si, l'année précédente, il y a eu un sinistre supérieur au triple de la prime nette.

Le risque commencera à courir pour la Société conformément aux dispositions de l'article 8.

Les délais ci-dessus étant écoulés sans que l'assuré polyennal ait fait à l'Agence la notification dont il est question ci-dessus, il devra payer la moitié de la prime nette de l'année précédente, et n'aura droit à aucune indemnité en cas de sinistre ; et cela pour chaque année jusqu'à l'expiration du contrat.

TITRE XIX : DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 62. — En cas de contestation entre l'assuré et la Société, que celle-ci soit demanderesse ou défenderesse, la juridiction compétente sera celle de la province où se trouve l'Agence qui a souscrit la police.

ART. 63. — Avant de conclure avec une autre Compagnie, pour quelque cause et quelque montant que ce soit, une autre assurance sur les produits assurés par la présente police, l'assuré devra, sous peine de perdre tout droit à remboursement en cas de sinistre, en donner avis à la Société, laquelle aura le droit de se faire donner par l'assuré copie de la police conclue avec l'autre Compagnie.

ART. 64. — Les produits déjà assurés pour leur entière valeur ne peuvent faire l'objet d'une autre assurance.

Si, après qu'a été déterminé le dommage sur le produit d'une section, l'assuré peut le remplacer sur le même terrain par de nouvelles semailles, le nouveau produit n'est assuré que moyennant paiement d'une autre prime.

ART. 65. — Sauf les cas énumérés dans la présente police, il ne sera fait aucune restitution de prime ou surprime à aucun titre.

ART. 66. — Les pouvoirs attribués à l'Agence ne s'étendent pas jusqu'à la dérogation aux conditions établies dans la présente police : pour qu'une dérogation soit valable, l'Agence devra obtenir une autorisation par écrit de la Direction.

ART. 67. — Les impôts et droits de timbre relatifs à la police et aux actes qui la concernent, les taxes et surtaxes de l'enregistrement de la quittance de sinistre, et tous autres droits de timbre et taxes qui pourront être établis par la suite sont et seront toujours à la charge exclusive de l'assuré, qui devra les rembourser à la Société quand celle-ci sera obligée à en faire l'avance.

ART. 68. — Tous avis, notifications, déclarations et rapports mentionnés dans la présente police devront être fournis par écrit par l'assuré qui l'a signée, autrement ils sont nuls et non avenus. S'ils ont pour objet d'introduire dans la police des conditions spéciales, ou des modifications quelconques, la déclaration en sera faite en triple, et sera signée par l'agent, l'assuré et la Direction, et il ne sera admis aucun moyen de prouver la dérogation en dehors de cette déclaration en triple.

ART. 69. — Pour l'exécution des conditions du présent contrat, le paiement de la prime, ristournes, déclaration de sinistre, liquidation et paiement de sinistres, les parties élisent respectivement domicile au siège de l'Agence générale qui a émis la police, et en cas de transfert de la police fait d'un commun accord à une autre Agence générale, au siège de cette dernière, qui est substituée à la première.

ART. 70. — Les parties déclarent accepter conjointement et indivisiblement toutes les conditions de la présente police, et s'engagent à se référer aux dispositions du Code de Commerce en tant qu'il n'y est pas dérogé par les dites conditions convenues d'un plein accord, même si la clause de dérogation n'a pas été formellement exprimée.

L'exemplaire de la police possédé par la Société est considéré comme l'original du contrat, et en cas de désaccord ce seul exemplaire aura une valeur contractuelle.

TITRE XX : MUTUALITES AGRAIRES.

ART. 71. — L'assuré devra déclarer, au moment de la conclusion du contrat, sous peine d'être déchu du droit à indemnité, s'il a en cours un contrat mutuel grévant les produits assurés, et, dans l'affirmative, la prime devra être payée comptant.

Si un contrat mutuel vient à être conclu au cours du contrat, l'assuré devra, sous peine de perdre son droit à une indemnité en cas de sinistre, en donner immédiatement communication à la Direction de la Société, et le risque sera suspendu à partir de midi du jour de la conclusion du contrat mutuel si la prime a été payée par effet, et ne sera remis en vigueur qu'après que l'effet aura été retiré avec paiement comptant.

ART. 72. — Pour obtenir paiement de l'indemnité, l'assuré devra déclarer qu'il n'a pas, ou qu'il a cessé d'avoir avec l'Institut de Crédit Mutuel Agraire un contrat grévant les produits qui font l'objet de la présente police.

SOCIÉTÉ SUISSE D'ASSURANCE

CONTRE LA GRELE

Siège social à ZÜRICH

CONDITIONS GÉNÉRALES

I. — Dispositions générales

ARTICLE PREMIER. — La Société suisse d'assurance contre la grêle a pour but d'indemniser ses membres, conformément aux statuts, pour les dommages dûment constatés que la grêle occasionne aux cultures agricoles, aux fleurs, aux pépinières-arbres, aux pépinières-vignes et aux oseraies.

Pour l'assurance des fruits, des baies (petits fruits) et de la vigne, la Société n'indemnise que le dommage causé à la récolte. Elle ne répond donc pas du dommage que la grêle cause aux arbres, arbrisseaux et aux ceps de vigne.

ART. 2. — Les dommages de la position taxée inférieurs à 8 % de la valeur de remplacement établie par l'expert, ne sont pas indemnifiables. Pour les dommages causés à l'une des cultures spécifiées à l'article 6, le grain et la paille font l'objet d'une taxation distincte. L'obligation d'indemniser le dommage dépendra donc, pour chacune des parties de la culture, du fait que la perte est au moins de 8 %.

ART. 3. — Il est déduit, comme risque personnel du preneur d'assurance, les 10 % du montant des dommages reconnus indemnifiables ; cette déduction ne peut toutefois dépasser, au total, les 7 % de la valeur de remplacement établie par l'expert pour les récoltes atteintes par la grêle et reconnues indemnifiables. Par contre, la Société prend à sa charge les frais de l'expertise dans le sens de l'article 50.

ART. 4. — a) La prime nette est exprimée en dixièmes de la prime maximum.

b) Lorsqu'un preneur d'assurance fait, avec ou sans succès, une demande d'estimation de dommages, sa prime est

augmentée de $1/10$ pour les deux années suivantes. Si au cours de ces deux années le preneur d'assurance demande une nouvelle estimation, sa prime subit une nouvelle augmentation de $1/10$ pour les deux années qui suivent et ainsi de suite jusqu'au maximum.

c) Lorsqu'un preneur d'assurance ne demande aucune estimation de dommages pendant deux années consécutives, sa prime est diminuée de $1/10$ dès la troisième année. Si au cours des troisième et quatrième années le preneur d'assurance ne demande aucune nouvelle estimation, sa prime subit, dès la cinquième année, une nouvelle diminution de $1/10$ et ainsi de suite jusqu'au minimum de $5/10$.

d) Pour les nouveaux membres, la prime est de $7/10$. Les stipulations énoncées sous lettres *b* et *c* du présent article sont aussi applicables aux nouveaux membres ; toutefois la prime ne peut descendre au-dessous de $7/10$ qu'après la huitième année d'assurance.

ART. 5. — L'assurance des herbages et des fourrages doit comprendre la récolte entière de l'année (foin, foin sur parcelles préalablement pâturées, regain et autres coupes éventuelles) pour autant que cette récolte n'est pas destinée à être fourragée en vert selon l'article 21. La valeur de rendement doit être indiquée pour chaque coupe séparément. Chaque coupe est considérée comme récolte distincte. La somme d'assurance du regain, deuxième coupe, ne peut être supérieure à celle du foin, première coupe.

ART. 6. — Toutes les parties utilisables de la récolte sont comprises dans l'assurance ; celle-ci doit par conséquent comprendre les grains et la paille.

La valeur de la paille est fixée comme suit :

a) pour les froments et seigles d'hiver, les froments et seigles de printemps, épeautres, méteils et engrains, à *un tiers* de la somme assurée.

b) pour les orges d'hiver et de printemps, les avoines, sarrasins, millets, mélange de vesces et d'orge, de vesces et d'avoine et pour toutes autres céréales de printemps, à *un quart* de la somme assurée.

c) pour les plantes oléagineuses et à cosses, le maïs et les plantes fourragères cultivées pour la production de semences, à *un dixième* de la somme assurée.

La paille peut être assurée pour une valeur supérieure.

Sur demande du preneur d'assurance, la valeur de la paille peut être réduite à *un quart* pour les cultures désignées sous lettre *a* et à *un cinquième* pour celles désignées sous lettre *b*.

Si la paille est assurée comme paille à tresser ou à liens,

on est tenu d'en faire mention dans la proposition, pour chaque parcelle séparément. Dans ce cas, la valeur de la paille doit être supérieure au quart ou au tiers de la somme totale d'assurance, ces fractions ne représentant que la valeur de la paille à litière. Une surtaxe de prime de 50 % sera prélevée sur la somme d'assurance de la paille.

ART. 7. — Il n'est accordé aucune indemnité l'année de l'ensemencement pour les semailles d'automne, si elles n'ont pas fait l'objet d'une assurance spéciale.

ART. 8. — a) Pour l'assurance des fruits, il faut indiquer séparément pour chaque parcelle et pour chaque espèce de fruits : pommes, poires, cerises, etc., le nombre d'arbres, le rendement et la somme d'assurance.

b) S'il n'est pas expressément déclaré que les fruits sont assurés comme fruits de table et que la prime n'ait pas été payée au tarif établi pour cette catégorie, ces fruits ne sont assurés que comme fruits à cidre.

c) Les dommages-fruits ne sont indemnisés que si, au moment de la chute de grêle, l'assurance pour l'année courante était déjà en vigueur, conformément à l'article 28, *et la floraison passée*.

ART. 9. — a) Pour l'assurance des légumes, il est établi une liste spéciale des cultures pouvant être assurées sous la dénomination de légumes. Il est prévu, pour chaque espèce de légumes, une valeur d'assurance maximum par are.

L'assurance doit toujours comprendre le rendement total, pour l'année, de chaque espèce de légumes. En cas de dommage, les experts doivent réduire la somme d'assurance à concurrence de la valeur de la récolte au moment de la chute de grêle et ceci en tenant compte des légumes déjà récoltés et de ceux qui peuvent encore être produits.

Pour la salade, les épinards, au reste pour tous les légumes qui donnent plusieurs récoltes, l'assurance doit aussi comprendre le rendement de toute l'année ; on doit indiquer séparément la valeur d'assurance de chaque espèce de légumes, respectivement de chaque récolte.

b) Toutes les cultures spécifiées dans la liste prévue sous lettre a, peuvent faire l'objet d'une assurance globale sous la dénomination générale de « légumes », en tant qu'elles sont destinées à la consommation domestique du preneur d'assurance.

c) Pour l'assurance des cultures potagères des établissements, des hôtels, des pensions, des fabriques de conserves, des jardiniers-maraîchers et d'autres exploitations de ce genre, on doit indiquer, séparément pour chaque espèce de

légumes, la superficie cultivée et la somme d'assurance ; des accords spéciaux peuvent être conclus avec la direction.

ART. 10. — Pour la culture des plantes en pots et celle des fleurs coupées, sous verre, en châssis ou en plein vent, l'assurance doit être faite séparément pour chaque genre et espèce de cultures. On doit indiquer séparément pour chaque genre et espèce de cultures la somme d'assurance et, selon les cas, la surface en m², la longueur en mètres courants ou bien encore le nombre des plantes.

Dans la culture des fleurs coupées, seule la valeur des fleurs est comprise dans l'assurance.

L'assurance doit toujours comprendre la totalité des récoltes de l'année. En cas de dommage, les experts doivent réduire la somme d'assurance à concurrence de la valeur de la récolte au moment de la chute de grêle, en tenant compte des récoltes déjà faites et de celles à venir.

ART. 11. — Pour l'assurance des baies, la somme d'assurance doit être indiquée séparément pour chaque espèce de baies. Sous la dénomination générale de baies (petits fruits) on comprend les espèces et variétés suivantes : fraises, framboises, mûres, groseilles rouges, groseilles à maquereau et le sureau.

ART. 12. — a) Pour l'assurance de la vigne, il est indispensable d'indiquer la superficie en ares et le rendement en hectolitres pour chaque parcelle ; la somme assurée représente donc la valeur du vin et non celle du raisin.

b) Si le rendement de la vigne est anéanti ou diminué par un gel de printemps, la police peut être annulée et la prime restituée, ceci pour autant qu'une demande de ce genre ait été faite au plus tard dans les 12 jours qui suivent le gel, et, qu'entre-temps, il n'ait pas été déclaré de dommages pour les vignes en cause. Le reste de la récolte peut faire l'objet d'une nouvelle proposition d'assurance.

c) La Société ne répond de l'augmentation de dommage provoquée par le coître aux vignes grêlées que si la surtaxe, prévue au tarif des primes pour le croître, a été payée.

ART. 13. — Sous la dénomination de pépinières-vignes, on peut assurer :

a) les pieds-mères ;

b) les plants de vigne greffés de un à trois ans.

Les pieds-mères et les plants de vigne greffés sont des objets d'assurance distincts. On doit, par conséquent, indiquer séparément pour chacune de ces cultures, ainsi que pour chaque variété, la superficie, le nombre des plants et la somme d'assurance.

L'assurance des plants de vigne greffés cesse dès le moment de leur transplantation hors de la pépinière.

ART. 14. — Sous la dénomination de « pépinières-arbres », on peut assurer les plants de fruits à pépins, de fruits à noyaux, d'arbustes et les plants de rosiers. Chaque espèce de plants est un objet d'assurance distinct et l'on doit indiquer la superficie séparément pour les plants d'une année, de deux ans et plus.

L'assurance des arbres et arbustes cesse dès le moment de leur transplantation hors de la pépinière.

Une indemnité de dommage, pour une récolte éventuelle de fruits, ne peut être accordée que si les fruits ont fait l'objet d'une assurance spéciale.

ART. 15. — L'assurance des oseraies ne s'étend qu'aux plantations d'osiers destinés à la confection des liens et des paniers.

ART. 16. — Si la proposition d'assurance ne mentionne pas expressément que le tabac est cultivé comme « tabac à cigares » et si la prime n'a pas été payée au tarif établi pour cette catégorie, la Société ne couvre le risque que comme « tabac de pipe ».

ART. 17. — Pour les assurances collectives (art. 6 des statuts) il peut, suivant les circonstances, être conclu des arrangements spéciaux.

ART. 18. — Sous réserve des dispositions obligatoires de la loi fédérale sur le contrat d'assurance, la Société n'a d'autres obligations vis-à-vis du preneur d'assurance que celles stipulées dans la police d'assurance et dans les avenants, s'il en existe.

En établissant la police d'assurance, la Société n'est pas responsable des erreurs ayant trait aux conditions d'assurance que pourrait contenir la proposition d'assurance qui lui est présentée.

ART. 19. — Si les cultures assurées auprès de notre Société le sont également contre le risque de grêle auprès d'autres Sociétés, de telle manière que les sommes assurées réunies dépassent la valeur d'assurance établie dans le sens des présentes conditions, le preneur d'assurance est tenu d'en informer par écrit et sans retard la direction.

Si cet avis est omis intentionnellement, ou que la double assurance a été conclue dans l'intention de se procurer des avantages illicites, le preneur d'assurance perd tout droit à une indemnité en cas de dommage, ainsi qu'à la restitution de la prime (art. 53 de la loi fédérale sur le contrat d'assurance).

II. — Conclusion du contrat d'assurance

ART. 20. — La proposition d'assurance ne peut être établie valablement que par l'intéressé lui-même ; elle doit être libellée sur le formulaire destiné à cet effet. La proposition doit être signée par le proposant avec indication du jour et de l'heure de la signature, puis être remise à l'agence compétente. Les formulaires de proposition peuvent être obtenus gratuitement auprès des agents.

Chaque parcelle doit être inscrite séparément dans la proposition d'assurance avec indication de la situation, de la superficie, de la culture à assurer, de la somme d'assurance et du rendement lorsqu'il est demandé.

ART. 21. — Chaque nouveau sociétaire a la faculté d'assurer les espèces de cultures qu'il désire. Les années suivantes, il est tenu d'assurer ces mêmes cultures, s'il en possède sur ses terrains et pour autant qu'avis écrit n'ait pas été donné à la direction avant le 1^{er} novembre de l'exercice en cours, que telle ou telle culture ne serait plus assurée l'année suivante.

Tout proposant est en outre tenu d'assurer la totalité de ses récoltes de même espèce. Les parcelles dont les récoltes sont destinées à être fourragées en vert ou à servir d'engrais vert peuvent être exceptées de l'assurance, à condition qu'elles soient désignées comme telles dans la proposition.

ART. 22. — Les indications stipulées par les art. 20 et 21 doivent être conformes à la vérité. Si le preneur d'assurance contrevient sciemment à ces prescriptions dans le but de réaliser un bénéfice illicite au préjudice de la Société, cette dernière a le droit de se départir du contrat dans les quatre semaines à partir du moment où elle a eu connaissance de la réticence. Dans ce cas, la Société est dégagée de toute obligation d'indemniser le dommage ; la prime payée reste cependant acquise à la Société.

Les augmentations et diminutions arbitraires et non justifiées de la somme d'assurance sont interdites. Les contrevenants peuvent être tenus de verser à la Société la moitié de la prime nette de l'année précédente comme amende contractuelle.

ART. 23. — Les avenants et les compléments d'assurance sont soumis aux mêmes règles que les propositions d'assurance principales. Il n'est perçu, comme frais, que les frais de port.

ART. 24. — Les cultures déjà éprouvées par la grêle doivent être expressément déclarées dans la proposition d'assurance comme récoltes grêlées. Si le proposant désire assurer

les récoltes pour leur valeur restante, la Société a le droit de faire évaluer, par voie d'expertise et aux frais du proposant, le dommage occasionné et la valeur restante. Mais elle a le droit de refuser de prendre à l'assurance toutes les cultures déjà frappées par la grêle et qu'elle n'est pas tenue d'indemniser en vertu de l'article 32 lettre b.

ART. 25. — Si les cultures proposées à l'assurance sont frappées par la grêle durant le laps de temps qui s'écoule entre la remise de la proposition et le moment où l'assurance entre en vigueur, le proposant doit en aviser sur-le-champ la direction. Pour autant que les dispositions de l'article 32 ne sont pas applicables, il est procédé conformément à l'article 24. Si la prime a déjà été payée, le montant en est restitué.

ART. 26. — Après le 15 juillet, il n'est plus accepté de propositions d'assurance.

Les sociétaires qui n'ont pas renouvelé leur assurance jusqu'à cette date sont tenus, sous réserve des dispositions de l'article 27 de payer, comme amende contractuelle, une somme égale à la moitié de la prime nette de l'année précédente. Le paiement de cette amende équivaut, de la part du preneur d'assurance, à la dénonciation de son contrat de sociétaire.

ART. 27. — Si par suite de changement de cultures, un sociétaire ne possède pas de cultures qu'il soit tenu d'assurer (art. 21) ou s'il ne peut renouveler son assurance par suite de manque de récolte, de vente de terrains, d'affermage ou de cessation de bail, il doit en aviser la direction par écrit jusqu'au 15 juillet au plus tard.

A défaut de cet avis, le sociétaire est passible d'une amende contractuelle, équivalente à la moitié de la prime nette de l'année précédente.

Le transfert de propriété des cultures assurées à un tiers doit être notifié par écrit à la direction de la Société dans les 14 jours qui suivent l'entrée en possession. On doit joindre à cet avis une déclaration du nouveau propriétaire, faisant savoir à la Société s'il assume, pour l'exercice en cours, les droits et les obligations découlant du contrat, ou s'il y renonce. Si le nouveau propriétaire n'entre pas dans la Société en lieu et place de l'ancien propriétaire, ce dernier, en sa qualité de membre de la Société, reste responsable, conformément aux statuts, du rappel de prime qui pourrait être nécessaire pour l'exercice en cours et il est tenu d'en effectuer le paiement.

ART. 28. — L'assurance entre en vigueur à midi, le lendemain du jour où la proposition d'assurance a été remise à la

poste par l'intermédiaire de l'agence compétente, pour autant que la prime et les frais de police ont été payés.

Le timbre à date de la poste fait règle pour ce qui concerne la remise de la proposition d'assurance.

En outre, pour l'assurance des fruits, la Société ne commence à couvrir le risque *qu'une fois la floraison passée*.

ART. 29. — Si la proposition d'assurance renferme des irrégularités ou des vices de forme importants, l'assurance des cultures que cela concerne n'entre en vigueur que lorsque ces irrégularités ou ces vices de forme ont été écartés.

III. — Durée du contrat d'assurance

ART. 30. — Chaque année, l'assurance prend fin aussitôt que les récoltes ont été enlevées, ou qu'elles ont été mises en meules, moyettes de céréales exceptées.

ART. 31. — Après la conclusion du premier contrat d'assurance, les sociétaires doivent remettre chaque année une nouvelle proposition d'assurance qui doit être rédigée conformément aux prescriptions de l'article 20. C'est l'article 28 qui fait règle en ce qui concerne le moment où la Société commence à couvrir le risque.

ART. 32. — a) Pour les membres qui avaient assuré leurs cultures l'année précédente et qui n'ont pas résilié leur contrat, la Société couvre le risque pour tous les dommages survenant jusqu'à et y compris le 20 mai (dommages aux fruits exceptés, voir articles 8 et 28), même si la nouvelle assurance pour l'année en cours n'était pas encore en vigueur ; ceci à condition que la nouvelle proposition d'assurance soit remise en même temps que la déclaration de dommages. Dans les cas de ce genre, la Société ne couvre le risque que pour les cultures pour lesquelles un avis de renoncement à l'assurance dans le sens de l'article 21 n'a pas été notifié.

b) Sous réserve des dispositions énoncées sous lettre d, l'indemnité n'est accordée que pour les cultures assurées l'année précédente (à l'exception des fruits). Si la somme d'assurance de l'année en cours est plus élevée que celle de l'année précédente, l'indemnité n'est accordée qu'en raison de cette dernière.

c) Dans ce cas, la valeur de remplacement établie par l'expert sert de base pour le calcul de l'indemnité de chaque

espèce de cultures. L'indemnité ainsi obtenue est réduite dans la proportion qui existe entre la somme assurée l'année précédente pour la culture en cause et la valeur de remplacement fixée par l'expert.

d) Les sociétaires dont la somme d'assurance de l'année précédente ne dépasse pas 500 fr. et qui, par suite de changement de cultures, ne peuvent plus assurer les mêmes récoltes, ont droit également, pour les produits cultivés sur les parcelles assurées l'année précédente, à une indemnité dans le sens des lettres b et c, à la condition que ces produits n'appartiennent pas à une classe de risques plus élevée.

e) Les membres qui sont au bénéfice d'une indemnité en vertu des dispositions qui précèdent, doivent supporter une déduction de 20 % sur l'indemnité au lieu des 10 % stipulés à l'article 3. Le montant maximum de cette déduction ne peut être supérieur à 15 % de la valeur de remplacement des cultures grêlées et reconnues indemnissables.

f) Les dommages survenant après le 20 mai ne sont indemnisés que si, au moment de la chute de grêle, la nouvelle assurance était déjà en vigueur, conformément à l'article 28.

IV. — La déclaration des dommages

ART. 33. — a) Si les récoltes assurées viennent à être frappées par la grêle et qu'elles éprouvent un dommage pour lequel on réclame une indemnité, le preneur d'assurance, ou son représentant, doit adresser une déclaration de dommages à la direction. Cette déclaration, dûment signée et datée, doit être faite par lettre chargée et portera le numéro de la police de l'exercice en cours.

b) La déclaration de dommages doit indiquer le jour et l'heure du sinistre, ainsi que la perte présumée pour chaque position grêlée.

Si le preneur d'assurance a l'intention de labourer ou de destiner à une autre utilisation l'une ou l'autre parcelle, il doit expressément en faire mention dans sa déclaration.

ART. 34. — Celui qui fait une déclaration de dommages doit, en même temps, désigner une personne qui, en cas d'absence, doit le remplacer légalement lors de l'arrivée des experts. Le fait de ne pas désigner de remplaçant équivaut, pour le cas où le représentant de la Société ne trouverait pas le preneur d'assurance, à la reconnaissance formelle et tacite de l'estimation effectuée par l'expert.

ART. 35. — Le délai pour dénoncer les dommages est de 3 jours ; pour les dommages occasionnés à la vigne et aux pépinières-vignes, la déclaration doit être faite dans les 6 jours qui suivent le sinistre.

Le récépissé de l'office postal et le timbre à date sur l'adresse font règle pour ce qui concerne la remise en temps utile de la déclaration de dommages. Chaque sociétaire reste personnellement responsable de la rédaction de sa déclaration et de son envoi dans le délai imparti.

ART. 36. — Si le preneur d'assurance néglige d'envoyer sa déclaration de dommages dûment remplie dans le délai prévu à l'article 35 et s'il ne peut justifier qu'aucune faute ne lui est imputable de ce fait, la Société est autorisée à repousser toute demande d'indemnité.

ART. 37. — Les dommages que le preneur d'assurance considère lui-même comme étant trop minimes pour être indemnisables, et pour lesquels il ne demande pas d'expertise, ne peuvent être portés en compte conjointement avec les dommages subséquents, (dommage total, voir article 44) que s'ils ont été dénoncés conformément aux prescriptions avec l'annotation « On ne demande pas d'expertise ».

Les prescriptions de l'article 4, lettre b, concernant l'augmentation d'un dixième de la prime l'année qui suit le sinistre, ne sont pas applicables lorsqu'une déclaration de dommages a été formulée dans le sens du présent article.

V. — Droits et devoirs des sinistrés

ART. 38. — Tant que le dommage n'a pas été évalué par la Société, aucun changement ne peut être apporté à l'état des cultures frappées par la grêle.

Si les cultures grêlées sont dans un état de maturité avancé, au point qu'on doive les récolter sans retard, le preneur d'assurance doit faire sa déclaration dans les 24 heures qui suivent le sinistre ; il peut alors commencer la récolte ; toutefois il doit laisser intacts, aux quatre coins et au milieu de la parcelle grêlée, des espaces assez étendus (témoins) pour permettre d'évaluer l'ensemble du dommage.

Tout sinistré qui n'a pas expédié sa déclaration de dommages dans les 24 heures, ne peut apporter aucun changement aux cultures grêlées, sous peine de déchéance de tout droit à l'indemnité ; il ne peut, par conséquent, commencer la récolte avant que l'évaluation du dommage ait eu lieu.

ART. 39. — Si le preneur d'assurance a l'intention d'enlever la récolte avant maturité, de labourer ou de destiner à

une autre utilisation les parcelles grêlées, la Société doit faire procéder à l'évaluation du dommage dans les huit jours qui suivent la réception de la déclaration. Dans ce cas, elle est autorisée à réduire l'indemnité proportionnellement au profit que peut réaliser le preneur d'assurance du fait de la nouvelle culture.

Si les cultures grêlées n'ont pas été enlevées avant maturité ou si le nouveau labourage n'a pas été fait, la Société a le droit de faire procéder à une nouvelle évaluation du dommage par voie de revision.

Dans ce cas, le preneur d'assurance doit rembourser à la Société les frais occasionnés par l'évaluation du dommage par voie de revision.

ART. 40. — Si le preneur d'assurance a contribué intentionnellement à aggraver le dommage, il perd tout droit à l'indemnité et la prime payée reste acquise à la Société.

VI. — Expertises

ART. 41. — La Société fixe le jour de l'évaluation des dommages.

ART. 42. — L'assurance ne doit jamais être une cause de bénéfice. Son seul but est d'indemniser le preneur d'assurance du dommage réel occasionné par la grêle aux récoltes assurées.

L'indemnité pour ce dommage ne peut donc, en aucun cas, être supérieure à la perte subie par le preneur d'assurance du fait que les récoltes assurées ont été frappées par la grêle (voir art. 43 et 45, lettre *d*). Il doit être tenu compte, d'une façon équitable, de l'économie réalisée sur les frais de culture pendant la période de végétation, ainsi que sur les frais de récolte.

ART. 43. — Si, lors de l'évaluation du dommage, l'expert constate un rendement réel de la récolte supérieur à celui indiqué dans la police d'assurance, par conséquent, si la valeur de rendement dépasse la somme d'assurance, l'indemnité ne peut être accordée que jusqu'à concurrence de la somme assurée ; si la somme d'assurance est supérieure à la valeur réelle du rendement, c'est cette dernière valeur qui sert de base pour le calcul de l'indemnité (voir art. 42).

ART. 44. — Lorsqu'une culture est grêlée à plusieurs reprises dans le courant de la même année, il est procédé à une évaluation du dommage total, ceci sans tenir compte de l'expertise qui a été faite pour le dommage précédent.

ART. 45. — a) L'évaluation des dommages est confiée à

un expert délégué par la Société (voir art. 32, chiffre 13, des statuts).

b) Le preneur d'assurance ou son remplaçant est tenu, à la demande de l'expert, de donner tous renseignements utiles, tant sur l'assurance que sur la nature et l'étendue des dégâts. Il doit produire, s'il en est requis, sa police d'assurance et, si possible, ses états d'assolement, les plans parcellaires, les extraits de cadastre ou tous autres documents.

c) De son côté, le preneur d'assurance est autorisé, même si l'expert ne lui demande pas de renseignements, à émettre son avis sur les circonstances qui doivent entrer en ligne de compte pour l'appréciation du dommage.

d) L'expert doit rédiger un procès-verbal en double exemplaire ; il utilisera le formulaire destiné à cet usage. Dans ce procès-verbal, l'expert répondra consciencieusement aux trois questions suivantes :

1. Quelle surface de la parcelle faisant l'objet de l'estimation a été atteinte par la grêle ?
2. Quel aurait été le rendement des cultures assurées, si elles étaient arrivées à maturité sans être grêlées (valeur de remplacement) ?

En répondant à cette question, la valeur de rendement doit être exprimée en francs.

3. Quel pour-cent de cette valeur de remplacement représente la perte causée par la grêle ?

L'expert répondra à cette question en tenant compte des prescriptions de l'art. 42 ; pour les cultures énumérées à l'art. 6, la perte doit être indiquée séparément pour le grain et pour la paille.

e) Il est donné connaissance au preneur d'assurance du procès-verbal rédigé en double et signé par l'expert. Le preneur d'assurance en reçoit un exemplaire. S'il est d'accord avec le résultat de l'expertise, il doit signer le procès-verbal et l'estimation devient obligatoire pour lui, sous réserve des déductions stipulées par les art. 3, 32 (lettre e) et 39.

f) L'estimation est reconnue approuvée par la Société, si dans les 20 jours qui suivent l'expertise, elle ne fait pas procéder à une revision de celle-ci.

ART. 46. — Si le preneur d'assurance n'est pas d'accord avec l'estimation de l'expert ou avec la revision ordonnée par la Société, il doit adresser à la direction, dans les trois jours qui suivent, par lettre chargée, une demande formelle d'estimation par voie de recours. Le fait de ne pas adresser de demande dans le délai de 3 jours, équivaut à l'acceptation définitive du résultat de l'expertise.

ART. 47. — L'estimation par voie de recours, qui s'étend à toutes les parcelles déclarées endommagées par le preneur d'assurance, est faite par deux arbitres sous la direction d'un représentant de la Société ; chaque partie nomme son arbitre. Dans sa demande d'estimation par voie de recours, le preneur d'assurance doit donc désigner son arbitre ainsi qu'un suppléant chargé de remplacer ce dernier en cas d'empêchement.

Les arbitres et leurs suppléants doivent être choisis par les parties dans la liste des experts que le conseil d'administration établit chaque année. Cette liste peut être consultée chez tous les agents.

ART. 48. — Les arbitres doivent répondre, eux aussi, aux questions posées à l'art. 45 et ils consigneront leurs réponses dans un procès-verbal établi en double. Si leurs réponses sont concordantes, le résultat est, sans autre, obligatoire pour les deux parties. Si, par contre, les deux arbitres arrivent à des appréciations différentes, c'est la moyenne arithmétique des deux expertises qui est considérée comme résultat obligatoire de l'estimation par voie de recours.

ART. 49. — Le résultat de l'estimation par voie de recours ne peut être attaqué par une plainte portée devant les tribunaux. Si un preneur d'assurance croit avoir des griefs sérieux à formuler, il peut, dans les trois jours qui suivent l'estimation par voie de recours, adresser une réclamation écrite et motivée à la direction qui en saisit le conseil d'administration. Le preneur d'assurance peut recourir à l'assemblée générale contre la décision du conseil d'administration. Un recours de ce genre doit être adressé, par écrit et motivé, à la direction avant le 15 décembre.

ART. 50. — Les frais de l'expertise, telle qu'elle est prévue à l'art. 45, sont supportés par la Société, pour autant que le dommage a été dénoncé dans le délai imparti.

La Société supporte également les frais d'une revision éventuelle de l'expertise, sous réserve des cas prévus par l'art. 39.

Si l'estimation par voie de recours, prévue aux art. 46 à 48, est demandée par le preneur d'assurance, chaque partie supporte la moitié des frais déboursés par la Société.

Si le dommage n'a pas été dénoncé à temps ou s'il a été reconnu non indemnisable, le preneur d'assurance peut être tenu de rembourser à la Société la totalité ou une partie des frais occasionnés par l'expertise ou par l'estimation par voie de recours.

VII. — Domicile juridique

ART. 51. — Le preneur d'assurance a la faculté d'intenter une action juridique contre la Société soit à son domicile en Suisse, soit au siège de la Société.

ART. 52. — L'interprétation des conditions d'assurance est subordonnée à la décision des tribunaux, de même, par conséquent, la question de savoir si la Société doit reconnaître, comme revendication justifiée, la perte établie par les experts ou les arbitres, pour toutes ou une partie seulement des cultures ayant fait l'objet de l'expertise.

La réponse à toutes les questions ayant trait au montant de la perte dans le sens de l'art. 42, doit se faire par les experts, respectivement par les arbitres, conformément aux dispositions des articles 45 et 48.

Cette prescription est également applicable dans le cas où l'évaluation de la perte n'aurait pas eu lieu du tout.

ART. 53. — Si, dans les deux ans qui suivent le dommage, un preneur d'assurance ne fait pas usage du droit que lui confère l'art. 52 et que, dans ce délai, il ne porte pas sa réclamation devant le tribunal compétent, il perd ses droits de plainte.

VIII. — Dispositions finales

ART. 54. — Si les ressources disponibles ne suffisent pas à couvrir les dommages, la Société, conformément aux statuts, perçoit des preneurs d'assurance une prime supplémentaire qui doit être versée franco à la direction dans les 14 jours qui suivent l'avis publié par la Société.

La prime supplémentaire, dont le montant est fixé légalement par le conseil d'administration dans les limites indiquées ci-après, est proportionnelle à la prime ordinaire. La prime supplémentaire ne peut être inférieure à 20 % de la prime ordinaire et ne peut dépasser 100 % de cette dernière (voir art. 9 des statuts).

ART. 55. — Les sociétaires reçoivent — dans la règle en octobre — un décompte du dommage établi sur la base du procès-verbal d'expertise. Après approbation de ce décompte, le montant de l'indemnité leur est expédié par mandat postal.

Si, au mois d'octobre, les disponibilités de la Société sont insuffisantes — cas qui peut se présenter les années où une prime supplémentaire doit être prélevée — il n'est versé que des acomptes sur les indemnités, le solde n'étant payé qu'après la rentrée des primes supplémentaires.

BIBLIOGRAPHIE

- ANCEY et SICOT. — *Le régime légal des Sociétés d'Assurances*. Paris, Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1927.
- *La loi sur le contrat d'assurance*. Paris, Librairie de Droit et de Jurisprudence, 1932.
- ARGENTIER. — *Les allocations pour dommages causés par les calamités agricoles*. Paris, Sirey, 1935.
- BARRAL et SAGNIER. — *Dictionnaire d'Agriculture*. Paris, Hachette, 1892.
- BARRAU. — *Traité des assurances réciproques ou mutuelles contre les fléaux et les cas fortuits*. Paris, Delaunay, 1827.
- BESSON. — *La conclusion du contrat d'assurance*. Paris, Librairie de Droit et Jurisprudence, 1933.
- COQUILLARD (J.). — *L'expertise pratique des dégâts causés par la grêle*. Chaumont, 1908.
- COURCY (A. DE). — *Des assurances agricoles*. Paris, Fontaine, 1857.
- *De l'assurance par l'Etat*. Paris, Warnier, 1894.
- DELCAMBRE. — *La météorologie au service de l'Agriculture*. Paris, 1929.
- DESERT (P.-H.). — *De l'obligation pour l'assureur de procurer à l'assuré une exacte opinion du risque*. Poitiers, 1936.
- DEVINCK. — *L'abrogation des privilèges conférés aux caisses mutuelles d'assurances agricoles par la loi de 1900*. Paris, Jouve, 1926.
- DUCHAUSSEY. — *Observations météorologiques*.
- DUGUAY (R.). — *La question des assurances agricoles au point de vue économique, technique, pratique*. Paris, Firmin Didot, 1895.

- GORDON. — *Traité de droit commercial soviétique*. Paris, Girard, 1933.
- HAMON. — *Cours d'assurances*. Paris, Girard et Brière, 1897.
- HÉMARD. — *Théorie et pratique des assurances terrestres*. Paris, 1933.
- MOREAU (R.). — *Les orages à grêle, évaluation des dommages causés aux céréales de grande culture*. Paris, 1933.
- MOREUX (Abbé). — *La foudre, les orages, la grêle*.
- PERRIAUD (J.). — *Etudes économiques de l'assurance grêle*. Paris, Dupont, 1892.
- *Le Crédit et les assurances agricoles*. Paris, Girard et Brière, 1893.
- PIRON. — *Les orages à grêle*. Bayeux, Colas, 1931.
- PLUMANDON. — *Les orages et la grêle*. Pau, 1900.
- REGNAULT DE BEAUCARON. — *Histoire de l'Etoile*, Paris, Dupont, 1905.
- ROHRBECK et SCHLUMBERGER. — *Des dommages causés par la grêle*. Berlin, Paul Parey, 1933.
- ROQUIGNY (DE). — *Guide pour l'organisation des assurances mutuelles agricoles*. Paris, Rousseau, 1903.
- ROUX (A.). — *Le manuel de l'inspecteur et de l'agent*. Paris, Argus, 1926.
- RUBY (L^t-C.). — *La défense contre la grêle*. (Bulletin des Etudes Rhodaniennes. Juin, 1935.)
- SICKLER (L.). — *A propos de l'assurance des récoltes en France et en Russie*. Paris, Lahure, 1894.
- SUMIEN (P.). — *Traité pratique de l'assurance terrestre*. Paris, Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1929.
- TAILLIANDIER. — *Des assurances agricoles en France*. Paris, Rousseau, 1899.
- THALLER. — *Traité de Droit Commercial*. Paris, Rousseau, 1904.
- THOMEREAU (A.). — *Les assurances agricoles*. Paris, Guillaumin, 1894.

JOURNAUX ET REVUES

- *L'Argus*, journal international des assurances.
- *L'Assurance Mutuelle*.
- *L'Agriculteur Pratique*.
- *L'Avenir Economique*.
- *Bulletin de l'Institut International d'Agriculture de Rome*.
- *La Prime*.
- *La Réassurance*.
- *Revue Scientifique*.
- *Revue Générale des Assurances Terrestres*.
- *Revue des Agriculteurs de France*.
- *La Semaine*.
- Etc..

BIBLIOTHEQUES ET ARCHIVES

- De la Chambre des Députés.
- De l'Institut Agronomique.
- Du Ministère de l'Agriculture.
- Du Musée Social.
- De la Société des Agriculteurs de France.

TABLE ALPHABETIQUE DES NOMS CITES

A

AUGE : 146, 149.
AURIOL (Vincent) : 140, 145.

B

BARRAU : 11 et s.
BEAUCHAMP (Cte de) : 6.
BECQUEREL : 85.
BELLAC : 141.
BESSON : 7.
BLANC (Louis) : 132, 136, 148.
BONNEVAY : 141, 143.
BOUDET : 142, 147.
BOUHAY (Alex) : 138.

C

CAILLAUX : 140, 145.
CALVET : 137, 148, 149.
CANTE : 141.
CARRERE : 141, 143, 147.
CASSAGNAC (de) : 134.
CHERON : 140.
CHEVRIER : 148.
CHOLLET : 134, 146, 149.
COUDERON : 141.
COURCY (de) : 5.

D

DAUZERE : 3.
DAYNAUD : 134, 148.
DELBOS : 143, 147.
DELCAMBRE (Général) : 34.
DELOM SORBE : 145.
DESERT (P.-H.) : 22.
DEVINS : 138.
DUCHEIN : 141.
DUMONT : 138.

F

FAURE : 134.

G

GADAUD : 143.
GENDRE : 137, 148.
GORDON : 233.

H

HERRIOT : 140, 141, 147, 149.
HUGUENIN : 132.

J

JONNART : 135, 147, 149.

L

LACHIEZE : 136.
LA HAULT (de) : 5.
LANGLOIS : 133, 146, 149.
LAPOSTOLE : 5.
LERMOYEZ : 2.
LE MIR : 97.

M

MAHAGNE : 144.
MANSION : 2.
MARQUET : 141.
MELINE : 137.
MONNET : 143, 147, 148.
MOREAU : 4.
MOREUX (Abbé) : 2, 4, 5, 6.

N

NADI : 139, 145.
NAPOLEON III : 133, 146.
NEGRIER (Général de) : 6.

P

FEYRUSSE : 134.
PHILIPPON : 136, 146, 148.
PIRON : 54.
PROBASKA : 2.

Q

QUINTAA : 134, 146, 148, 149.

R

RENAUD : 143.
RESTOUX : 23.
REY (Emile) : 136, 139.
RIVET : 134, 146, 148, 149.
ROCHE : 142.
ROUAST (A.) : 115.
RUBY (Lt-Cl) : 4, 7.

S

SAMSON : 7.
SEROL : 142.
SOCHON : 136.

T

TAILLIANDIER : 8, 93, 134, 148.
TARDIEU : 143.
TAUDIERE : 143.
TEYSSIER : 141.
TRAHOT : 20.

V

VACHER : 133, 146, 148.
VACLAV MYSLIVEC : 59.
VIDAL : 141.
VIGER : 95, 136, 147, 148, 149
VIOLE : 5.

Vu :

LE DOYEN,
E. ALLIX.

Vu :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE
M. PICARD

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
S. CHARLÉTY.

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES

A

ABEILLE : 16, 81, 168, 222.
Conditions générales, 247.
ACTE D'ADMINISTRATION : 20.
AFRIQUE DU NORD : 87.
AGGLOMERATION : voir *Plein*.
ALLEMAGNE : 207 et s.
AGENTINE : 153 et s.
ASSOLEMENTS : 38 et s. ; Nécessité, 38 ; Epoque, 40.
AUTRICHE : 207.
AVENANT : 4p et s. ; supplémentaire : 42 ; d'augmentation : 42.

B

BELGIQUE : 153.
BETTERAVES : 50.
BULGARIE : 235.

C

CAISSÉS LOCALES : 95 et s.
CAISSES DEPARTEMENTALES : 107.
CAISSES NATIONALES : 108.
CAISSE DE SOLIDARITE : 125.
CALAMITES AGRICOLES : 115.
CANADA : 198 et s.
CANONS PARAGRELE : 5.
CAPACITE DE CONTRACTER : 19.
CAS FORTUIT : 64.
CENTIEMES : 71.
CEREALES : 50, 52.
CERES : 34, 81.
CESSION DE BAIL : 35, 209.
CHANGEMENT dans la personne de l'assuré : 35.

CLASSIFICATION des cultures : 52.

CO-ASSURANCE : 27, 61.

COMPAGNIES PAR ACTIONS :
Notions générales : 19 ; C^{tes} françaises : 29 ; Résultats : 81 et s.

COMPLEMENT DE GARANTIE : 27

COMPTAGE : Méthode d'expertise : 72.

CONDITIONS : pour qu'un risque agricole soit assurable : 8 et s.

CONSENTEMENT : 19 et s.

CONTRAT : 17 et s. ; Formation : 17 ; Modifications : 35 ; Fin : 44.

CONTRE-ASSURANCE : 28.

COTISATION : voir *Prime*.

COUVERTURES : 22, 33, 52.

CREANCIER GAGISTE : 20.

CYCLE de culture : 19.

D

DATE de formation du contrat : 20 et s. ; de prise d'effet du contrat : 21 ; du paiement de la prime : 22 ; du paiement de l'indemnité : 75.

DECES de l'assuré : 35.

DECHEANCES : 65 et s.

DECLARATION des précédents sinistre s : 27 ; des contrats en cours : 27 ; de sinistre : 63 et s. ; des modifications (voir *Assolements*).

DEFENSE contre la grêle : 4 et s.

DELAI de déclaration de sinistre : 63 ; de l'expertise : 66.
DESTINATION de la chose assurée : 24.
DESTRUCTION de la chose assurée par une cause autre que la grêle : 43, 193, 225.
DIVISION des risques : 60 et s.
DUREE des contrats : 44, 188, 223.

E

ECHANGES de risques : 61.
ECHEANCE, non paiement de la prime : 29.
EFFET : Prise d'effet du contrat : 21.
ENLEVEMENT des récoltes : 32.
ESPAGNE : 158 et s.
ETAT ASSUREUR : voir *Intervention de l'Etat*.
ETATS-UNIS D'AMERIQUE : 187 et s.
ETOILE : 148 ; Conditions générales : 257.
EVALUATION de la chose assurée : 23.
EXCESS OF LOSS : 62.
EXPERTISE : 65 ; époque : 66 ; méthode : 69, 213.
EXPERTS : leur compétence : 68.

F

FAILLITE : 37.
FEDERATION GRELE D'ALSACE : 91 et s.
FERMIER : 20 193.
FIN du contrat : 44 et s. ; de la période de garantie : 32.
FONDS DE RESERVE : 84, 105, 107, 165, 170, 213, 229.
FORCE MAJEURE : 64.
FORMATION de la grêle : 3 et s. ; du contrat : 18 et s.
FRACTIONNEMENT des parcelles pour l'expertise : 70.
FRAIS D'EXPERTISES ou de règlements : 34, 68, 226.

FRANCHISE D'AVARIE : 33, 64, 104, 129, 175, 189, 200, 205, 224.

FREQUENCE : voir *Périodicité*.
FUSEES PARAGRELE : 5.

G

GARANTIE : Etendue : 30 et s. ; Période : 31.
GEL : 10, 160.
GRELONS : Formes : 2.

H

HISTORIQUE de l'assurance : 10 et s.
HONGRIE : 169 et s.

I

IMMUNITES FISCALES des caisses locales : 98.
INDEMNITE : 65 et s., 74 et s., 175, 189, 205, 209, 216, 224.
INONDATION : 10, 160.
INTERVENTION DE L'ETAT :
En France : 93 ; à l'étranger : 157 ; sous forme de contrôle : 157 et s. ; d'association : 188 ; de concurrence : 186.
ITALIE : 221 et s.

L

LIMITATION DE GARANTIE : voir *Franchise*.
LIQUIDATION JUDICIAIRE : 37.
LOCATION : 35.
LUTTE contre la grêle : 4 et s.
MANIFESTATIONS de la grêle : 1 et s.
METAYER : 20.
MISE EN DEMEURE : 29.
MODIFICATIONS dans la personne : 35 et s. ; dans l'objet : 38 et s.

N

NATURE de la chose assurée : 22 4^o et s. ; de récolte : 26.

NIAGARAS ELECTRIQUES : 6.

O

OPINION DU RISQUE : 22 et s.; 38.

OURAGANS : 10, 160.

P

PARTS CONTRIBUTIVES de l'Etat : 116.

PAYS-BAS : 153.

PERIODE DE GARANTIE : 31, 89, 193, 225.

PERIODICITE de la grêle : 59 et s.

PERTES TOTALES: 73, 129, 230.

PERSONNES pouvant souscrire un contrat : 19.

PLANTES FOURRAGERES : 51; textiles : 51.

PLEINS : 60.

POLICE : Etablissement et contenu : 21 et s.

POLOGNE : 207.

POOL : 173, 200, 222, 242.

POUVOIR de contracter : 19 et s.

PRETS aux caisses locales : 100

PRIME : date de paiement : 28 ; sanctions : 29, 48 ; établissement : 49 et s., 204, 214.

PRODUIT : principal ou secondaire : 22, 72.

PROLONGATION de la garantie: 33.

PROPOSITION d'assurance : 21, 189.

PROPOSITIONS et PROJETS de Lois : 131 et s.

Q

QUEENSLAND : 187.

R

RACHAT de la franchise : 33.

REASSURANCE : 61, 161 et s.

REDUCTION de prime : 34, 43 ; de l'indemnité : 71.

REGLE PROPORTIONNELLE : 71.

REMISE EN COURS : 43.

RENDEMENT : 22.

RESILIATION anticipée : 46 et s.

RISQUE : conditions nécessaires à l'assurance : 8 ; détermination : 22.

ROUMANIE : 157.

RURALE : 68, 69, 81.

S

SAUVETAGES ET COMPENSATIONS : 73, 129.

SECHERESSE : 10, 160.

SIEGE de l'exploitation : 25.

SIGNATURE de la police : 45.

SINISTRE : Déclaration : 63 et s. ; expertise : 65 ; paiement: 74.

SITUATION GEOGRAPHIQUE de la chose assurée : 25, 53 et s.

SOCIETES ANONYMES : voir *Compagnies par actions*.

SOCIETES MUTUELLES : Notions générales : 15 ; Clés françaises : 80 ; résultats : 81 et s.

SUBVENTIONS aux Caisses locales : 102.

SUISSE : 180 et s.

SURPRIME : 33, 45.

SUSPENSION : 29, 43.

T

TABACS : 89.

TARIF : voir *Prime*.

TCHECOSLOVAQUIE : 157.

TEMPETES : 10, 160, 188.

TIERCE-EXPERTISE : 88.

TOITURES : 22, 33, 199.

U

U. R. S. S. : 233.

V

VALEUR DE LA CHOSE ASSUREE : 23.

VIGNE : 51, 64.

VULNERABILITE : 52.

Y

YUGOSLAVIE : 207.

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
---------------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'Initiative Privée	15
CHAPITRE PREMIER. — LE CONTRAT	17
<i>Section I. — Formation</i>	18
<i>Sous-Section I. — Le consentement</i>	19
a) Pouvoir	19
b) Date de formation du contrat	20
<i>Sous-Section II. — Les obligations des parties</i>	21
I. — Obligations de l'assuré	21
a) Obligations dont l'exécution est concommit- tante à la conclusion du contrat	22
1) Détermination du risque	22
2) Déclaration de la totalité des ensem- cements	25
3) Déclaration des précédents sinistres ..	27
4) Déclaration des contrats en cours	27
b) Obligations dont l'exécution s'échelonne sur toute la durée du contrat	28
1) Paiement de la prime	28
2) Déclaration des modifications survenues dans le risque	29

II. — Obligations de l'assureur	29
a) La période de garantie	31
b) La franchise d'avarie	33
<i>Section II. — Modifications</i>	35
I. — Modifications de la personne	35
II. — Modifications dans la chose	38
a) Les assolements	38
b) Les avenants	42
<i>Section III. — Fin du contrat</i>	44
1) Expiration du délai	44
2) Résiliation anticipée	46
CHAPITRE II. — L'ÉTABLISSEMENT DE LA PRIME	49
I. — Nature de la chose assurée	49
a) Nature de la culture	90
b) Sa vulnérabilité	52
II. — Situation géographique	53
III. — Périodicité	59
La division des risques	60
CHAPITRE III. — LE SINISTRE	63
I. — La déclaration	63
II. — L'expertise	65
1) Délai dans lequel a lieu l'expertise ..	66
2) Compétence	68
3) Méthode	69
Evaluation théorique	69
Evaluation pratique	71
Règles spéciales en cas de perte totale	73
III. — Le paiement	74
1) Mode de paiement	75
2) Déchéances	76
IV. — Résultats	79
Appendices	87
1) L'assurance en Afrique du Nord	87
2) L'assurance des tabacs	89
3) La Fédération grêle d'Alsace	91

DEUXIEME PARTIE

L'Intervention de l'Etat	93
CHAPITRE PREMIER. — LES AVANTAGES ACCORDÉS AUX	
CAISSES LOCALES	95
<i>Section I. — Leur statut</i>	95
I. — <i>Forme</i>	96
II. — <i>Fond</i>	97
<i>Section II. — Les immunités fiscales</i>	98
<i>Section III. — Le droit aux prêts et subventions</i>	99
I. — <i>Les prêts</i>	100
II. — <i>Les subventions</i>	102
<i>Section IV. — Les résultats</i>	109
CHAPITRE II. — LES SUBVENTIONS ET ALLOCATIONS CONSÉ-	
CUTIVES AUX CALAMITÉS AGRICOLES	115
<i>Section I. — Parts contributives de l'Etat</i>	116
a) <i>Conditions d'attribution</i>	117
b) <i>Montant des subventions</i>	118
<i>Section II. — La Caisse de Solidarité</i>	125
a) <i>Bénéficiaires</i>	126
b) <i>Mode de calcul</i>	128
CHAPITRE III. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOIS TEN-	
DANT A ÉLARGIR L'INTERVENTION DE L'ÉTAT	131
a) <i>Avant la guerre 1914-1918</i>	132
b) <i>Depuis la guerre 1914-1918</i>	139
<i>Considérations générales</i>	144

TROISIEME PARTIE

L'assurance grêle à l'Etranger	151
CHAPITRE PREMIER. — LES RÉGIMES DE PURE INITIA-	
TIVE PRIVÉE	153
L'Argentine	153

CHAPITRE II. — LES RÉGIMES MIXTES : INITIATIVE PRIVÉE	
TEMPÉRÉE PAR L'INTERVENTION DE L'ÉTAT	157
Section I. — Intervention sous forme de contrôle ..	157
L'Espagne	158
La Hongrie	167
Section II. — Intervention sous forme d'association..	180
La Suisse	180
Section III. — Intervention sous forme de concurrence	186
a) Concurrence exercée par les pouvoirs pu-	
blics eux-mêmes	187
Les Etats-Unis d'Amérique	187
Le Canada	198
b) Concurrence exercée par des Sociétés de	
droit public	207
L'Allemagne	207
L'Italie	221
CHAPITRE III. — LES RÉGIMES DE PUR MONOPOLE	233
L'U. R. S. S.	233
La Bulgarie	235
Conclusion	241
Annexes	245
1. Conditions générales de l'Abeille	247
2. Conditions générales de l'Etoile	257
3. Extrait des statuts des caisses locales	267
4. Modèle de demande pour les parts contribu-	
tives de l'Etat aux primes d'assurances	277
5. Conditions générales de la « Magdebrige	
Hagelversicherungs-gesellschaft »	278
6. Conditions générales de la « Reale grandine »	293
7. Conditions générales de la Société Suisse	
d'Assurance contre la grêle	313
BIBLIOGRAPHIE	327
TABLE ALPHABÉTIQUE DES NOMS CITÉS	331
TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES	333
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES	337

